

UNIVERSITE DE PARIS II

**LA TUTELLE PENALE
PRONONCÉ ET MODALITES
D'APPLICATION**

GOLDOUZIAN IRADJ

1975



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549916_0003

UNIVERSITE DE PARIS II

LA TUTELLE PENALE PRONONCE ET MODALITES D'APPLICATION



Thèse pour le Doctorat d'État en Droit
présentée et soutenue publiquement
sous la présidence de :
M. le Professeur Georges LEVASSEUR

GOLDOUZIAN IRADJ

UNIVERSITY OF LEEDS

LA TUTELLE PENALE
PRONONCE ET MODALITES
D'APPLICATION



THE UNIVERSITY OF LEEDS
LIBRARY
LEEDS
LS2 9JT

UNIVERSITY OF LEEDS

— AVERTISSEMENT —

Le présent document est une reproduction faite en réduction (33 %) d'un document original fourni par l'auteur

Le Service de Reproduction des Thèses de l'Université des Sciences Sociales (Grenoble II) ne peut être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de certaines parties. Seul l'auteur qui n'a pas eu le loisir ou la possibilité de fournir des originaux correspondant aux normes fixées par l'Atelier peut être incriminé

L'Université n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA TUTELLE PÉNALE :
PRONONCÉ ET MODALITÉS D'APPLICATION

*Par la réinsertion d'un délinquant
dans la vie sociale, la société
s'améliore elle-même*

A Monsieur le Président Georges LEVASSEUR

Nous sommes très fier de l'honneur qu'il nous a fait en acceptant la direction de notre thèse, et nous l'assurons de notre reconnaissance très respectueuse.

Nous tenons à le remercier pour l'aide, les conseils et les encouragements qu'il nous a prodigués tout au long de nos études; soit pour cette thèse de Doctorat d'Etat en Droit, soit pour notre Doctorat de spécialité (IIIème cycle) en Sciences Pénitentiaire, soit pour notre Diplôme d'Etudes Supérieures de Droit Privé général.

Nous remercions vivement Monsieur Georges P. LEROY (Président d'honneur de l'Association Nationale des juges et anciens juges de l'application des peines et directeur des Editions Robert; Monsieur Bernard DUTHEIL-LET-LAMONTHEZIE (Conseiller référendaire à la Cour de Cassation); Monsieur Jean-Jacques FRANCES-MAGRE (Juge de l'application des peines à Nanterre); et Monsieur J. FAVARD (le magistrat chef du Bureau de la Détention) pour l'aide précieuse et les renseignements aimablement apportés à nos recherches.

Nous remercions également Monsieur et Madame AUCAGNE qui nous ont donné la possibilité d'observer les règles grammaticales dans la rédaction de notre thèse.

INTRODUCTION

La récidive à répétitions est le fait des antisociaux qui sont les adversaires conscients et déterminés de l'ordre social et les associaux qui sans volonté offensive sont incapables de s'adapter à la vie sociale. Ces derniers sont des individus qui se caractérisent par une personnalité faible ou troublée et dominée par un état de médiocrité et de nonchalance. Ce type de désadapté doit faire l'objet d'une mesure et d'un traitement individualisé avant et après le jugement.

A l'égard de ces multirécidivistes, le droit pénal français prévoyait la relégation. La mesure jugée inefficace, la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens a abrogé la loi du 27 mai 1885 sur la relégation et ajouté un nouveau chapitre au livre I du Code Pénal intitulé : " de la tutelle pénale des multirécidivistes ".

La tutelle pénale a pour objet de protéger la société contre les agissements des multirécidivistes en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité. Elle est subie, soit dans un établissement pénitentiaire, soit sous le régime de la libération conditionnelle. L'institution de la tutelle pénale est conçue comme une mesure de résocialisation. Dénommée peine

par la loi, elle est plutôt une mesure de sûreté ou si l'on veut, une mesure de défense sociale.

La tutelle pénale appliquée aux récidivistes endurcis, prévoit la possibilité de leur réinsertion progressive dans la vie sociale. Mais, il ne s'agit pas uniquement de la réadaptation des multirécidivistes pour leur donner la chance de se reclasser dans la société, la tutelle pénale, pour une protection efficace de la société, s'efforce également de neutraliser leur état dangereux. En fait, la prévention des infractions futures par la réadaptation sociale du délinquant, en s'efforçant de remédier aux causes physiques, psychologiques, sociales, etc de son inadaptation, la neutralisation et la surveillance sont envisagées lors du prononcé et l'exécution de la tutelle pénale.

D'après les positivistes et les premiers partisans des mesures de sûreté, l'essentiel était, d'empêcher l'individu en état dangereux de nuire et cela par les moyens les plus énergiques : internement à vie des délinquants d'habitude et des criminels nés, castration des délinquants sexuels, maison de travail pour les vagabonds, etc... Dans une telle conception, comme le dit M.M. G. Stefani et G. Levasseur (1) : " l'amélioration

(1) M.M. G. Stefani et G. Levasseur : Précis Dalloz Droit Pénal Général, VIIème édition (1973) p. 335, n° 349.

de l'intéressé n'est qu'accessoire, on désespère assez vite d'y parvenir (surtout alors qu'on pense que ses tendances criminelles sont innées), on cherche à éliminer l'individu dangereux ou tout au moins à le neutraliser." Telle était la première conception de la relégation qui, de 1.885 à 1.942 s'est exécutée sous forme de transportation définitive aux colonies, où les relégués menaient une existence lamentable.

L'exemple de la tutelle pénale (mesure substituée à la relégation par la loi du 17 juillet 1970) montre qu'il est possible que la neutralisation et la réadaptation soient combinées, ou soient successivement employées pour prévenir les infractions que permet de redouter l'état dangereux d'un délinquant.

Cette initiative résulte de l'influence de l'école de défense sociale, nouvellement créée par M. Marc ANCEL, Président de Chambre à la Cour de Cassation et Président de la Société Internationale de Défense Sociale.

L'article 2 des statuts de la Société Internationale de Défense Sociale décide que : " cette société se propose d'étudier les problèmes de la criminalité dans la perspective d'un système de réaction anticriminelle qui, tenant compte des facteurs de l'acte antisocial et des possibilités de resocialisation de son auteur, tende à la fois de protéger la société contre les délinquants

et à prémunir les individus contre le risque de retomber dans la délinquance. La Société Internationale de Défense Sociale, s'efforce par la propagation de ces idées, d'exercer une influence sur la politique criminelle des Etats modernes."(1 & 2)

C'est précisément la suppression de la relégation et l'institution de la tutelle pénale des multi-récidivistes dominées par les idées générales d'une part de la prévention de la nouvelle infraction par le traitement approprié résultant d'une individualisation de la sanction avant et après le jugement, et d'autre part la protection de la société par la neutralisation temporaire du délinquant, qui généralisent les grands principes de l'Ecole de Défense Sociale Nouvelle.

M. Robert Schmelck, dans son rapport présenté au VIIIème Congrès International de Défense Sociale, à Paris, le 18 Novembre 1971, déclare que : " La tutelle pénale apparaît au plan des principes comme un effort original de conciliation entre les impératifs de la protection sociale et ceux de l'individualisa-

(1) ANCEL Marc " La Défense Sociale Nouvelle " IIème édition, 1971, Edition Cujas, p. 39

(2) ANCEL Marc " Une Définition de la Défense Sociale " Revue de Science criminelle, 1956, p. 447 & s.

tion de la peine en vue du reclassement du délinquant".(1)
 La loi donne impérativement à la juridiction pénale le devoir de vérifier l'existence de la périculosité et d'apprécier les chances de succès de la mesure rééducative, curative ou neutralisante.

La tutelle pénale, mesure facultative, ne peut être prononcée que dans des cas à la fois moins nombreux et plus graves que ceux qui pouvaient entraîner la relégation. La loi du 17 juillet 1970 a conféré au régime de la tutelle pénale une grande souplesse, mais elle ne permet le prononcé que sur le fondement de critères précis.

Depuis son entrée en vigueur, les textes de la loi n'ont pas soulevé de difficulté d'application majeure, toutefois, les irrégularités ont été constatées par M. le Garde des Sceaux, qui a introduit devant la Chambre Criminelle des pourvois dans l'intérêt de la loi et du condamné.

La Chambre Criminelle a consacré des solutions

(1) SCHMELK Robert : " Un exemple de traitement individualisé du délinquant: " La Tutelle Pénale " des multirécidivistes en France ". Les Techniques de l'individualisation judiciaire. Paris 1971 8è Congrès, p. 18

dont certaines sont au fond le prolongement de ce qui était déjà admis pour la relégation et dont d'autres, relatives à de nouvelles exigences légales, sont révélatrices de la volonté de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation d'assurer pour la tutelle pénale, le respect de la stricte légalité.

Les points les plus importants envisagés par la Cour de Cassation sont :

- Nécessité de prévoir l'assistance d'un défenseur à l'égard de tout prévenu qui encourt la tutelle pénale. (Article 417, alinéa 4 du Code de Procédure Pénale.)
- Impossibilité de retenir à la charge d'un prévenu une condamnation prononcée pour des faits commis avant l'âge de 21 ans.
- Nécessité d'une enquête de personnalité et d'un examen médico-psychologique préalables avant la décision de la tutelle pénale.
- Obligation de mentionner expressément dans la décision prononçant la tutelle pénale, les condamnations antérieures qui sont prises en compte.
- Interdiction faite à la juridiction d'apprécier la durée de la tutelle pénale fixée par la loi à dix années en principe.
- Les délits spécifiés et l'énumération limitative de la loi.

La nouveauté de l'institution réside surtout dans son esprit, car deux critères sont nécessairement pris en considération, l'un juridique (les faits) et l'autre médical et médico-psychologique. Il est évident que ces mesures sont utiles pour le choix et l'affectation de l'intéressé dans l'établissement pénitentiaire, compte tenu de sa personnalité et pour l'examen d'une libération conditionnelle éventuelle afin de mesurer la conduite de l'intéressé en détention.

Les dispositions légales relatives aux règles de fond de la tutelle pénale sont contenues dans les articles 58-1 à 58-3 composant le chapitre V " De la tutelle pénale des multirécidivistes " du livre Ier du Code Pénal. Les règles de procédure (à l'exception de celles concernant l'obligation de l'examen de la personnalité que le législateur, à cause de leur importance, a voulu faire figurer à l'article 58-1 du Code Pénal) sont énoncées dans divers chapitres du Code de Procédure Pénale, aux articles 71 (cas de flagrant délit), 376 (la constatation dans l'arrêt de l'existence des condamnations antérieures pour le prononcé de la tutelle pénale), 417 (l'assistance obligatoire d'un défenseur), 463 (supplément d'information aux fins de l'enquête de personnalité et l'examen médico-psychologique), 485 (la constatation

d'existence des condamnations antérieures par la juridiction de jugement pour le prononcé de la tutelle pénale.

Les dispositions relatives à l'exécution de la tutelle pénale font l'objet dans le Code de Procédure Pénale du Chapitre IV du titre II du livre V, des nouveaux articles 728-1 à 728-4 (de l'exécution de la tutelle pénale). En outre, les textes particuliers ont été insérés aux articles 729 (délais d'épreuve pour l'octroi de la libération conditionnelle), et 784 et 786 (la réhabilitation).

Enfin, le régime d'exécution de la tutelle pénale est précisé dans la troisième partie du Code de Procédure Pénale, aux articles D. 497 à D. 498-3 (le traitement des condamnés à la tutelle pénale, Décret n° 72-852 du 12 septembre 1972), ainsi qu'aux articles D. 72 (l'affectation), D. 76 (longue peine), D.80 (section instituée auprès du Centre National d'Orientation), D. 137 (l'admission au régime de semi-liberté), D. 143 et D. 144 (permission de sortir).

Vu l'ensemble des dispositions précitées, on peut définir formellement l'institution de la tutelle

pénale comme une mesure de sûreté dans le cadre juridique du traitement des délinquants d'habitude ou des récidivistes d'infractions graves en s'ajoutant à la peine principale que ceux-ci encourent pour leur dernière infraction.

La sentence est prononcée, après étude de la personnalité du multirécidiviste, effectuée grâce à un examen médico-psychologique et social destiné à apprécier son état dangereux et la possibilité de sa réinsertion sociale. Tout cela permet d'éviter une punition excessive et injuste, une libération trop rapide qui est dangereuse pour la société, en assurant à la fois l'amendement du délinquant, l'équité et la défense de la société.

Avant d'aborder les deux problèmes fondamentaux de la tutelle pénale, concernant le régime juridique et l'individualisation pénitentiaire par le passage du régime de la détention à celui de la libération conditionnelle appliquée dans les centres spécialisés en milieu fermé (LURE), et en semi-liberté (CLERMONT-FERRAND) , (Prison Pellissier), (Saint Sulpice la Pointe, Tarn), il convient de préciser, dans une partie préliminaire, la suppression de la relégation et les bases actuelles de la tutelle pénale, indispensable pour l'étude et la compréhension de ses principales manifestations en droit

positif français.

La présente thèse sera donc divisée en trois parties :

Partie Préliminaire : Origine de la Tutelle Pénale

Première Partie : Le régime juridique de la tutelle pénale

Deuxième partie : Le régime pénitentiaire de la Tutelle pénale.

PARTIE PRÉLIMINAIRE

ORIGINE DE LA TUTELLE PÉNALE

En vertu de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, la relégation mesure d'élimination, donc perpétuelle en son principe, a été remplacée par la tutelle pénale. Quoi qu'elle frappe des multirécidivistes, la tutelle pénale tend bien sûr à favoriser l'amendement du condamné et de plus, à préparer éventuellement son accession à la libération conditionnelle. Ainsi d'après cette loi, on ne doit jamais douter des aptitudes d'un individu à se resocialiser, quel qu'ait été son passé pénal, seule compte sa personnalité, qui peut, par un traitement approprié redevenir sociable. Mais malgré la réforme apportée, la loi est muette sur la question des équipements et de l'adaptation des établissements pénitentiaires au traitement des multirécidivistes, ce qui est cependant une condition nécessaire à la réforme. A cet égard, M. De GRAILLY, dans son rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, sur : la Vème Partie, de la suppression de la relégation et l'institution

de la tutelle pénale précise qu' " Il n'est pas concevable en effet que la tutelle pénale puisse être exécutée lorsqu'il y aura lieu à détention dans des établissements qui ne sont que des quartiers de maisons centrales elles-mêmes vétustes et inadaptées. " (1)

Quoi qu'il en soit, l'institution de la tutelle pénale résulte de l'évolution de la politique criminelle influencée par l'école de la défense sociale nouvelle. Certes, ce n'est pas la doctrine qui fait la politique criminelle, qui la choisit ou qui la construit, comme le déclare M. le Professeur Georges Levasseur : " ... la politique criminelle est un art de décisions et la doctrine ne décide rien. Elle se borne à constater, à éclairer, à systématiser et éventuellement à rechercher les matériaux pour les mettre à la disposition des autorités, à qui revient la charge de prendre les décisions nécessaires. " (2) C'était exactement le cas de la suppression de la relégation et l'institution de la tutelle pénale dont nous envisageons d'étudier ci-

(1) M. De GRAILLY, Rapport. Journal Officiel, 1970, Assemblée Nationale, impression, 2ème session ordinaire, 1969-1970 p. 25 & s.

(2) M. LEVASSEUR, " La Politique Criminelle " Archive de philosophie du droit, 1971, p. 133

après l'échec de l'une et la genèse de l'autre.

CHAPITRE I — L'ÉCHEC DE LA RELÉGATION, PEINE INADAPTÉE, DÉSUÈTE ET INEFFECTIVE

L'institution de la relégation telle qu'elle résultait de la loi du 27 mai 1885, des dispositions contenues dans le Code de Procédure Pénale, des modes de traitement pénitentiaire rapprochés du régime de droit commun, de l'exécution de longues peines, répondait de moins en moins à son double but d'élimination et de traitement des multirécidivistes.

La relégation, dans son caractère perpétuel était inadaptée. Elle était insuffisamment développée dans ses orientations les plus modernes. Malgré le correctif de la libération conditionnelle qui intervenait depuis 1942 après un long délai, le caractère perpétuel de la relégation était unanimement critiqué, car il paraissait particulièrement rigoureux de sanctionner par une peine de cette nature des infractions souvent punies de courtes peines d'emprisonnement. A cause de cela, les tribunaux avaient de moins en moins recours à cette peine, qui prononcée 212 fois dans l'année 1961, n'a été infligée que 100 fois en 1966. Au 1er Août 1969, le nombre total des relégués incarcérés qui étaient 1 200 environ n'étaient plus que de 769, en 1967.

La relégation sanction désuète, inadaptée et peu efficace n'était plus infligée qu'à un nombre de plus en plus restreint de délinquants récidivistes. Le chiffre des relégués incarcérés ne s'élevait qu'à 713 au 1er janvier 1970, et à 663 lors du vote de la loi du 17 juillet 1970 et à 648 lors de la mise en application de cette loi.

La justice pénale, soucieuse avant toute chose de la dignité et des droits de l'être humain, ne pouvait plus conserver une institution qui ne répondait plus aux aspirations de notre temps et aux conceptions contemporaines des sciences sociales, notamment de la criminologie et de la science pénitentiaire. Enfin, les multirécidivistes avant et après la réforme ont presque un caractère commun : un état dangereux. Pour cette raison, un aperçu historique succinct de la relégation et son appréciation critique nous paraît indispensable avant d'aborder le problème de la genèse de la tutelle pénale.

Section I : La Relégation avant sa suppression

La relégation date de la fin du XIXème siècle. Elle a été pendant un peu plus de trois quarts de siècle, une des institutions les plus pratiques du droit pénal français. Le législateur était sensible aux problèmes posés par les grands criminels récidivistes comme les petits délinquants d'habitude et les vagabonds qui présen-

taient un danger social permanent et avait résolu de les éliminer définitivement de la métropole. A l'origine, les dispositions prises imposaient à ces délinquants de résider dans une colonie lointaine où ils étaient astreints à une certaine mesure de surveillance donc, il s'agissait d'une restriction de liberté et non une privation de liberté. Ces colonies étaient d'abord la Nouvelle-Calédonie et la Guyane, puis la Guyane seule, appelée plus tard pour cette raison, " le pays d'où l'on ne revient pas ". En principe, une relégation individuelle comme le dit M. Jacques LEAUTE " devait être appliquée aux condamnés justifiant d'une bonne conduite et de moyens d'existence suffisants; elle leur laissait le droit de se déplacer à l'intérieur de la colonie, exception faite de certaines localités et sous réserve d'en aviser les autorités et de se soumettre à un contrôle ". Faute de moyens, le régime de la relégation s'était rapproché rapidement de celui des travaux forcés, coloniaux eux aussi.

A cette époque, les forçats qui avaient accompli leur peine restaient à perpétuité dans la colonie lorsque la peine des travaux forcés était supérieure à huit ans; lorsque cette peine était inférieure, ils devaient

(1) LEAUTE Jacques, " Criminologie et Science Pénitentiaire "

y résider encore pendant un temps au moins égal à la durée de cette peine. Cette institution, dite du " doublage " était comme le dit Mr. le Président Marc Ancel " une véritable mesure de sûreté neutralisante, et elle habitait les esprits à penser qu'une mesure de même nature pourrait être appliquée à ceux qui vivaient en quelque sorte dans un état permanent de récidive. On ajoutait enfin, sans y croire d'ailleurs, que cet envoi outre-mer pouvait fournir une main-d'oeuvre permettant la mise en valeur des colonies tout en offrant à ceux qui en faisaient l'objet une chance de relèvement par le travail." (1)

La détermination des catégories de délinquants auxquelles étaient appliqué le régime a été établie suivant des critères purement légaux, car l'incorrigibilité était une présomption légale absolue qui s'imposait au juge et qui résultait non d'un examen de personnalité ou d'une appréciation concrète de la qualité du sujet, mais de l'existence d'un certain nombre de condamnations précédemment infligées dont le chiffre et l'importance étaient fixés par la loi.

(1) ANCEL Marc " La fin de la relégation " Melanges, en hommage à Jean CONSTANT, 1971 Liège, p. 9

R. Saleilles dans son célèbre ouvrage sur l'individualisation de la peine à cette occasion déclare : "la loi elle-même établit ici "le critérium forcé du classement", ce qui est en matière d'individualisation le plus mauvais de tous les systèmes. " (1) Par conséquent, la loi déterminait une série de cas (quatre à l'origine) qui donnait lieu à l'application de la relégation, et c'était la loi seule qui établissait la nature, la gravité et la durée des peines prises en considération. La relégation revêtait donc le caractère d'une mesure de sûreté, obligatoire pour le juge, de caractère perpétuel (en principe) pour le condamné. D'où un système compliqué entraînant une grande difficulté d'application que nous étudions ci-après :

Sous-section 1 : La conception de la relégation
sous le régime de la loi du 27 mai 1 885.

Le législateur de la loi de 1 885 répugnait à employer le terme de mesure de sûreté et avait qualifié la relégation comme une peine complémentaire. En plus,

(1) SALEILLES (R.) " L'Individualisation de la Peine ",
1ère édition, p. 129

il avait évité de parler de délinquant d'habitude et même de multirécidiviste. Mais la jurisprudence et la doctrine considéraient la relégation comme une mesure de sûreté qui échappait dans certains cas au régime légal de la peine. A cet effet, la relégation s'appliquait dès son entrée en vigueur et prenait en considération pour le calcul de la récidive les condamnations antérieures à la mise en application de la loi précitée. La grâce relevant le condamné de la peine principale ne s'appliquait pas à la relégation, sauf disposition formelle des lettres de grâce. Egalement, l'amnistie ne s'appliquait pas à la relégation, sauf stipulation contraire expresse de la loi d'amnistie. En ce qui concerne la procédure, la loi voulait assurer aux relégables les moyens de se défendre contre une mesure si grave. L'assistance d'un défenseur était obligatoire, il était au besoin désigné d'office par la juridiction du jugement. La relégation était une peine de droit commun, inapplicable en matière politique, et selon la procédure du flagrant délit. Telle était la conception générale de la relégation, peine coloniale perpétuelle d'élimination des multirécidivistes créée par la loi du 27 mai 1885; il reste à étudier maintenant les nombreux aménagements et les réformes subis par l'ancienne institution.

Sous Section 2. La relégation au cours de son existence.

Entre le 27 Juin 1887 où le premier envoi de relégués quittait Saint-Martin de Ré et le 14 décembre 1938 où le Lamartinière entreprit son dernier voyage, emportant dans ses flancs six cents condamnés, on évalue à 20.000 le nombre des relégués transportés. (1) L'échec patent du régime de la transportation en général, devait finalement amener le législateur à envisager sa suppression. Ce fut l'objet du décret du 17 Juin 1938, pour des condamnés aux travaux forcés, en revanche, les relégués restèrent soumis à ce régime. Ensuite, les événements ont imposé leur volonté : la guerre, puis l'occupation et les difficultés de liaison avec les colonies mirent obstacle au transfert des relégués, de sorte que, en pratique, ceux-ci restèrent jusqu'à l'expiration de leur peine principale, dans les établissements métropolitains. La loi du 6 juillet 1942 a régularisé cette situation en décidant que les relégués seraient dorénavant internés en métropole dans des établissements ou dans des quartiers d'établissements spéciaux. Mais l'équipement faisait défaut. Les établissements spéciaux n'existaient pas et la

(1) SCHMELK Robert, " Un exemple de traitement individualisé du délinquant : " La Tutelle Pénale " des multi-récidivistes en France ". Les techniques de l'individualisation judiciaire, Paris, 1971 8è Congrès, p.17

peine était exécutée dans les maisons centrales ordinaires. Pour atténuer la rigueur de ce régime et l'humaniser la loi autorisait la libération conditionnelle des condamnés, après trois ans d'expiration de la peine principale. Le texte prévoyait que l'arrêté de libération pourrait soumettre le libéré au contrôle d'un patronage pendant une durée de cinq ans et que la libération ne deviendrait définitive qu'après un délai de vingt ans. Par conséquent, on substituait à la politique d'élimination qui avait été celle du législateur de 1885 une politique, comme le dit M. Roger Vienne : " qui tendait à assurer la réadaptation du multirécidiviste aux conditions d'une vie sociale". (1) En somme, la loi du 6 juillet 1942 avait transformé la relégation en une mesure de sûreté privative de liberté et non simplement restrictive. L'état dangereux était toujours présumé et les tribunaux avaient l'obligation de prononcer la relégation dans les quatre cas généraux de récidive définis par la loi. Mais la loi de 1942 avait écarté implicitement l'idée que tous les relégués étaient incorrigibles et inamendables car dans son article 2, elle prévoyait que

(1) M. ROGER VIENNE " Le Traitement des multirécidivistes en France, législation et régime pénitentiaire " *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 1968, p. 138

les condamnés seraient soumis à un régime " permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation. "

Depuis 1942 jusqu'à 1970, ce régime législatif a été modifié sur trois points :

- d'une part comme la relégation restait perpétuelle, le nombre des relégués détenus en métropole augmentait et atteignait 1 647 en 1 954, et la proportion de cette population par rapport au total de la population pénale augmentait très vite (elle doublait en trois ans, de 1 950 à 1 952 (3,4 % ; 6,1 %) et atteignait 9 % en 1 955). (1) Malgré tout, les tribunaux écartaient en fait la relégation, quand ils le voulaient, en ne prononçant pas la condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement. C'est précisément comme le dit M. Robert Vouin " en vue de les dispenser de ce subterfuge, déplorable du point de vue de la défense de la société, que l'on avait proposé d'instituer le sursis à la relégation. Le législateur a préféré, sur la proposition de M. Isorni, inscrire purement et simplement le caractère facultatif dans le

(1) LEAUTE Jacques : " Criminologie et Science Pénitentiaire ", Thémis, P.U.F. , 1972, p. 806

droit commun de la relégation. " (1) et (2) C'est une chose faite par la loi du 3 Janvier 1954 qui réalisa d'après M. Georges LEVASSEUR " d'un seul mot une réforme capitale ". (3) Cette réforme importante fut accomplie grâce à la seule modification d'un mot de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes : au lieu de " seront relégués ", il fallait lire désormais " peuvent être " relégués. Cette situation achevait de faire perdre à la relégation sa rigidité ancienne, et en même temps ouvrait de nouvelles perspectives à l'individualisation judiciaire généralisée par R. Saleilles dans son ouvrage de l'individualisation de la peine qui montre que le législateur, le juge et l'Administration pénitentiaire doivent concourir à adapter le régime des peines aux particularités de chaque condamné, par une triple individualisation, légale, judiciaire et administrative. Malgré le silence des

- (1) N. DEJEAN de la Batie, Gazette du Palais, 1949. 2, Doctrine, p. 51
- (2) ROBERT VOUIN " B. Chronique législative, 1. récidive, relégation " Revue de Science Criminelle, 1954 p.779
- (3) GEORGES LEVASSEUR : note pour le jugement du Tribunal de la Seine du 6 mars 1956, jurisclasseur périodique, (La Semaine Juridique), 1956, n° 9 338

dispositions légales sur les critères d'appréciation de la mesure facultative par les juges, les juridictions ont fait souvent recours à l'examen bio-psychologique et social, et c'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine, du 6 Mars 1956, rendu sous la présidence de M. Jean CHAZAL, constatait qu'il importait que le juge fut renseigné sur la personnalité du prévenu et que soient déterminés l'antisocialité et l'état dangereux de ce dernier. Il fallait donc procéder à une expertise, afin de rechercher la nature et le degré de l'antisocialité, de préciser les possibilités de réinsertion sociale, et de savoir si l'état dangereux nécessitait une mesure de neutralisation. (1)

- D'autre part, le code de Procédure Pénale de 1958 supprima le délai d'épreuve de trois années après l'expiration de la peine principale de la loi de 1942, délai avant lequel le condamné ne pouvait bénéficier de la libération conditionnelle : il avait été prévu dans l'ancien article 729, alinéa 4, que ce délai serait :
 " de quatre ans plus long que celui correspondant à la peine principale si cette peine est correctionnelle et de six ans plus long, si cette peine est criminelle."
 La durée des mesures d'assistance et de contrôle était fixée par l'arrêté de libération conditionnelle pour une période qui ne pouvait être inférieure à cinq années, ni supérieure à dix années (ancien article 732
 (1) A la suite de ce jugement, certaines initiatives ont été prises localement. Par exemple à LYON, Mr. Gautier (Procureur de la République) mettait systématiquement tous les condamnés passibles de la relégation à l'examen bio-psychologique et social.

alinéa 3.)

- Enfin, deux autres cas de relégation ont été introduits dans la loi de 1 885 concernant :

- 1°) deux condamnations à deux ans au moins d'emprisonnement pour avortement simple en vertu de l'article 317, alinéa 1 du Code Pénal, ou une seule condamnation à trois ans d'emprisonnement au moins pour avortement habituel en vertu de l'article 317, alinéa 2 (Loi du 27 mai 1.885, article 4-5°. Décret-loi du 29 juillet 1939).
- 2°) deux condamnations à l'emprisonnement qu'elle qu'en soit la durée, pour proxénétisme par application des articles 334, 334-1 et 335 du Code Pénal (LOi 1 885, article 4-6°. L'ordonnance du 23 décembre 1958; art. 37).

Etant donné ce qui précède, nous envisageons d'exprimer dans la section suivante, les critiques de la relégation qui ont abouti à la suppression de cette institution .

Section 2 - Appréciation critique de la relégation.

Il est certain que la relégation sous sa forme co-

loniale et absolue pendant de longues années a débarrassé la métropole de certains délinquants dangereux. Son application a eu des effets assez appréciables sur la courbe statistique de la délinquance, notamment en ce qui concernait les proxénètes, les scuteneurs et les délinquants professionnels. Mais, l'expérience a démontré que la présomption irréfragable d'incorrigibilité consacrée par le législateur de 1 885, était une erreur certaine.

D'après MM. Pierre BOUZAT et Jean PINATEL : " au point de vue colonial, la relégation n'a eu aucun effet bienfaisant. Il était d'ailleurs difficile qu'elle en eût. Les relégués sont souvent des hommes prématurément usés par l'alcoolisme, la débauche, le séjour dans les prisons, donc parfaitement inaptes à la colonisation sous un climat sévère. Un amendement n'aurait pu être obtenu que s'ils avaient été placés sous un climat tempéré, et si l'administration avait fait de gros efforts à leur égard. Mais on ne se préoccupait pas de les amender; on voulait seulement les envoyer dans un dépotoir lointain. " (1)

En fait jusqu'en 1 945, les connaissances sur la mentalité et le comportement des multirécidivistes et sur

(1)MM. BOUZAT & PINATEL : " Traité de Droit Pénal et de Criminologie ", Tome I, Droit Pénal Général par Pierre BOUZAT, 2ème édition, 1 970, p. 540

la genèse de leur multidélinquance était imprécise. Le relégué était un article d'exportation dont on se souciait peu d'étudier la personnalité et la psychologie. Dès 1944-1945, l'administration pénitentiaire avait décidé d'appliquer aux relégués les principes de la réforme pénitentiaire. La loi de 1954 a établi l'individualisation de la sanction et, en 1958, le Code de Procédure Pénale avait confirmé cette orientation. L'observation scientifique des relégués avait lieu dans des centres d'observation spécialisés. Mais en fait, certains relégués qui avaient le plus de chance de reclassement bénéficiaient d'un placement en semi-liberté dans des centres spécialisés, ensuite une libération conditionnelle pouvait éventuellement intervenir. Par conséquent, les véritables antisociaux (les durs), et beaucoup d'associaux restaient des années en détention, sans l'effort de resocialisation.

Sous section 1 - Critique de la relégation.

Pour des raisons d'ordre pénitentiaire, toutes les tentatives pour éliminer les multirécidivistes par la répression avaient échoué en France ainsi que dans d'autres pays. Il n'y avait plus d'intérêt à poursuivre une expérience sans issue. La plupart des relégués avaient plus de 30 ans, et la moyenne d'âge était envi-

ron de 40 ans. Les recherches effectuées en Allemagne, aux Etats-Unis, en Autriche et au Canada, sur la précision de la délinquance et sur les statistiques judiciaire mettent en lumière qu'il existe un âge à partir duquel les risques de récidive s'amenuisent et tendent vers zéro. Cet âge statistique est 36 ans pour les hommes, sauf pour la criminalité sexuelle, qui se développe au contraire après 40 ans, d'après M. Jean PINATEL : " il est donc peu fondé de prendre des mesures spéciales à l'égard d'une catégorie d'individus qui, en raison de leur âge, feront de moins en moins parler d'eux. " (1)

En ce qui concerne la politique criminelle, si en 1885, il paraissait fructueux d'établir un concept général applicable aux multirécidivistes, depuis lors ce concept global a éclaté : il y a eu des lois à l'égard des anormaux mentaux, des alcooliques dangereux, des toxicomanes, des mendiants et des vagabonds, de façon qu'on pouvait pratiquement placer les délinquants d'habitude et professionnels dans une de ces catégories.

(1) M. JEAN PINATEL : " La réforme Législative de la Relégation, séance de section du 12 Octobre 1968 " Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, 1969, p. 10

Mais, en fait, des centaines de relégués vivaient à l'intérieur de deux grands centres de relégués, Saint-Martin-de-Ré (239 relégués au 1er Janvier 1968) et Mauzac (422 relégués), dans des conditions de détention corruptrice. La proportion des échecs de la liberté conditionnelle était très élevé (en 1969, 369 libérations conditionnelles avaient été accordées et 176 révocations prononcées, dont 119 pour nouveaux délits.(1) Ces multi-récidivistes (en moyenne 8,5 infractions par détenu au 1er Janvier 1968), auteurs d'infractions contre les biens surtout (92,40 % de leurs infractions), voleurs au premier chef (83,88 % de ces 92,40 % de leur criminalité légale), formaient une population pénale relativement âgée (moyenne d'âge : 45 ans au 1er Janvier 1968) (2).

Cependant, ces relégués n'étaient pas des hommes très différents des autres récidivistes. C'est ce qu'a montré l'enquête établie par le Centre Nationale d'Etudes et de Recherches Pénitentiaires, en collaboration avec l'Institut de Sciences Criminelles et Pénitentiaires de la Faculté de Droit de Strasbourg, en 1967, en

(1) Rapport annuel de l'Administration Pénitentiaire, 1969, p. 241

(2) LEAUTE Jacques : Criminologie et Science Pénitentiaire, Thémis, P.U.F., 1972, p. 807

comparant deux groupes de récidivistes, l'un formé de 344 récidivistes non relégués purgeant leur peine dans la maison centrale d'Ensisheim en Alsace, et l'autre de 312 relégués. On n'observait pas de graves difficultés intellectuelles et psychiques. La conduite des relégués n'avait pas été plus mauvaise que celle des récidivistes détenus à Ensisheim, quant au climat d'entente parentale, aux carences éducatives, à l'habitat défavorable, à la fréquence des familles nombreuses, au niveau familial des ressources; néanmoins, la dissociation familiale des parents, quand elle s'était produite, avait été plus précoce. La mère était morte deux fois plus souvent avant que l'enfant ait atteint l'âge de six ans, une substitution de parents avait eu lieu plus souvent; les carences affectives avaient été beaucoup plus nombreuses, l'immoralité d'habitat familial plus répandue. Cette situation n'était pas suffisante pour créer une différence de sort aussi grande que celle établie par la relégation perpétuelle, par rapport à la sortie de prison des non relégués après la peine principale. L'emprisonnement prolongé des relégués avait empêché un nombre considérable de ces hommes de contracter le mariage (quatre fois plus de célibataires que la population française pour la tranche d'âge 40-49 ans) et provoqué l'éclatement de nombreux foyers (six fois plus que dans la population générale, pour la même tranche d'âge).

Ces hommes étaient usés par la captivité, vidés dans leur personnalité, et la doctrine n'avait pas cessé de recommander l'abrogation de la relégation.

Il n'était pas rare de trouver des anciens relégués qui après plusieurs années de libération conditionnelle, pouvaient être considérés comme parfaitement réadaptés aux conditions d'une vie normale : au point de vue social, familial et professionnel, ils étaient identiques aux personnes du milieu dans lequel ils étaient insérés. D'après MM. Robert VOUIN et Jacques LEAUTE :
 " l'expérience prouvait qu'une fraction des relégués, jadis réputés tous inamendables, réussit ainsi à vivre en liberté, sans commettre de nouveaux délits. " (1)

L'observation de M.E. CHASTAGNIER qui n'était ni juriste, ni psychiatre, mais qui avait le privilège de préparer à Cayenne et de ramener en métropole, le premier convoi de libérés bénéficiant de la loi de 1938, (sur l'exécution de la peine des travaux forcés, entraînant la suppression de la résidence obligatoire instituée par la loi de 1854) témoigne de l'effort de 145 libérés et relégués qui cessant d'être alcoolique, économisèrent la somme de 3 000 anciens francs pour par-

(1) VOUIN Robert, LEAUTE Jacques : Droit Pénal et Procédure Pénale. Thémis, P.U.F., 1969 p. 109

ticiper à leur voyage de retour de Cayenne vers la France. Ces condamnés étaient mélangés aux 1 300 passagers en classe unique, sans problème. Parmi ces 144 rapatriés débarqués à Marseille le 17 Août 1946, un nombre restreint avait bénéficié de l'aide de leur famille. Les autres furent rapatriés dans les différentes institutions sociales de l'Armée du Salut, en attendant leur reclassement. L'auteur indique que parmi ces rapatriés, deux seulement de ce premier convoi, ont récidivé, mais ont été libérés à nouveau depuis longtemps. L'un d'entre eux est gardien dans une entreprise de Vitry depuis cinq ans, l'autre se trouve dans un centre hospitalier près de Rouen. M. Chastagnier critique l'institution et précise qu' " elle n'est ni humaine, ni de notre temps, car elle contribue à avilir l'homme au lieu de l'amender " et conclut " puisse ce récit rassurer les pessimistes, car il y a quelque chose à tenter. "(1)

La corrigibilité des multirécidivistes était un très précieux encouragement à persévérer dans leur tâche, pour ceux qui s'adonnaient à la resocialisation des délinquants d'habitude et pour ceux qui étaient chargés de leur fournir les moyens d'action avaient contribué à la réalisation des réformes nécessaires.

(1) CHASTAGNIER E. : " En marge de la suppression de la relégation " Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, 1969, p. 769

Lors des débats parlementaires, M. PLEVEN, ancien Ministre de la Justice, posait le problème en déclarant :
 " Pour les délinquants d'habitude, le moment est venu aussi de substituer une mesure entièrement nouvelle à la vieille peine de la relégation qui apparaît choquante de nos jours en raison de son caractère perpétuel ... péri-mée par bien des traits de son régime, et, l'expérience le démontre, en définitive fort peu efficace. " (1)

Sous-section 2 - Fin de la relégation

Les modifications apportées à l'institution (possibilité d'accès au régime de la semi-liberté ou à la libération conditionnelle et le prononcé facultatif de la relégation) n'avaient pas empêché la relégation de devenir une peine archaïque, inadaptée, désuète et peu efficace. En effet, en dépit des efforts déployés par les juges de l'application des peines et l'administration pénitentiaire pour favoriser la réinsertion sociale des relégués, la relégation restait une institution marquée par sa conception originale : éliminer de la collectivité les délinquants multirécidivistes réputés ina-

(1) RENE PLEVEN, Ancien Ministre de la Justice, " Journal Officiel, débats parlementaires. Assemblée Nationale " Jeudi 28 Mai 1970, p. 1 986

mendables. Le régime appliqué aux relégués, loin de remédier à leurs faiblesses, à leurs carences multiples et à leur inadaptation, aggravait leur " asocialité " et leur inaptitude au reclassement.

Malgré les efforts de certaines juridictions, la relégation s'est le plus souvent appliquée aux petits multirécidivistes qui encombrement les prisons sans constituer un véritable danger social, et il paraissait particulièrement rigoureux de sanctionner par une peine de nature perpétuelle des infractions souvent punies de courtes peines d'emprisonnement.

Néanmoins, il convient de souligner que les tribunaux avaient de moins en moins recours à cette peine complémentaire. Comme nous l'avons déjà écrit, entre 1 885 et 1 935, on a relégué 20 000 malfaiteurs. Avant la guerre, il y avait quelque 400 condamnés relégués chaque année. La relégation prononcée 212 fois dans l'année 1 961 n'a été infligée qu'à 100 condamnés en 1 966; au 1er janvier 1 970, le nombre total des relégués incarcérés, qui était de 1200 environ en 1 967, n'était plus que de 713. Lors de la mise en application de la loi du 17 Juillet 1 970, 648 relégués étaient détenus.

La moyenne d'âge des relégués était à peu près de quarante ans, alors que selon des travaux criminologiques l'état dangereux du délinquant s'atténue au point de disparaître à partir de l'âge de trente cinq ans.

On a donc été amené à penser que la relégation ne produisait pas les résultats escomptés. Elle constituait à la veille de sa suppression, une institution hybride conservant le caractère de sanction neutralisante, bien qu'on y ait introduit la recherche d'un certain reclassement social. La mesure s'appliquait de la même manière et sans distinction aux diverses catégories de délinquants : asociaux et antisociaux, le délinquant d'habitude ou de profession, débiles mentaux, alcooliques, caractériels ou abouliques, multirécidivistes occasionnels mais non dangereux.

Une justice pénale soucieuse avant tout de la dignité et des droits de l'être humain ne pouvait plus conserver une institution qui ne répondait plus aux aspirations de notre temps et aux données contemporaines des sciences sociales, notamment de la science pénitentiaire, de la criminologie et de la pénologie.

Enfin, il n'est pas étonnant que le législateur se soit penché sur le problème et ait supprimé la relégation en la remplaçant par une institution nouvelles, dont les conceptions sont fort différentes et qui constitue à cet égard une innovation. L'étude de l'élaboration de cette

institution fait l'objet du chapitre II de la présente thèse.

CHAPITRE II — L'APPARITION DE LA TUTELLE PÉNALE

La tutelle pénale apparaît comme un effort original de conciliation entre deux objectifs fondamentaux, d'une part celui de la protection sociale et d'autre part, celui de l'individualisation judiciaire de la sanction pénale avant et après le jugement et au cours même de l'exécution de la peine principale. L'exemple de la tutelle pénale montre qu'il est possible de combiner la neutralisation et la réadaptation, ou de les employer successivement, en milieu fermé, milieu ouvert et milieu libre pour prévenir les infractions que permet de redouter l'état dangereux d'un individu. L'insuffisance du traitement par l'ancien régime en a exigé la réforme. Pour les relégués à l'égard desquels la semi-liberté ou la liberté conditionnelle ne pouvaient constituer des solutions valables, ils auraient leur place dans des établissements se rapprochant plus de l'asile ou de l'hospice que de la prison. Leur cas s'identifiait en effet plus à celui des déclassés qu'à celui des délinquants

promis à la rigueur de la répression. Une aide sociale plus importante semblait également nécessaire pour accroître le nombre des multirécidivistes réadaptés et pour hâter et consolider leur réinsertion sociale. Parallèlement à la création des établissements spécialisés, on souhaitait aider les libérés conditionnels à se reclasser en les soumettant à une surveillance plus vigilante et à une tutelle plus étroite de la part des comités de probation et d'assistance aux libérés. La relégation, intervenant nécessairement à l'expiration de la peine principale, et s'ajoutant à celle-ci la tentative de réadaptation sociale qu'elle comportait était souvent illusoire. Le législateur de 1970 s'est efforcé de remédier à ces imperfections en écartant la présomption d'incorrigibilité pesant sur les multirécidivistes. On peut citer ainsi la tutelle pénale, comme le dit très justement M. R. Schmelck : " Comme une application particulièrement caractéristique des principes d'individualisation judiciaire de la peine, et comme un exemple typique de traitement individualisé du délinquant. " (1)

(1) SCHMELK Robert : " Un exemple de traitement individualisé du délinquant : " La tutelle pénale ", des multirécidivistes en France." Les Techniques de l'individualisation judiciaire, Rapports nationaux et particuliers 1971, 8è Congrès International de Défense Sociale, p. 23

Pour mieux connaître cette institution, l'étude de la source de la tutelle pénale fait l'objet de la section suivante :

Section 1 - La genèse de la tutelle pénale

L'institution pose avant tout un problème de politique criminelle. Cette politique vise à lutter contre la criminalité en s'éloignant de normes juridiques répressives, voire de la répression traditionnelle. C'est la doctrine de la défense sociale nouvelle présentée par M. Marc Ancel qui oriente la politique criminelle actuelle vers une politique " humaniste " qui protège l'homme en même temps qu'elle assure la défense sociale. Comme le positivisme, cette école proclame l'importance de la prévention et refuse de fonder la réaction de la société contre le délinquant sur des considérations d'ordre moral; elle décide de ne choisir et doser cette réaction qu'à raison de sa seule utilité. L'école de défense sociale nouvelle entend individualiser la sentence pénale, étant précisé qu'une telle individualisation n'a rien à voir avec celle préconisée par les néo-classiques. Selon cette école, il ne s'agit pas, considérant le passé, de peser la responsabilité morale de tel délinquant; il faut, se penchant sur l'avenir, rechercher par un examen scientifique de la personnalité du délinquant, le trai-

tement le plus adéquat.

Enfin, l'école affirme que le traitement nécessaire à la défense de la société doit aussi permettre au délinquant d'y reprendre sa place, de s'y réinsérer, c'est-à-dire, d'y retrouver ses droits et ses responsabilités.

La peine est maintenant de plus en plus conçue par le législateur et infligée par le juge, aussi bien afin d'améliorer le comportement social futur du délinquant que de sanctionner sa faute passée. L'individualisation de la peine est devenue synonyme de traitement individualisé du délinquant, dans ce traitement, la préoccupation éducative prend le pas sur les autres aspects de la sanction pénale comme, la protection de la société par la neutralisation, l'intimidation du délinquant, ou la satisfaction donnée à la victime.

La peine et le traitement ne doivent pas être séparés, la peine pour rassurer la société, puis le traitement pour resocialiser le délinquant.

Cela est si vrai qu'on retrouve cette analyse dans les mesures prises à l'égard des multirécidivistes par " la tutelle pénale " qui est l'exemple d'un traitement individualisé avant et après le jugement. Enfin, comme habituellement pour l'élaboration de chaque texte, on procède à une étude comparée du problème, nous avons envisagé de la présenter tout d'abord avant d'exposer les

les projets de réforme qui ont entraîné l'apparition de la nouvelle institution.

Sous-Section 1 - Les multirécidivistes en droit comparé.

La fréquence de la récidive chez certains criminels a conduit la plupart des pays à prévoir des régimes particuliers à l'intention des multirécidivistes. Une comparaison de l'intensité du phénomène de la multirécidive sur le plan international est difficile, car d'une part les législations sont différentes, d'autre part, les statistiques en la matière sont insuffisantes.

On peut dire que ces hommes, qui forment les effectifs les plus irréductibles de la délinquance, soulèvent dans tous les pays un problème particulièrement difficile. Aussi ont-ils tous adopté des mesures particulières d'élimination. Tantôt le récidiviste ou le multirécidiviste est maintenu en prison, à la fin de sa peine, soumis à un régime relativement semblable à celui de la détention normale, tantôt il est transféré à la fin de sa peine principale dans un autre établissement.

Dans les pays disposant de grandes étendues de territoire, comme en Amérique du Sud, " il arrive qu'on

affecte au récidiviste des terres qu'il est appelé à mettre en valeur, quelque fois en famille, sous le contrôle de l'administration. " (1)

En Allemagne, il existe un internement de sécurité analogue à la relégation, mais exécuté dans des conditions plus sévères. Les internés sont placés dans les mêmes établissements que les réclusionnaires.

En Angleterre, au début du XIXème siècle, c'était l'envoi des délinquants en Australie où, sous un climat sain, l'emploi des " convicts " avait permis l'exploitation des mines. Cependant, en 1863, l'Angleterre avait dû renoncer à la transportation devant les protestations des colons libres. Enfin, jusqu'en 1950, c'était la "préventive détention ", très comparable à la relégation qui s'exécutait dans l'île de Wight (2). La méthode utilisée comprenait deux phases; d'abord une élimination assez brève au cours de laquelle il est enseigné au détenu un métier (the corrective training); ensuite, en cas de réitération, une élimination de plus longue durée pleinement coercitive (the preventive detention). Main-

(1) Georges PICCA : " Pour une politique du crime ",
Edition du Seuil, 1966, p. 65

(2) île anglaise de la manche; 381 Km2 ; 98000 habitants.

tenant ces deux mesures ont été supprimées. (1)

En Belgique, il s'agit de la mise à la disposition du gouvernement, en vertu de la loi de défense sociale de 1 930 qui prévoit après expiration de la peine, l'internement du délinquant pour une durée indéterminée. Si la réadaptation du condamné paraît acquise, à la fin de la peine, selon l'avis du directeur de la prison, l'internement n'est pas mis à exécution. Mais la menace en persiste à l'égard du délinquant. En effet, le régime de défense sociale belge appliqué aux délinquants en cause est un régime très comparable à celui des anormaux mentaux, dont on peut estimer comme le fait M. Cannat : " qu'ils ne paraissent pas tellement satisfaits. Au surplus le nombre de récidivistes soumis à la mesure n'est que de quatre vingts : s'il n'y en avait pas davantage, chez nous, l'administration pénitentiaire ne connaîtrait plus de réelles difficultés. " (2)

(1) XAVIER NICOT, " Les dispositions de la Loi du 17.7. 1970 relative au régime des peines." Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé, 1 971, p. 621, p. 639

(2) P. CANNAT " Introduction aux débats sur l'application de la relégation " Rapport à la Sté Gle des Prisons, scéance de section du 11.5.1 968, Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1 968, p. 609, p. 632.

Aux Etats-Unis, il n'existait pas d'institution analogue à la relégation. Cependant ce pays connaît la sentence relativement indéterminée, ce qui revient à une sorte de mesure temporaire pour tous les condamnés, qu'ils soient primaires, récidivistes ou multirécidivistes. La durée de la peine peut s'échelonner par exemple, entre quatre et dix ans.

En Pologne, le Code Pénal polonais du 19 Avril 1969 prévoit pour les multirécidivistes la surveillance de protection (article 63). Si le multirécidiviste se soustrait à cette surveillance de protection, le tribunal prononce son placement dans un centre de réadaptation sociale (Article 64). Ce code qui est basé en principe sur une dualité des peines et des mesures de sûreté prévoit dans le chapitre VIII, cette mesure spéciale pour les récidivistes. La mesure de surveillance de protection est facultative pour les récidivistes simples, et obligatoire pour les récidivistes qui après avoir été condamnés comme récidivistes et après avoir subi un an au moins de privation de liberté, commettent dans un délai de 5 ans après l'accomplissement de la dernière peine, une nouvelle infraction intentionnelle en vue d'un profit matériel, ou une infraction comme le dit M. Plawski " à caractère hooligan " (1).

(1) PLAWSKI Stanislaw : " Les techniques de l'individualisation judiciaire" Rapport, Paris, 1 971 8ème Congrès, pages 220 et suivantes.

La surveillance de protection est prononcée pour une période d'un à cinq ans; elle court à partir du moment de la libération du condamné de l'établissement pénitentiaire. Pendant cette période, le condamné a plusieurs obligations dont les principales sont l'exécution d'un travail salarié, le devoir de subir un traitement médical, l'abstention d'abuser de l'alcool. Dans le cas où le délinquant se soustrait à ces obligations pendant la période de surveillance de protection, le tribunal prononce son placement dans un centre de réadaptation sociale pour une période de deux à cinq ans. Le Code polonais prévoit que la mesure fondamentale au centre de réadaptation sociale du traitement resocialisant consiste dans un travail socialement utile (Article 95). Ces centres ne sont pas considérés comme des établissements pénitentiaires (Article 39), mais l'article 96 prévoit l'organisation de divers centres de réadaptation sociale à degré différenciés de limitation de liberté, en fonction de l'âge des condamnés, de leur degré de dépravation et de la nécessité d'entreprendre des mesures particulières du traitement resocialisant.

Les deux mesures : surveillance de protection et placement dans un centre de réadaptation sociale, ne sont pas considérés d'après le Code polonais comme mesures de sûreté étant donné que le chapitre XIII, intitulé " Mesure du sûreté " contient seulement des mesures curatives.

D'autre part, si le placement dans un centre de réadaptation sociale peut être considéré par sa nature comme une mesure de sûreté, la surveillance de protection est une mesure de traitement pénitentiaire en milieu libre qui n'est ni peine ni mesure de sûreté.

Au Portugal, la relégation est exécutée à Grândola selon un système progressif comparable à celui des maisons centrales à régime progressif en France, avec intervention d'un tribunal de l'application des peines. Ceci étant, nous examinons ci-après les différentes études qui ont abouti à la création de nouvelles mesures à l'égard des multirécidivistes.

Sous-section 2 - Les projets de réforme avortés et retenus.

Des réformes fondamentales s'imposaient en France, en la matière sur le plan législatif, juridique et pénitentiaire. Après la suppression du caractère obligatoire de la relégation (qui fut suivie d'une diminution sensible du nombre des relégations prononcées annuellement), plusieurs études furent entreprises. En particulier, un avant projet de loi, établi dès 1958 par une commission composée de juristes dite " Commission LEVASSEUR ", du nom de son éminent président, dans la section de défense sociale du centre français du droit comparé, avait envisagée les solutions à ce problème.

Les points essentiels du régime législatif envisagé étaient les suivants :

1) - Comme le régime actuel de la tutelle pénale, les mesures envisagées ne concernaient pas les mendiants, vagabonds et catégories assimilées exposées à la relégation en vertu de l'article 4-4° de la loi du 27 mai 1885. Il a semblé que le traitement approprié de cette catégorie de délinquants devait être cherché dans un cadre différents; aussi bien certains organismes scientifiques ou charitables ont-ils déjà entrepris l'étude de cette question qui doit faire, comme le dit l'extrait du rapport, l'objet d'un chapitre distinct de la législation de défense sociale. (1)

2° - Les mesures envisagées s'adressaient aux autres catégories de délinquants exposés à l'ancienne relégation (à l'exclusion cependant des anarchistes, des avorteurs et des étrangers en situation irrégulière)

(1) Extrait du rapport de présentation de M. Georges LEVASSEUR, sur l'Avant-Projet de loi instituant un internement correctif et un internement de sûreté.
(Centre Français d'Etudes de Défense Sociale).

auxquels est ajoutée la catégorie des violents, que les actes de ceux-ci aient été commis contre des particuliers ou contre des représentants de l'autorité publique. Aucune différence n'était prévue en fonction du sexe du délinquant, non plus que de son âge. Cependant l'application aux mineurs fait l'objet de dispositions spéciales.

3° - Deux séries de mesures étaient prévues:

l'internement correctif (article 4 de l'avant-projet) de un à quinze ans au moins, contre les individus ayant déjà subi une peine d'une gravité moyenne et commettant ultérieurement (à bref délai) une des infractions prévues par la loi; l'internement de sûreté, (article 9 de l'avant-projet) de durée indéterminée avec un minimum de trois ans, contre les délinquants dont le passé judiciaire était plus grave. L'internement correctif et l'internement de sûreté pouvaient être prononcés aux lieux et places de la peine si l'intéressé se trouvait dans un " état dangereux " dont la définition était prévue pour chacune d'elles (articles 6 de l'avant-projet). L'internement correctif a " pour objet essentiel d'obtenir par un traitement approprié, la rééducation et la réadaptation sociale des délinquants qui y sont soumis. " (Article 2) L'internement de sûreté a " pour objet d'assurer la protection de la société par l'élimination provisoire de certains récidivistes particulièrement dange-

reux; néanmoins au cours de l'exécution de cette mesure sera recherché et mis en oeuvre le traitement susceptible de mettre fin à leur état dangereux." (Article 7).

4° - Ces mesures ne pourraient être prononcées qu'après observation de l'intéressé et enquête sociale (Article 11).

5° - Les mesures prises faisaient l'objet d'une surveillance et d'une adaptation constante par les soins des " organismes chargés de suivre l'exécution ", lesquels appartiennent au pouvoir judiciaire et sont éclairés par l'avis d'une commission technique consultative, attachée à l'établissement où l'interné se trouve placé (article 16 et SS). Ces juridictions pouvaient, en particulier ordonner la libération provisoire ou définitive de l'interné, et organiser un régime de traitement en liberté au cas de libération à l'essai (article 27 et SS.) Le souci de la commission chargée de l'élaboration de cet avant-projet était de faire pénétrer l'esprit de la défense sociale nouvelle jusque dans les mesures considérées autrefois comme de pure neutralisation. Elle a estimé que les modifications préconisées seraient de nature à assurer une meilleure prévention de la récidive et une réadaptation plus rapide des dévoyés.

- Un autre avant-projet de loi fut présenté en

1 961 à la commission d'Etudes Législatives Pénales et Pénitentiaire. Cet avant-projet de loi envisageait également de remplacer la relégation par une mesure dite " tutelle de sûreté " d'une durée de un à cinq ans et une mesure dite " internement de sûreté " d'une durée de trois à quinze ans, contre les délinquants dont le passé judiciaire serait sensiblement grave. Comme le premier avant-projet, il n'eut pas d'avantage de suite.

- Une étude préalable avait également été menée par les Services de la Chancellerie, ainsi qu'une enquête sur la personnalité des relégués par le Centre National d'Etudes et de Recherches Pénitentiaire.

- d'Autres recherches furent conduites au Centre d'Etudes Pénitentiaire de Strasbourg, qui procéda à une étude criminologique de la personnalité des différentes catégories de multirécidivistes depuis près de vingt ans.

- En 1 968 et 1 969, la Société Générale des Prisons avait consacré un cycle d'étude très complet à la détermination des grandes lignes de nouveaux modes de traitement des multirécidivistes, du cadre législatif à instituer et des méthodes à mettre en oeuvre.

Ces études ont abouti, le 19 avril 1969, à l'adoption d'un texte de la résolution dans la réunion en assemblée générale de la Société générale des prisons et de législation criminelle. Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

" La Société générale des prisons,

Après avoir examiné, au cours de plusieurs séances, l'aspect législatif des dispositions demeurées en vigueur de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes et constaté l'inadaptation de ces dispositions aux données modernes de la criminologie, aux nécessités d'une protection efficace des populations et à la recherche d'une réinsertion sociale des délinquants,

A adopté les présentes résolutions où se trouvent esquissées les grandes lignes d'un projet de réforme ayant pour objet de substituer à la relégation une mesure appropriée aux besoins de notre époque :

1. Cette mesure doit intervenir tôt, être intimidante et s'accompagner obligatoirement d'une application incessante de tous les traitements susceptibles de rendre possible leur retour dans la société sans préjudice pour la sécurité publique.

2. Elle doit se fonder sur la constatation de l'existence d'un état dangereux s'appréciant, d'après des indices légaux, médico-psychologiques et sociaux, à l'occasion d'un examen clinique approfondi.

Elle peut atteindre le délinquant majeur de vingt et un ans et n'ayant pas dépassé l'âge de soixante ans, et sanctionner la récidive consistant en une infraction volontaire de droit commun survenue dans les cinq années suivant la première con-

damnation.

3. L'examen doit comporter, à peine de nullité, une enquête sociale et un diagnostic médico-psychologique à l'occasion desquels le personnel chargé des investigations, informé des procédures antérieures, doit émettre un pronostic criminologique et un avis sur le programme de traitement à entreprendre.

4. Un avocat doit être commis avant tout interrogatoire du fond de tout délinquant susceptible d'être condamné comme récidiviste réputé dangereux.

5. La mesure prononcée doit comporter une première période d'une durée irréductible en cours d'exécution, suivie d'une deuxième période, d'une durée indéterminée, dont le maximum, fixé par la loi, doit être au moins de vingt ans.

6. La juridiction de condamnation doit disposer d'une pleine faculté d'appréciation pour déterminer la durée de la première période en fonction, sans doute, de la nature et de la gravité de la récidive, mais surtout de la personnalité du sujet et des perspectives de sa réadaptation dans la société.

Cette durée ne saurait excéder le maximum de la peine encourue pour l'infraction poursuivie.

7. La dernière année au moins de la détention déterminée doit être subie dans un établissement thérapeutique destiné à soumettre le condamné à un traitement intensif spécialisé, préparatoire à son retour en liberté. L'apprentissage pro-

fessionnel doit y avoir une place fondamentale. Une psychothérapie institutionnelle doit y être développée sous le contrôle d'un organisme de recherche.

8. A l'expiration de la détention déterminée, tous les condamnés doivent être transférés dans des centres de réinsertion sociale, à l'effet de prouver qu'ils ne sont plus dangereux, et soumis à des épreuves successives comportant l'octroi d'une liberté de plus en plus large.

9. Les conditions et la durée de l'épreuve, dont le maximum ne saurait dépasser cinq années, doivent être déterminées pour chaque cas, par le Juge de l'application des peines du tribunal de grande instance dont relève le centre.

10. Ce tribunal, saisi par le Juge de l'application des peines au cours du délai quinquennal, doit apprécier si l'état dangereux a cessé et, en conséquence, élargir l'intéressé ou prolonger, dans la limite de cinq ans, l'essai de réadaptation sociale, ou même y mettre fin en ordonnant le retour du condamné dans un établissement ordinaire.

11. Dans ce dernier cas, la situation du condamné doit pouvoir être réexaminée à tous moments par le Juge de l'application des peines dont relève l'établissement de détention, et en tout cas tous les trois ans, en vue, soit d'un nouvel essai dans un centre de réinsertion sociale, soit d'un élargissement conditionnel direct.

12. L'élargissement doit consister en une tutelle pénale assujettissant le condamné à des contraintes comparables

à celles imposées aux libérés conditionnels, mais permettant avec une grande souplesse l'octroi et le retrait de la liberté. Les décisions à cet égard doivent relever du Juge de l'application des peines territorialement compétent, à l'issue d'une procédure différente de celle de la libération conditionnelle.

13. Il doit pouvoir être introduit recours, tant par l'intéressé que par le ministère public, d'une part devant la cour d'appel à l'encontre des décisions du tribunal de grande instance relatives à la cessation ou à la persistance de l'état dangereux, d'autre part devant le tribunal de grande instance à l'encontre des décisions du juge de l'application des peines admettant un condamné à la tutelle pénale ou lui en retirant le bénéfice.

14. Tout condamné dont le cas est examiné sur recours est pourvu d'un défenseur. " (1)

Enfin, un nouveau projet fut mis à l'étude par le Conseil de législation pénale en 1969. C'est à la synthèse de ces diverses recherches que le Ministère de la Justice s'est efforcé de procéder pour la préparation du projet de loi, présenté le 13 décembre 1969 par

(1) Texte de la résolution adoptée "Revue Pénitentiaire et de droit pénal 1969", p. 523 & S.

le Ministre de la Justice. Le gouvernement a déposé un projet de loi tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, dont les articles 33 à 45 ont supprimé la peine de la relégation et l'ont remplacée par une " tutelle pénale " prévue aux articles 58-1 à 58-3 du Code Pénal, et réglementée par les articles 728-1 à 728-4 du Code de Procédure Pénale. Le champ d'application de la tutelle pénale qui est analogue à celui prévu par les projets précédents fait l'objet de la section suivante :

Section 2 - Définition, le domaine d'application
de la tutelle pénale.

La loi n° 70-643 du 17 juillet 1970, après avoir supprimé la relégation, dans son article 34, ajoute au livre premier du Code Pénal un chapitre V consacré à la tutelle pénale des multirécidivistes. La définition de la nouvelle institution résulte du premier alinéa de l'article 58-1 du Code Pénal qui marque une orientation radicalement différente de celle de la relégation en précisant que : " La tutelle pénale a pour objet de protéger la société contre les agissements des multirécidivistes en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité. " L'attention porte ici sur le reclassement alors que l'article premier de la loi du 27

mai 1885 avait été inspiré, par l'idée de l'élimination par le moyen d'un " internement perpétuel " des condamnés que la loi avait " pour objet d'éloigner de France ".

Avec la nouvelle institution, il ne s'agit plus d'éliminer ni même de neutralisation définitive, mais de neutralisation temporaire accompagnée d'un régime de traitement en vue d'un reclassement social. Le début du régime de la tutelle pénale ne se situe plus obligatoirement à l'expiration de la peine principale. La mesure est individualisée à l'égard des condamnés à la tutelle pénale, avant et après le jugement. Le choix des mesures, comme le dit M. CHAVANNE : " est personnalisé de manière analogue à ce qui existe pour la probation ". (1)

Selon M.M. G. stefani, G. Levasseur et R. Jambu-Merlin : " Le champs d'application de la tutelle pénale diffère à deux points de vue de celui de l'ancienne relégation. Il est également plus large en ce sens que les infractions de violences volontaires peuvent désormais,

(1) M. CHAVANNE ALBERT : " Chronique Législative IV
l'exécution des peines ".

Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé,
1971, P. 145 (p. 152)

au même titre que les infractions contre la propriété et les infractions contre les mœurs, exposer leur auteur à la tutelle pénale. Mais il est par contre beaucoup plus étroit en ce sens que le vagabondage, la mendicité, l'avortement, les menées anarchistes ne font pas encourir la tutelle pénale, comme c'était le cas pour la relégation ". (1)

La gravité des condamnations antérieures prises en considération pour le prononcé de la mesure se trouve sensiblement augmentée, car il faut maintenant deux peines pour faits qualifiés crimes ou quatre peines à plus de six mois d'emprisonnement pour délits spécifiés. Les condamnations prononcées alors que le sujet n'avait pas encore vingt et un ans, ne sont pas prises en considération. Par conséquent, les délinquants sont moins exposés à la tutelle pénale qu'ils ne l'étaient auparavant à la relégation. La tutelle pénale à une durée temporaire (10 ans) et cesse dès que le condamné atteint l'âge de 65 ans. La mesure est facultative, elle s'ajoute à la peine principale, mais la libération conditionnelle peut intervenir au cours de cette peine.

(1) G. STEFANI, G. LEVASSEUR, R. JAMBU-MERLIN : " Criminologie et Science Pénitentiaire "

Le prononcé de la tutelle pénale est laissé à l'appréciation du juge, ce qui suppose une individualisation judiciaire de son application, et l'article 58-1, alinéa 5 du Code Pénal précise à cet égard, qu'elle ne peut être ordonnée " qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénale ". Enfin, pour ne pas confondre l'orientation des deux institutions ancienne et nouvelle, il faut en comparer les caractéristiques :

Sous-Section 1 - L'orientation de la tutelle pénale :

La loi n° 70-643 du 17 juillet, en instituant cette mesure a retenu des principes qui la distinguent fondamentalement de l'ancien système de la relégation.

Nous n'indiquons ici que les différences essentielles entre les deux systèmes qui nous aident à définir leurs orientations.

1° - La tutelle pénale simplifie l'énumération et établit soigneusement les cas qui donnent lieu à son application, tandis que les cas dans lesquels

la relégation pouvait être prononcée (malgré les réformes successives de 1 955 et 1 958) avaient été compliqués. Le vagabondage et la mendicité, durement réprimés à la fin du XIXème siècle, et compris dans les cas de relégation ne sont plus envisagés par la nouvelle institution. Ainsi, la tutelle pénale tend à écarter de son champ d'application les petits délinquants d'habitude et ne retient que les grands récidivistes, comme ceux qui ont été condamnés pour avoir exercé des violences contre des personnes, commis des délits sexuels, s'être livrés aux proxénétisme ou s'en être pris aux biens d'autrui.

2° - La caractéristique, très importante de la nouvelle institution est sa durée qui ne peut excéder dix ans à compter du terme de la peine principale. Lors des débats parlementaires, M. Michel De Grailly, rapporteur de la Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation et de l'Administration générale de la République, développait l'idée que : " La relégation se distinguait par son caractère perpétuel, sa fonction éliminatrice; il s'agissait essentiellement d'éliminer le multirécidiviste réputé non amendable, de la société. C'était en somme une solution de désespoir et qui engendrait le désespoir. A cet égard, le projet de loi s'inspire de considérations non seulement différentes,

mais presque diamétralement opposées. On a demandé qu'elle était la différence entre la relégation et la tutelle pénale. L'une est presque exactement l'inverse de l'autre. La tutelle pénale, c'est la recherche de la rédemption de ce multirécidiviste, en tout cas une recherche à la fois réformatrice et formatrice. Tout d'abord, la tutelle pénale ne sera plus une disposition perpétuelle. Ses efforts seront limités à dix ans et elle sera subie dans des conditions qui feront une large application de la libération conditionnelle. On appliquera à ce stade ce que l'on trouve au stade de la probation et de la semi-liberté, c'est-à-dire ces mesures d'accompagnement et de formation du condamné."(1)

La mesure prend fin, de plein droit, dès que le condamné atteint l'âge de soixante cinq ans.

3° - La tutelle pénale se distingue du régime précédent, surtout parce que les condamnations prononcées contre un délinquant mineur de moins de vingt et un ans ne seront plus prises en considération. La formule employée est ici plus large que celle qui aurait

(1) M; MICHEL DE GRAILLY : " Journal Officiel, débats parlementaires. Assemblée Nationale. " Jeudi 28 Mai 1 970, p. 1 984

consisté à dire que ces mineurs n'étaient pas reléguables, formule qui était d'ailleurs déjà inscrite dans le droit positif (article 6 de la loi de 1 885 modifiée par la loi du 19 juillet 1 907.)

La tutelle pénale est donc plus libérale que l'ancienne relégation qui permettait (2ème alinéa de l'article 6 précité) de prendre en compte les condamnations encourues par le mineur de 21 ans.

4° - Une autre innovation de la tutelle pénale, c'est son application aux femmes multirécidivistes, alors que la relégation ne leur était pas applicable. Une interdiction de séjour de 20 ans (article 6 & 8 de la loi de 1 885) la remplaçait, ce qui constituait une mesure souvent inefficace. Il n'existait aucune raison de soustraire les femmes à la tutelle pénale. Donc celle-ci peut être prononcée et appliquée sans distinction de sexe.

5° - l'Ancien article D. 17 du Code de Procédure Pénale recommandait au juge d'instruction d'ordonner une enquête de personnalité et un examen médico-psychologique, c'est-à-dire d'établir un dossier de personnalité au cas où l'inculpé encourrait la relégation. Mais, cependant, c'était là un conseil émanant d'un simple dé-

cret. De son côté, la jurisprudence ordonnait une " Expertise aux fins de rechercher la nature et le degré d'antisocialité du prévenu, de préciser ses possibilités de réinsertion sociale et de savoir si son état dangereux commandait une mesure de neutralisation." (1) Mais, comme le dit M. Pradel, : " les arrêts de règlement ayant disparu de notre droit, la portée de ce jugement était restreinte. Une réforme s'imposait. " (2)

Désormais, avec la tutelle Pénale, la constitution d'un dossier de personnalité est obligatoire. Ce dossier comprend un rapport d'enquête sur la personnalité du prévenu ainsi que sur sa situation matérielle, familiale ou sociale et un examen médico-psychologique. Ces éléments qui facilitent la meilleure connaissance des délinquants restent fort précieux, lorsque la tutelle pénale est prononcée. En plus, l'examen périodique du cas de chaque condamné, au moins une fois par an dans le cas où le détenu est placé sous le régime de l'incar-

(1) Georges LEVASSEUR, note sur le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 6.3.1956, J.C.P 1956.

(2) J. PRADEL " Les dispositions de la loi n° 70-643 du 17.7.70 sur l'exécution des peines" DALLOZ, 1971 p.183 (p. 186)

cération facilite l'orientation du condamné vers une vie normale.

6° - Si en pratique, le régime de la relégation se rapprochait dans bien des cas, du régime de droit commun de l'exécution des longues peines dans des établissements fermés, avec la tutelle pénale, il en est autrement. Celle-ci peut s'exécuter soit dans des centres spécialisés, soit sous le régime de la semi-liberté ou de la libération conditionnelle. La situation du condamné est examinée à cet égard, chaque année par le juge de l'application des peines. La semi-liberté et la libération conditionnelle dont bénéficient les candidats à la tutelle pénale lorsque les trois quart de leur peine est expirée complètement, l'aménagement d'un traitement individualisé différencié.

7° - Enfin la tutelle pénale se différencie de l'ancienne relégation par sa possibilité de se terminer avant l'expiration du délai de dix ans, dans le cas où le traitement appliqué a réussi.

Dans cette partie préliminaire, nous avons eu l'occasion de voir l'origine de la tutelle pénale et cette étude nous amène à exposer brièvement quels sont les condamnés à la tutelle pénale, susceptibles de se

voir infliger cette mesure.

Sous section 2 - Les sujets passibles de la tutelle pénale.

La tutelle pénale ne s'applique qu'à des individus présentant certaines caractéristiques. Mr. Ducottet, psychologue a dégagé les éléments de la personnalité de certains condamnés à la tutelle pénale, tant au point de vue psychologique que psychiatrique, en comparant leur situation à celle des anciens relégués.

Nous essayons ici de présenter le résumé de ses observations sur cinq sujets passibles (une femme et quatre hommes) de la tutelle pénale. (1)

1 - Points communs à tous les cinq.

- Scolarisation médiocre ou nulle,
- Difficultés importantes de la vie sexuelle et affective se traduisant par des célibats plus ou moins pathologiques ou des échecs de la conjugalité ou des liaisons,

(1) DUCOTTET " Reflexions sur quelques éléments de la personnalité de sujets passibles de la tutelle pénale" Instantanés criminologiques. Journal du Centre Français de Criminologie, n° 18- 1972, p. 12

- Echecs dans la vie professionnelles : instabilité, renvois répétés, sous-emploi par rapport aux possibilités,
- Détériorations psychiques importantes allant jusqu'à la destruction de la personnalité.

2 - Points communs à quatre d'entre eux

- Mauvaises relations et/ou identifications avec les parents ou substitutifs parentaux, ceux-ci étant décédés, délinquants, alcooliques ou en états de conflits divers,
- Vécu de l'incarcération comme correspondant à des besoins psychologiques profonds : masochisme, satisfaction inconsciente de sentiments de culpabilité ...

3 - Points communs présents à trois d'entre eux

- Alcoolisme, conduite compulsive d'échecs se traduisant par des délits à répétition dont le caractère pathologique, correspond au vécu de l'incarcération tel que précédemment décrit.
- Incapacité à assumer une vie autonome, séjours

en hôpitaux psychiatriques ...

4 - Considérations diverses

- Deux se sont engagés volontairement dans l'armée, ce qui caractérise le type " aventures héroïques ", par exemple dans les parachutistes en Algérie ou en Indochine,
- Trois sont d'intelligence moyenne ou supérieure, pour les deux autres pas de données à ce sujet,
- Trois ont autour de la quarantaine ou plus, un a trente quatre ans, un a vingt sept ans,
- Du point de vue des délits, il semble que trois d'entre eux aient été passibles de la tutelle pénale pour des délits correspondants à la clause " quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement ", que deux l'étaient pour deux faits qualifiés crimes ou pour quatre peines de plus de six mois qualifiées crimes,
- D'autre part, il est intéressant de constater qu'il y eut trois cas où la tutelle pénale fut plus ou moins suggérée par les experts comme une nécessité et que sur ces

trois cas, deux furent effectivement prononcées :

- condamnation à deux et quatre ans de prison plus tutelle pénale,
- un prévenu subit aux assises deux condamnations pour crimes, et il est actuellement à son deuxième pourvoi en cassation.

Les deux autres experts suggérèrent des mesures assez vagues : assistance ou contrôle judiciaire, surveillance du traitement par un comité postpénal... et les magistrats suivirent cet avis. "

En effet, les sujets passibles de la tutelle pénale et les anciens relégués, (les multirécidivistes) présentent les mêmes caractéristiques. On peut constater comme le disent MM. Stefani, Levasseur, Jambu-Merlin : " Vingt cinq ans d'expérience de la personnalité des relégués avaient conduit à les répartir en trois catégories : les récupérables (à personnalité déviante assez forte), les antisociaux ("les durs" fermement opposés à l'organisation sociale) et les asociaux (sans volonté, facilement entraînés, sans appui, etc...) (1)

(1) M. G. STEFANI, MG. LEVASSEUR, M. R. JAMBU-MERLIN : " Criminologie et Science Pénitentiaire ", Précis DALLOZ, 3ème édition, p; 561.

Les récupérables parviennent à se reclasser facilement, les antisociaux sont peu nombreux et grâce au contact que nous avons pu avoir en visitant quelques centres où ce genre de condamnés purgent leur peine, on peut dire que ces délinquants conscients de leur acte antisocial, dès qu'ils ont décidé de mener une vie honnête, y arrivent presque toujours.

Ils peuvent devenir les sujets actifs de leur traitement. Mais les asociaux sont des délinquants, ayant souffert de carences affectives, familiales et éducatives sont incapables de s'adapter à l'ordre social normal. Ces types de délinquants causent à l'administration pénitentiaire des problèmes difficiles à résoudre. A Rouen, dans le centre de semi-liberté que nous avons visité le 25 février 1975, il se trouvait deux condamnés à la tutelle pénale. Le premier âgé de 38 ans, 14 fois condamné pour vol, usurpation de fonction, escroquerie était en semi-liberté. Il était sur une bonne voie. Mais le deuxième condamné, de type asocial, encourait la révocation de sa semi-liberté à cause de la paresse et de son manque de courage. Il se prétendait lui-même faible, et physiquement malade. Agé de 47 ans, après neuf condamnations, il est à nouveau condamné à deux ans d'emprisonnement pour violation de domicile et voies de fait, violence et voies de fait avec préméditation, guet-apens, vol. Ce type asocial paraissait avoir un comportement absurde, manque d'imagination et de

volonté, se reposant jour et nuit. Il avait besoin que les autres s'occupent constamment de lui et prennent des décisions à sa place. Pourtant, il espérait sa libération conditionnelle après avoir été transféré dans un centre spécialisé.

Ayant ainsi retracé l'origine de la tutelle pénale et les multirécidivistes passibles de cette mesure, ainsi que l'orientation de cette institution individualisée vers le reclassement de l'intéressé dans la vie sociale, nous étudierons en détail le régime juridique et le régime pénitentiaire de la tutelle pénale d'après les dispositions et la pratique actuelle de la mesure.

Nous traitons les parties suivantes :

Première Partie : Le régime juridique de la tutelle pénale,

Deuxième Partie : Le régime pénitentiaire de la tutelle pénale.

PREMIERE PARTIE

LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA TUTELLE PÉNALE

L'étude de ce régime met en cause tous les procédés légaux et juridiques qui concernent le prononcé de la tutelle pénale avant et pendant le jugement. A envisager donc, la nécessité d'une étude individuelle approfondie du multirécidiviste et de son milieu, l'appréciation de l'utilité de mesures intervenant en dehors de toute responsabilité morale de l'auteur, souplesse indispensable de l'institution orientée surtout vers l'avenir par la réintégration de l'intéressé dans la société. Bien entendu, le souci du respect de la liberté individuelle et de la dignité humaine a conduit à maintenir à la lutte contre le phénomène criminel et la multirécidive un caractère nettement juridique. La tutelle pénale constitue donc dans le cadre juridique, le déroulement du procès qui aboutit à une condamnation définitive et qui nécessite l'intervention des autorités judiciaires. Le rattachement au principe de la légalité de la répression et la nécessité d'une intervention judiciaire pour toute atteinte à la liberté individuelle sont particulièrement marqués dans la tutelle pénale. La

réforme tend à une meilleure individualisation et à une humanisation de la répression : cette institution rejette la vieille présomption d'incorrigibilité légale. Au lieu de chercher la ségrégation neutralisante, elle s'efforce d'orienter vers la réintégration sociale du délinquant, le cadre juridique et pénitentiaire.

Le processus de réinsertion, se fait par l'emploi cumulatif de toutes les techniques de l'individualisation judiciaire : enquête de personnalité, examen médico-psychologique, considération du cas individuel au stade judiciaire en fonction à la fois de la nécessité de protéger la société et de favoriser l'amendement du condamné, internement du délinquant à des fins de traitement sur diagnostic et thérapeutique sociale, appel combiné à la surveillance, au contrôle et à l'assistance en milieu fermé et ouvert par une individualisation post-judiciaire, relevant de l'initiative du juge de l'application des peines. Le régime juridique et le régime pénitentiaire se complètent et se renforcent mutuellement. La protection du délinquant lui-même est reconnue. Les principes adoptés par la loi instituant la tutelle pénale, et son esprit sont nettement orientés vers une politique criminelle, envisageant la préparation active de l'avenir du délinquant. L'étude approfondie de ce régime juridique de l'institution nous permettra d'affirmer la tendance

de cette politique criminelle.

CHAPITRE I — LA POSSIBILITÉ D'INDIVIDUALISATION JUDICIAIRE

La juridiction de jugement a une grande liberté de choix pour déterminer la nature, la mesure et les modalités d'application de la sanction. La tutelle pénale constitue l'un des procédés juridiques qui existe en droit positif français actuel et permet à l'autorité judiciaire de traiter le délinquant d'une façon correspondant à sa personnalité, pour parvenir plus sûrement à son reclassement social. En effet le régime de l'institution donne un schéma approximatif de la personnalité, suffisant pour permettre d'individualiser la procédure d'abord, le traitement ensuite.

Avant que le multirécidiviste ne s'entende infliger sa sentence et ne commence à subir sa peine, l'enquête sociale et l'examen médico-psychologique contribuent à faire jaillir certains traits de sa personnalité, susceptibles d'éclairer la justice. Dès le stade de l'information, le Juge d'Instruction, par ses entretiens personnels, connaît la personnalité de l'inculpé beaucoup mieux que les juges qui décident de son sort. Le juge d'instruction doit procéder ou faire procéder à une enquête sur la personnalité du délinquant multirécidiviste. La constitution de ce dossier de personnalité s'impose même lorsque le délinquant doit être traduit devant le tribunal en flagrant délit ou par

voie de citation directe. C'est sur les conditions nécessaires au prononcé de la tutelle pénale que le droit français offre une extraordinaire possibilité qui permet à une juridiction parfaitement informée de la personnalité du multi-récidiviste d'individualiser très exactement sa décision. Le législateur a posé des principes constituant un cadre dans lequel le juge a la possibilité d'individualiser sa décision; car le législateur ne peut prévoir les cas particuliers si l'intervention du pouvoir judiciaire est nécessaire. A cet égard, comme le dit M. Lafarge : " C'est bien au niveau judiciaire que se fait globalement la meilleure individualisation, car le juge qui, à l'occasion du procès de chaque individu, dispose du maximum d'éléments pour apprécier la véritable personnalité du délinquant et décider en conséquence des modalités propre à individualiser la peine. " (1)

Parmi les différents procédés de l'individualisation, on peut dire que les circonstances atténuantes sont le premier et le plus traditionnel moyen d'individualisation (article 463 du Code Pénal). Le sursis est le second : il est d'autant plus souple qu'il se divise en sursis simple et en sursis avec mise à l'épreuve (la proba-

(1) Philippe LAFARGE " l'Individualisation au stade de l'audience " Les Techniques de l'individualisation judiciaire, Edition Cujas 1971, p. 176.

tion), en sursis total et en sursis partiel. La semi-liberté elle-même peut servir l'individualisation judiciaire.

L'individualisation judiciaire se voit également affecter un domaine très important, celui de la lutte contre la multirécidive. Les multirécidivistes peuvent subir en outre de la peine principale qui sanctionne leur dernière infraction, la tutelle pénale. Le Code de Procédure pénale la qualifie de " peine " (article 417 in fine du code de procédure pénale). Mais l'article 85-1, nouveau du code pénal exige que la mesure ne soit prononcée qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du code de procédure pénale. Par conséquent, les juges de jugement, après s'être inspirés de ces éléments d'appréciation décideront s'il y a lieu ou non de prononcer la tutelle pénale.

A l'heure actuelle, les juridictions de jugement ne sont pas favorables pour prononcer cette mesure. Pour eux, en l'absence des établissements spécialisés, la tutelle pénale est une peine complémentaire privative de liberté qui s'ajoute à la peine principale. L'administration pénitentiaire, de son côté, attend d'avoir assez de sujets passibles de la tutelle pénale, pour pouvoir s'occuper du développement des centres spécialisés. En tout cas, si la tutelle pénale est prononcée, son application doit

être soigneusement individualisée.

Le condamné peut même être admis à la liberté conditionnelle avant l'expiration de sa peine principale. Le régime d'exécution de cette institution en milieu libre ou en milieu fermé est soumis à des conditions particulières soigneusement individualisées. La durée de dix ans est identique lorsque la tutelle pénale est subie soit en établissement, soit sous le régime de la libération conditionnelle. Cependant, ce délai peut être réduit en fonction de la situation du condamné. A l'expiration d'un délai de cinq ans après l'admission de l'intéressé au régime de la libération conditionnelle, le condamné qui a satisfait aux conditions qui lui étaient imposées peut si son reclassement paraît acquis, être relevé de la tutelle pénale, sur proposition du juge de l'application des peines par décision de la juridiction qui l'avait prononcée.

La tutelle pénale est une innovation de la loi du 17 juillet 1970, car les conditions d'application de cette institution sont telles que l'on peut avec M. Sacotte, :

" noter les efforts du législateur en vue de parvenir à une individualisation de cette peine et remarquer que la juridiction de jugement y est associée. " (1)

(1) M. Marcel SACOTTE : " Le choix de la peine "

Les techniques de l'individualisation judiciaire. Edition Cujas 1971, p. 193.

Le juge dispose en effet, des peines et mesures prévues par la loi. Il en fixe le quantum dans les conditions qui lui sont offertes. Il détermine les conditions d'exécution quand elles sont laissées à sa décision. C'est ici que le sort du procès peut aboutir à une sentence sur la tutelle pénale qui tout en assurant la protection de la société contre les agissements des multirécidivistes, essaye d'assurer l'amendement et la réinsertion sociale du délinquant.

Nous serons donc amenés à voir successivement les caractères juridiques de la tutelle pénale; et ensuite le choix de cette mesure.

Section I - Les caractères juridiques de la tutelle pénale.

Si en principe la relégation était une peine complémentaire, facultative et perpétuelle, la tutelle pénale est différente. Par ses caractères temporaires, facultatifs et protecteurs, elle assure une nouvelle tentative du traitement du multirécidiviste. L'étude des caractères de cette institution nous permettra de la situer soit parmi les peines complémentaires, ou soit à cause de sa fonction, parmi les mesures de sûreté.

Sous-section 1 - La tutelle pénale , peine
ou mesure de sûreté ?

La loi du 17 juillet 1 970 ne qualifie pas expressément la tutelle pénale de " peine complémentaire ", non plus que de " mesure de sûreté " comme nous l'avons déjà dit dans notre première thèse, (1). Cependant elle reste une " peine " parce que le législateur la qualifie comme telle. En effet, l'article 417 in fine du code de procédure pénale prévoit l'assistance obligatoire d'un défenseur quand le prévenu "encourt la peine de la tutelle pénale." Il y a aussi deux autres éléments qui permettent de considérer la tutelle pénale comme une prolongation de la peine. L'un consiste dans l'expression même de l'article 58-3 du code pénal qui dit que : " la tutelle pénale est subie " or, la mesure de protection et d'assistance n'est pas subie, on subit seulement des peines. L'autre, plus important se trouve dans le même article 58-3 du code pénal, où il est précisé que la tutelle pénale est subie (soit) " dans un établissement pénitentiaire ". De même l'article 728-1 du code de procédure pénale prévoit qu'à défaut d'un établissement spécial, la tutelle pénale est subie " à titre tran-

(1) M. GOLDOUZIAN Iradj " La libération conditionnelle, son octroi et le déroulement de son exécution en droit français " Thèse pour le Doctorat de Spécialité (III ème cycle) en Science Pénitentiaire.
1973 - 1974 (PARIS II), p. 26

sitoire, dans un quartier spécial de maison centrale ou de maison de correction ".

Enfin, l'article D. 498 alinéa 2 (du 12 septembre 1 972), prévoit que ces condamnés peuvent être dirigés (mais exceptionnellement) sur un " quartier spécial de la maison d'arrêt ". Lorsque le condamné à la tutelle pénale, après avoir subi sa peine principale reste dans les mêmes maisons (centrale, de correction ou d'arrêt) changeant seulement de quartier, pour " subir " la tutelle pénale, sa situation ne varie pas. La différence entre la peine proprement dite et le tutelle pénale dépend de la façon d'exécuter cette dernière.

On notera aussi que la circulaire de l'administration pénitentiaire du 8 août 1 970, qualifie la tutelle pénale de peine complémentaire. (1)

Quoi qu'il en soit, la tutelle pénale, par sa fonction, joue également le rôle d'une mesure de sûreté différente de la peine; elle n'est ni rétributive, ni afflictive, ni déterminée, mais au contraire, elle représente comme le dit très justement M. Guadagno : " un moyen de prophylaxie et de prévention contre la délinquance à l'égard des personnes qui se sont révélées socialement dangereuses à l'occasion d'un délit. Mais l'existen-

(1) Circulaire A.P. 70-3 du 8 Août 1 970. p. 4

ce du fait délictueux est toujours la condition obligatoire pour la déclaration de périculosité criminelle, et c'est la condition légale pour justifier l'opportunité et le bien fondé de l'application de la mesure de sûreté. " (1)

D'ailleurs l'objet et le but de l'institution de la tutelle pénale sont contenues dans la définition de la mesure de sûreté présentée par Maurice Patin aux " Journées du droit franco-américaines " : " Tandis que l'objet de la peine, disait l'éminent magistrat, est d'appliquer au délinquant un châtiment proportionné à la fois à la faute qu'il a commise et au degré d'indulgence dont il peut être digne, la mesure de sûreté vise seulement, en dehors de toute question de responsabilité personnelle, à garantir la société contre le délinquant, soit en l'éliminant, s'il n'est pas amendable, soit en l'amendant par des mesures appropriées si la chose paraît possible. " (1)

Il convient aussi de rappeler l'article 58-1 alinéa 1er du code pénal qui précise : " la tutelle pénale a pour objet de protéger la société contre les agissements du multirécidiviste en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la société. " De même l'article

-
- (1) GUADAGNO Gennaro "Rapport présenté au Congrès de Rome (l'Italie)", Revue internationale de droit pénal, 1970, P. 98.
- (2) M. PATIN, la place des mesures de sûreté dans le droit positif moderne, Revue de science criminelle, 1948, p. 415.

728-1 alinéa 2 du code de procédure pénale dispose que le régime de la tutelle pénale tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer éventuellement son accession à la liberté conditionnelle. Par ces fonctions qui lui sont ainsi imposées, la tutelle pénale apparaît manifestement comme une mesure de sûreté, parce qu'elle tend à prévenir de nouvelles infractions par un traitement approprié du multirécidiviste.

On peut conclure de tout ce qui précède que la tutelle pénale, est une mesure de sûreté fonctionnant sous la dénomination de la peine. La règle suivie en France, c'est de ne pas appliquer de mesure de sûreté " ante delictum " et d'attendre pour examiner la mesure à appliquer au délinquant qu'il ait démontré par son infraction le danger social qu'il représente. Monsieur le professeur G. Levasseur, range la tutelle pénale parmi les mesures mixtes " qui pourrait s'exécuter en milieu libre sous un régime analogue à celui de la libération conditionnelle ". (1) Régime qui, ainsi qu'il est indiqué dans les textes " constitue une sorte de mesure de sûreté. " (2)

(1) G. LEVASSEUR : " La politique criminelle " Archives de philosophie du droit, 1971, p. 131 (p. 149)

(2) G. STEFANI-G. LEVASSEUR-R. JAMBU-MERLIN " Criminologie et science pénitentiaire " Précis DALLOZ, addendum page 3 n° 286 - IIème Edition.

La tutelle pénale apparaît donc comme une mesure de sûreté sous la dénomination de la peine puisqu'elle tend à prévenir la récidive par un traitement adéquat alors que la relégation était considérée souvent comme une peine. La jurisprudence en donnait cette définition : " Elle est juridiquement une peine privative de liberté, prononcée par les juridictions répressives constituant le cadre d'un ensemble de mesures de traitement prises dans le but de la protection de la société. "

Sous-section 2 - La tutelle pénale, mesure facultative.

La relégation était jusqu'en 1954 une peine complémentaire obligatoire et les tribunaux étaient tenus de la prononcer si les conditions exigées par la loi étaient réunies. Sous l'influence d'un double courant jurisprudentiel et doctrinal, la loi du 3 juillet 1954 avait transformé cette peine obligatoire en une peine facultative.

L'article 58-1 nouveau du code pénal dispose que la tutelle pénale : " peut être prononcée à l'égard des récidivistes ... ". Cet article donne à la tutelle pénale le même caractère facultatif. Sur ce point, la réforme de 1970 confirme l'heureuse initiative du législateur du 3 juillet 1954 (1)

(1) M. HERZOG, Revue de Science Criminelle 1954, p. 597

Le juge apprécie souverainement, dans les limites de la loi, les circonstances du délit et la personnalité du délinquant, et, lorsque les conditions d'application de la tutelle pénale sont réunies, il lui appartient de décider s'il convient ou non de la prononcer. Mais à quel moment faudra-t-il prononcer la tutelle pénale et quand faudra-t-il s'en abstenir. Quels seront les critères que le juge devra observer pour appliquer ou écarter la tutelle pénale et quelles motivations devra-t-il donner dans sa décision ?

La chambre criminelle avait précisé dans de nombreux arrêts, l'entier pouvoir du juge en la matière et spécifié que la loi du 3 Juillet 1954, en déclarant facultative la relégation auparavant obligatoire, n'a nullement entendu imposer aux juges l'obligation de motiver leur décision. (1)

De même, la chambre criminelle (arrêt du 28 janvier 1959) soulignait que, dans le cas où le juge fait usage de la faculté de prononcer la relégation, sa

(1) Cassation, crim. 11 décembre 1957 : Bul.Crim., n° 831

Cassation, crim. 14 octobre 1958 :Dalloz 1959, 5

Cassation, crim. 24 avril 1964 : Bul. Crim. n° 133

décision n'a pas à être justifiée par des motifs spéciaux sur ce point. (1)

Malgré tout, bien que les nouveaux articles 376 et 485 du code de procédure pénale obligent seulement les juges à constater, dans leurs décisions, l'existence des condamnations antérieures permettant de prononcer la tutelle pénale, la jurisprudence précitée ne sera peut-être pas maintenue. D'ailleurs, la nécessité de procéder à l'enquête de personnalité et la considération des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du code de procédure pénale à peine de nullité permet de penser qu'il paraît assez normal que le juge donne dans sa décision les raisons de son choix. Il est donc possible de voir un revirement de la jurisprudence ancienne sur la motivation à l'égard du prononcé de la tutelle pénale.

En ce qui concerne la qualité de la motivation, on peut dire que pour l'ancienne relégation, il arrivait que des juges voyaient leur décision cassée pour avoir formulé des motifs qu'ils n'étaient pas tenus d'énoncer. La Cour de Cassation s'est réservé un contrôle des motifs de

(1) Chambre Criminelle, Arrêt du 28 Janvier 1959, J.C.P 1959, Ed. G., IV, 31

la décision lorsque la juridiction a effectivement motivé celle-ci. Ainsi la Chambre Criminelle a cassé l'arrêt de la cour d'appel de Douai, qui après avoir reconnu un inculpé coupable de vol, et constaté qu'il était récidiviste au sens de la loi du 27 mai 1.885, a prononcé contre lui la relégation en se fondant sur le seul motif que " le médecin psychiatre qui l'a examiné estime qu'il est récupérable et que les mesures à prendre à son égard sont du ressort de l'Administration pénitentiaire." (1)

Mais les juges, estime la Chambre Criminelle " ne peuvent invoquer à l'appui de leur décision des motifs contraires à la loi en ne justifiant pas l'aggravation de peine qu'ils prétendent prononcer " et ne peuvent plus spécialement, s'appuyer sur un tel oracle psychiatrique pour infliger à un condamné " une peine complémentaire, privative de liberté, qui ne lui aurait pas été infligée s'il n'avait pas été jugé récupérable".

A ce propos Monsieur le Professeur Vouin estime que : " la Chambre criminelle a cassé un arrêt d'appel pour avoir donné un motif qu'il n'était pas tenu de fournir et sur lequel d'autres arrêts ont pu ou pourront se

(1) Arrêt Demeurisse, Crime 6 décembre 1961, Bulletin Criminel, n° 508, J.C.P. 1962, II, 12532.

fonder, sans l'exprimer. " (1)

De même, la Chambre criminelle a cassé un arrêt condamnant un délinquant à la relégation, parce que cet arrêt se basait sur une quatrième condamnation antérieure non définitive; la chambre criminelle a estimé que ce rappel d'une condamnation non définitive, dans les conditions où il avait été effectué, avait exercer une influence sur la décision des juges de prononcer la peine de la relégation. (2)

Enfin, si le juge avait un entier pouvoir d'appréciation, il devait néanmoins être renseigné sur la personnalité du délinquant, son antisocialité et son état dangereux. C'est ce qu'a estimé très justement le tribunal correctionnel de la Seine en précisant que :

" ... la loi du 3 juillet 1954 ayant rendu la relégation facultative, il importe, avant de se prononcer sur l'application de cette mesure à Huet, d'être renseigné sur la personnalité du prévenu : que son antisocialité et

- (1) VOUIN, Robert " Lois nouvelles et vieille justice en matière pénale " Revue de droit pénal suisse, 1963 p. 353 (p. 363)
- (2) Cassation, Crime 28 novembre 1956, Bulletin Criminel n° 790.

son état dangereux doivent être déterminés: que tant le nombre et la nature des condamnations précédemment encourues que le caractère des faits nouveaux à lui reprochés ne sauraient, à eux seuls, constituer des éléments suffisants d'appréciation; que par ailleurs, les possibilités de réinsertion sociale qu'il offre le cas échéant doivent être précisées ... " (1) En outre, l'ancien article D. 17 du code de procédure pénale citait la relégation parmi les cas où l'enquête de personnalité était opportune.

Pour la tutelle pénale, l'article 58-1 du Code pénal dispose : " Elle ne peut l'être (ordonnée) qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de procédure pénale." Par conséquent, l'article 58-1 oblige le juge à chercher si le délinquant est dangereux pour la société non seulement à cause de son état de multirécidiviste et de la gravité des faits, mais aussi en raison de sa personnalité propre, révélée par l'enquête de personnalité et l'examen médico-psychologique. Le juge constate que par suite de son caractère, de son

(1) Tribunal Correctionnel de la Seine, 16ème Chambre, 6.3.1956, J.C.P. 1956, II, 9.338, note de Monsieur Georges LEVASSEUR.

comportement ou de son genre de vie, le délinquant se trouve exposé, dans un avenir proche, à la réitération d'infractions graves et présente ainsi pour la société un danger particulier.

Au sujet de la motivation de décision, les articles 376 & 476 du Code de Procédure pénale disposent : " Lorsque la tutelle pénale est ordonnée, l'arrêt constate l'existence des condamnations antérieures permettant de la prononcer. " Ces articles indiquent que le juge est uniquement obligé de constater, dans sa décision, l'existence des condamnations antérieures permettant de prononcer la tutelle pénale.

Le juge doit donc faire un choix. Dans le cas où il estime nécessaire de prononcer la tutelle pénale, il est normal qu'il énonce dans sa décision les motifs qui ont guidé son choix et comme le dit M. Robert " qu'il n'est pas impossible de voir la Chambre Criminelle modifier sa jurisprudence ancienne sur la motivation ".(1)

(1) M.J. ROBERT " Tutelle pénale des multirécidivistes Articles 58-1 à 58-3 " Juris-Classeur pénal, 1971 page 5.

Sous-section 3 - La tutelle pénale, mesure temporaire.

La tutelle pénale, peine de droit commun, tantôt criminelle, tantôt correctionnelle (selon que la même condamnation encourue par le délinquant est une condamnation pour crime ou délit), ressemble par son caractère facultatif à la relégation (qui fut obligatoire jusqu'en 1 954) mais elle s'y oppose par son caractère temporaire, car sa durée est fixée au maximum à dix ans (article 58-2 du Code Pénal) qui sera souvent moindre par la création de la fin de la tutelle pénale, sorte de pré-réhabilitation judiciaire pour le condamné à condition qu'il se soit bien conduit pendant la libération conditionnelle, (articles 728-4 & 786 alinéa 2 du Code de Procédure Pénale).

Le législateur a élargi les conditions d'admission à la libération conditionnelle en diminuant le temps d'épreuve (article 729 alinéa 4) et suppose aussi un examen de personnalité des intéressés.

L'institution nouvelle rompt délibérément avec le système de la relégation, en refusant un de ces éléments essentiels : le caractère indéterminé de la peine. Le relégué qui pouvait avoir l'espoir d'une libération conditionnelle, n'était cependant pas assuré

qu'un terme, même provisoire, serait mis à sa détention puisque la loi ne le prévoyait pas.

Les études faites sur les relégués ont démontré que la certitude de la date de sortie évitait le désespoir des condamnés et leur appauvrissement intellectuel (1).

Monsieur De Grailly, dans son rapport précise que " Des études les plus récentes faites sur les relégués ont parfaitement montré que cette indétermination était vécue comme injuste par le délinquant. Injuste parce que gratuite (elle ne comptabilise aucun délit précis) et arbitraire (puisqu'aucun critère précis ne réglemente son application). L'effet de cette indétermination sur la personnalité déjà chancelante du relégué est désastreuse : la délégation de la commissions des lois avait fortement perçu cette conséquence lors de sa mission à Saint-Martin-de-Ré, Mauzac et Eysses. Par son effet psychologique et moral de rejet définitif de la société, l'indétermination de la peine est un des plus sûrs obstacles au reclassement social du multirécidivistes. "

En outre comme le dit M. Pradel : " La perpétui-

(1) MRS P. HIVERT, J. JACQUETTE ET O. GRECO : " Les relégués et la relégation, perspectives psychologiques ". Revue pénitentiaire et de droit Pénal 1969 p.319 & s.

té de la sanction était le plus souvent dépourvue d'intérêt sur le plan de la sécurité publique. (1)

La moyenne d'âge des relégués est de 40 ans, les recherches criminologiques avaient fait apparaître qu'à partir de 36 ans, les risques de récidives s'accroissent régulièrement. M. Pinatel estime : " qu'il était inutile de prendre une mesure d'élimination définitive à l'égard d'individus qui avaient statistiquement peu de chance de retomber dans la délinquance "(2).

La réforme à cet égard doit donc être approuvée. Du caractère perpétuel de la relégation, la jurisprudence avait déduit certaines conséquences. Ainsi, elle avait estimé que la relégation était incompatible avec l'interdiction de séjour. (3) Quant à la contrainte par corps, après avoir jugé sous le régime de la loi de 1885, qu'elle n'était pas incompatible avec le régime de la transportation (4) puis réaffirmé, cette compatibilité sous le régime de la Loi du 6 juillet 1942, qui suspendait la transportation aux colonies pour les relé-

(1) M. J. PRADEL " Les dispositions de la loi n° 70-643 du 17.7.1970 sur l'exécution des peines " Recueil Dalloz- 1971, Chronique p. 183, p. 187.

(2) J. PINATEL Revue pénitentiaire et de droit pénal 1969, p. 10

(3) Cassation Crim. 15/12/1953, Bull. Crim. n° 34

(4) Cassation Crim. 30/03/1933, Gazette du Palais- 1933 2, n° 158.

gués (1).

La jurisprudence a modifié et admis qu'il y avait incompatibilité entre la contrainte par corps et la relégation, telle qu'elle était en ces derniers temps exécutée. (2)

Enfin, la Cour de Cassation par un arrêt du 3 mars 1 970 se prononce sur le pourvoi entre une décision de la Cour de Pau en date du 29 juillet 1 969. Cette juridiction après avoir infligé à un prévenu six mois de prison pour divers délits, lui avait appliqué la relégation (alors encore en vigueur) et l'avait soumis pour le recouvrement à la contrainte par corps. La Chambre criminelle constate que cette peine complémentaire excluait le recours à l'exécution sur la personne. (3)

Quant à la tutelle pénale, son application met-elle obstacle à l'exécution sur la personne ? Aux termes des articles 58-3 du Code Pénal et 728-1 du Code de Procédure Pénale, les moyens tendant à l'amendement du con-

(1) Cassation Crim. 27/04/1944: D.P. 1 945, 53

(2) Tribunal de Grande Instance de Rouen 5/12/1959 Gazette du Palais, 1.969,1,75

(3) Cassation Crim. 3/03/1970, Bull. Crim. n° 84

damné seront mis en oeuvre; mais si par cet aspect de son régime, la tutelle pénale se rapproche de la relégation, elle s'en différencie en revanche par son caractère temporaire. Sa durée est de dix ans. Elle prend fin de plein droit si avant l'expiration de ce délai, le condamné atteint l'âge de 65 ans (Article 58-2 du Code Pénal). Telles sont les constatations qui conduisent à considérer qu'éventuellement les juges seront admis désormais (en l'absence du caractère perpétuel de la tutelle pénale, dont l'une des conditions d'incompatibilité n'étant pas remplie, à statuer conjointement sur la tutelle pénale et la contrainte par corps (le recours à l'exécution sur la personne) .

Mais s'il en était ainsi, une nouvelle difficulté comme le dit M. Alfred LEGAL : " est de nature à se présenter. L'article 58-2 du Code pénal porte que la tutelle pénale a pour point de départ l'expiration de la peine principale. Or il en est de même en ce qui concerne la contrainte lorsque le Ministère public exerce le pouvoir de recommandation qui lui est reconnu par le Code de Procédure, au même titre que la législation antérieure. Dans quel ordre, au cas où elles auront été prononcées cumulativement, les deux mesures complémentaires devront-elles être ramenées à effet ? Il peut sembler que la solution la plus simple sera de satisfaire en priorité les droits du créancier. Mais on ne

saaurait se dissimuler le risque qu'elle comporte de compromettre le succès des efforts poursuivis par la suite en vue de la réadaptation sociale du condamné. " (1)

Pour M. ROBERT J., la solution est différente, en effet pour ce dernier : " Il est certain, dans le silence du texte sur cette question, que contrainte par corps et interdiction de séjour ne sont pas compatibles avec la tutelle pénale. Certes, nous ne sommes plus en présence d'une peine perpétuelle, mais l'on voit mal le condamné, après avoir subi les différentes phases qui accompagneront le plus souvent la tutelle pénale, telles que semi-liberté et libération conditionnelle, maintenu en détention ou incarcéré à nouveau en vertu d'une contrainte par corps ou entravé dans sa liberté par une interdiction de séjour. Une telle solution est certainement contraire au voeu de la loi qui entend rechercher, il ne faut pas l'oublier, le reclassement du condamné au sein de la collectivité. " (2)

(1) M. LEGAL A. " Chronique de jurisprudence, droit Pénal Général " Revue de science criminelle, 1 971 p. 404, (p. 410).

(2) J. ROBERT "Tutelle pénale des multirécidivistes articles 58-1 à 58-3" Jurisclasseur Pénal 1971,p.5

En l'absence des dispositions expresses à ce sujet, nous estimons que malgré le caractère temporaire de la tutelle pénale, la jurisprudence le cas échéant, confirmera son attitude antérieure sur l'incompatibilité de l'exercice de la contrainte par corps avec l'application de la tutelle pénale. Enfin le Ministre de la Justice par la circulaire du 30 mai 1972, interdit à la juridiction qui prononce la tutelle pénale d'apprécier la durée de celle-ci qui est fixée de plein droit par l'article 58-2 du Code Pénal à dix années en principe, sauf le cas des condamnés atteignant l'âge de 65 ans au cours de son exécution.

Section 2 - La tutelle pénale et le choix de la sanction.

Le prononcé de la tutelle pénale est fondé sur les résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique. Par conséquent, le délinquant ne doit plus être jugé essentiellement sur l'infraction, mais davantage sur sa personnalité. Cette orientation est due à une évolution de la politique criminelle.

Pour les positivistes, la répression assurant la défense sociale doit être dosée non plus en fonction de la faute, mais en fonction de l'état dangereux du délinquant qui résulte de la personnalité physique, psychique

et dynamique de l'individu. Le rôle de la justice consiste à mesurer scientifiquement cet état afin de protéger la société, tout en assurant la prévention du crime et le traitement des délinquants. Cette conception était à l'origine des mesures prises à l'égard des mineurs. C'est la loi de 1912 qui a été la première à s'engager dans la voie de l'étude de la personnalité du mineur délinquant et à prôner le recours aux techniciens de l'observation. Cette notion fut également à l'origine d'autres mesures telles : l'ancienne relégation, la libération conditionnelle, le sursis.

Avec M. Marc Ancel, et le mouvement de " défense sociale nouvelle ", les idées précitées ont pris une ampleur considérable. Tandis que les positivistes semblaient moins soucieux du respect de la liberté individuelle et cherchaient surtout la neutralisation et l'élimination des éléments dangereux, la défense sociale nouvelle apparaît, au contraire, comme un mouvement humaniste envisageant la protection de la société par la réadaptation de l'individu. La tutelle pénale en est un bon exemple.

Cette doctrine suppose d'abord une conception générale du droit pénal qui vise non à punir une faute et à sanctionner par un châtement la violation d'une

règle légale, mais à protéger la société contre les entreprises criminelles. Elle entend réaliser cette protection de la société par un certain nombre de mesures ayant pour but de neutraliser le délinquant par l'application de méthodes curatives et éducatives. Elle entraîne donc dans l'optique de la prévention individuelle qui s'efforce d'assurer la prévention du crime et le traitement des délinquants, une connaissance scientifique du fait criminel et de la personnalité du délinquant.

La loi du 3 janvier 1954 et celle du 18 mars 1955, en faisant de la relégation et de l'interdiction de séjour des mesures facultatives devaient rendre nécessaire l'observation scientifique du délinquant même au stade de l'instruction.

Ensuite, le Code de Procédure Pénale de 1958 préconise en effet dans son article 81 au juge d'instruction d'ordonner systématiquement une enquête de personnalité, du moins, en matière criminelle et éventuellement un examen médico-psychologique de l'inculpé.

Avec la tutelle pénale de 1970, le législateur a tenu à ce que, avant de statuer, la juridiction s'entoure de tous les renseignements permettant de connaître aussi bien que possible la personnalité du délinquant, de manière à pouvoir apprécier si le délinquant est passible de cette peine complémentaire. L'enquête et l'examen médico-

psychologique sont nécessaires à peine de nullité; les termes de l'article 58-1 sont formels et la jurisprudence à plusieurs reprises a donné à cette nullité un caractère absolu qui a pu être soulevé d'office.

Enfin, comment le juge exerce-t-il son choix en matière de tutelle pénale? Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de dégager des critères absolus et précis. D'ailleurs les critères des décisions de la juridiction de jugement autre que la tutelle pénale ont déjà fait l'objet d'étude. Pour M. Vienne qui note qu' : "il vaudrait mieux parler d'élément conditionnants de la décision qui viennent influencer sur celle-ci sans que le juge en ait une claire conscience ". Il remarque encore que : " Le juge imbu des idées anciennes de répression et d'exemplarité ne parviendra pas, dans un cas donné, au même résultat que le juge attaché aux idées modernes de rééducation et de reclassement. Mais chez l'un comme chez l'autre, le résultat sera obtenu non point par un raisonnement conscient, mais par une sorte d'intuition créatrice, au sens quasi-bergsonien du terme ".(1)

En plus, l'uniformité dans les sentences répressives

(1) M. VIENNE " Le choix de la sanction pénale par la juridiction de jugement ". Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1966, p. 595 (p. 603).

nous ramène à l'application des peines fixes et nous éloigne de toute saine individualisation véritable de la peine.

A cet égard, M. le professeur Jambu-Merlin, estime que : " rechercher une série de critères précis qui, dans chaque cas semblable (ou prétendument semblable), nous donnerait la sanction applicable, ce serait peut-être assurer dans la justice une sorte d'égalité formelle et extérieure, mais ce serait renoncer à toute individualisation véritable de la peine. Ce serait aussi poursuivre, sans doute, une vaine recherche à raison justement du rôle inévitable de l'institution créatrice du magistrat et de l'extraordinaire diversité des cas " (1) Pour la tutelle pénale, lorsque les conditions d'application de celle-ci sont réunies, les juridictions décideront souverainement. La loi ne leur permet pas de prononcer la tutelle pénale seulement sur le fondement des moyens indiqués. A vrai dire, l'alinéa 5 de l'article 58-1 du code pénal précise que la tutelle pénale ne peut être ordonnée" qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du code de procédure pénale ". Il en résulte que le

(1) M.R.JAMBU-MERLIN, Rapport, Revue Internationale de droit pénal, 1 970, p. 485, (p.490).

juge doit rechercher si le délinquant est dangereux pour la société. Il décide en raison d'abord de son état de multirécidiviste et de la gravité des faits, mais aussi en raison de sa personnalité, telle qu'elle est révélée par le dossier de personnalité.

Il ne nous reste qu'à étudier, les éléments conditionnant de la sentence pénale et le rôle que joue le dossier de personnalité dans le prononcé de la tutelle pénale, et enfin sa situation en jurisprudence. Ceci dit, les trois sous-sections de cette section sont les suivantes :

Sous-section 1 - Les éléments conditionnants de la décision.

Sous-section 2 - Le dossier de personnalité, élément de la légalité du prononcé de la tutelle pénale.

Sous-section 3 - L'incidence de la jurisprudence de l'article 58-1 alinéa 3 sur celle du dossier de personnalité de l'article 81 alinéas 6 & 7 du Code de Procédure Pénale.

Sous-section 1 - Les éléments conditionnant de la décision.

Lorsqu'il s'agit plus spécialement du droit pénal, le juriste, dit M. Ancel dans son article intitulé : " Le juriste devant le criminologue ", " s'attache avant tout au respect de la norme écrite et de la règle fondamentale de la légalité. On lui enseigne encore que la sanction doit être essentiellement personnelle à celui à qui elle s'applique et qu'elle doit être égale pour tous ceux qui ont contrevenu à la loi pénale. Ce double principe de la personnalité et de l'égalité des peines accentue encore le caractère strict de la loi répressive, et la notion de responsabilité individuelle, enfermée dans des limites étroites par la logique juridique, conduit à une conception rétributive du droit pénal. Le juge apparaît comme le gardien de l'ordre public, expression du système de droit tout entier, mais il est en même temps gardien de l'ordre social qui dérive du régime économique-politique de la société. La justice pénale se voit également conférer un rôle éducatif en tant qu'elle manifeste le blâme social et qu'elle arbitre la sanction selon les mérites ou les fautes des citoyens. " (1)

(1) M. ANCEL " Le juriste devant le criminologue " *Annales internationales de criminologie* (1973, V. 12, n° 1 & 2) N° spécial, criminologie et politique criminelle. P.7

En effet quels que soient les buts et les fonctions de la sanction pénale (l'amendement du délinquant la protection de la société, l'intimidation du délinquant et des autres, la satisfaction à la victime, ayant pour fonction celle d'éducative, éliminatrice, coercitive et de la justice), on retrouve un principe commun à la législation actuelle : le pouvoir discrétionnaire du juge s'exerce quant au choix de la sanction, à sa détermination et à son application, entre deux limites précises. L'une consiste dans l'examen du fait délictueux, qui est non seulement la manifestation de l'importance objective de l'action mais aussi l'expression de l'intensité du dol et du degré de la faute, et l'autre dans l'aptitude à la délinquance qui résulte de la personnalité du prévenu. Par conséquent, il faut distinguer ici : la phase de la constatation de la culpabilité et la phase de jugement. L'étude du fait délictueux et appréciation de la personnalité de son auteur sont deux choses différentes mais liées. Il faudrait d'abord prendre une décision sur la matérialité du fait délictueux, sur sa qualification juridique, sur l'imputabilité de son auteur, et ensuite, après la reconnaissance de sa culpabilité, choisir la sanction pénale en l'adaptant à la situation personnelle et aux traits caractéristiques du prévenu. Le Code de Procédure Pénale, par les articles 355 à 365 prévoit précisément le processus pour les délibérations de la

Cour d'Assises et l'article 362, en consacrant un scrutin particulier pour l'application de la peine, confirme l'existence de deux phases. Donc les juridictions répressives statuent par une décision unique sur la culpabilité et sur la peine, lorsque le prévenu ou l'accusé est reconnu coupable. Mais, s'il n'existe pas de "césure" proprement dit dans la procédure de jugement, il est néanmoins certain que la délibération d'où découle la sentence se décompose en deux phases, celle de l'examen de la culpabilité dans l'acte, celle du choix et la détermination de la sanction, qu'elle soit une peine simplement principale ou aggravée par une peine complémentaire.⁽¹⁾ En ce qui nous concerne plus précisément ici, c'est d'examiner les éléments conditionnants du prononcé de la tutelle pénale par la juridiction de jugement. Ces éléments sont d'ordre objectif et subjectif.

A) Les éléments objectifs se rapportant
au danger social.

La tutelle pénale reste une peine complémentaire puisqu'elle s'ajoute à la peine principale. Pour être applicable, elle doit être expressément prononcée dans le jugement ou l'arrêt, en même temps que la peine principale. La gravité morale objective de l'infraction, le nombre des infractions commises par le multirécidi-

(1) La césure vient d'être reconnue légalement pour le Tribunal correctionnel et le tribunal de police (arts. 469-1 & 539-1, la loi du 11/7/75). Ces juridictions peuvent après avoir déclaré le prévenu coupable, soit le dispenser de peine, soit ajourner le prononcé de celle-ci

viste, l'importance de l'ordre public troublé qui implique l'exemplarité de la sanction, les résultats du fait délictueux peuvent constituer les éléments objectifs de la tutelle pénale voire mesure privative de la liberté en principe. En fait, les juges considèrent la tutelle pénale comme la continuation de la peine principale. Par conséquent, faisant partie de la société, ils en partagent les réactions. Mais, il faut qu'ils luttent contre ces réactions, afin de revenir à une appréciation mesurée de cette peine. Enfin, les éléments du prononcé retenus par le législateur sont des éléments légaux, car la multirécidive judiciairement établie par un certain nombre de condamnations prononcées pour des faits commis en l'espace de dix ans, a été retenue comme fondement légal du prononcé de la tutelle pénale. En plus, l'article 58-1, du Code Pénal déclare que : " La tutelle pénale a pour objet de protéger la société contre les agissements des multirécidivistes. " La protection de la société exige souvent d'empêcher le délinquant de nuire, par son incarcération plus longue.

M. S. Tanciu demande que : " La justice pénale mette à profit les progrès de la criminologie et qu'elle se fonde non plus sur le principe de personnalité, mais sur l'état dangereux. La persistance de la récidive est la preuve de l'échec des techniciens pénitentiaires. Une punition excessive est injuste, une libération rapide

est dangereuse pour la société : il s'agit de trouver une solution efficace, assurant à la fois l'équité et la défense de la société." (1)

En tout cas, il faut dire que le danger que représente un individu ne se révèle pas toujours par la gravité du délit qu'il a commis. M. Jean Pinatel estime que : " La criminologie, soutient et prouve qu'il n'y a pas de concordance entre la dangerosité et la gravité de l'acte. Le plus souvent, un acte très grave intervient à la suite d'un long processus né d'une situation spécifique précise. Cet acte épuise la dangerosité de son auteur. Au contraire, des actes minimes sont susceptibles de révéler, étant donné les conditions dans lesquelles ils interviennent, la dangerosité de leur auteur. "(2)

Si la tutelle pénale comporte une ségrégation qui peut se révéler indispensable pour des raisons de sécurité en fonction de l'état dangereux du délinquant qui se rapporte à l'infraction, son prononcé est aussi

(1) M. STANCIU " Débats ", Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1 969, p. 262

(2) M. PINATEL J " Essai de synthèse des aspects criminologiques et juridiques du récidivisme. Rapport ".
Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1 969 pp.249/251

un moyen de traitement individualisé du multirécidiviste destiné à faciliter son reclassement social, par une connaissance suffisante de sa personnalité.

**B)- Les éléments subjectifs se rapportant
aux perspectives de traitement.**

La notion de l'état dangereux est subjective, dans la mesure où elle se rapporte au délinquant lui-même et non à l'infraction. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une notion véritablement juridique. C'est en fonction des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique portés à la connaissance de la juridiction de jugement, que celle-ci décidera si la tutelle pénale est ou non nécessaire. Il convient donc de mettre à la disposition du juge une sorte de modèle qui facilitera sa décision, sans cela les juridictions comme c'est le cas actuellement, parce qu'elles sont étrangères à la tutelle pénale facultative, ne la prononcent annuellement que soixante dix fois environ, alors que dans les dernières années, l'ancienne relégation l'était pour le même laps de temps une centaine au moins.

La définition de l'état dangereux assez large et assez souple, qui a le mérite de guider le juge a été donnée par la commission présidée par M. le Professeur Levasseur, en 1936, auquel nous nous sommes déjà référé

et qui dit : " L'internement de sûreté sera prononcé seulement s'il est établi , que, par suite de son caractère, de son comportement ou de son genre de vie, le délinquant se trouve exposé, dans un avenir proche à la réitération d'infractions graves et présente ainsi pour la société un danger particulier."

Cette définition a été confirmé lors de l'élaboration du projet de loi concernant la tutelle pénale.

L'état dangereux s'apprécie en fonction d'indices légaux (carrière criminelle antérieure, modalité des infractions, médicaux (état mental) et sociaux qui sont très importants (mode et conditions de vie). Il faut, en outre, comme le dit M. Jean Pinatel, préciser l'intensité de cet état. (1) Certes, une punition excessive est injuste et sans effet, une libération trop rapide est dangereuse pour la société; il s'agit d'une décision, assurant à la fois l'équité et la défense de la société. A cette fin, le juge qui décide de la tutelle pénale, continue à juger les actes qualifiés, l'infraction, mais il le fera essentiellement en fonction des éléments subjectifs de la personnalité de son auteur.

(1) Jean PINATEL " La réforme législative de la relégation, séance de section du 12 octobre 1968 " Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1 969, p. 13

Dans ce but, le magistrat devra donc connaître le multirécidiviste, ses comportements sociaux, familiaux et professionnels, sa construction biologique, ses capacités intellectuelles, ses réactions sur le plan psychologique et moral. Ainsi l'enquête et l'examen médico-psychologique s'impose dès le stade de l'information pour qu'il puisse faciliter la tâche de la juridiction de jugement.

Il nous paraît opportun que le juge envisageant la tutelle pénale, examine l'opportunité de prononcer cette peine complémentaire à la fois, en fonction du risque de la récidive, ainsi que du danger social relevé par la gravité de la faute commise et en fonction de ce qu'il connaît du passé, de ce qu'il escompte de l'avenir du multirécidiviste; voire son reclassement social.

Cette conception assure le caractère intimidant de la sanction, et en même temps s'accompagne de traitements susceptibles de rendre possible le retour des délinquants multirécidivistes dans la société, sans préjudice pour la sécurité publique.

En tout cas, si les considérations d'ordre objectifs du juge aboutissent éventuellement dans sa pensée, à mettre le multirécidiviste pendant dix ans, sous le régime de la tutelle pénale, néanmoins, la même décision provoque les perspectives de sa réinsertion sociale. Certes, les considérations précitées assurant la défense de la société par l'exclusion du sujet;

mais la primauté doit être donnée aux considérations tenant à la personne du délinquant et plus précisément au pronostic que l'on peut tirer quant à l'avenir du délinquant. En cas de conflit entre d'une part la gravité des infractions commises, le nombre des condamnations antérieures et d'autre part les possibilités de réinsertion du délinquant dans la société. Le juge doit à notre avis tenir compte surtout de la personnalité du sujet et des perspectives de sa réadaptation dans la société. Malgré tout, comme le dit M. Albert Petit : " Il faut en effet constater, que, pour le magistrat, traitement et réadaptation demeurent encore des notions situées à l'arrière-plan de ses préoccupations quotidiennes. " (1)

Le magistrat applique la loi. Il n'a pas l'attitude neutre du médecin et du psychotérapeute procédant aux examens scientifiques (médical et médico-psychologique) du délinquant qui renoncent à la juger. Il juge le délinquant multirécidiviste, mais pour que la sanction de la tutelle pénale soit thérapeutique, il faut qu'il prenne en considération les résultats de la peine et le traitement à appliquer. Par là, la tutelle pénale devient

(1) M. Albert PETIT : " Une expérience faite avec des multirécidivistes " Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1 969, p. 531 (p. 534).

thérapeutique, tant pour la société que pour le délinquant. Cette simultanéité de la peine et du traitement conduit le juge à prendre une attitude thérapeutique spécifique à l'égard des multirécidivistes. Le législateur de 1.970 a tenu à ce que avant de statuer, la juridiction s'entoure de tous les renseignements permettant de connaître aussi complètement que possible, la personnalité du délinquant, de manière à faciliter la tâche du magistrat, d'apprécier si le multirécidiviste relève de la tutelle pénale. A la notion purement legaliste, comme le note M. Xavier Nicot : " se trouve donc associées des données criminologiques conduisant à une individualisation effective de l'application de la peine. " (1)

L'enquête et l'examen médico-psychologique sont si importants et nécessaires, que le Parlement a même préféré insérer les dispositions qui les prévoient dans l'alinéa 5 de l'article 58-1 du Code Pénal, où se trouvent énoncées les conditions de fond du prononcé de la tutelle pénale, plutôt que dans le code de procédure pénale, comme le gouvernement l'avait envisagé dans le projet de loi. A cette occasion, il nous paraît nécessaire d'étudier le contenu et l'existence préalable du dossier de personnalité dans la sous-section suivante.

(1) M. Xavier NICOT: V° " Tutelle pénale " Encyclopédie Dalloz, N° 169.

Sous-section 2 - Le dossier de personnalité,
l'élément légal du prononcé de la tutelle pénale.

Le droit pénal moderne s'efforce d'orienter la sentence à partir d'une connaissance approfondie du délinquant. Monsieur le Professeur VOUIN dit qu' : " On reconnaît le délinquant à ses actes, comme l'arbre à ses fruits, mais il n'est évidemment pas possible de juger raisonnablement un acte criminel en faisant abstraction de la personne de son auteur. Le grand mouvement d'individualisation de la peine, issu du livre célèbre de R. Saleilles (1 898) a conduit à mettre l'accent toujours davantage sur la personne du délinquant, derrière laquelle la considération objective de l'infraction aurait tendance, et parfois un peu trop, à s'estomper. " (1)

L'individualisation de la sanction pénale suppose l'observation continue et progressive de la personnalité du délinquant, et cette observation exige des moyens en personne et en matériel et une procédure organisée qui doit suivre le procès de répression dès le début.

(1) R. VOUIN, Note du cours de droit pénal général & procédure pénale pour le D.E.S. de droit privé et de sciences criminelles, Paris, 1961 - 1962, p. 13

Précisément, les alinéas 6 & 7 de l'article 81 du code de procédure pénale ont introduit dans la procédure pénale, l'examen médico-psychologique et social, décomposé en deux éléments : l'enquête de personnalité ou enquête sociale et l'examen médical ou médico-psychologique, dont l'ensemble constitue le dossier de personnalité de l'inculpé. Par conséquent, l'observation de la personnalité se développe en même temps que le procès de l'acte, dès la phase de l'instruction et le procès de la personne se combine avec le procès de l'acte. D'après l'alinéa 2 de l'article D. 16 du Code de Procédure Pénale, le dossier de personnalité a pour objet de fournir à l'autorité judiciaire, sous une forme objective et sans en tirer de conclusion touchant à l'affaire en cours, des éléments d'appréciation sur le mode de vie passé et présent de l'inculpé.

Selon les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 81 du Code de Procédure Pénale, l'enquête de personnalité est obligatoire en matière criminelle. Pourtant la Cour de Cassation a largement réduit la portée de cette obligation légale en déclarant que : " les dispositions de l'article 81 alinéa 6 ne dérogent pas à la règle fondamentale d'après laquelle les juridictions d'instruction ont le droit et le devoir de clore leur information lorsqu'elles l'estiment complète. ", même si

le dossier ne comporte pas d'enquête de personnalité. La loi du 15 janvier 1963, concernant la Cour de Sécurité de l'Etat a atténué également le caractère obligatoire de l'enquête de personnalité en la rendant toujours facultative. Néanmoins, la loi du 17 juillet 1970, concernant la tutelle pénale a précisé que la personne encourant cette mesure doit obligatoirement faire l'objet d'un dossier de personnalité. Dans l'application stricte de cette nouvelle position du législateur, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation, à plusieurs reprises, a déclaré qu'encourt la cassation, l'arrêt qui applique la tutelle pénale, sans préciser que cette mesure a été ordonnée au vu des résultats de l'enquête sur la personnalité et la situation matérielle, familiale et sociale du prévenu, prévue à l'article 81 du Code de Procédure Pénale (cassation, 9 mai 1972, B. 162, p. 415).

Il nous semble donc nécessaire, de consacrer maintenant des développements à l'examen des textes relatifs à la constitution du dossier de personnalité en matière de la tutelle pénale.

A - Nécessité de l'existence préalable du dossier de personnalité et sa recommandation.

Avant la réforme de 1970, le recours au dossier de per-

sonnalité pour le prononcé de l'ancienne relégation, était le fait de certains magistrats d'avant-garde. La décision du Tribunal Correctionnel du 6 mars 1 956 (J.C.P 1 956, II, 9 338 note M. le professeur G. Levasseur) qui avait ordonné une expertise à l'effet de " préciser les possibilités de réinsertion sociale " d'un relé-
gable préfigurait donc, avant la mise en vigueur de l'-
article 58-1 du Code Pénal en matière de la tutelle pé-
nale.

Cette nouvelle mesure ne tend pas à assurer l'é-
limination du condamné, mais dans la mesure du possible
cherche à favoriser son amendement et sa réinsertion so-
ciale; dès lors, cette tâche délicate suppose une con-
naissance parfaite de la personnalité du multirécidivis-
te.

A l'égard des délinquants majeurs pour la première
fois en 1 958, le législateur français a franchi une éta-
pe décisive, vers l'observation de ces délinquants, en
instaurant l'examen de personnalité grâce aux expériences
fructueuses dans le domaine de l'enfance délinquante, et
par là, ils ont directement influencé les rédacteurs de
l'article 81 du Code de Procédure Pénale.

Ensuite, c'est en 1 970 que le législateur a in-
sisté sur la constitution obligatoire du dossier de per-

sonnalité (parallèlement au déroulement de l'instruction sur les faits) qui permettra ultérieurement à la juridiction de jugement de décider en connaissance de cause dans la voie d'une individualisation judiciaire, la mesure la plus appropriée aux multirécidivistes.

L'enquête de personnalité comme son nom l'indique, renseigne la juridiction de jugement sur la personnalité du délinquant et sur sa situation matérielle, familiale et sociale. L'observation porte non seulement sur son individualité, mais encore sur son environnement. On étudie là, des facteurs endogènes et exogènes de la délinquance. Elle fournit donc au juge des renseignements utiles sur l'enfance, l'adolescence, le développement moral et intellectuel, ainsi que sur la voie professionnelle, sociale et le foyer du délinquant. L'ensemble de ces renseignements permet d'avoir un portrait concret de l'individu qui doit être jugé et de mieux le situer par rapport à l'infraction dont il est l'auteur.

L'examen médico-psychologique, l'autre élément du dossier de personnalité, confié à un médecin qui peut être assisté d'un psychologue, tend à dresser un tableau complet de la personnalité du délinquant, à l'aide de nombreux tests. Il a pour objet de déterminer les niveaux d'intelligence, d'habitude manuelle, d'attention et sur-

tout de fournir les données utiles pour la compréhension des mobiles du délit, éléments dont la connaissance est indispensable pour le traitement et le reclassement social du délinquant, voire sa perspective d'avenir.

Enfin, le fait que, l'enquête de personnalité et l'examen médico-psychologique en matière de tutelle pénale soient rendus obligatoires, constitue un important progrès dans la voie d'une justice plus humaine et plus équitable, par la meilleure connaissance du multi-récidiviste. L'alinéa 5 de l'article 58-1 du Code Pénal après avoir précisé que la tutelle pénale est ordonnée dans le jugement prononçant l'une des peines visées à l'alinéa 2 du même article, ajoute que cette mesure ne peut être ordonnée " qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénale ". La loi du 17 juillet 1970 impose ainsi l'existence préalable du dossier de personnalité pour le prononcé de la tutelle pénale. De même, les arrêts déjà rendus par la Chambre Criminelle relèvent que la position de la Cour de Cassation à cet égard est très ferme et tout à fait conforme à la volonté du législateur.

L'intention du législateur se justifie par les

travaux préparatoires de la loi de 1970. Le Projet de loi gouvernemental confirme que " la Constitution du dossier de personnalité visé à l'article 81 du Code de Procédure pénale est obligatoire avant ce prononcé ".(1)

Monsieur De Grailly aussi, dans son rapport déclare que : " le projet accentue la tendance à la personnalisation de la peine conçue comme traitement, en imposant deux mesures, d'ailleurs étroitement liées : l'obligation préalable au prononcé de la tutelle, de l'enquête de personnalité et de l'examen médico-psychologique...". (2)

De son côté, c'est la formule grammaticale impérative de l'article 58-1 alinéa 5 même du Code Pénal qui dispose que la tutelle pénale ne peut être ordonnée " qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénal. ". L'emploi de cette formule impérative démontre que le législateur de 1970 a voulu insister sur la nécessité de l'existence de ce dossier de personnalité et en même temps éviter toute hésitation

(1) L'exposé des motifs du projet de loi. p. 23

(2) M. De GRAILLY, Rapport fait au nom de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, n° 1 147, p. 27

en la matière. A ce propos, M. Pradel dit que : "le législateur de 1970 s'est souvenu de la réaction de la Chambre Criminelle à l'article 81 du Code de Procédure Pénale et a entendu en éviter la répétition aujourd'hui, à propos de la tutelle pénale. " (1)

Une seconde disposition légale renforçant la conviction de la nécessité absolue du dossier de personnalité, c'est le texte de l'alinéa 1 de l'article 463 du Code de Procédure Pénale relatif au supplément d'information ordonnée par le Tribunal Correctionnel. D'après cet article : " ... dans le cas où la tutelle pénale est encourue, le juge commis procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires au prononcé de cette mesure et, notamment, à l'enquête et à l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 (sixième et septième alinéas). "

L'alinéa premier de l'article 463 précité, étant complété par la loi de 1970, M. Jean Pradel ajoute que " si l'établissement du dossier de personnalité avait été simplement facultatif, le législateur de 1970 n'aurait pas touché à l'article 463. La constitution de ce dos-

(1) Jean PRADEL, Note, Cassation, crim. 9 mai 1972

sier aurait alors été considérée comme un acte d'instruction dont la juridiction de jugement aurait apprécié souverainement l'opportunité comme elle le fait en matière de supplément d'information... Si donc, le législateur a ajouté à l'article 463 la disposition précitée, c'est qu'il entend déroger au principe général de l'opportunité du supplément d'information, en affirmant que l'établissement du dossier de personnalité est un ordre de la loi." (1)

Un troisième texte justifie encore la nécessité du dossier de personnalité : c'est celui de l'article 728-1 du Code de Procédure Pénale. La tutelle pénale est orientée vers la réadaptation des multirécidivistes. Elle offre d'une part aux multirécidivistes la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité, comme l'a prévu expressément l'article 58 alinéa 1 du Code Pénal, et d'autre part, le régime de l'exécution de la tutelle pénale selon l'article 728-1 alinéa 2 du Code de Procédure Pénale " Tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer éventuellement son accession à la liberté conditionnelle.

(1) Jean PRADEL, note, Cassation, Crim. 9 mai 1 972, D. 1 972, p. 621 (622).

Enfin, le législateur subordonne le prononcé de la tutelle pénale, non seulement à l'existence préalable du dossier de personnalité, mais aussi aux résultats de ce dossier. Dans ce cas, le juge ne peut prononcer la tutelle pénale que si les résultats du dossier de personnalité en recommandent l'application. La formule légale de l'alinéa 5 de l'article 58-1 impose au juge de fonder sa décision sur les résultats du dossier de personnalité. Le juge doit donc tenir compte des avis et conclusions présentés par les enquêteurs et les médecins, et insérés dans le dossier de personnalité.

Malgré tout, M. Jean Larguier, après avoir confirmé que " le plus souvent, sans doute, les juges s'inspirent à ce sujet, des conclusions des enquêteurs et médecins, au moins lorsque celles-ci seront précises et concordantes, puisqu'ils sont légalement sensés éprouver le besoin, qu'il leur appartenait auparavant de formuler expressément, de recourir à ces investigations." Il se demande si les juges sont tenus de se conformer aux conclusions qui leur sont présentées ? Cet auteur distingue deux hypothèses : " Le juge est certainement libre de sa décision dans le cas, évidemment exceptionnel, où ayant d'abord envisagé de prononcer la mesure, il y renonce finalement, malgré les avis reçus conseillant le recours à la tutelle pénale et qui auront donc eu

sur l'esprit du juge l'effet contraire à celui qui était recherché. Mais les juges peuvent-ils prononcer la tutelle pénale contre les suggestions de l'enquête et de l'examen ? ". Dans cette hypothèse ajoute notre auteur, est-ce que la formule légale qui dispose que la tutelle pénale ne peut être prononcée qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen " n'implique pas que le juge ne puisse prononcer la mesure qu'en accord avec les chercheurs dont il s'agit. De même que le magistrat peut renoncer à cette mesure malgré les avis positifs, il peut l'appliquer contre les conclusions les déconseillant. En décider autrement, même dans le second cas seulement, reviendrait, dans cette hypothèse, à abandonner, en droit, aux auxiliaires du juge : la solution, sans texte, ne peut être encore acceptée au titre du droit positif. "(1)

B - Les conséquences de l'absence du dossier de personnalité.

Si les autorités judiciaires sont libres de prescrire une enquête et un examen médico-psychologique lorsqu'un sujet en raison de ses antécédants judiciaires en-

(1) J. LARGUIER, Chronique de jurisprudence, droit pénal général, Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, 1973 (juil-Déc) p. 670 -(682).

court la tutelle pénale, celle-ci ne pourra être prononcée sous peine de nullité par la juridiction de jugement en l'absence du dossier de personnalité. Dans ce cas, la juridiction de jugement peut soit infliger une autre peine que le délinquant encourait de par ses antécédants judiciaires, soit même aggraver sa peine principale, soit enfin, ordonner l'examen de personnalité dans le cadre d'un supplément d'information, s'il lui paraît nécessaire de se réserver la possibilité de soumettre le multi-récidiviste à la tutelle pénale.

En raison de l'économie de temps, il convient donc, que l'établissement du dossier de personnalité soit ordonné chaque fois que le délinquant encourt cette mesure dès le stade de l'instruction. Dans ce sens là, le paragraphe 2 de l'article D. 17 (décret du 12 Septembre 1 972) préconise que les autorités judiciaires, lorsqu'elles ont à apprécier l'opportunité de requérir ou ordonner les enquêtes et examens visés à l'article D.16 du code de procédure pénale, tiennent le plus grand compte notamment de la qualité de récidiviste de l'inculpé " spécialement s'il encourt la tutelle pénale. "

Plusieurs arrêts de la Cour de Cassation relatif à la nécessité du dossier de personnalité à peine de nullité, comme condition de fond du prononcé de la tu-

telle pénale méritant d'être étudiés, tant pour les confirmations qu'ils apportent, que pour le rôle qu'ils jouent dans la physionomie juridique et criminologique de l'institution de la tutelle pénale.

Nous envisageons donc d'étudier ici, les exigences de la jurisprudence depuis la mise en application de l'institution (1 970) en ce qui concerne le dossier de personnalité.

a) La jurisprudence, en cas de l'absence du dossier de personnalité proprement dit.

La Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a de nombreuses fois voulu harmoniser la jurisprudence avec la volonté du législateur de 1 970 qui dit que la tutelle pénale ne peut être ordonné " qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénale ". L'absence du dossier de personnalité entraîne la nullité du prononcé de la tutelle pénale. La jurisprudence en la matière est bien claire et rigoureuse.

Le premier arrêt de cassation en la matière est l'arrêt du 9 mai 1 972 qui a fait l'objet de l'application de la tutelle pénale sans faire état de l'enquête

et de l'examen susvisés. (1) Il s'agissait d'un pourvoi formé par Pouivet Maurice, contre un arrêt de la Cour d'Appel de Reims du 16 Mars 1 972, qui pour vols et abus de confiance l'avait condamné à 15 mois d'emprisonnement et à la tutelle pénale. Pouivet n'avait proposé aucun moyen à l'appui de son pourvoi. Mais la Chambre Criminelle sur le moyen relevé d'office et pris de la violation de l'article 58-1 du Code Pénal, vu l'article 593 du Code de Procédure Pénale, (permettant à la chambre criminelle de déclarer nul, les arrêts et jugements en dernier ressort, s'ils ne contiennent pas de motifs ou si leurs motifs sont insuffisants et ne permettent pas à la cour de cassation d'exercer son contrôle et de reconnaître si la loi a été respectée dans le dispositif) rend un arrêt de principe. La Chambre Criminelle précise qu' " aux termes de l'article 58-1 du Code Pénal, la tutelle pénale ne peut être ordonnée qu' au vu du résultat de l'enquête prévue à l'article 81 du Code de Procédure Pénale, concernant la personnalité du prévenu et sa situation matérielle, familiale et sociale; attendu qu'au cas de l'espèce, la Cour d'Appel a fait application de cette mesure, sans que son arrêt n'indique qu'elle ait eu égard à une telle enquête.

- (1) Cassation, Crim. 9 mai 1 972, Bull. Crim. n° 163 D. 1972.621 note Jean Pradel; Gazette du Palais 1972.2. 591; J.C.P. 1973, 17444 note Pierre Chambon.

Qu'ainsi, la Cour de Cassation n'est pas en mesure de vérifier si la loi a été respectée. Par ces motifs : casse et annule dans toutes ses dispositions l'arrêt de la Cour d'Appel de Reims du 16 mars 1972 et renvoie devant la Cour d'Appel de Paris. "

Cet arrêt d'un intérêt capital détermine la jurisprudence de la Chambre Criminelle dans l'avenir en posant la règle générale, d'après laquelle : " Encourt la cassation l'arrêt qui applique la tutelle pénale sans préciser que cette mesure a été ordonnée au vu des résultats de l'enquête sur la personnalité et la situation matérielle, familiale et sociale du prévenu , prévu à l'article 81 du Code de Procédure Pénale. "

Il résulte des termes de l'arrêt ci-dessus rapporté qu'outre la nécessité du dossier de personnalité, il faut encore que la mesure soit décidée au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique. Néanmoins cet arrêt a fait l'objet des observations par M. Pierre Chambon. Il reconnaît que les termes de la loi ont une forme impérative. Mais il hésite sur les conséquences de l'absence du dossier de personnalité, quant à la légalité du prononcé de la tutelle pénale, et dit que ces conséquences ne sont pas évidentes ". (1) Ce magistrat estime

(1) Pierre Chambon, note, sous Crim. 9 mai 1972, J.C.P. 1973. II. 17444

qu' " en effet toute peine prévue par la loi, prononcée selon les formes légales, sur la base d'une qualification exacte, après constatation des éléments constitutifs de l'infraction, est légalement appliquée au prévenu déclaré coupable. Il n'y a pas d'autre condition à la légalité des peines. Au contraire, l'enquête de personnalité et l'examen médico-psychologique ne sont que de simple renseignements qui " engagent la justice dans une voie plus équitable et plus humaine." (c. Pro. Pén., art. C.168). Ces renseignements sont étrangers à la justification légale de la peine. Il sont seulement de nature à guider le juge dans la sévérité et les modalités de cette peine. La Cour de Cassation aurait donc pu déclarer que les dispositions susvisées de l'article 58-1 du Code Pénal ne touchent pas la règle de la légalité des peines et ne sont pas prescrites à peine de nullité. Elle aurait pu également rattacher la condition mise par l'article 58-1 au prononcé de la tutelle pénale, aux droits de la défense, et ne prononcer la nullité de l'arrêt que lorsque le moyen aurait été expressément invoqué par le condamné. "

Pour nous, le dossier de personnalité est un élément légal du prononcé de la tutelle pénale, car tout d'abord les dispositions qui la prévoit sont insérées dans l'alinéa 5 de l'article 58-1, où se trouvent énon-

cées les conditions de fond du prononcé de cette mesure, plutôt que dans le Code de Procédure Pénale. D'autre part cette institution suit les directives de la politique criminelle de l'école de défense sociale nouvelle qui exigent que le juge ait une connaissance suffisante aussi étendue que possible du délinquant. La position de la Chambre criminelle dit M. Jean Pradel " paraît se justifier pour des raisons tenant à la fois à la volonté du législateur du 17 juillet 1970, qui supprime la relégation et crée la tutelle pénale, et à la nature de cette dernière. (1)

En plus de l'intention du législateur que nous avons déjà souligné (dans le paragraphe : A - Nécessité de l'existence préalable du dossier de personnalité et sa recommandation), le point 3 du texte de la résolution adoptée dans le cadre des travaux préparatoires concernant la réforme de la relégation, prévoyait que : " L'examen doit comporter à peine de nullité, une enquête sociale et un diagnostic médico-psychologique ... " (2)

D'ailleurs, M. Chambon, en rattachant la condi-

(1) M. Jean PRADEL, Cass. Crim. 9.5.1 972 D. 1972 p. 621, - (622).

(2) Texte de la résolution relative à la réforme de la relégation Revue pénitentiaire et de Dr. P. 1969 p.524

dition mise par l'article 58-1 au prononcé de la tutelle pénale aux droits de la défense voudrait réserver la nullité lorsque le moyen aurait été expressément invoqué par le condamné. Nous estimons que le dossier de la personnalité en la matière n'a pas été prévu pour les droits de la défense et n'a pas pour but de servir la manifestation de la vérité dans l'instruction ou le jugement des affaires concernant les multirécidivistes. Ce dossier tend à fournir des éléments d'appréciation sur le mode de vie passé et présent et les perspectives d'avenir du délinquant. Il ne peut pas avoir pour but la recherche des preuves de la culpabilité. Il concerne donc l'adaptation de la sanction à la personnalité du multirécidiviste, et non la constatation de son infraction même.

Le rapport entre l'absence du dossier de personnalité voire ses résultats avec les droits de la défense est une chose indirecte et même lointaine. Les droits de la défense, estime M. Vouin : " n'apparaissent et ne s'imposent que dans la discussion d'une culpabilité, et demeurent étrangers à l'appréciation d'une personnalité." (1)

(1) Robert VOUIN, Le cours de droit pénal général et procédure pénale pour le D.E.S. de droit privé et de sciences criminelles. Paris 1961-1962, p. 19

Il nous semble nécessaire de signaler ici que si l'assistance d'un défenseur est obligatoire lors de la procédure de jugement quand le prévenu encourt la peine de la tutelle pénale (article 417 alinéa 4 du COde de Procédure Pénale) , la présence de ce défenseur ne fait qu'aider, lorsque les avis présentés en faveur du délinquant peuvent convaincre la juridiction de jugement, de ne pas prononcer cette peine complémentaire. Il s'agit donc du respect des droits inhérents à la personnalité de l'être humain et non pas l'assurance de la garantie du droit de la défense qui ne porte que sur le fond de l'affaire et n'intervient que lors des débats avant toute décision sur la culpabilité, qu'elle soit la peine principale ou la peine complémentaire.

Dans l'arrêt de cassation du 24 Octobre 1 972, la Chambre Criminelle a confirmé une autre fois sa position, mais cette fois-ci, le dossier de personnalité a été pourvu de l'examen médico-psychologique, mais il manquait un autre élément à ce dossier : l'enquête de personnalité. En effet, il s'agit du pourvoi de Cauvain (Maxime) contre un arrêt de la Cour d'Appel de Rennes, en date du 8 Mai 1 972, qui l'a condamné à trois ans d'emprisonnement et placé à l'expiration de sa peine sous le contrôle de la tutelle pénale pour escroquerie, tentatives d'escroquerie, grivèlerie d'hôtel, usa-

ge d'un faux nom, infraction à un arrêté d'interdiction de séjour. La Cour de Cassation déclare qu' " aux termes de l'article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal, la tutelle pénale ne peut être ordonnée qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénale si avant d'ordonner que Cauvain serait placé sous le contrôle de la tutelle pénale, l'arrêt attaqué a bien visé les résultats de l'examen médico-psychologique du prévenu, le dit arrêt n'est pas, pour fonder sa décision, référé, en outre aux résultats d'une enquête de personnalité à laquelle il aurait été procédé soit par la juridiction d'instruction, soit, au cas où il aurait été nécessaire de réparer une éventuelle omission, par la juridiction de jugement, conformément aux prescriptions de l'article 463 du Code de Procédure Pénale.

Il s'ensuit que la tutelle pénale a été prononcée sans qu'ait été observée la procédure prévue par la loi ... la cassation est dès lors, encourue ". (1)

Par conséquent, la Cour de Cassation ne se contente pas de ce que les juges de fond visent l'un des éléments du dossier de personnalité. Le prononcé de la

(1) Cassation. Crim. 24 Octobre 1 972, Bulletin Crim.

tutelle pénale exige la prise en considération des résultats de l'enquête de personnalité ainsi que l'examen médico-psychologique.

Il résulte de cet arrêt également que dans le cas où la constitution du dossier de personnalité n'a pas été faite au stade de l'instruction, soit parce qu'il s'agissait d'un délit pour lequel l'enquête de personnalité n'est pas obligatoire (article 81, alinéa 6 du C.P.P.), soit parce que l'examen médico-psychologique est facultatif en toute matière pour le juge d'instruction (article 81, alinéa 7 du C.P.P.), il appartient à la juridiction de jugement saisie, de le faire, conformément à l'article 463 alinéa 1er du Code de Procédure Pénale, chaque fois qu'elle apprécie éventuellement l'opportunité de prononcer la tutelle pénale.

Cependant, malgré le contrôle de la Cour de Cassation pour l'application de l'article 58-1, alinéa 5 du Code Pénal, la Chambre Criminelle a décidé que le visa du dossier de personnalité n'est pas exigé par la loi. Elle déclare dans l'arrêt du rejet du 28 juin 1.972, que " lorsqu'il a été procédé à l'enquête et à l'examen psychologique prévus à l'article 81 du Code de Procédure Pénale, il se déduit du visa par la Cour d'Appel de toutes les pièces du dossier que les juges ont pris

leur décision sur la tutelle pénale au vu de ces documents conformément à l'article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal ". (1) Dans le même sens la Cour de Cassation, par l'arrêt du rejet du 15 juin 1.973 précise que " l'arrêt qui applique la tutelle pénale tout en omettant de viser expressément l'enquête sur la personnalité et la situation matérielle, familiale et sociale du prévenu, prévu à l'article 81 du Code de Procédure Pénale, n'en-court pas la cassation s'il résulte de ses énonciations que la mesure de tutelle n'a été ordonnée qu'au vu des résultats d'une telle enquête à laquelle il a été effectivement procédé en l'espèce." (2)

L' étude approfondie de la jurisprudence concernant le visa précité, constituant une des conditions de procédure fera l'objet du Chapitre III de la première partie de la présente thèse.

b) La cassation pour la confusion de l'examen mental avec l'examen médico-psychologique.

Dans l'affaire suivante l'enquête de personnalité

(1) Cass. crim. 28.6.1972, Bull. Crim. 1972 n° 225 p.590 J.C.P. 72 éd. G. IV, p. 215

(2) Cass. Crim. 15.6.1973, Bull. Crim. 1973 n° 272 D.1973 inf R.P. 160; J.C.P. 1973, IV, p. 290

était ordonnée, mais il lui manquait l'examen médico-psychologique. La Chambre Criminelle par l'arrêt de cassation du 18 décembre 1973, vient de décider que l'expertise mentale ne pouvait ni par son objet, ni par son contenu, ni par ses conclusions tenir lieu de l'examen médico-psychologique exigé par l'article 58-1 du Code Pénal, pour le prononcé de la tutelle pénale.

En fait, il s'agit du pourvoi de Vezolles (Régis) contre un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, cinquième Chambre, du 20 septembre 1973 qui l'a condamné à trois ans d'emprisonnement et à la tutelle pénale pour faux en écriture privée, usage de faux et escroquerie. L'arrêt attaqué, avait condamné le demandeur, à la tutelle pénale parce que le rapport d'expertise mentionnait l'absence d'infiltration psychotique, de déséquilibre ou de perversion de l'intéressé. La Chambre Criminelle précise que " la tutelle pénale ne peut être prononcée qu'après l'examen médico-psychologique de l'intéressé; que cet examen, dont le but est de vérifier si la mesure envisagée serait de nature à favoriser son reclassement, ne peut être confondu avec une simple expertise mentale qui concerne la responsabilité pénale du prévenu, qu'en prononçant la tutelle pénale sans que l'examen médico-psychologique ait été effectué, la Cour n'a pas donné de base légale à sa décision." (1)

(1) Cass. Crim. 18.12.1973 Bull. Crim. 1973 n° 473 D. 1974 inf.R.P.24; J.C.P. 1.974, IV, p. 48

A coté des résultats de l'enquête portant sur la personnalité du délinquant, le dossier de personnalité permettant le prononcé de la tutelle pénale doit contenir également les conclusions de l'examen médico-psychologique totalement distinctes de celles de l'expertise psychiatrique ou mentale traditionnelle. Cependant, le problème de l'assimilation ou non de ces examens suscite des controverses :

Sans doute, ces examens psychiatrique et médico-psychologique, constituent des mesures soumises aux règles de l'expertise organisée par les articles 156 à 159 du Code de Procédure Pénale; puisqu'ils sont propres à l'homme de l'art et portent sur des problèmes d'ordre technique. Mais pour nous, ni l'un ni l'autre ne porte sur le fond de l'affaire. Pour ne pas les confondre, il faut les distinguer.

Pour M. Lecompte : " l'Expertise psychiatrique est une mesure d'instruction destinée à apporter au dossier la preuve de l'élément moral de l'infraction poursuivie, touchant à ce titre le fond du procès (existence de la responsabilité) ". (1)

(1) M. J.C. LECOMPTE "L'examen de personnalité" article publié dans "l'individualisation judiciaire et politique criminelle, de la répression à la réadaptation" travail de synthèse de l'Ecole Nle de la Magistrature. (non numéroté).

Dans le même sens, Madame Yvette Coppard Briton déclare que cette expertise : " est une mesure d'instruction destinée à apporter au dossier une preuve de l'infraction poursuivie, elle intéresse uniquement le fond du procès, c'est-à-dire la prévention. " (1) Nous estimons que depuis l'arrêt du 7 mai 1 968 de la Chambre Criminelle, il s'agit de tout autre chose. La Cour de Cassation dans cet arrêt précise que : " lorsque la question soumise à l'expertise ne porte pas sur le fond de l'affaire, un seul expert peut être commis; tel est le cas d'une expertise confiée à un médecin en vue de l'examen mental d'un inculpé, cette mesure n'ayant pas pour objet de concourir à la preuve de l'infraction poursuivie. " (2) Il s'agit ici de l'expertise mentale et dans son application à un inculpé. Nous voici comme le dit M. Vouin " sur le terrain de la condamnation pénale, singulièrement près de la constatation de l'infraction et cependant déjà très loin d'elle, peut-être." Dans l'arrêt précité, il est visible, que la question de responsabilité pénale est détachée parfaitement de la constatation de l'infraction et la distinction est faite entre

(1) Mme Yvette COPPARD BRITON " l'Examen de personnalité ",
 (étude théorique et pratique) thèse, droit, rennes 1969 p.41

(2) M. Robert VOUIN, note sur l'arrêt du 7 mai 1 968 D. 1 969
 p. 293

la responsabilité de la personne ou aptitude à répondre pénalement de ses délits et la culpabilité de l'acte, qui résulte de la réunion de ses éléments constitutifs.

Enfin, si l'examen médico-psychologique et l'examen psychiatrique ne portent pas sur le fond de l'affaire, n'ayant pas pour objet de concourir à la preuve de l'infraction poursuivie, mais ils sont quand même par le moment de leur intervention différents l'un de l'autre.

L'examen médico-psychologique prévu par l'article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal se référant à l'article 81 du Code de Procédure Pénale, diffère de l'expertise psychiatrique traditionnelle, par les dispositions de l'article C. 173 du Code de Procédure Pénale qui dit : " Celui qui est chargé de l'examen médico-psychologique doit exploiter à cet effet non seulement les éléments qu'il a pu recueillir par lui-même, mais ceux qui lui sont au besoin fournis par d'autres techniciens. " Ainsi, l'article C. 1112 du Code de Procédure Pénale, en rappelant les honoraires pour un examen médico-psychologique (à 65 F. article R.117-8è) qui sont différents de ceux pour un examen psychiatrique (à 180 F. article 117-9è), précise que l'examen médico-psychologique " qui répond à des préoccupations différentes de l'examen psychiatrique et qui comporte ses techniques propres, doit être soigneusement distingué de celui-ci. "

L'expertise mentale a pour objet de déterminer si le délinquant était responsable ou non de ses actes ou si sa responsabilité doit être considérée comme atténuée, sans toucher le fond du procès pénal. Cette expertise essaye de dresser un panorama en négatif de la personnalité qui répond à un problème concernant la responsabilité et son degré. Les techniques utilisées sont d'une part l'interview, d'autre part l'examen neurologique qui permet l'évaluation des éléments du tempérament, comme seuil de la responsabilité, vitesse tempérale, régularité du rythme, etc... Au contraire, lorsqu'il s'agit d'établir le bilan positif de la personnalité, l'examen médico-psychologique est en cause. Cet examen comme le dit l'article C. 173 alinéa 5 du Code de procédure pénale " qui utilise les tests et tous autres moyens de la psychologie moderne, tend à relever les aspects de la personnalité du délinquant considérés comme répondant à la normale (affectivité, émotivité, etc...), à déterminer les niveaux d'intelligence, d'habileté manuelle, d'attention, à fournir des données utiles pour la compréhension des mobiles du délit et pour le traitement du délinquant." Cet examen concourt à formuler le dossier de personnalité de l'inculpé et présente donc une importance capitale parfois, pour l'orientation d'un éventuel traitement ultérieur du délinquant.

Malgré tout, la constitution d'un dossier de person-

nalité bien établie exige parfois le recours à l'examen psychiatrique. L'article 81 alinéa 7 du Code de Procédure Pénale, en gardant le silence à viser expressément l'examen psychiatrique à cet égard, s'est contenté de dire : " ... toutes autres mesures utiles ". Le législateur, en utilisant cette expression a voulu donner au juge d'instruction la possibilité d'ordonner, le cas échéant, l'examen psychiatrique, c'est pourquoi l'article C. 173 alinéa 6 du Code de Procédure Pénale, dispose qu' : " il est procédé à l'examen psychologique toutes les fois que l'attention du magistrat est appelée, notamment par l'examen médical ou médico-psychologique, ou par l'enquête sociale, sur l'existence possible de troubles psychiatriques. " On peut se demander, alors quel est l'objet de l'examen psychiatrique dans ce cas là. Le même article déclare que cet examen confié à des médecins psychiatres a " pour objet de déterminer si les perturbations de la personnalité peuvent être situées dans l'ensemble des affections psycho-pathologiques connues. Il tend en outre à un pronostic sur l'évolution ultérieure du comportement et un avis sur le traitement à envisager. "

Certes, dans notre arrêt du 18 décembre 1973, il ne s'agit plus de la connexité ou plutôt du concours des examens précités, mais au contraire, du remplacement de l'un par l'autre, et la Chambre Criminelle à juste titre, a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel en déclarant que la Cour ne peut pas fonder sa décision pour le prononcé de la tutelle

pénale à un rapport d'expertise mentale, lequel ne pouvait ni par son objet, ni par son contenu, ni par ses conclusions, tenir lieu d'examen médico-psychologique, exigé par l'article 58-1 du Code Pénal.

Il reste à savoir la nécessité du dossier de personnalité même lorsque le prévenu n'a fourni aucun renseignement permettant d'orienter les recherches.

C - Le silence du prévenu empêchant la constitution du dossier de personnalité.

La question se pose de savoir si la tutelle pénale peut être ordonnée lorsque le prévenu s'abstient de fournir les renseignements permettant d'orienter les recherches sur sa situation matérielle, familiale et sociale. Le législateur a attaché la plus grande importance à la prise en considération de la personnalité pour le prononcé de la tutelle pénale et la jurisprudence l'a très bien suivie. C'est pourquoi nous rappelons ici l'arrêt de cassation rendu le 5 juin 1973 par la Chambre Criminelle.

La Cour de Cassation dit que : l'Article 58-1 du Code Pénal dispose impérativement que la tutelle pénale ne peut être ordonnée qu'au vu des résultats de l'enquête de personnalité prévue par l'article 81 du Code de Procédure Pénale; il appartient au juge d'user des moyens que la loi met à sa disposition pour procéder, soit personnellement,

soit par des officiers de police judiciaire, soit par toutes personnes habilitées à ladite enquête.

L'inexécution de cette enquête ne saurait être justifiée par le fait que le prévenu ne possède ni métier, ni domicile et n'a fourni en cours d'instruction, aucun renseignement permettant d'orienter les recherches. " (1)

Il s'agit du pourvoi en cassation de Mouffle Gaëtan, contre un arrêt de la Cour d'Appel d'Angers, Chambre Correctionnelle du 11 janvier 1973, qui pour vol, l'a condamné à 7 mois d'emprisonnement et à la tutelle pénale. En effet, il est énoncé au jugement dont l'arrêt attaqué adopte les motifs que l'enquête précitée n'a pu être faite en l'espèce parce que Mouffle ne possédait ni métier, ni domicile et n'avait fourni en cours d'instruction aucun renseignement permettant d'orienter les recherches. La Chambre Criminelle casse et annule par la voie de retranchement et sans renvoi l'arrêt de la Cour d'Appel précité.

Le problème qui se pose ici, c'est le droit au silence du prévenu, de l'accusé et de l'inculpé. Aussi, ces individus peuvent parfaitement refuser de fournir des renseignements d'identité qui permettraient aux juges d'éta-

(1) Cassation, crime 5 Juin 1973, Gazette du Palais, 21-22 septembre 1973, IIème semestre, p. 668

blir son état de récidive ou de multirécidive permettant le prononcé de la tutelle pénale. Certes, lorsque le délinquant réussit à cacher son identité, les juges peuvent entrer en condamnation pour l'infraction commise, mais comme d'une part, aucun texte n'oblige pas ces délinquants à contribuer à la recherche des renseignements permettant aux juges de statuer, d'autre part, le dossier ne contient pas l'enquête de personnalité, ils ne peuvent décider de la peine complémentaire de la tutelle pénale.

Ce droit au silence, dit M. Essaïd, n'est " ni un droit absolu, ni une simple faculté, mais un droit relatif ou si l'on préfère, un droit à effet atténué." (1)

Pour mieux exprimer la situation, il nous semble utile d'étudier brièvement l'évolution du droit au silence. Depuis fort longtemps, la personne poursuivie est affranchie de l'obligation de prêter serment, et elle peut s'abstenir aussi de répondre aux questions qui lui sont posées. Ce principe semble solidement établi en doctrine. Mais la jurisprudence a eu quelques hésitations à l'admettre.

Par un arrêt du 9 juillet 1 836, la Cour de Cassation avait assimilé le refus de répondre opposé par le pré-

(1) M.J. ESSAÏD, La présomption d'innocence, Thèse Droit, Paris, 1969, p. 271 n° 455. (imprimé à Rabat, 1 971).

venu au refus de comparaître. (1) Lors de l'interrogatoire du prévenu par le président, l'individu déclarait que, restant aux débats matériellement et contre son gré, il se considérerait comme défaillant, et ne répondrait à aucune des questions qui lui seraient adressées. La cour voyait dans cette attitude une désobéissance aux injonctions de la justice et fit application de la loi du 9 septembre 1 835 par le jugement rendu contradictoirement.

Ensuite, c'est l'arrêt du 14 Octobre 1 853 confirmant la jurisprudence antérieure qui fut critiqué par Faustin Hélie. (2) Cet éminent juriste, après avoir montré que le refus de comparaître, acte de résistance matérielle et de rébellion aux ordres de la justice, ne saurait être assimilé au refus de répondre, fait moral qui n'apporte aucune entrave à la justice, s'efforça de replacer le droit au silence parmi les droits de la défense. Il dit : " ... qu'est-ce donc ce refus (de répondre), sinon l'exercice du droit de défense en vertu duquel il peut répondre ou non aux questions qui lui sont faites, selon qu'il le juge convenable à ses intérêts ? Est-ce qu'il est tenu de s'accuser lui-même ? Est-ce qu'il a l'obligation d'avouer les faits qui lui sont imputés ? Or, puisqu'il peut les dénier, pour-

(1) crim. 9. Juillet 1 836. B. 226

(2) crim. 14.10.1853.S.1854.1.158,D.1 853.5.278

quoi ne pourrait-il pas garder le silence ? Puisque ses explications peuvent être mensongères, pourquoi ne pourrait-il pas n'en donner aucune ? ... " (1)

Les critiques furent efficaces, la Chambre Criminelle abandonna définitivement sa jurisprudence antérieure. On laissait l'accusé libre et maître de ses réponses. Ce droit au silence est reconnu au prévenu par tous les systèmes juridiques. Aucune charge ne saurait être tirée du refus de répondre et le silence gardé du prévenu ne pourrait être considéré, comme équivalant à un aveu tacite de sa culpabilité. La jurisprudence ayant reconnu le droit au silence, ne condamne plus le délinquant pour le silence gardé, mais pour l'infraction commise et par la constatation d'autres éléments de preuve.

A cet égard, la jurisprudence est établie en ce que, si l'individu à qui doit s'appliquer le jugement se trouve matériellement indiqué par la détention de sa personne, le mystère dont il parvient à s'envelopper, en dissimulant sa véritable identité, ne peut être, en droit, ni en équité, un motif de le soustraire à la peine qui réprime l'infrac-

(1) Passage cité de la thèse de M. J. ESSAID, p. 268 :

Faustin HELIE, Traité d'instruction criminelle, n° 2907
Pratique crim. 1, n° 494.

tion qu'il a commise.

La solution est fondée sur le principe selon lequel, c'est l'individu, en tant que personne physique est poursuivi. La connaissance de son identité civile ne présente d'intérêt que dans la mesure où elle permet de vérifier qu'il n'est pas déjà sous le coup de poursuites, ou qu'il ne se trouve pas en état de récidive ou multirécidive. (1)

Enfin, la Chambre Criminelle, par l'arrêt du 5 Juin 1 973, confirme sa jurisprudence antérieure à l'égard d'un prévenu qui garde le silence. Elle lui applique la peine principale envisagée pour l'infraction commise (et non pour l'attitude purement passive du silence du délinquant du chef d'outrage à magistrat). Mais en ce qui concerne la peine complémentaire de la tutelle pénale, la jurisprudence constante en la matière et comme d'ailleurs la loi, n'autorisent pas le prononcé de la tutelle pénale sans vu les résultats de l'enquête de personnalité (concernant la personnalité du prévenu et sa situation matérielle, familiale et sociale), même lorsque l'absence du dossier de personnalité est due au silence du délinquant. Ceci étant,

(1) Cass. crim. 2 décembre 1 954, D. 1 955, 147; 6 Juin 1 956, Bull. 1 956, n° 801. - Tribunal Correctionnel du PUY, 11.1.1 966, Gazette du Palais 1966, II^e Semestre p. 205

nous allons examiner l'incidence que peut avoir la jurisprudence concernant le dossier de personnalité obligatoire en matière criminelle.

Sous-section 3 - L'incidence de la jurisprudence de l'article 58-1 alinéa 5, du Code Pénal, sur celle du dossier de personnalité de l'article 81 alinéa 6 & 7, du Code de Procédure Pénale.

Nous avons déjà examiné la position de la jurisprudence à l'égard du dossier de personnalité qui s'impose impérativement aux juridictions de jugement, lorsqu'elles prononcent la tutelle pénale la Chambre criminelle sanctionne à peine de nullité absolue, toutes les fois que le dossier de personnalité ou l'un de ses éléments en est absent. On peut se demander si cette exigence peut donner lieu à un revirement de la jurisprudence de l'article 81 du code de procédure pénale, longtemps souhaité par la doctrine.

En effet, la jurisprudence, sur cet article concernant le dossier de personnalité est double.

A - La jurisprudence relative à l'enquête de personnalité.

Aux termes de l'alinéa 6 de l'article 81 du Code de Procédure Pénale " le juge d'instruction procède ou fait

procéder soit par des officiers de police judiciaire, conformément à l'alinéa 4, soit par toute personne habilitée par le Ministre de la Justice, à une enquête sur la personnalité des inculpés, ainsi que sur leur situation matérielle familiale ou sociale. Toutefois, en matière de délit, cette enquête est facultative. "

Le caractère obligatoire de l'enquête en matière criminelle se déduit, à contrario de la fin de ce texte qui la précise simplement facultative en matière de délit. D'autre part, la comparaison avec l'alinéa suivant du même article qui précise que le juge " peut prescrire " un examen médical ou médico-psychologique, permet de croire que l'enquête est obligatoire en matière criminelle.

Pourtant, la Cour de Cassation a atténué la portée de cette obligation en énonçant que : " si l'article 81, alinéa 6, fait un devoir au juge d'instruction de réunir les renseignements qui permettent au juge de déterminer la peine éventuellement applicable, ce texte ne déroge pas à la règle fondamentale d'après laquelle les juridictions d'instruction ont le droit et l'obligation de clore leur enquête lorsqu'elles estiment que celle-ci est complète " . (1)

(1) Cassation crim. 5.4.1960; Bull. crim. n° 210; - 29.4.60; Bull.Crim. n° 223;- 1.12.1 960; J.C.P. 1961,II,12186, D. 1961,385,note M.R.M.P.;-23.11.1965; Bull. crim. n° 246.

La Chambre Criminelle admet que l'article 81 alinéa 6 fait un devoir au juge d'instruction de procéder à l'enquête, mais elle décide aussi qu'une procédure criminelle ne sera pas nulle si le juge d'instruction a omis de procéder ou de faire procéder à l'enquête. Mais une doctrine importante y avait vu une obligation à peine de nullité, pour les magistrat instructeur.

La solution adoptée par la Cour de Cassation de rendant pratiquement facultative, même en matière criminelle, cette enquête de personnalité que la loi veut cependant obligatoire, a été fort contestée par M. le professeur Georges Levasseur qui voit que les motifs donnés à l'appui de cette décision paraît la situer : " dans le cadre général d'une procédure pénale abandonnée presque entièrement à la discrétion des magistrats et très largement soustraite au principe de la légalité. " (1)

D'autre part, M. le professeur R. Vouin, en regrettant la position de la Cour de Cassation déclare que : " cette obligation ne sera effective et pratiquement respectée, que si sa violation est sanctionnée par la certitude d'une annulation qui, après avoir été prononcée dans

(1) M. Georges LEVASSEUR : " De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire ". Revue de Science Criminelle. 1961, p. 83 (p. 86).

quelques cas sera absolument sans aucun inconvénient pratique en ce qui concerne toutes les procédures à venir. " (1).

La pratique comme le dit M. Lecompte : " se trouve bien éloignée des ambitions du législateur de 1958. En effet, la mesure nouvelle (l'examen de personnalité) a fait l'objet jusqu'à présent d'une application fragmentaire. " (2)

Malgré tout, la jurisprudence constante concernant le dossier de personnalité exigé pour le prononcé de la tutelle pénale, nous fait savoir que la politique criminelle de la Cour de Cassation à l'égard de la connaissance approfondie de la personnalité du délinquant a remarquablement évoluée. Mais est-ce que cette jurisprudence peut amener la Chambre Criminelle à modifier sa jurisprudence en matière criminelle à peine de nullité ? M. Pradel dit à ce propos

(1) Robert VOUIN " L'enquête de personnalité, l'instruction préparatoire et les droits de la défense" JCP 1961-1-1633 Bis.

(2) M. J.C. LECOMPTE " L'examen de personnalité " article publié dans "l'individualisation judiciaire et politique criminelle, de la repression à la réadaptation" travail de synthèse de l'Ecole Nationale de la Magistrature, 1973 - (non numéroté).

qu' : " il n'est pas déraisonnable de penser que l'arrêt du 9 mai 1 972, pourrait amener la chambre criminelle à déclarer que cette enquête est obligatoire pour le juge d'instruction en matière criminelle ". La raison avancée par ce juriste, c'est que " L'arrêt du 9 Mai 1 972, dénote... que la chambre criminelle se veut plus fidèle que jadis à la volonté du législateur. Or, celle-ci est aussi certaine sur le plan de l'article 81 alinéa 6, du Code de Procédure Pénale, que sur celui de l'article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal. " (1)

Si la constitution du dossier de personnalité est jugée logique et utile dans le cas de la multirécidive, pourquoi ne le serait-elle pas en matière criminelle à l'égard des délinquants primaires. M. Pradel ajoute qu' : "il existe en effet entre le criminel et le multirécidiviste une certaine parenté criminologique et même juridique, l'assistance obligatoire d'un avocat étant par exemple prévue dans les deux cas. " (2) (articles 427 alinéa 2, 317, 417 alinéa 4 du Code de Procédure Pénale.)

D'ailleurs, par le procédé préconisé de l'article D.17-2° du Code de Procédure Pénale et la jurisprudence

(1) J. PRADEL note sous.cass.crim. 9.5.72.D.1972.p.621(p.623)

(2) J. PRADEL, ibidem, p. 623.

bien établie de l'article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal, l'enquête de personnalité est ordonnée chaque fois que la personne poursuivie encourt la tutelle pénale. Certes la constitution simultanée du dossier de l'acte et celui de la personnalité, peut entraîner " une économie de temps " pour la juridiction de jugement, sans que celle-ci ait besoin d'ordonner un supplément d'information prévue à l'article 463 alinéa 1er du Code de Procédure Pénale. M. Jean Pradel estime que le même argument de " l'économie de temps " est mis en cause quand le juge d'instruction ordonne l'enquête de personnalité en matière criminelle.

Cependant, M. Pierre Chambon, en se fondant sur le principe de l'indépendance du juge d'instruction, qui constitue pour lui un véritable dogme ayant pour corollaire et contrepoids le droit absolu, qui ne comporte ni réserves ni limites, estime que " nonobstant les termes de l'article 58-1, qui ne concerne que les juridictions de jugement, le juge d'instruction tant en matière de délit que de crime, n'est pas légalement tenu d'ordonner une enquête de personnalité et un examen médico-psychologique, dans les informations suivies contre les inculpés qui, par leurs antécédents, encourrent la tutelle pénale. Sans doute y procédera-t-il normalement et le plus souvent. Mais l'opportunité de ces mesures relève de son appréciation, et leur absence au dossier ne saurait constituer une cause de nullité de la

procédure. " (1)

Quoi qu'il en soit, l'évolution de la politique criminelle de la Cour de Cassation, dans l'adaptation de la sentence pénale à la personnalité du délinquant n'est pas assurée, tant que la Chambre Criminelle ne généralise pas sa jurisprudence à propos de la tutelle pénale sur celle de l'article 81 alinéa 6 du Code de Procédure Pénale. Nous souhaitons vivement cette généralisation, en attirant l'attention de la justice sur le fait qu'il est nécessaire d'assurer les moyens en personnes et en matériel et une procédure organisée dans le cadre et en suivant le cours du procès pénal, pour aboutir à une observation continue et progressive de la personnalité du délinquant avant et après le jugement.

B - La jurisprudence relative à l'examen médico-psychologique.

S'agissant de l'examen médico-psychologique, selon l'alinéa 7 de l'article 81 du code de procédure pénale, le juge d'instruction peut prescrire cet examen, ainsi

(1) Pierre CHAMBON, note sous, cass.crim 9 Mai 1 972, J.C.P. 1 973, n° 17 444

que l'examen médical de l'inculpé. Ces examens constituent une sorte de droit au profit de l'individu, car ce texte prévoit que : " si ces examens sont demandés par l'inculpé ou son conseil, il ne peut les refuser que par une ordonnance motivée. "

Or, la Cour de Cassation estime que l'ordonnance du refus n'est pas susceptible d'appel. Elle a jugé " que si l'article 81 alinéa 7, prévoit que le juge d'instruction peut faire procéder aux examens médicaux ou médico-psychologique de l'inculpé, c'est là une simple faculté que la loi abandonne à la conscience du magistrat instructeur, qui est seulement tenu, lorsqu'il estime ne pas devoir ordonner la mesure sollicitée à cet égard par la défense, de rendre une ordonnance faisant connaître les motifs de son refus; - que si les examens dont il s'agit, sont soumis aux conditions de forme prescrites en matière d'expertise judiciaire, l'ordonnance que le juge est appelé à rendre en la circonstance n'entre pas dans l'énumération de l'article 186 du Code de Procédure Pénale ... " (1)

La doctrine a contesté rigoureusement cette position de la Chambre Criminelle. Monsieur le Professeur Geor-

(1) Crim. 29 Avril 1 960. D. 1 960. 654; 3.1960. 297 Bulletin crim. n° 221 p. 461.

ges Levasseur s'étonne " de l'exigence d'une ordonnance motivée là où aucun appel ne serait possible. " (1) alors que dans tous les autres cas d'ordonnances motivées correspondent à un appel (les articles 87 alinéa 3, 140 alinéa 2, 148 alinéa 3 et 179 alinéa 3 cités par l'article 186 (C.P.P.) qui réglemente l'appel des ordonnances du juge d'instruction).

Monsieur le Professeur R. Vouin déclare également que : " Nous avons compris que cette ordonnance de refus pourrait alors être frappée d'appel, par l'intéressé, devant la chambre d'accusation, sans quoi l'obligation de la motiver se comprendrait mal. " (2)

Néanmoins, le problème est de savoir si la position de la cour de cassation d'exiger l'examen médico-psychologique pour le prononcé de la tutelle pénale (art.58-1 alinéa 5) peut modifier le caractère facultatif de cet examen en dehors du problème de la multirécidive, prévu à l'article 81 alinéa 7 du Code de Procédure Pénale. La réponse est négative. Mais, en l'absence d'un appel expressé-

(1) G. LEVASSEUR, Revue de science criminelle 1961 p.83(p.89)

(2) R. VOUIN , " Lois nouvelles et vieille justice en matière pénale ". Revue de Droit Pénal Suisse, 1 963 - p. 353, (p.359)

ment prévu et le caractère limitatif de l'article 186 du Code de Procédure Pénale, reconnu par la jurisprudence, nous souhaitons que dans l'avenir l'ordonnance de refus de cet examen, soit susceptible d'appel et dans la voie d'une exploration de la personnalité profonde du sujet, l'examen précité soit rendu obligatoire en matière criminelle et même correctionnelle.

Après l'examen de la tutelle pénale comme le moyen de l'individualisation de la peine, il nous faut examiner les conditions de fond et de forme sans lesquelles la tutelle pénale est inapplicable.

CHAPITRE II — CONDITIONS DE FOND DU PRONONCÉ DE LA TUTELLE PÉNALE

En plus du dossier de personnalité qui constitue une condition de fond du prononcé de la tutelle pénale, dont nous avons eu l'occasion de parler comme l'élément légal du prononcé de cette peine complémentaire (sous-section 2 de la section 2 du chapitre I), cette institution est soumise aux autres conditions de fond qui font l'objet des articles 58-1 à 58-3 du Code Pénal. Il convient donc d'examiner les conditions générales et spécia-

les relatives aux condamnations (section 1 & 2), les conditions relatives à la personne du condamné (section 3).

Section I - Les conditions générales relatives
aux condamnations

La tutelle pénale, ne peut être applicable que dans la mesure où le délinquant a déjà fait l'objet d'une ou plusieurs condamnations ayant acquis le caractère définitif et se rapportant à des faits dont chacun étaient séparés l'un de l'autre par une condamnation passée en force de chose jugée. Ces condamnations doivent remplir les conditions générales de la récidive sans que le condamné soit nécessairement en état de récidive légale prévue aux article 56 à 58 du Code Pénal. Elle ne peut jamais être prononcée dès la première condamnation. Selon les dispositions de l'article 58-1 alinéa 2 du Code Pénal : " Elle peut être prononcée à l'égard des récidivistes ... " Il résulte de cet article que la tutelle pénale comme la récidive exige que le délinquant soit déjà averti par une condamnation antérieure lors de la commission de l'infraction suivante. M. Pinatel estime que : " l'existence d'une condamnation antérieure comme conditions indispensable de la récidive doit être admise en criminologie ". (1)

(1) J. PINATEL, Rapport, Revue Pénitentiaire et de droit Pénal 1.969, p. 251

Les infractions antérieures envisagées ne doivent pas seulement être conformes à des conditions de qualification et spécificité; elles doivent être aussi de droit commun et avoir été commises au cours d'une période de dix ans, alors que le condamné était âgé de plus de vingt et un ans.

Sous-Section I - Les infractions de droit commun, au cours d'une période de dix ans.

Les condamnations antérieures prises en considération pour le prononcé de la tutelle pénale, sont seulement celles " pour crimes ou délits de droit commun (article 58-1, alinéa 2 du Code Pénal). Ainsi, sont exclues les infractions politiques et les infractions spécialement prévues et punies par le code de justice militaire- Il en était de même à propos de l'ancienne relégation. Car, aux termes des articles 2 & 3 de la loi de 1 885, la relégation ne pouvait être prononcée que par les cours et les tribunaux ordinaires, à l'exception de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles. Les seules condamnations qui comptaient pour la relégation étaient celles pour crimes ou délits de droit commun. Les condamnations pour crimes ou délits politiques ou crimes ou délits connexes ne pouvaient en aucun cas entrer en ligne de compte. Cependant, les dispositions de la loi du 31 mars 1 904, permettaient aux juridictions de droit commun (la cour d'assise, la cour d'appel, le

tribunal correctionnel) de tenir compte des condamnations prononcées pour infractions de droit commun, par les tribunaux militaires en dehors de l'état de siège ou de guerre.

La réforme envisagée par la tutelle pénale est donc plus succincte. Elle exige que les crimes ou délits soient de droit commun (article 58-1 alinéa 2 du Code Pénal) : seules les juridictions de droit commun peuvent prononcer la tutelle pénale. Parmi les infractions politiques qui ne peuvent être comprises dans le champ d'application de la tutelle pénale, on peut citer celles qui sont punies de peines politiques et notamment les atteintes à la sûreté de l'Etat prévues par l'ordonnance n° 60-529 du 4 juin 1960. Malgré tout, vu l'objet et le but de la tutelle pénale et son caractère facultatif, il vaut mieux éviter de la prononcer dans les cas où les infractions punies de peine de droit commun (énumérées à l'article 58-1 du Code Pénal), objectivement ou subjectivement sont commises pour des motifs d'ordre politique.

En ce qui concerne les condamnations pour infractions de droit commun prononcées par les juridictions militaires, la jurisprudence en matière de relégation exigeait que le juge de fond, s'il tenait compte d'une condamnation de droit commun prononcée par un tribunal militaire devait

préciser qu'il s'agissait d'un délit (de vol) de droit commun . (1)

Cette jurisprudence apparaît sur ce point garder sa valeur et semble applicable à la tutelle pénale.

Selon l'article 58-1 alinéa 3 du Code Pénal, les condamnations retenues doivent sanctionner des faits commis au cours d'une période de dix ans, non compris le temps passé en détention pour l'exécution de peines privatives de liberté. Cette période décennale précède immédiatement l'infraction à la suite de laquelle, la tutelle pénale pourrait être prononcée. Il ne s'agit donc pas d'une période quelconque de la vie du délinquant.

Pour calculer le délai, on envisage la date de la dernière infraction et on remonte dix années en arrière. Si toutes les condamnations requises ont été prononcées pendant cette période décennale, la tutelle pénale peut être appliquée. Le temps passé en détention pour l'exécution des peines privatives de liberté doit s'ajouter à cette période décennale; puisqu'il n'y a pas de raison de calculer dans un délai d'épreuve, le temps de l'incarcération durant lequel le délinquant ne peut commettre d'infractions.(2)

(1) Crim. 2 novembre 1911, D.P. 1912,5,21.

(2) Cassation crim. 13 janvier 1944, Gazette du Palais, 1944, 1,105.

Pour que le temps passé en détention puisse s'ajouter à la période décennale, il faut que la détention soit effective. Sont ainsi exclus :

- des peines prononcées avec sursis simple ou avec mise à l'épreuve,
- la portion de la peine assortie du sursis dans le cas du sursis partiel (les articles 734-1 dernier alinéa et 738 dernier alinéa du Code de Procédure Pénale),
- des peines qui n'ont pas été du tout ou pas entièrement exécutées par suite par exemple d'évasion du condamné. (1)
- des peines ou portions de peines qui ont été remises par voie de grâce. (2)
- des parties de peines subies sous le régime de la libération conditionnelle,
- Enfin, au contraire de la réhabilitation qui n'a pas d'effet rétroactif et ne concerne que l'avenir du condamné, la peine exécutée mais effacée par la révision ou l'amnistie, ne s'ajoute pas à la période décennale.

En ce qui concerne la prise en considération de peines exécutées sous le régime de semi-liberté accordé soit par le

(1) Angers 17 octobre 1889; Sirey 90,2,15.

(2) Crim. 31 janvier 1896, Bulletin crim. n° 45.

tribunal dans le cas visé de l'article 723-1 du Code de Procédure pénale, soit par le juge de l'application des peines, puisque le condamné est écroué, comme le dit M. Xavier Nicot : " doit être considéré de ce fait comme détenu ". (1) La situation du condamné soumis au régime de semi-liberté étant différente de celle du probationnaire ou du libéré conditionnel , il est logique donc d'assimiler la semi-liberté à une détention pure et simple et d'ajouter le temps passé sous ce régime à la période décennale. Egalement la durée de la détention provisoire qui s'impute obligatoirement sur la durée de la peine (article 24 du code pénal) est à déduire de cette période décennale.

Enfin, nous rappelons que l'exécution effective de la peine n'offre d'intérêt pour le prononcé de la tutelle pénale que pour le calcul de la période décennale. Ainsi les condamnations encourues entrent en ligne de compte lorsqu'elles n'ont pas été pour diverses raisons, subies en totalité ou en partie.

(1) XAVIER NICOT "Tutelle Pénale" DALLOZ, Encyclopédie Juridique, n° 73

Sous-section 2 - Commission des infractions
en multirécidive.

La tutelle pénale est applicable dans les cas où le multirécidiviste, en raison du nombre ou de la gravité des rechutes échelonnées sur une certaine période de temps a déjà subi une ou plusieurs condamnations. Chacune de ces condamnations doit remplir les conditions générales de la récidive, mais il n'est pas toujours nécessaire que le délinquant, en plus des conditions exigées à l'article 58-1 du Code Pénal, soit en état de récidive légale au sens des article 56 à 58 du Code Pénal.

Les crimes ou délits retenus pour la tutelle pénale doivent obligatoirement être séparés les uns des autres par une condamnation irrévocable. Cette condamnation entre en ligne de compte, lorsque les faits qui l'ont motivée ont été commis postérieurement à la date à laquelle, la condamnation précédente est devenue définitive.

La commission de plusieurs infractions successives par un même délinquant engendre des situations pénales différentes et il convient ici de distinguer la multirécidive des situations voisines.

- Lorsque les infractions distinctement commises

à des intervalles de temps dont la durée est indifférente n'ont pas été séparées les unes des autres par un jugement de condamnation définitif, il y a concours réel d'infractions. L'auteur de ces infractions multiples ne subira qu'une seule sanction, et cette peine est celle qui frappe l'infraction la plus sévèrement réprimée par la loi.

- Dans le cas, où une condamnation définitive est intervenue à propos d'une infraction antérieure, à un certain temps de là, l'auteur commet une nouvelle infraction dans des conditions qui ne correspondent pas aux circonstances précises dans lesquelles la loi sanctionne la récidive, il y a alors la réitération d'infraction. L'auteur n'est pas un délinquant primaire, mais l'état de récidive légale n'est pas constitué non plus. Il résulte de cette situation que le délinquant en l'absence de la récidive légale n'encourt aucune aggravation de peine. Mais la condamnation antérieure relevée par le casier judiciaire est susceptible selon sa nature de l'empêcher de bénéficier du sursis.
- La récidive légale, c'est la constatation à la

charge du délinquant, d'une condamnation définitive préalable à l'infraction qu'il vient de commettre dans les conditions précisées par la loi. De la sorte, la récidive légale se distingue du cumul d'infraction ou la réitération qui ne sont pas séparées par une condamnation définitive. La récidive peut être de crime à crime (article 56 du Code Pénal) de crime à délit, (article 57 du Code Pénal) et de délit à crime ou à délit (article 58 du Code Pénal). La sanction appliquée aux récidivistes est toujours plus sévère s'il s'agit de peine privative de liberté, l'infraction de rechute constitue la condition qui permet de prononcer la peine de longue durée.

- Il y a aussi la récidive criminologique. Selon M. Plawski : " C'est le fait que l'auteur d'une infraction commet une nouvelle infraction. Même dans le cas où il n'aurait pas été puni pour la première infraction, cette première infraction reste comme un fait social ... La récidive criminologique se rapporte aux faits sociaux. C'est pourquoi la récidive légale et criminologique peut-être la même, mais parfois elle peut être

différente. " (1)

- Il existe encore une notion de la récidive pénitentiaire. C'est le cas où le condamné subi une peine privative de liberté au moins une deuxième fois. C'est une notion sociale qui se rapporte aux faits et non aux situations légales. Ainsi, une personne se trouvant en détention provisoire, acquittée ou libérée après une amnistie, à l'occasion d'une condamnation pour une nouvelle infraction se trouverait à nouveau dans l'établissement pénitentiaire. Cette personne est dans la situation de la récidive pénitentiaire, bien qu'elle soit condamné pour la première fois.
- Enfin, il y a la multirécidive, dans le cas où en raison du nombre ou de la gravité des rechutes échelonnées sur une certaine période de temps, le multirécidiviste peut faire l'objet de l'application de la tutelle pénale. La récidive elle-même est considérée comme un échec du traitement pénitentiaire, et cela peut justifier le fait que la

(1) Stanislaw PLAWSKI : "Le traitement pénitentiaire", cours de science pénitentiaire pour le D.E.S. - Paris, 1 972 p. 115

mesure appliquée aux multirécidivistes soit prolongée pour permettre l'application d'un traitement spécial et plus approfondi.

Après avoir examiné brièvement la distinction de la multirécidive avec des situations voisines, il nous reste maintenant à étudier les conditions relatives aux condamnations antérieures et celles relatives aux condamnations susceptibles d'être assorties du prononcé de la tutelle pénale.

A - Conditions relatives aux condamnations antérieures.

Les condamnations doivent être prononcées par les juridictions françaises, car seules les décisions rendues par ces juridictions ont la force exécutoire (sauf les conventions internationales en la matière). La loi du 17 juillet 1 970, n'a pas spécifié si les condamnations antérieures doivent être prononcées uniquement par les juridictions ordinaires. Par conséquent, si une infraction militaire ne compte pas pour la tutelle pénale, au contraire, une condamnation prononcée par une des juridictions des forces armées qui porte sur les crimes et délits de droit commun dans le cadre de l'article 58-1 alinéa 2

du Code Pénal peut être retenue. Ainsi, comme le dit M. Xavier Nicot : " semble-t-il pourra compter pour la tutelle pénale, la condamnation prononcée à l'égard d'un majeur lorsque celle-ci sera jugé par la Cour d'Assises des mineurs, en qualité de coauteur ou complice d'un mineur âgé de 16 ans au moins (ordonnance 2 février 1 945, article 9). " (1)

Selon les dispositions de l'article 47 de la loi du 17 juillet 1 970, les condamnations prononcée avant l'entrée en vigueur de cette loi peuvent être prises en considération pour le prononcé de la tutelle pénale. Certes, ces condamnations doivent satisfaire aux conditions exigées par l'article 58-1 du Code Pénal, quant à leur nombre, à la nature, à l'âge du multirécidiviste au moment où les faits ont été commis et à la durée de la peine, ainsi qu'à la qualification du délit réprimé. Ainsi, en application de cet article, une condamnation pour chantage peut être comptée pour le prononcé de la tutelle pénale, même si elle a été prononcée avant l'entrée en vigueur de la loi du 17 juillet 1 970, bien que le chantage ne soit pas prévu à propos de la relégation.

Chacune des condamnations antérieures doit être définitive notamment, pour les jugements correctionnels

(1) X.NICOT, Encyclopédie Dalloz, Tutelle Pénale, n° 99

le délai d'appel de deux mois accordé au procureur général doit être expiré.

Tant que les dispositives de la loi du 17 juillet 1 970 n'ont pas modifié la jurisprudence concernant la relégation, il semble que comme pour cette dernière les condamnations par défaut doivent être retenues dès qu'elles sont définitives; c'est-à-dire lorsqu'elles ont été signifiées régulièrement, ou lorsque le délai d'opposition est expiré ou encore lorsqu'elles sont prescrites.

L'essentiel c'est la connaissance du délinquant de la précédente condamnation avant de commettre les infractions suivantes et la Cour de Cassation exige à cet égard un avertissement réel et effectif. De ce principe M. J. Robert dit que : " La Cour de Cassation tire une conséquence particulière en matière d'itératif défaut. Un arrêt de débouté d'opposition, bien qu'il donne à la condamnation par défaut un caractère définitif, ne peut être retenu en vue de la tutelle pénale, que s'il est établi que le prévenu a eu réellement et personnellement connaissance de cette décision de débouté avant de commettre la nouvelle infraction également comptée pour la relégation. (Cassation.crim. 20 Mai 1 899 :D.P.1 90I.I,430-V-, cependant en sens contraire Trib.Cor.Coulommiers 1.2.I953,J.CP 54,II,7970 et la note) ". (1)

(1)J.ROBERT.Juris-classeur Pénal,article58-1à58-3, n° 61

Normalement, les condamnations antérieures qui comptent pour la tutelle pénale, sont les condamnations contradictoires. Néanmoins, si le prononcé de la tutelle pénale fait état d'une condamnation par défaut, il doit préciser la date et le mode de signification.

Enfin, les juridictions de jugement dans l'examen des condamnations antérieures doivent tenir compte des règles jurisprudentielles de la confusion des peines déjà établies pour la relégation. Lorsque par suite de l'unité des poursuites et de la confusion des peines, une seule peine a été prononcée, la Cour de Cassation a jugé que la peine unique prononcée est réputée attachée indivisément à chacune des infractions retenues. Le juge peut faire état donc de chacune de ces condamnations qui entraîne la tutelle pénale, même si l'infraction envisagée ne concerne pas la peine la plus forte. (1)

Au contraire, dans le cas de la pluralité des poursuites entraînant plusieurs condamnations, lorsque par suite de la confusion des peines, seule la peine la plus forte doit être exécutée, les peines confondues ne comptent que pour une seule. Par conséquent, les peines absorbées n'entrent pas dans le calcul de celles exigées pour la tutelle pénale.(2)

(1) Cass.Crim. 1er avril 1952; Bull.Crim. n° 101.

(2) Crim. 5 mars 1954 : Bull.Crim. n° 83.

B - Conditions relatives aux condamnations
susceptibles d'être assorties de la tutelle pénale.

En ce qui concerne la peine principale, aux termes de l'alinéa 5 de l'article 58-1 du Code Pénal : " La tutelle pénale est ordonnée dans le jugement prononçant l'une des peines visées " aux alinéas 3 & 4, qui concernent les cas d'application de la tutelle pénale, prévoyant un groupe de condamnations limitativement énumérées par la loi.

La dernière condamnation doit satisfaire aux conditions générales concernant la nature des faits sanctionnés. Sont donc exclues, parmi les crimes, ceux qui sont punis de peines politiques et notamment les atteintes à la sûreté de l'Etat, ainsi que les infractions spécialement prévues et punies par le Code de Justice Militaire.

La condamnation principale peut être prononcée pour faits qualifiés crimes, même si les condamnations antérieures l'ont été pour délits et réciproquement. Il suffit que ces condamnations satisfassent aux conditions visées à l'article 58-1 du Code Pénal. Par exemple, la peine d'emprisonnement visé à l'alinéa 4 de l'article précité, doit dépasser six mois et une peine de six mois même ou inférieure ne satisfait pas à l'exigence légale. La Chambre Criminelle par l'arrêt de cassation du 2 Novembre

1 972 déclare qu' : " aux termes de l'article 58-1 du Code Pénal, la tutelle pénale ne peut être ordonnée que si la juridiction qui le prononce condamne le prévenu à une peine de plus de six mois d'emprisonnement, pour les infractions prévues pour ce texte. Doit être cassé, pour la violation de cette règle, le jugement qui a prononcé une peine non supérieure à six mois en l'assortissant à la tutelle pénale. " (1) En fait, il s'agissait d'un pourvoi formé sur ordre du Garde des Sceaux, dans l'intérêt de la loi et du condamné Coquelin Louis, par le procureur général près de la Cour de Cassation, contre un jugement du Tribunal Correctionnel de Douai du 19 Novembre 1 971 qui avait condamné Coquelin (Louis), pour vol, à six mois d'emprisonnement et à la tutelle pénale. La Chambre Criminelle effectivement tant dans l'intérêt de la loi que dans celui du condamné, par voie de retranchement et sans renvoi, casse et annule le jugement rendu le 19 novembre 1 971, par le Tribunal précité, mais seulement en ce qui concerne ses dispositions relatives au prononcé de la tutelle pénale. Ainsi la jurisprudence exige une condamnation principale de plus de six mois d'emprisonnement pour le prononcé de cette peine complémen-

(1) Crim. 2.11.1972, Bull.crim.1972 n° 318, Gazette du Palais 1 972 - 2, semestre p. 104, DALLOZ 1 973 - Sommaire de jurisprudence p. 12.-

taire et non inférieure ou même égale à six mois. On peut relever la règle suivant d'après laquelle, lorsque les antécédants du multirécidiviste ne comprennent que des condamnations pour délits, la peine principale pour faits qualifiés crimes doit être supérieure à six mois en application du second cas du prononcé de la tutelle pénale (article 58-1 alinéa 4 du Code Pénal), comme dans le cas de l'arrêt que nous venons de citer. A l'inverse, dans le cas où parmi les antécédents du délinquant, figure une condamnation pour faits qualifiés crimes égale ou inférieure à six mois d'emprisonnement, et remplissant toutes les autres conditions, la peine principale prononcée pour faits qualifiés crimes, en application du premier cas du prononcé de la tutelle pénale prévu à l'article 58-1, alinéa 3 du Code Pénal, pourrait alors ne pas excéder la durée de six mois.

Il résulte de la première phrase de l'alinéa 5 de l'article 58-1 du Code Pénal, que la tutelle pénale est ordonnée dans le jugement prononçant la peine qui sanctionne la dernière des infractions entrant en ligne de compte. Elle ne pourrait donc être applicable sans le prononcé préalable d'une peine principale ayant les conditions exigées à l'article 58-1 du Code Pénal, même si, à l'occasion d'un antécédent judiciaire, la tutelle pénale aurait pu être juridiquement ordonnée et que par suite du silence du prévenu, en l'absence du dossier de

personnalité, elle n'avait pas eu d'application.

En tout cas, la tutelle pénale peut être prononcée une deuxième fois, bien qu'une condamnation antérieure l'ait déjà prononcée. C'est ce qui arrive lorsque les faits motivant les poursuites ont été commis en réitération (puisque la prohibition du cumul des peines ne s'étend pas aux peines complémentaires , telles la tutelle pénale; (1)

ou lorsque les faits motivant la seconde condamnation sont postérieurs au jour où la première des deux condamnations étant devenue définitive, le condamné est déjà soumis à la tutelle pénale. A ce propos, l'article 728-3 du Code de Procédure Pénale dispose que : " lorsqu'un condamné soumis à la tutelle pénale commet un crime ou délit, la juridiction compétente pour en connaître peut, si elle prononce une peine privative de liberté et si les conditions de l'article 58-1 du Code pénal, sont réunies, ordonner une nouvelle tutelle pénale. Dans ce cas, la nouvelle tutelle pénale est seule subie à l'expiration de la dernière peine prononcée ..."

Le champ d'application de cet article est selon nous, les crimes ou délits commis au cours de l'application de la tutelle pénale, soit à l'établissement pénitentiaire, soit au cours d'un placement en semi-liberté,

(1) Jugée en ce sens pour la relégation : crim. 23 juin 1963, Bull. crim. 1963 n° 41.

ou en libération conditionnelle.

Les conditions générales des condamnations antérieures et principales ainsi connues, quels sont les cas dans lesquels la tutelle pénale peut être prononcée ?

Section 2 - Les conditions spéciales relatives
aux condamnations : les cas de tutelle pénale.

La loi du 27 Mai 1.885 prévoyait quatre cas de relégation : le premier supposait deux condamnations, le second trois, le troisième quatre, le quatrième sept. Ces cas de relégation étaient fondés sur le principe que plus étaient graves les condamnations, moins il était nécessaire qu'elles soient nombreuses.

Par la suite, d'autres cas plus spéciaux avaient été créés. La plupart visaient des récidivistes; quelques-uns, cependant visaient des malfaiteurs qui n'étaient pas des récidivistes au sens légal. La loi de 1.885 prévoyait deux cas supplémentaires : l'un en matière d'avortement, l'autre en matière d'infraction à la police des étrangers.

On peut constater que le législateur de 1.885 voulait atteindre certaines catégories de malfaiteurs nettement définies : les grands criminels, les délinquants

professionnels, les vagabonds, les mendiants et enfin certains individus dangereux pour la sécurité extérieure de l'Etat ou pour la moralité publique.

Très logiquement, la loi du 17 juillet 1 970 conserve le principe de l'équilibre entre le nombre des condamnations et la gravité des infractions. Mais, elle atténue sa rigueur et prévoit seulement deux cas d'application de la tutelle pénale. Cette peine complémentaire peut en effet être prononcée pour condamnations à deux peines pour crimes, soit à quatre peines pour certains délits de violence contre les biens ou les personnes énumérées à l'article 58-1 du Code Pénal. Les délits mineurs tels que vagabondage ou mendicité de l'article 272 du Code Pénal n'entraînent plus le prononcé de la tutelle pénale. Celle-ci sera donc moins appliquée. Ainsi la politique restrictive du législateur de 1 970 à propos des cas moins fréquents de la tutelle pénale fait suite à l'hostilité des juridictions de jugement à l'égard de la relégation.

La tutelle pénale ne peut être prononcée que dans les deux cas expressément prévus par la loi. Chacun des deux cas est constitué par un groupe de condamnations limitativement énumérées dans l'article 58-1 du Code Pénal. Il n'est pas important que ces condamnations aient été prononcées pour un délit principal ou un fait de

complicité, pour un délit consommé ou une tentative punissable. En ce qui concerne ces dernières, selon le principe de la mise en vigueur de la jurisprudence touchant à la relégation non modifié par l'institution de la tutelle pénale, on peut rappeler la position de la Cour de Cassation, qui consiste à confirmer qu'entrent en ligne de compte pour la relégation, les condamnations qui n'ont été prononcées que pour complicité . (1)

. Ainsi pour tentative punissable la Chambre Criminelle par son arrêt du 4 février 1964, déclare que : " Les condamnations prononcées pour tentatives de délits spécifiés à l'égard desquels la loi déclare la tentative punissable, entrent en ligne de compte pour la relégation, au même titre que celles prononcées pour délits consommés, contre les auteurs mêmes de ces faits. " (2)

Enfin, l'article 58-1, alinéa 2 du Code Pénal dispose que la tutelle pénale : " peut être prononcée à l'égard des récidivistes qui ont été condamnés pour crime ou délits de droit commun :

- soit à deux peines pour faits qualifiés crimes ,
- soit à quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement pour des faits qualifiés crimes ou pour les délits prévus par les articles 309,311,312,330

(1) Crim. 10 juin 1886, D.P. 86.1.351; 12 mars 1898, D.P.99.1.60

(2) Chambre criminelle, 4 février 1964, Dalloz 1964, p. 250

331, 334 à 335-6 du Code Pénal et les délits de vol, escroquerie, abus de confiance, recel, chantage, extorsion de fonds, faux et usage de faux. "

Par conséquent, au contraire de la relégation appliquée à l'encontre même d'un prévenu ou d'un accusé n'ayant pas été antérieurement condamné (dans les cas de la pratique habituelle des manoeuvres abortives et l'affiliation à une association de malfaiteurs) selon cet article, les deux cas ne concernent que les récidivistes condamnés pour crimes ou délits de droit commun dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

Sous-section 1 - Premier cas : condamnation à deux peines pour faits qualifiés crimes.

Le premier cas de l'application de la tutelle pénale correspond au premier cas de la relégation (article 4, alinéa 1 de la loi du 27 mai 1.885). La multirécidive est ici générale et il n'est pas besoin de rechercher une corrélation entre les infractions antérieures et l'infraction nouvelle. On peut donc prendre en compte des crimes de natures différentes. Le principe est fondé sur la gravité de l'acte commis. On considère que pour ces délinquants, le seul fait d'avoir été effectivement condamnés, prouve leur nature dangereuse.

Les peines doivent être des peines temporaires, c'est-à-dire des peines de réclusion criminelle à temps. Est donc exclue du champ d'application du premier cas, une peine criminelle à perpétuité. Par contre, cette dernière peine, lorsqu'elle est commuée par voie de grâce en une peine temporaire compte pour la tutelle pénale, si l'individu encourt de nouvelles condamnations susceptibles d'entraîner le prononcé de la tutelle pénale.

Les faits qualifiés crimes peuvent être réprimés de peines d'emprisonnement par suite de l'admission de circonstances atténuantes ou de l'effet d'une excuse légale. Dans cette hypothèse, cette peine prononcée entre en ligne de compte pour l'application de la tutelle pénale même lorsqu'elle est égale ou inférieure à six mois. C'est parce que le premier cas de tutelle pénale n'est soumis légalement à aucune durée qu'il se distingue nettement du second.

Lors du commentaire de l'arrêt de cassation du 2 Novembre 1 972 (1) , dans le paragraphe B de la sous-section 2, sous le titre de commission des infractions en multirécidive, nous avons exposé que dans le cas où parmi les antécédents du délinquant , figure une condamnation pour faits qualifiés crime, égale ou inférieure à six mois d'emprisonnement, la peine principale prononcée pour faits qualifiés crimes en application du premier cas pourrait alors ne pas excéder la durée de six

(1) Cass.Crim. 2 novembre 1972, Bull. crim. 1972, n° 318

mois exigée pour le deuxième cas.

La condamnation principale prononcée par la décision même qui ordonne la tutelle pénale est comprise (alinéa 5 de l'article 58-1 du Code Pénal) (1)

Enfin, selon les dispositions de l'article 47 de la loi du 17 juillet 1970, les condamnations prononcées pour les faits qualifiés crimes avant l'entrée en vigueur de cette loi, peuvent être prises en compte pour le prononcé de la tutelle pénale.

Sous-section 2 - Deuxième cas : condamnation à quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement pour les infractions spécifiées.

La tutelle pénale peut être aussi prononcée à l'égard des récidivistes qui ont été condamnés pour des faits commis dans une période de dix années à quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement pour :

- des faits qualifiés crimes,
- des délits prévus par les articles 309, 311, 312, 330, 331, 334 à 335-6 du Code Pénal,
- des délits de vol, escroquerie, abus de confiance recel, chantage, extorsion de fonds, faux et usage de faux. Pour que ce dernier cas permette

(1) Cass. crim. 21 février 1936 : DH. 1936, 167.

le prononcé de la tutelle pénale, il faut relever dans les antécédents du condamné quatre condamnations de plus de six mois d'emprisonnement prononcées dans la période de dix ans pour les infractions spécifiées.

La peine d'emprisonnement prévue à l'article 58-1, alinéa 4, doit dépasser six mois et une peine de six mois, ou inférieure, ne satisfait pas à l'exigence légale. La Chambre Criminelle dit que : " Viole la règle de l'article 58-1 du Code Pénal, la juridiction, qui ayant prononcé une peine qui n'était pas supérieure à six mois, l'a assorti de la tutelle pénale. " (1) Les faits qualifiés crimes entrant en ligne de compte dans le deuxième cas, sont les condamnations à plus de six mois de prison dans lesquelles l'accusé a bénéficié, soit de circonstances atténuantes, soit d'une excuse légale et la récidive comme dans le premier cas est générale. Les délits spécifiés sont limitativement énumérés par la loi et leur liste ne peuvent être étendue quelle que soit l'analogie invoquée. (2) .

Cette jurisprudence est confirmée par la Chambre criminelle à propos de la tutelle pénale. La Cour de Cassa-

(1) Cass. crim. 2 Novembre 1 972, Bull. crim. 1 972, n° 318

Gazette du Palais, 2, sem. 104. D. 1 973, som. 12

(2) Cass. crim. 23 mai 1928 : Bull. crim. n° 161

tion par son arrêt du 8 mars 1 972 déclare qu' " au nombre des quatre condamnations pour délits entrant en ligne de compte pour le prononcé de la tutelle pénale, l'article 58-1 du code pénal ne fait pas figurer les condamnations pour émission de chèques sans provision, encore que ces faits soient passible de peine de l'escroquerie, cette énumération est limitative et ne saurait être étendue. " (1)

En fait, il s'agit du pourvoi de Delaunay (Christian), contre un arrêt rendu le 28 Janvier 1.972 par la Cour d'Appel d'Amiens, qui l'a condamné à trois ans d'emprisonnement et a prononcé contre lui la peine complémentaire de la tutelle pénale dans des poursuites exercées contre lui du chef d'escroqueries et tentative d'escroquerie. La Chambre Criminelle sur le moyen relevé d'office et pris de la violation de l'article 58-1 du Code Pénal, constate que les juges du fond, pour prononcer contre Delaunay, la tutelle pénale, ont fait état des condamnations suivantes :

1°) - Dix mois d'emprisonnement, prononcée par le Tribunal de la Seine, le 22 octobre 1 966, pour émission de chèques sans provision,

2°) - Un an d'emprisonnement prononcée le 17 Juillet

(1) Crim, 8.3.1972, Bull.Crim. 1 972. N° 91 p.224 DALLOZ 1972. Sommaires p. 96 - Gazette du Palais 1.972, 1er Semestre p. 422 - La semaine juridique 1 972, Edition Générale IV p. 102.

1 968 par le Tribunal de Pontoise pour falsification de chèque et escroquerie,

3°) Huit mois d'emprisonnement prononcée le 16 décembre 1 969 par le Tribunal de Pontoise pour vol et recel,

4°) La condamnation principale à trois ans d'emprisonnement prononcée par l'arrêt attaqué (de la Cour d'Appel d'Amiens) pour escroqueries et tentative d'escroquerie.

La Chambre Criminelle en confirmant l'énumération limitative de délits spécifiés de l'article 58-1, alinéa 4, casse et annule par voie de retranchement et sans renvoi, l'arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens du 28 Janvier 1 972 en ce qu'il a prononcé contre Delaunay la peine de la tutelle pénale, toutes autres dispositions dudit arrêt étant expressément maintenues.

Les délits spécifiés prévus à l'alinéa 4 de l'article 58-1 du code pénal qui exigent des condamnations à quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement prévus par les articles énumérés et distincts, nous semble ne sanctionner que les infractions moyennes, mais le plus souvent commises par les malfaiteurs. Ces délits sont, comme nous l'avons dit, ceux prévus par les articles 309, 311, 312, 330, 331, 334 à 335-6 du Code Pénal, et les délits de vol, es-

croquerie, abus de confiance, recel, chantage, extorsion de fonds, faux et usage de faux. La dangerosité de l'auteur de ces délits ne se révèle que dans la rechute, dans des infractions presque semblables. L'énumération ne répond à aucun critère scientifique car un délinquant d'habitude des coups et blessures volontaires (article 309 du code pénal) par exemple après avoir été condamné sévèrement à trois reprises peut sciemment commettre la quatrième fois les actes semblables contre un agent public (article 230 du code pénal prévoyant le minimum d'un mois d'emprisonnement) et ainsi échapper à la tutelle pénale, qui exige l'application restrictive et limitative du délit spécifié de l'article 309 du Code pénal et encore plus de six mois d'emprisonnement.

Ainsi, à propos du délit spécifié de l'article 330 du Code pénal, c'est-à-dire l'outrage public à la pudeur, le délinquant qui a la manie de le commettre, après avoir été condamné à trois reprise, peut s'orienter vers le commerce de la pornographie, réprimé par l'article 283 du code pénal, qui constitue une sorte d'outrage aux bonnes moeurs, mais qui n'est pas prévu parmi les délits énumérés susceptibles de la tutelle pénale. Les faits sont de la même nature, mais le délinquant habile, sous une forme déguisée échappe à cette peine complémentaire en principe de dix ans.

Enfin par l'arrêt ci-dessus rapporté, l'escroc conscient menacé par le prononcé de la tutelle pénale préfère à s'en tenir à des émissions de chèques sans provision, qui sont passibles des peines sanctionnant l'escroquerie et presque de la même famille n'ont pas été cependant mentionnées parmi les condamnations pouvant entrer en ligne de compte pour le prononcé de la tutelle pénale.

Il en est de même pour la falsification de chèque et l'usage de chèques falsifiés. La Chambre Criminelle, par l'arrêt de cassation du 4 novembre 1 972, confirme sa jurisprudence antérieure en déclarant que " l'énumération par l'article 58-1 des délits à l'occasion desquels la tutelle pénale peut être prononcée est limitative. Cette peine complémentaire ne peut être ordonnée par un arrêt qui condamne un individu pour fabrication de chèques et usage de chèques falsifiés, encore que ces délits soient punis par la loi des peines d'escroquerie. " (1)

En fait, il s'agit du pourvoi formé par Vigneau (Serge) contre un arrêt de la Cour d'Appel de Douai du 8 Septembre 1 972, qui l'a condamné à trente mois d'emprisonnement et, à la tutelle pénale pour falsification de

(1) Crim.4.11.1972, Bull. Crim. n° 326 p. 840, DALLOZ 1973,

chèques et usage de chèques falsifiés. La Cour de Cassation sur le moyen relevé d'office et pris de la violation de l'article 58-1 du code pénal affirme que la Cour d'Appel de Douai a violé, le texte précité en prononçant la tutelle pénale contre le délinquant qu'elle condamnait pour falsification de chèques et usage de chèques falsifiés, encore que ce délit soit puni de peines de l'escroquerie aux termes de l'article 66 du décret du 30 octobre 1935, en vigueur au moment des faits. La Chambre Criminelle a cassé et annulé par voie de retranchement et sans renvoi, l'arrêt de la Cour d'Appel de Douai, en ce qu'il avait prononcé contre Vigneau, la peine de la tutelle pénale, toutes autres dispositions dudit arrêt étaient expressément maintenues.

Par conséquent, les lacunes parmi les délits spécifiés sont patentées et les juges étant liés par le principe de la légalité, ne peuvent chercher à étendre le domaine d'application de la tutelle pénale aux autres infractions même de la même catégorie. Il faut donc un aménagement législatif pour qu'au moins les infractions ayant la même parenté puissent être susceptibles de la tutelle pénale.

Les délits spécifiés se répartissent ainsi :

A - Les délits contre les personnes

Ces délits envisagés par le législateur sont :

- Les coups et blessures volontaires (article 309 du code pénal) entraînant plus de huit jours d'incapacité totale de travail personnel, ou une infirmité permanente, ou la mort.
- Les coups et blessures volontaires (article 311 du code pénal) n'entraînant pas d'incapacité excédant huit jours, mais commis avec préméditation, guet-apens ou port d'arme.
- Les coups et blessures (article 312 du code pénal) lorsqu'ils ont un caractère délictuel, c'est-à-dire les coups et blessures ou la privation volontaire d'aliments ou de soins d'enfant de moins de quinze ans (alinéa 6); les mêmes violences et privations ayant entraîné maladie ou incapacité totale de travail de plus de 20 jours ou encore ayant été commises avec préméditation ou guet-apens (alinéa 7).

B - Les délits contre les mœurs

Il s'agit des délits sexuels pour lesquels la récidive est fréquente. Dans cette catégorie comptent donc pour l'application de la tutelle pénale :

- L'outrage public à la pudeur (article 330 du code pénal)

- Les actes impudiques ou contre nature sur un individu de même sexe mineur de 21 ans qui constitue une nouveauté par rapport à l'ancienne relégation (art.331 alinéa 3 du Code Pénal).

- Le proxénétisme sous les différentes formes, (art. 334, et le cas échéant, avec les circonstances aggravantes prévues à l'article 334-1 du Code Pénal).

- L'excitation de mineurs à la débauche (art.334-1 CP).

- Les délits de tolérance : tenue d'un établissement de prostitution, tolérance de la prostitution dans un milieu ouvert au public, aide et assistance aux auteurs de ces infractions (art. 335 du C.P.); mise à la disposition d'un local ou lieu non public en vue de la prostitution ou de la débauche habituelle (art. 335-6 du Code Pénal). (1)

- L'aide fournie à un proxénète pour la justification de ressources fictives (art.335-5 du C.P.).

- L'infraction à l'interdiction de paraître du proxénète (art.335-3 du C.P.). Celle-ci est différente de l'infraction à l'interdiction de séjour, non retenue par la loi du 17 juillet 1970.

(1) Le paragraphe 1° du nouvel article 335-6 du C.P. prévoit une nouvelle incrimination (art. 5 de la loi du 11.7.1975). Il s'agit de la vente d'un local ou d'un emplacement non utilisé par le public à une ou plusieurs personnes en sachant qu'elles s'y livreront à la prostitution. Par le principe de la non-rétroactivité des lois pénales, cette nouvelle incrimination

(1) suite

bien qu'insérée dans l'article 335-6 du Code Pénal n'entre pas dans les quatre condamnations délictuelles permettant le prononcé de la tutelle pénale.

C - Les délits contre les biens

- Le vol : Comme pour la relégation, les condamnations pour vols comptent pour la tutelle pénale. Le vol consiste dans la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Ainsi, la tutelle pénale peut être prononcée non seulement à l'égard des vols spécifiés dans les articles 379 et 401 du code pénal, mais encore pour les délits prévus par l'article 388 : vol d'animaux, d'instruments agricoles, récoltes commis dans les champs, vols de bois dans les ventes, de pierres dans les carrières, de poissons dans les étangs (1) et les vols prévus par l'article 389, vols commis avec enlèvement de bornes.

Monsieur Xavier Nicot constatant que le texte de la loi instituant la tutelle pénale est rédigé comme la loi de 1885 et admettant que son interprétation jurisprudentielle, conforme au principe de l'interprétation stricte des prescriptions légales, sera la même estime qu'ils " ne semblent donc pas visés par le texte de la contrefaçon ou l'altération de clés, le détournement d'objets saisis ou donnés en gage, ou à fortiori des infractions qui ne constituent pas un vol, comme l'évasion d'un détenu avec emport frauduleux de ses effets pénaux (2) ou encore la filouterie d'aliments (3), même si, commises en récidive, elle était punie

(1) Montpellier, 2 avril 1886 : D.1886.2.145.

(2) Crim. 12 mai 1955, D.1955.488.

(3) Crim. 15 mai 1926, D.H.1926.330.

de plus de six mois d'emprisonnement. " (1)

- l'escroquerie, l'abus de confiance : l'escroquerie est ici le délit de l'article 405 du code pénal. Sont ainsi exclus les délits d'émission de chèques sans provision et celui de falsification de chèques et usage de chèques falsifiés, fondés sur le système de la pénalité par référence aux peines de l'escroquerie.

En ce qui concerne l'abus de confiance (article 408 du code pénal), est exclu du champ d'application de la tutelle pénale, l'abus des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur.

- Recel : Il s'agit du recel des choses. La loi de 1 885 précisait que les choses recélées devaient avoir été obtenues par vol, escroquerie ou d'un abus de confiance. Les décisions qui ordonnaient la relégation devaient préciser que les objets recélés avaient été obtenus à l'aide de l'un de ces trois délits (2)

La loi du 17 juillet 1 970 supprime cette restriction. Il en résulte que tout délit de recel dans les termes de l'article 460, est susceptible d'entraîner la tutelle pénale. On peut donc faire application de ce texte

(1) Xavier NICOT, DALLOZ Encyclopédie n° 44

(2) Cass.crim. 27/12/1930. Bull.crim. n° 315. 8/12/1932 : Bull.crim. n° 253.

dans des cas où l'objet recélé a été enlevé, détourné ou obtenu à l'aide d'un crime ou d'un délit autre que le vol, l'abus de confiance. Ainsi l'article 460 du code pénal a été applicable à celui qui a acheté sciemment des objets que le vendeur s'était procuré par la remise de chèques sans provision. (1)

- Le chantage, l'extorsion de fonds : Le chantage et l'extorsion de fonds sans violence (article 400 du code pénal) n'étaient pas prévus pour la relégation. Le législateur de 1.970 a inséré dans le texte actuel ces deux délits. Certes l'extorsion de fonds, n'est pas ici, une extorsion de violence qui constitue un crime donc exclue des délits spécifiés. C'est le cas du délit commis sans violence qui ne constitue en réalité que le délit de chantage prévu au second alinéa de l'article 400 du code pénal. L'adjonction du délit de l'extorsion de fonds au chantage et son énumération a l'alinéa 4 de l'article 58-1 du code pénal, s'explique par la confusion éventuelle déjà citée par Monsieur Vouin qui estime que : " la qualification d'extorsion de fonds appliquée au chantage paraît entraîner quelque confusion entre les deux infractions. " (2) Il nous semble

(1) Crim. 4/4/1962 : Bull.crim. n° 163-Crim.3/10/1972.D.1972. p. 718

(2) M. ROBERT VOUIN, droit pénal spécial, Précis DALLOZ tome I, IIIème édition 1 971 - n° 88 p. 99.

que pour éviter toute confusion, le législateur a donné une double qualification à une même infraction correctionnelle.

- Faux et usage de faux : Le faux est l'intitulé de la section première des crimes et délits contre la paix publique du Chapitre IV du Code Pénal. Il comprend des infractions différentes. Lorsqu'il s'agit de la fausse monnaie ou les faux en écriture publique ou authentique, de nature criminelle, les condamnations encourues relèvent du premier cas de la tutelle pénale. Mais les autres, comme les faux en écriture privée et d'une manière générale les faux correctionnels (article 150 et suivant du Code Pénal), constituant des délits spécifiés relèvent du deuxième cas de l'application de la tutelle pénale. (1) En fait, les infractions qui ont entraîné le prononcé d'une peine assortie de la tutelle pénale se répartissent en pourcentage de la manière suivante : 80 % des délits sont perpétrés contre les biens. Il est à remarquer, que pour cette catégorie d'infraction, qu'une régression constante des délits d'escroquerie et d'abus de confiance s'accompagne d'une augmentation très marquée des délits commis en groupe et bien souvent avec recours à la violence physique. 20 % des délits sont perpétrés contre les personnes; les agressions sexuelles représentent 13 % de ce total. (2)

(1) Parmi les faux et usage de faux correctionnels, on peut noter par exemple : Faux ou usage de faux en écritures privées, de commerce ou de banque (la correctionnalisation par l'ordonnance n°58-1298 du 23 décembre 1958), les faux commis au moyen d'un procédé non manuscrit (art.151-1 C.P.), les faux commis dans des documents administratifs.

(2) l'Administration Pénitentiaire, statistiques non publiées.

TABLEAU DES CAS DE LA TUTELLE PENALE

Cas	Nombre de condamnations requises	Nature des condamnations requise	délai
1er cas	2	Faits qualifiés crimes	10 ans
2ème cas	4	- crimes - violences (art.309 à 312) - attentats aux moeurs (art. 330, 331) - proxénétisme (art. 334 à 335-6) - vol, escroquerie, abus de confiance, recel, chantage, l'extorsion de fonds, faux, usage de faux.	10 ans

Section 3 - Les conditions relatives à la personne du condamné.

La tutelle pénale est applicable aux étrangers comme aux français de même qu'elle l'était à la relégation. Les mineurs de 21 ans sont exclus du champ d'application de la tutelle pénale. Cette dernière est donc plus libérale que la relégation qui permettait le placement du mineur de 21 ans, dans une institution d'éducation corrective. Une autre innovation va au contraire dans le sens de la sévérité, ou peut être de l'égalité devant la loi pénale : la tutelle pénale est applicable aux femmes alors que celles-ci n'étaient soumises qu'à l'interdiction de séjour (articles 6 & 8 de la loi de 1 885), à la place de la relégation. S'agissant de deux innovations, il convient d'examiner les conditions de l'âge du délinquant et son application aux femmes.

Sous-section 1 - L'âge du délinquant.

La majorité pénale propre à la tutelle pénale est de 21 ans et les condamnations infligées pour des faits commis avant l'âge de 21 ans ne sont pas retenues pour le prononcé de la tutelle pénale. La relégation n'était pas non plus applicable aux délinquants âgés de moins de vingt et un ans (article 6 de la loi du 27 mai 1 885),

mais en vertu de l'article 8 de cette loi, le mineur de 21 ans était après l'expiration de la peine principale, retenu jusqu'à sa majorité dans une institution d'éducation corrective. Le dernier alinéa de l'article 58-1 du code pénal dispose que pour l'application de la tutelle pénale " ne sont prises en compte que les condamnations prononcées pour des faits commis alors que le condamné était âgé de plus de vingt et un ans. "

Ainsi, non seulement la tutelle pénale n'est pas applicable aux mineurs de 21 Ans, mais encore, les condamnations antérieures à cette majorité pénale (propre à la tutelle pénale) n'entrent pas en ligne de compte pour le prononcé de cette peine complémentaire. En application de cette règle, la Chambre Criminelle par son arrêt de cassation du 18 décembre 1 973 déclare " doit être cassé dans l'intérêt de la loi et du condamné, par voie de retronchement et sans renvoi, le jugement du tribunal correctionnel qui, pour prononcer la tutelle pénale, a pris en considération des faits commis alors que le condamné était âgé de moins de vingt et un ans. Aux termes du dernier alinéa de l'article 58-1 du Code pénal, ne sont prises en considération, pour l'application dudit article, que les condamnations prononcées pour des faits commis alors que le condamné était âgé de plus de vingt et un ans ". (1)

(1) Cass.crim.18.12.1973-Bull.crim.1973 n° 469 Gazette du Palais 1974, mars-avril 1974-Recueil des sommaires, p. 111

En l'espèce, le tribunal correctionnel de Nice, par le jugement définitif du 16 Août 1 972 a condamné Morand Roger, né le 19 septembre 1 932, pour vols, tentatives de vol et falsification de chèques, à 18 mois d'emprisonnement et à la tutelle pénale. Pour l'application de la tutelle pénale, le Tribunal a pris en considération : une décision de condamnation rendue contre Morand Roger par la Cour d'Assises de la Seine, le 23 février 1 956, pour sanctionner des faits commis courant août et les 5 et 6 septembre 1 953.

Le Cour de Cassation estime qu'en l'espèce, viole l'article 58-1 du code pénal, le jugement qui condamne le prévenu à la tutelle pénale en prenant en considération l'arrêt de condamnation rendu alors que l'intéressé avait 23 ans, mais pour des faits commis quand il avait 20 ans et 11 mois.

Cet arrêt rendu sur pourvoi formé d'ordre du Garde des Sceaux casse et annule, dans l'intérêt de la loi et du condamné, par voie de retranchement et sans renvoi, le jugement précité, mais seulement dans disposition qui a prononcé la tutelle pénale.

Si la relégation permettait de prendre en compte les condamnations encourues par le mineur de 21 ans, la tutelle pénale en use autrement. Ainsi les condamnations prononcées pour des faits commis avant l'âge de 21 ans et qui

ne peuvent être prises en compte ont pour effet de retarder le moment où un multirécidiviste devient passible de la tutelle pénale.

L'erreur de jeunesse n'ayant pas de conséquences dans l'avenir dit M. Truche qu' " il ne s'agit d'ailleurs pas de retarder la majorité pénale : la distinction, basée sur critère d'âge (+ ou - de 21 ans) est arbitraire : la majorité pénale doit plutôt être considérée comme un lent mûrissement. " (1)

Enfin, contrairement à la relégation qui imposait au délinquant mineur un séjour dans une institution d'éducation corrective, aucune peine de substitution, n'est prévue, dans le cas où la tutelle pénale est inapplicable. Ainsi, en l'espèce le délinquant multirécidiviste ayant commis des faits susceptibles d'être retenus pour le prononcé de la tutelle pénale à l'âge de 20 ans et 11 mois échappe à l'application de la tutelle pénale et reste en dehors de toute mesure de traitement de la délinquance.

Il convient de citer l'avis de Monsieur Arpaillange qui dit : " mieux vaut pour les jeunes de moins de 21

(1) M. TRUCHE: "La Tutelle pénale, éléments juridiques & Psychologique. II-Le régime de la tutelle pénale." Instantanés criminologiques. Journal du centre français de criminologie n° 18 - 1 972 - p. 7

ans se contenter de la prison classique, et à la sortie, de mesures de contrôle et de surveillance. " (1)

Sous-section 2 - Tutelle pénale applicable aux femmes.

L'article 58-1 du code pénal qui ne fait pas de discrimination de sexe, soumet à la tutelle pénale les femmes multirécidivistes aussi bien que les hommes. Autrefois, la relégation à l'égard de ces femmes, était remplacée par l'interdiction de séjour pendant vingt ans. Cette dernière ne protégeait qu'imparfaitement la société et entravait le reclassement éventuel de la délinquance par la rechute dans le vol ou la prostitution. L'extension du champ d'application de la tutelle pénale est due à l'évolution de la vie sociale, de différences considérables entre le régime de la relégation et celui au moins en théorie de la tutelle pénale.

Mademoiselle Marx, à propos de l'application de la tutelle pénale aux femmes dit qu' " il n'y a pas de raison de ne pas appliquer la mesure à une femme si elle est dangereuse ... la femme doit être traitée comme l'homme, sauf quand elle attend un enfant. " (2)

(1) M. ARPAILLANGE, Revue pénitentiaire et de droit pénal 1969 p. 25

(2) Melle MARX, Revue Pénitentiaire et de droit pénal 1969 p.23

Monsieur Amor est également en faveur de l'application de la tutelle pénale aux femmes : " puisque la mesure est comprise également comme protectrice, ne pas l'appliquer aux femmes, constituerait à l'égard de celles-ci une attitude discriminatoire qui me paraît injustifiée. " (1) Madame Auger, hostile au principe d'égalité en justice se fonde sur une autre notion : elle estime que la recherche actuelle de la justice, d'un traitement personnalisé n'est pas sur une notion d'égalité des hommes et des femmes. Avant toute chose lui semble-t-il, il faudrait " savoir si c'est essentiellement une mesure de protection de la société qui est recherchée ou, essentiellement, une mesure de traitement du délinquant et de protection de lui-même contre lui-même. Si cette dernière tendance devait prévaloir ... j'adopterai pleinement l'application de cette mesure de sécurité aux femmes. J'ai en effet souvent regretté qu'elle n'existât pas en particulier pour des femmes escrocs multirécidivistes. " (2)

En pratique, il y a très peu de femmes multirécidivistes. Depuis la mise en vigueur de la tutelle pénale il

(1) M.AMOR Revue pénitentiaire et de droit pénal 1969 p. 24

(2) Mme AUGER "Sur l'application de la relégation aux femmes. Revue pénitentiaire et de droit pénal " 1 969 page 36.

n'y a qu'une seule application de cette peine à une femme qui purge actuellement sa peine à l'établissement pénitentiaire de Rennes.

Après avoir connu les conditions de fond, quelles sont les conditions de forme du prononcé de la tutelle pénale ?

CHAPITRE III - REGLES DE PROCÉDURE

Il s'agit des formalités souvent substantielles dont l'absence entraînerait la nullité. Elles ont été imposées pour le prononcé de la tutelle pénale. (1)

(1) Selon les dispositions du nouvel article 802 C.P.P. (art. 19 de la loi du 6 Août 1975) "En cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, à l'exception toutefois de celles prévues à l'article 105, toute juridiction, y compris la Cour de Cassation, qui est saisie d'une demande d'annulation ou qui relève d'office une telle irrégularité ne peut prononcer la nullité que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne ".
Pour la tutelle pénale, l'inobservation des conditions de fond et de forme lorsqu'elle aboutit au prononcé de la tutelle pénale, porte atteinte aux intérêts de la défense. Elle pourrait donc entraîner la nullité du prononcé de cette peine complémentaire. Malgré tout, on ne sait pas encore l'attitude de la Cour

Parmi ces formalités, on peut citer : la possibilité de son application dans la procédure du flagrant délit ou la citation directe prohibée pour la relégation; l'assistance obligatoire d'un défenseur; l'obligation faite à la juridiction de jugement de n'ordonner la tutelle pénale qu'au vu des résultats du dossier de personnalité; la constatation de l'existence des condamnations antérieures permettant de prononcer cette peine complémentaire.

Nous exprimons ces conditions si essentielles et nécessaires par l'étude tout d'abord de la juridiction à saisir.

(1) Suite

de Cassation dans l'avenir; du maintien de sa jurisprudence déjà ferme en la matière.

Section I - La saisine des juridictions

Pour les multirécidivistes de crimes ou de délits de droit commun, la tutelle pénale en application de l'article 58-1, alinéa 2 du Code Pénal, ne peut être prononcée que par les juridictions de droit commun, (tribunaux correctionnels, cour d'appel, cour d'assises). Cependant, la Cour de Sécurité de l'Etat peut dans certains cas prononcer la tutelle pénale. Il faut que la peine qu'elle inflige sanctionne les infractions prévues à l'article 698 (alinéa C) du Code de Procédure Pénale, sous réserve que ces infractions n'avaient pas un caractère politique et que toutes les autres conditions nécessaires au prononcé de la tutelle pénale soient réunies. A l'inverse, les juridictions des forces armées ne peuvent prononcer cette peine complémentaire. A cet effet, l'article 364 du Code de Justice Militaire, modifié par la loi du 24 décembre 1971 dispose que " Sous réserve des dispositions du présent code ou des lois spéciales et à l'exception de la tutelle pénale, les juridictions des forces armées prononcent les mêmes peines que les juridictions de droit commun ... "

Malgré tout, les condamnations pour crimes et délits de droit commun, mais prononcées par des juridictions spéciales, peuvent être prises en considération par les juridictions ordinaires de droit commun. Dans 185 cas étudiés par le C.N.O. des prisons de Fresnes, il apparaît que 10 condamnations à la tutelle pénale ont été prononcées par une Cour d'assises; 102 l'ont été par la Cour d'appel et 73 par le Tribunal de Grande Instance.

Enfin, le principe dominant dans toutes les phases de la procédure, c'est le caractère facultatif, dès lors que la juridiction n'envisage pas l'éventualité du prononcé de la tutelle pénale. Mais son application dépend de l'observation de certaines règles de procédure, selon qu'on se trouve en matière criminelle ou correctionnelle.

Sous-section I - La procédure en matière de crimes.

Le dossier de personnalité s'impose impérativement aux juridictions de jugement qui prononcent la tutelle pénale, à peine de nullité et la cour de cassation fidèle à la volonté du législateur donne à cette nullité un caractère absolu. Mais la question qui se pose ici, c'est de savoir si cette procédure s'impose ou non aux juridictions d'instruction.

A - Les juridictions d'instruction

Lorsqu'une information est ouverte contre un inculpé que ses antécédents rendent passible de la tutelle pénale, (sauf en matière de crime de l'article 81 alinéa 6 du Code de Procédure Pénale) le seul texte qui préconise au juge d'instruction, la constitution du dossier de personnalité, c'est le paragraphe 2 de l'article D. 17 du Code de

Procédure Pénale (modifié par le décret du 12 Septembre 1.972) en confirmant que ce juge tient compte de la qualité de récidiviste, spécialement s'il encourt la tutelle pénale.

Monsieur Pierre Chambon, très attaché à l'indépendance du juge d'instruction en précisant que l'article 58-1 du Code Pénal ne concerne que les juridictions de jugement dit que : " Le juge d'instruction, tant en matière de délit que de crime, n'est pas légalement tenu d'ordonner une enquête de personnalité et un examen médico-psychologique, dans les informations suivies contre les inculpés qui, par leurs antécédants, encourtent la tutelle pénale. Sans doute y procédera-t-il normalement et le plus souvent. Mais l'opportunité de ces mesures relève de son appréciation, et leur absence au dossier ne saurait constituer une cause de nullité de la procédure. " (1)

Il est certain que la nullité ne se pose plus ici, car grâce à l'article 463 du Code de Procédure Pénale, la juridiction de jugement, comme d'ailleurs la chambre d'accusation a la possibilité de combler cette lacune par un supplément d'information et ainsi rend possible le prononcé de la tutelle pénale. Mais comme nous l'avons déjà mentionné, la conduite simultanée du dossier de l'acte et du dossier

(1) M. PIERRE CHAMBON, note sur Crim. 9 mai 1 972, J.C.P 1973, n° 17 444.

de personnalité au stade de l'instruction entraîne une économie de temps, et il est souhaitable que les juridictions d'instruction se conforment strictement aux instructions données par l'article D.17 du Code de Procédure Pénale.

B - Les juridictions de jugement : la Cour d'assises

L'importance de la cour d'assise qui tient à son origine populaire et à la gravité des peines qu'elle peut prononcer est évidente. L'effort d'individualisation de la peine, dans cette juridiction s'est manifesté depuis longtemps par la création d'un jury composé d'éléments populaires joint à la cour proprement dite. Sous l'empire de la loi de 1810, le rôle respectif de chacun de ces deux organes était séparé, le jury décidait exclusivement de la culpabilité de l'accusé, et la cour, selon les conséquences juridiques du verdict, prononçait la peine. A la suite des modifications apportées en 1932, 1941 et 1945, les rapports de la cour et du jury se sont transformés en une collaboration véritable lors de l'examen des questions touchant tant à la culpabilité de l'accusé qu'à l'application de la peine.

Enfin, en cas de réponse affirmative sur la culpabilité, l'article 362 du Code de Procédure Pénale, traite

de la délibération et du vote sur l'application de la peine par la cour d'assises. Cet article comporte un quatrième alinéa qui dispose que : " la cour d'assises délibère également sur les peines accessoires ou complémentaires ". Ainsi la cour et le jury ensemble peuvent statuer sur la tutelle pénale, si le sujet par ses antécédents est passible de cette peine complémentaire et si les résultats du dossier de personnalité en recommandent l'application. Néanmoins, il peut arriver que les juridictions d'instruction en se fondant sur leur liberté d'appréciation ou par manque de moyens ne procèdent pas à l'établissement du dossier de personnalité d'un multirécidiviste; la cour d'assises ne peut alors décider de l'application de la tutelle pénale. La solution pourrait être apportée avant, et même, à l'audience par la décision du président de la cour d'assises.

En l'absence d'un texte précis, (comme en matière correctionnelle, article 463 du C.P.P.) il nous semble possible d'invoquer que le dossier de l'information se dédouble du dossier de l'acte et celui de la personne. En l'absence du dossier de personnalité, le dossier de l'instruction étant incomplet, il convient que le président de la Cour d'assises avant l'ouverture des débats ordonne un supplément d'information (article 283 du C.P.P.).

Si une fois de plus, la constitution de ce dossier est omise, pour la bonne marche de la justice et étant donné

la liaison directe entre la connaissance de la vérité de l'affaire et l'observation de la personnalité de son auteur, il est souhaitable que le président de la cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 310 du code de procédure pénale, (qui lui permet de prendre toute mesure utile sans consulter la cour, ni même le jury) d'ordonner les examens prévus à l'article 58-1 du Code Pénal, afin que l'observation de la personnalité puisse être effectuée avant toute décision éventuelle sur le quantum de la peine, qu'elle soit principale ou complémentaire. Aussi dans l'impossibilité d'un supplément d'information à l'audience, ce pouvoir discrétionnaire utilisé à fournir même les éléments de l'observation de la personnalité, n'empêche pas la continuité des débats sur les preuves devant la cour d'assises.

En tout cas, le prononcé de la tutelle pénale ici encore dépend de l'existence préalable et des résultats du dossier de personnalité.

Sous-section 2 - La procédure en matière correctionnelle.

Le choix des voies par lesquelles peut s'exercer l'action publique ne limite en rien l'application de la tutelle pénale. En dehors de l'instruction préparatoire tou-

jours obligatoire en matière de crimes, en matière correctionnelle, il y a la possibilité du recours à l'information préparatoire, à la citation directe ou à la procédure de flagrant délit. En ce qui concerne le recours à l'information préparatoire, facultatif en principe, il est à noter qu'en pratique, quoique non obligé par la loi, comme le dit Monsieur Stéfani et Monsieur Levasseur " Les parquets continueront sans doute à utiliser le procès de l'information pour la poursuite des délits exposant le délinquant à la tutelle pénale, comme l'usage s'en était établi avant que la loi de 1.970 ait substitué cette nouvelle mesure à la relégation. Cet usage se justifie par la gravité de la sanction encourue et par la précision des renseignements qui doivent être réunis sur les condamnations antérieures et sur la personnalité du délinquant. " (1) Dans ce cas là, la règle concernant la tutelle pénale devant la juridiction d'instruction est la même que celle exposée à la sous-section précédente en matière criminelle. Nous examinons donc ici la situation en matière de citation directe et le flagrant délit.

A - Citation directe

Pour la relégation, il était admis que le tri-

(1) G. STEFANI & G. LEVASSEUR, Procédure pénale, Précis Dalloz 1973, Septième édition n° 432, p. 380.

bunal pouvait être valablement saisi par une citation directe émanant soit du ministère public, soit de la partie civile (Paris, 23 janvier 1 889, D.P. 89.2.219); cette jurisprudence semble applicable à la tutelle pénale lorsque la citation directe a lieu devant le tribunal correctionnel.

En principe, pour les délits, le parquet a le choix entre la saisine directe du tribunal correctionnel ou la mise à l'information. Pour la relégation, la loi n'exigeait pas une instruction préparatoire à l'égard des relégables, mais en pratique, d'après Messieurs Merle et Vitu, l'usage du réquisitoire se faisait s'il s'agissait " d'un individu relégable pour lequel la nécessité de réunir toutes indications sur ses antécédants et sa personnalité, impose pratiquement une instruction. " (1)

Il en est autrement avec la tutelle pénale, car, en cas de citation directe, le tribunal s'il entend prononcer cette peine complémentaire, peut nommer un de ses membres pour procéder à un supplément d'information, sans qu'il soit nécessaire que le parquet s'occupe de la mise à l'information du procès (article 463 du C.P.P.).

B - Cas de flagrant délit

Sous le régime de la relégation, aux termes

(1) R.MERLE & A.VITU "Traité de droit criminel" 1967 n°912 p.870

de l'article 11 de la loi de 1 885, la procédure de flagrant délit était prohibée lorsqu'une poursuite devant le tribunal correctionnel était de nature à entraîner l'application de la relégation. La nullité était absolue et devait être soulevée d'office par la juridiction. (1)

De son côté, l'article 71 du Code de Procédure Pénale qui règle la procédure en cas de flagrant délit, par son alinéa 3, décidait expressément que cette procédure n'est pas applicable aux personnes " passibles de la relégation". Cette restriction a été levée par la modification de cet article, en 1 970. Il en résulte que la loi tend à rendre applicable la procédure du flagrant délit à l'égard des sujets passibles de la tutelle pénale.

Le tribunal correctionnel saisi par la voie de la procédure de flagrant délit, doit si le prévenu encourt la tutelle pénale et s'il entend prononcer cette peine, nommer par jugement un de ses membre, pour procéder à un supplément d'information, dans les conditions prévues à l'article 463 du code de procédure pénale. Cet article prévoit que : " Dans les cas où la tutelle pénale est encourue, le juge commis procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires au prononcé de cette mesure et, notamment, à l'enquête et à l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81 (sixième et septième alinéas). " sans qu'il soit né-

(1) Cass. Crim. 7 décembre 1960, Bull. crim. n° 569.

cessaire que le parquet emploie le réquisitoire à fin d'informer. Malgré tout, si l'éventualité du prononcé de la tutelle pénale, n'avait pas été envisagée par le tribunal correctionnel, la cour d'appel, selon les dispositions de l'article 512 du Code de Procédure Pénale qui dit que " les règles édictées pour le tribunal correctionnel sont applicables devant la cour d'appel ... " peut ordonner un supplément d'information et commettre ainsi un de ses membres pour que celui-ci procède ou fasse procéder aux actes nécessaires au prononcé de la tutelle pénale. (1)

D'autres règles, de procédure, comme l'assistance d'un défenseur sont exigées : Ce sera l'objet de la section suivante.

Section 2 - Assistance obligatoire d'un défenseur.

La nécessité de l'assistance d'un défenseur était prescrite dans l'article 11 de la loi de 1.885 à peine de nullité, et cette assistance devait résulter des énonciations même de la décision.

Le projet de loi établi par la commission Levasseur en 1.963, dont nous avons déjà parlé, prévoyait dans son article 11 comme garantie de la défense " si le délinquant n'avait pas d'avocat, le juge d'instruction devait en faire désigner un d'office, avant tout interrogatoire sur le fond".

(1) L'exemple d'un dossier de flagrant délit envisageant un supplément d'information à l'égard d'un condamné passible de la tutelle pénale fait l'objet de l'annexe 1 de cette thèse.

Il semble que ce projet de loi souhaitait la désignation de l'avocat dès le stade de l'instruction préparatoire.

Ce système a été confirmé par l'article 4 du texte de la résolution adoptée en 1969 (réforme de la relégation) qui prévoyait qu' " un avocat doit être commis avant tout interrogatoire au fond de tout délinquant susceptible d'être condamné comme récidiviste réputé dangereux ". (1)

La tutelle pénale requiert toujours l'assistance d'un avocat à l'audience. L'article 417 alinéa 4 du C.P.P précise que " l'assistance d'un défenseur est obligatoire quand le prévenu ... encourt la peine de la tutelle pénale ". Cette disposition ne concerne donc que les juridictions de jugement.

La nécessité de l'assistance du défenseur se justifie par la gravité de la tutelle pénale qui pourrait entraîner l'incarcération du condamné pendant 10 ans. L'intervention de ce défenseur pourrait le cas échéant convaincre la juridiction de ne pas prononcer cette peine complémentaire. Pour souligner cette nécessité, le Garde des Sceaux, dans le paragraphe 1° de la circulaire du 30 mai 1972, précise que la " nécessité de prévoir l'assistance d'un défenseur à l'égard de tout prévenu qui encourt la tutelle pénale : l'article 417, alinéa 4 in fine du Code de (1) Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal 1969, p. 254.

Procédure Pénale a repris à cet égard les règles prévues pour la relégation ". Si le prévenu n'a pas lui-même choisi un défenseur lorsqu'il comparaît, la juridiction de jugement doit en désigner un d'office.

Sous-section 1 - Le rôle du défenseur

La mission essentielle et sacrée de l'avocat est la défense de la personnalité humaine. Le défenseur essaye de profiter des arguments présentés en faveur du prévenu, pour convaincre le juge de ne pas prononcer la tutelle pénale. Cette mesure privative de liberté en principe, s'ajoutant à la peine principale, ne peut être considérée comme une faveur accordée au condamné. C'est plutôt la protection de la société contre les agissements des multirécidivistes qui est envisagée et non pas le caractère récupérable déjà jugé même pour la relégation . (1)

Il faut donc que le défenseur intervienne pour mettre en évidence par tous les moyens dont il dispose, les circonstances atténuantes et solliciter l'acquittement du prévenu ou de l'accusé (en l'absence d'arguments juridiques) grâce à sa vie et sa conduite exemplaire antérieurement aux faits. Le défenseur habile découvrira souvent même dans le dossier de personnalité comme l'a remarqué Yvette

(1) Crim. 6 décembre 1961, Bull. Crim. n° 508

Coppard Briton " les détails susceptibles d'émouvoir les jurés et c'est sur cette dernière impression qu'ils se retireraient pour délibérer." (1) Ceci justifie l'assistance d'un défenseur et l'existence préalable du dossier de personnalité qui constituent des formalités substantielles du prononcé de la tutelle pénale. Le défenseur a comme rôle aussi de démontrer que le délinquant n'est pas dangereux et ainsi écarter le prononcé de la tutelle pénale pour d'autres motifs tel que le caractère récupérable du multirécidiviste. La Chambre Criminelle par son arrêt de cassation du 6 décembre 1961, a déclaré qu' " encourt la cassation, l'arrêt qui prononce la relégation du seul motif que le prévenu étant "récupérable" les mesures à prendre à son égard sont du ressort de l'administration pénitentiaire. La loi n'autorise pas le juge à se fonder sur un tel motif pour prononcer une peine privative de liberté, qui est facultative, et qu' il n'aurait pas infligé si le prévenu ne lui avait pas paru susceptible d'amendement." (2) Cependant Monsieur Vouin estime qu' "il apparaît ... que la cour de cassation pourrait difficilement casser aujourd'hui l'arrêt qui prononcerait la tutelle pénale dans le cas du condamné jugé "récupérable" par l'application de cette mesure, au résultat de l'examen de sa personnalité." (3)

(1) YVETTE COPPARD BRITON "L'examen de personnalité" Etude théorique et pratique, thèse doctorat, 1969, p. 120

(2) Cass. Crim. 6 décembre 1961, Bull.crim. n° 508

(3) VOUIN, Robert "Observation sur l'unité de la justice pénale" Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc ANCEL, Tome II, Etudes de science pénale et de politique criminelle.

Edition PEDON, Paris 1975, p. 241 (251).

Cette solution garantit le respect du droit à la liberté. L'avocat doit attirer l'attention sur l'absence de danger social que présente le multirécidiviste. Ainsi l'intérêt du délinquant au passé judiciaire lourd, exige une défense efficace pour qu'elle puisse écarter le prononcé de la tutelle pénale, au moins dans l'état actuel de l'application de cette peine.

Néanmoins, pour l'avenir nous sommes d'accord avec Monsieur Jean LARGUIER pour que le rôle de l'avocat évolue "parallèlement à la transformation du procès pénal, procédure de traitement plus que procès de répression. " (1)

Il nous reste maintenant à étudier la jurisprudence concernant la non assistance du défenseur au prononcé de la tutelle pénale.

Sous-Section 2 - La nullité résultant de l'absence du défenseur.

L'assistance du défenseur n'est prévue que pour la procédure devant la juridiction de jugement. Elle doit avoir lieu avant tout débat ou tout acte quelconque de l'audience aussi bien en appel qu'en première instance.

La Chambre Criminelle par son arrêt de cassation du 9 mai

(1) M. JEAN LARGUIER, Droit Pénal Général et de Procédure Pénale, mémentos Dalloz, 1970, p. 120

1 972 déclare qu' " aux termes de l'article 417 du Code de Procédure Pénale, modifié par la loi du 17 juillet 1 970, l'assistance d'un défenseur est obligatoire quand le prévenu encourt la peine de la tutelle pénale; cette disposition édicte une formalité substantielle. Par suite, doit être cassé l'arrêt qui ne constate pas qu'un prévenu passible de la tutelle pénale, a eu l'assistance d'un défenseur devant la cour d'appel, même si celle-ci s'était abstenue de prononcer cette peine. " (1)

Il s'agissait du pourvoi de M. Abled ou Abed Abdelkader, contre un arrêt de la cour d'appel de Paris, en date du 7 décembre 1 971, qui l'avait condamné à 18 mois d'emprisonnement ainsi qu'à cinq ans d'interdiction de séjour pour vol et infraction à un arrêté d'interdiction de séjour et à un arrêté d'assignation à résidence et à deux mois d'emprisonnement pour usurpation d'état civil.

Le moyen de cassation était fondé " en ce que le prévenu, passible de la peine de la tutelle pénale, n'a pas été assisté d'un défenseur devant la cour d'appel, alors que lorsqu'une poursuite est de nature à entraîner l'application de la tutelle pénale, un défenseur doit être nommé d'office au prévenu et celui-ci doit être assis-

(1) Crim. 9.5.1972, Bull.Crim n° 162; Gazette du Palais 1972 2.591; D. 1 973. p. 78 note E.R. ; Semaine Juridique 1 974, n° 17 825.

té de son conseil à peine de nullité tant devant le tribunal que devant la cour d'appel. "

La Chambre Criminelle casse et annule en toutes ses dispositions l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, et le renvoie devant la cour d'Appel de Rouen.

Pour le commentaire de cet arrêt, il convient tout d'abord de rappeler la législation et la jurisprudence antérieure à l'institution de la tutelle pénale et ensuite d'étudier l'état actuel du problème.

A - La question et ses précédents jurisprudentiels.

Selon l'article 11 de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation " lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation ... un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité. " La Chambre Criminelle dans l'application de ce texte a décidé que cette nomination d'office d'un défenseur s'appliquait aussi bien en appel qu'en première instance. (1)

. En suite, la cour de cassation a jugé que l'assistance d'un défenseur est nécessaire devant la cour d'appel, même si la cour d'appel s'est abstenue de prononcer la relégation.(2)

(1) Crim. 2 octobre 1941, D.A. 1941.358

(2) Crim. 3 Mai 1967. Bull. Crim. n° 147. p.349; DALLOZ 1967, 602.

602). Cet arrêt précisait que la cour d'appel avait décidé par adoption des motifs des premiers juges qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la relégation. La nullité était d'ordre public et pouvait être proposée en tout état de cause. (1)

Dans certaines affaires, la nullité avait pour effet de vicier de nullité tant les débats que toutes ses dispositions. (2)

Il semble que cette position de la cour de cassation ait eu comme fondement la garantie des droits de la défense dans l'intérêt du délinquant pour éviter des sanctions trop graves y compris la relégation. Enfin l'assistance d'un défenseur était obligatoire, même si la relégation n'avait pas été prononcée contre le prévenu. (3)

Sous l'empire de la loi du 17 juillet 1970, la solution est également admise tant en législation qu'en jurisprudence, ce que nous étudions ci-après :

B. - La solution sous le régime de la tutelle pénale.

Devant la Cour d'assises, le problème est résolu, car en raison de la gravité des peines encourues, l'assis-

(1) Cass. Crim. 23 janvier 1964. Bull. crim. n° 28.

(2) Crim. 30 décembre 1936. Sirey 1937.1.40.

(3) Cass. Crim. 3 mai 1967, D.S. 1967.602.

tance d'un défenseur auprès de l'accusé est obligatoire, (article 317 du C.P.P.); par contre le délinquant a la possibilité de se défendre seul devant la juridiction d' instruction (article 114 du C.P.P.) et devant le tribunal correctionnel (article 417 alinéa 1 du C.P.P.)

Cependant, l'application de la peine complémentaire aux multirécidivistes étant considérée comme grave a entraîné la modification de l'article 417, alinéa 4 du Code de Procédure Pénale qui dispose que l'assistance d'un défenseur est obligatoire quand le prévenu " encourt la peine de la tutelle pénale ". Cette disposition constitue une formalité substantielle.

En l'espèce, (1) le prévenu encourrait la tutelle pénale, mais n'avait pas bénéficié de l'assistance d'un défenseur, cette lacune ressortait du libellé de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, qui précisait " oui le prévenu en ses moyens de défense ". La Chambre criminelle censure donc l'arrêt précité sur ce point pour l'omission d'une telle formalité substantielle. Ainsi la cour de cassation reprend la jurisprudence suivie par elle en matière de relégation.(2) Comme on le voit dans la note sous l'arrêt du 9 mai 1972, D.1973, p.78, l'article 417 alinéa 4 nouveau du Code de

(1) Crim. 9 mai 1972, Bull.crim. n° 162.

(2) Cass.Crim. 15 février 1955 : Bull.crim. n° 101, 18 mai 1955 : Bull. Crim. n° 254

Procédure Pénale a remplacé les mots " relégation " par ceux de " tutelle pénale " mais n'a pas repris la mention " à peine de nullité " figurant dans l'article 11 de la loi de 1.885. Cependant, la nullité envisagée n'est plus une nullité textuelle, mais simplement une nullité substantielle viciant d'une nullité absolue tant les débats que le jugement (ou arrêt) intervenu.(1)

Pour la mise en vigueur de la jurisprudence antérieure à la tutelle pénale, Monsieur Bouzat estime que " l'article 417 nouveau maintient pour la tutelle pénale, l'obligation d'un défenseur. " (2), et ainsi laisse subsister le paragraphe concernant la jurisprudence antérieure.

Dans le même sens, Monsieur Xavier Nicot, dit également que " la rédaction du texte de l'article 417, alinéa 4 du Code de Procédure pénale, paraît appeler le maintien de cette solution, puisque l'assistance du défenseur est obligatoire quand la tutelle pénale est " encourue ". Il semble cependant que la jurisprudence pourrait se montrer moins rigoureuse dans le cas, où l'enquête de personnalité et l'examen médico-psychologique n'ayant pas été prescrits, la tutelle pénale n'était pas susceptible

(1) D'après l'article 802, C.P.P. (art. 19 de la loi du 6.8.1975) la nullité peut être prononcée par toute juridiction lorsque l'inobservation des formalités substantielles porte atteinte aux intérêts de la partie qu'elle concerne. L'absence d'un défenseur quand le prévenu encourt la tutelle pénale porte atteinte aux intérêts de la défense et pourrait entraîner la nullité absolue de toute la procédure suivie.

(2) M. BOUZAT : Supplément mise à jour du Traité de Droit Pénal et de criminologie, Tome I, n° 714

d'être prononcée. Toutefois, dans cette dernière interprétation, si la juridiction de jugement ordonnait elle-même l'enquête et l'examen médico-psychologique, l'assistance du défenseur s'imposerait évidemment dès la commission du magistrat chargé du supplément d'information. " (1)

Dans tous les cas où le multirécidiviste est passible de la tutelle pénale, il doit être assisté d'un défenseur en première instance comme en appel. Même si la mesure n'est prononcée qu'en appel et même si elle n'est pas prononcée du tout. C'est à la poursuite qu'il faut s'attacher et non à la condamnation qui pourrait intervenir. Le texte de l'article 417 alinéa 4, n'a pas dit par exemple " quand le prévenu a été condamné à la tutelle pénale" mais au contraire, il dispose quand le prévenu " encourt la peine de la tutelle pénale". En fin, les juges ne sont pas tenus de mentionner le nom du défenseur. (2)

Mais le jugement ou l'arrêt doit constater que le prévenu a été assisté d'un défenseur. (3)

Dans ce cas là, la cour suprême peut exercer son contrôle sur la régularité du prononcé de la peine qu'elle soit principale ou complémentaire. La Chambre Criminelle a confirmé par son arrêt de cassation du 17 Octobre 1972

(1) M.Xavier NICOT " Encyclopédie Dalloz " p. 9, n° 182
 (2) Crim. 29/10/1968, Bull.crim. n° 273, Dalloz 1969.25
 (3) Crim. 15/02/1955, Bull.crim. n° 104.

le maintien de sa jurisprudence antérieure à la mise en application de la tutelle pénale. (1)

Il nous reste maintenant à s'étudier le visa de certaines règles de procédure :

Section 3 - Le visa de l'observation de certaines règles de procédure.

Hormis, les règles de procédure que nous venons d'exposer, il existe encore l'énonciation de condamnations antérieures dans l'arrêt ou le jugement prononçant la tutelle pénale. Par contre, pour le dossier de personnalité, il suffit qu'il résulte des pièces de la procédure que l'enquête et l'examen médico-psychologique ont été effectués et que la juridiction de jugement a pris sa décision sur la tutelle pénale au vu des documents précités.

Ainsi, nous étudions ci-après le visa de ces règles de procédure au travers de la jurisprudence et des règles légales en la matière.

Sous-section I - Enonciation obligatoire des condamnations antérieures.

(1) Cass.crim. 17.10.1972, Bull. Crim. n° 291 p.759

En matière de relégation, l'article 10 de la loi du 27 mai 1 885 exigeait que les condamnations antérieures fussent constatées par la décision qui prononçait la relégation. La même obligation protectrice des droits de l'intéressé est faite à la juridiction qui prononce la tutelle pénale tant en matière de crime qu'en matière correctionnelle.

Pour la cour d'assises, cette prescription légale est nouvelle puisque aucune disposition légale ne prescrivait la mention de ces condamnations. A cet égard l'article 376 du Code de Procédure Pénale complété par l'article 37 de la loi du 17 juillet 1 970 dispose que " ... lorsque la tutelle pénale est ordonnée, l'arrêt constate l'existence des condamnations antérieures permettant de la prononcer.

Ainsi pour les décisions des juridictions correctionnelles, le deuxième alinéa de l'article 485 complété par l'article 40 de la loi du 17 juillet 1 970 dispose que " lorsque la tutelle pénale est ordonnée, ils (les motifs de jugement) constate l'existence des condamnations antérieures permettant de la prononcer. "

Ces textes reprenant le texte de l'article 104 de la loi de 1 885, permet de dire que la jurisprudence anté-

rieure sur la relégation garde toute sa valeur. Pour la relégation la cour de cassation a jugé que la simple mention, énoncée dans l'arrêt ... qu'il résulte de son casier judiciaire n'est pas ... suffisante si la date et la nature des condamnations antérieures ne sont pas énoncées . (1)

Dans le même sens, cette juridiction vient de déclarer dans un arrêt du 29 décembre 1 971 qu' " encourt ... la cassation l'arrêt qui pour prononcer la tutelle pénale se borne à constater qu'il " ressort de la lecture du casier judiciaire du prévenu que celui-ci a été de nombreuses fois condamné pour vol à des peines relativement sévères. " (2)

Il s'agit du pourvoi du procureur général près de la cour de cassation, sur ordre du Garde des Sceaux, tant dans l'intérêt de la loi que dans celui du condamné, contre le jugement du tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan du 26 mai 1 971. Le jugement après avoir condamné Muller à 12 mois d'emprisonnement pour vol et port d'arme prohibée, se borne à énoncer la lecture du casier judiciaire et y figure de nombreuses fois condamnations pour vol, à des peines relativement sévères.

En l'espèce, la Chambre Criminelle a cassé par voie de retranchement et sans renvoi le jugement correctionnel

(1) Cass.Crim. 5 décembre 1930 : S.1932.1.

(2) Cass. Crim. 29/12/1971, Bull.crim. n° 372 p.933- J.C.P. 1972,II,17139, note Pierre Chambon, J.C.P. 1972, IV,36

qui avait prononcé la tutelle pénale, sans constater l'existence des condamnations antérieures susceptibles de la justifier.

La décision cassée est un jugement définitif qui n'a pas été frappé d'appel. La cour de cassation a été saisie sur ordre du Garde des Sceaux, selon la procédure prévue par l'article 620 du Code de Procédure Pénale. Cette voie de recours permet d'annuler tous actes juridiques, arrêts ou jugements contraires à la loi. Ainsi ce genre de pourvoi garanti une exacte application de la tutelle pénale.

La tutelle pénale constitue une sanction pénale. Ainsi, estime Monsieur Chambon " comme telle, elle obéit à la règle de la légalité des peines, elle ne saurait jamais être considérée comme une faveur. " (1)

Si la tutelle pénale offre aux multirécidivistes la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité, son objet essentiel, est de protéger la société contre leurs agissements. Cette protection de la société ne se réalise suivant la politique criminelle actuelle que par une peine privative de liberté pour une durée en principe

(1) CHAMBON PIERRE, note sous l'arrêt de cassation du 29 décembre 1971, JCP.1972.II.17139

de dix ans. Cette rigueur nécessite, donc une motivation légale et limitée; obligation est faite aux juridictions de jugement de mentionner expressément dans la décision prononçant la tutelle pénale , les condamnations antérieures qui sont prises en compte. Comme pour la relégation, l'indication des condamnations antérieures est suffisante lorsqu'en outre, le juge se réfère expressément au casier judiciaire, aux extraits de jugement et aux pièces jointes. (1)

Le visa de toutes les condamnations indistinctement est inopérant, si celles qui permettent de prononcer la peine complémentaire ne sont pas indiquées. (2)

Les énonciations de l'arrêt doivent permettre à la cour de cassation de vérifier que les condamnations prises en compte répondent aux conditions de la loi. (3)

La cour de cassation exige que les condamnations soient énumérées et qu'en plus soient précisées pour chacune d'entre elles, la date, la juridiction qui l'a prononcée, la nature et la durée de la peine. Il ne suffit donc pas que la décision se borne à énoncer que le prévenu est soumis à la tutelle pénale en application de l'un ou de l'autre cas prévus par l'article 58-1 alinéa 3 et 4. En l'espèce, les juges correctionnels avaient visé le casier judiciaire, mais n'avaient pas indiqué ex-

(1) Crim. 18 avril 1958. Bull. Crim. n° 311.

(2) Cass.Crim. 5 février 1931; Bull.Crim. n° 34.

(3) Cass.Crim. 1er Mars 1933. Bull. Crim. n° 43

pressément les condamnations entraînant le prononcé de la tutelle pénale. L'absence de cette justification a entraîné uniquement l'annulation de la décision concernant la peine complémentaire. Puisque, pour la chambre criminelle, la déclaration de la culpabilité et la peine principale prononcée étaient régulières et ainsi la cassation ne pouvait être que partielle et n'affectait que la peine complémentaire irrégulièrement prononcée.

Enfin, il faut citer dans le même sens, l'arrêt du 28 janvier 1972 qui déclare que " l'existence des condamnations antérieures prises en considération pour ordonner la tutelle pénale, est suffisamment constatée au sens de l'article 485 du Code de Procédure Pénale, dès lors que l'énumération et les indications résultant de la décision des juges sont complétées par des mentions du casier judiciaire de l'intéressé. " (1) Il en résulte que la cour de cassation a la tendance à l'assouplissement des exigences des formes qu'elle avait imposées sous l'empire de la relégation, puisqu'elle vient de juger que seules les mentions du casier judiciaire du délinquant permettent à la cour de cassation de vérifier que les conditions légales sont remplies.

(1) crim. 28 juin 1972, Bulletin crim. n° 225 p. 589

Sous-section 2 - Le visa de l'existence du dossier de personnalité.

Si, pour une jurisprudence constante et aux termes de l'article 58-1, alinéa 5 du Code Pénal, la tutelle pénale ne peut être ordonnée " qu'au vu des résultats de l'enquête et de l'examen médico-psychologique prévus par l'article 81 du Code de Procédure Pénal."; au contraire, l'absence du visa de cette initiative dans le jugement ou arrêt n'est pas sanctionné par la nullité. Il suffit qu'il résulte des pièces de la procédure que l'enquête et l'examen ont été effectués et, que la décision sur la tutelle ait été prise au vu de ce dossier.

A ce propos, la chambre criminelle par l'arrêt du 28 juin 1 972, déclare que : " lorsqu'il a été procédé à l'enquête et à l'examen médico-psychologique prévus à l'article 81, du C.P.P., il se déduit du visa par la cour d'appel de toutes les pièces que les juges ont pris leur décision sur la tutelle pénale, au vu de ces documents, conformément à l'article 58-1 du Code Pénal. " (1), dans le même sens, dans une autre affaire, la chambre criminelle rejette le pourvoi de Gagneur (Georges) contre un arrêt de la cour d'appel de Rouen, chambre des appels correctionnels en date du 6 décembre 1 972 qui pour vols et

(1) Crim. 28 janvier 1972 Bull.crim. 1972 n° 225 p.589
JCP 1 972 IV. p. 215

tentative de vol, l'a condamné à 5 ans d'emprisonnement et l'a placé sous le régime de la tutelle pénale. Le pourvoi était fondé sur le fait que l'arrêt avait condamné le prévenu à la tutelle pénale, sans viser les résultats de l'examen médico-psychologique et de l'enquête de personnalité. Mais la chambre criminelle en rejetant le pourvoi déclare que : " Pour confirmer la décision des premiers juges qui avaient placé Gagneur, reconnu coupable de vols et de tentative de vol, sous le régime de la tutelle pénale à l'expiration de la peine prononcée, l'arrêt attaqué, bien qu'ayant omis de viser l'enquête de personnalité prévue par l'article 81 du code de procédure pénale, énonce que les faits ont été justement sanctionnés, compte tenu de leur gravité, du passé judiciaire chargé et de la personnalité du prévenu... qu'en l'état actuel de ces motifs, la cour de cassation est en mesure de s'assurer que la cour d'appel a statué au vu des résultats de l'enquête sur la personnalité du prévenu et sa situation matérielle, familiale et sociale, enquête à laquelle il avait été effectivement procédé en l'espèce, et qui figure au dossier de la procédure. " (1)

Enfin, la même jurisprudence est confirmée par

(1) Crim. 15 juin 1 973, Bull. crim. 1973 n° 272 p. 647
 Dalloz 1973, Informations rapides p.160 JCP 1973 IV
 p. 920

l'arrêt du 17 octobre 1973 de la cour de cassation qui déclare que : " Le visa de l'enquête de personnalité et de l'examen médico-psychologique par l'arrêt de la cour d'assises qui prononce la tutelle pénale n'est pas exigé par la loi, l'article 376 du Code de Procédure Pénale prescrit seulement la mention des condamnations antérieures permettant de prononcer cette peine complémentaire. Il suffit qu'il soit établi que cette enquête et cet examen ont eu lieu et que la cour d'assises en a eu connaissance. " (1)

A vrai dire, à la différence des condamnations antérieures qui doivent être mentionnées par l'arrêt prononçant la tutelle pénale, le visa du dossier de personnalité n'est pas exigé ni par la loi, ni par la jurisprudence.

Ainsi ayant déjà exposé le régime juridique de la tutelle pénale concernant surtout les règles de fond et de forme du prononcé de la tutelle pénale par la juridictions de jugement, il nous reste maintenant à étudier le régime d'exécution de la tutelle pénale.

(1) Crim. 17 Octobre 1973, Bull. crim. 1973, n° 360, p. 885 JCP 1973, IV. p. 387 - Dalloz 1973 Informations rapides, p. 218

DEUXIEME PARTIE

LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE DE LA TUTELLE PÉNALE

Par le prononcé de la tutelle pénale, la protection de la société est assurée contre les agissements des multirécidivistes en principe pour une période de 10 ans. Mais la loi reconnaît aussi que cette mesure doit offrir à cette catégorie de délinquant la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité. Le régime des condamnés à la tutelle pénale dépend de la loi qui accentue l'idée de confiance et prévoit en général, trois phases successives (très différent du régime de la loi du 27 mai 1885 pour les relégués):

- L'affectation du condamné dans un établissement spécialisé,
- La semi-liberté,
- La libération conditionnelle.

Le régime pénitentiaire appliqué tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer éventuellement son accession à la liberté conditionnelle (article 728-1, alinéa 2 du Code de Procédure Pénale). Ainsi, d'après la loi, on ne doit pas douter des aptitudes d'un multirécidiviste

à se resocialiser, quel qu'ait été son passé pénal. Sa personnalité, peut avoir évolué sous l'empire d'un traitement approprié. Ce qui importe, c'est de donner à cet homme le plus de chance possible de s'amender et de reprendre une place normale dans la société. Le cas de Claude Charmes en est un exemple. Ce dernier devenu le spécialiste des larcins et escroqueries divers en tous lieux et en tous genres décide en 1959 de cambrioler une paisible retraitée, à qui il rendait visite pour lui proposer du linge de maison. Il pénètre chez elle et tente de la voler. Mais elle résiste, il la frappe et, la femme s'écroule. Claude Charmes fut condamné à mort aux assises. La peine commuée, Claude va passer 15 ans en prison. C'est là qu'il devient un autre homme. Il emploie tout le temps que lui laisse le travail pénitentiaire à étudier. Il obtient son brevet élémentaire, puis son baccalauréat, ensuite, une licence de droit suivie d'une maîtrise de sociologie et de deux certificats de criminologie, enfin un diplôme du collège des sciences économiques et sociales. Il prépare maintenant une thèse de doctorat sur la peine de mort et un mémoire sur la pathologie des relations en milieu carcéral.

" Je désire, dit Claude Charmes, retrouver ma place dans la collectivité. Je ne pense pas qu'on ait le droit de me la refuser. Car c'est parce qu'on leur refuse ce droit que beaucoup de délinquants deviennent de dangereux récidivi-

vistes. " (1)

Il résulte de tout ce que nous venons d'exposer que le multirécidiviste comme d'ailleurs le délinquant primaire, a droit au traitement. Ce délinquant ne cesse pas d'être une personne humaine et un membre de la société. Son traitement doit être humain et tendre à son instruction générale et professionnelle et à son amélioration.

Le Congrès de l'Organisation des Nations-Unies à Genève, en 1950, déclare en son article 65 : " Le traitement des individus condamnés à une peine ou mesure privative de liberté doit avoir...pour but de créer en eux la volonté et les aptitudes qui les mettent à même, après leur libération, de vivre en respectant la loi et de subvenir à leurs besoins. Ce traitement doit être de nature à encourager le respect d'eux-mêmes et à développer leur sens de la responsabilité." Actuellement, le traitement d'un multirécidiviste s'effectue en milieu fermé ou en milieu ouvert dans les établissements pénitentiaires réservés aux condamnés à la tutelle pénale, ces derniers sont :

- 1 - La prison de Lure en Haute-Saône,
- 2 - Le centre de semi-liberté Giscard à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme,
- 3 - Le centre de semi-liberté de Saint-Sulpice la Pointe, dans le Tarn.

(1) FRANKLIN DIDI, Télé 7 Jours vous en dit plus du 10 au 16 Août, n° 476, 10 Août 1974, p. 81

Les femmes multirécidivistes sont envoyées à la prison de Rennes, seule maison centrale existant pour femmes.

La libération conditionnelle également est considérée comme un mode de traitement des multirécidivistes, en milieu libre. (article 58-3 du Code Pénal).

Enfin, c'est l'administration pénitentiaire qui assure la mise en oeuvre de la tutelle pénale, soit dans les établissements, soit sous le régime de la semi-liberté ou de la libération conditionnelle. Les régimes pénitentiaires appliqués doivent être adaptés à la personnalité et aux nécessités du traitement des condamnés à la tutelle pénale. Il est donc nécessaire de les affecter dans les établissements qui leur sont spécialement réservés. Cependant le régime de la tutelle pénale étant essentiellement orienté vers la préparation et la réintégration sociale des multirécidivistes, l'attention doit être portée plutôt sur la semi-liberté et surtout la libération conditionnelle (mise en oeuvre par le juge de l'application des peines et son comité de probation et d'assistance aux libérés).

Le régime pénitentiaire de ces délinquants est fixé, dans ses bases, par l'article 58-3 du Code-Pénal qui dispose que : " La tutelle pénale, est subie, soit dans un établissement pénitentiaire, soit sous le régime de la liberté conditionnelle dans les conditions prévues au Code de Procédure pénale." Ces conditions sont précisées dans les articles

728-1 à 728-4 et les articles D.497 à D.498-3 du Code de Procédure Pénale.

Nous étudions les aspects théoriques et pratiques des différents modes de l'exécution de la tutelle pénale par l'exposé tout d'abord de l'application de cette mesure sous le régime de l'incarcération. Ainsi qu'on peut le voir le choix dépend du C.N.O.

CHAPITRE I – MODALITÉS D'APPLICATION DE LA TUTELLE PÉNALE EN MILIEU FERMÉ

Alors que la relégation s'exécutait en principe dans des établissements fermés, depuis que son exécution outre-mer avait cessé, la tutelle pénale s'exécute, soit dans un établissement pénitentiaire, soit en milieu ouvert. L'orsqu'il s'agit de l'exécution de la tutelle pénale sous le régime de l'incarcération, l'article 728-1, du Code de Procédure Pénale prévoit que : " A l'expiration de la peine ou le cas échéant, au cours de l'exécution de celle-ci, le condamné soumis à la tutelle pénale est affecté, compte tenu de sa personnalité, dans un établissement aménagé à cet effet, ou à défaut et à titre transitoire, dans un quartier spécial de maison centrale ou de maison de correction. Le régime de cet établissement ou de ce quartier tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer éventuellement son accession à la liberté conditionnelle. " Il résulte de cet article trois

principes :

A) Le régime de la tutelle pénale peut être appliquée le cas échéant au cours de la peine principale, c'est-à-dire dès la condamnation définitive. Cette disposition est logique puisqu'elle assure l'unité du traitement du multirécidiviste pendant toute la durée de la peine, qu'elle soit principale ou complémentaire. Ainsi lorsque la peine principale est de courte durée on peut éviter le maintien du multirécidiviste dans une maison d'arrêt

ayant un régime qui ne convient pas à une telle catégorie de délinquant.

B) Le condamné à la tutelle pénale est affecté, en principe dans un établissement spécialisé, compte tenu de sa personnalité. A défaut et à titre transitoire, dans un quartier spécial de maison centrale ou de maison d'arrêt.

C) Le régime pénitentiaire des établissements ou des quartiers spéciaux pour l'exécution de la tutelle pénale, tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer son accession à la libération conditionnelle.

Enfin, étant donné que les condamnés à la tutelle pénale passent obligatoirement par le Centre National d'Orientation ayant un régime cellulaire à appliquer, nous étudions tout d'abord l'affectation de ces condamnés par cet établissement, ensuite leur traitement en prison de Lure, seul cen-

tre qui fonctionne actuellement sous le régime de l'incarcération.

SECTION I - L'observation des condamnés à la tutelle pénale par le C.N.O.

Les condamnés à la tutelle pénale sont considérés comme ayant à subir une longue peine (art.D.76.CPP) En principe ils doivent être examinés au Centre National d'Orientation (CNO) en vue de la détermination d'un programme de traitement. Cette observation permet de rechercher notamment si le condamné peut être dirigé dans un délai rapproché sur un centre de semi-liberté spécialisé ou au contraire dans un centre pour détenus soumis à la tutelle pénale.

Les condamnés à la tutelle pénale sont considérés comme ayant à subir une longue peine au sens de l'article D.76 du Code de Procédure Pénale. Il faut donc que ces condamnés soient dirigés vers le C.N.O. de Fresnes.

Le Centre National d'Orientation a été créé en 1950. Il s'occupe de l'observation des délinquants lorsque leur cas a été définitivement jugé. Sa tâche est de choisir le type d'établissement qui convient à chaque condamné et de sélectionner parmi les délinquants ceux auxquels peuvent s'appliquer des traitements possibles dans les conditions carcérales.

Les méthodes de base de l'observation utilisées à Fresnes résident d'une part dans la constitution du dossier

individuel concernant la situation pénale, l'entretien éducatif et l'examen médical qui concernent le passé et l'état actuel du condamné; d'autre part les examens psychotechniques, psychologiques et psychiatriques qui partent de l'état actuel et visent la vie future de l'intéressé. A présent, tous les condamnés étant observés de la même manière au CNO, nous avons envisagé de donner comme exemple, les résultats des différents examens effectués sur un délinquant dans ce centre. (Voir l'annexe II de cette thèse).

L'article D.80 alinéa 1, du Code de Procédure Pénale dispose que : " Chaque condamné ayant à subir une longue peine est signalé à l'administration centrale (des services pénitentiaires) par le chef de l'établissement de détention au moyen d'un bulletin spécial." Ce bulletin contient le dossier d'orientation ou l'index de préclassification. Il est rempli par le chef de l'établissement du lieu de détention après la condamnation définitive.

Ensuite, le bulletin est adressé au bureau de la détention de l'administration centrale des services pénitentiaires au ministère de la Justice.

Le ministère de la Justice vient de décider par la circulaire de l'A.P. en date du 21 Août 1974, de remplacer dès que possible le bulletin-spécial d'orientation par une "notice d'orientation" qui réponde mieux aux nécessités actuelles. (1)

Le nouvel imprimé a été simplifié par rapport au dossier d'orientation, il contient des renseignements indispensables à l'orientation, qui ne figuraient pas sur l'index:

- Les observations de l'assistant social,
- Une synthèse éducative pour les détenus pris en charge, en maison d'arrêt, par un éducateur,
- Les propositions du chef d'établissement,
- L'avis du juge de l'application des peines.

(1) Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, Janvier-Mars 1975, n° 1, page 93.

La notice d'orientation est établie en trois exemplaires de couleur différente qui reçoivent les destinations suivantes :

- exemplaire n° 1 : Le Directeur régional qui le transmet dans tous les cas avec son avis à l'administration centrale,
- exemplaire n° 2 : Le juge de l'application des peines, qui peut également transmettre son exemplaire avec son avis à l'administration centrale,
- exemplaire n° 3 : Le dossier du condamné.

La notice d'orientation est préparée dans les maisons d'arrêt pour chacun des détenus, condamné à la peine complémentaire de la tutelle pénale quelle que soit la durée de la ou des peines principales. Encore pour chacun des détenus ayant à subir une ou plusieurs peines dont le reliquat est supérieur à un an après le moment où la dernière des condamnations est devenue définitive et n'ayant pas fait l'objet d'une information pour autre cause (le délai d'un an est toutefois ramené à neuf mois si le condamné n'a pas atteint l'âge de vingt et un ans.)

Enfin à l'égard des condamnés à la tutelle pénale; l'examen de cette notice ayant les renseignements de nature à permettre l'orientation de l'intéressé donne lieu à une décision d'envoi au Centre National d'Orientation ou à la section qui sera instituée auprès de cet organisme. (article

D.80, alinéas 2 & 3 du Code de Procédure Pénale, complété par le décret n° 72-852 du 12 septembre 1972).

On envisageait d'organiser au C.N.O. une section spéciale pour l'examen approfondi des multirécidivistes, mais en fait, il n'existe encore aucune section spéciale à ce centre et les condamnés à la tutelle pénale ont fait jusqu'à présent l'objet d'observation dans les mêmes conditions que d'autres condamnés à de longues peines. L'observation approfondie des multirécidivistes étant particulièrement utile pour l'individualisation du traitement ainsi que l'augmentation de leur nombre et le développement de la tutelle pénale, rendra nécessaire dans l'avenir la création de la section spéciale au C.N.O. pour ces condamnés.

L'intéressé est transféré donc au C.N.O. suivant les instructions et à la date arrêtées par l'administration centrale et il y est soumis obligatoirement aux différents examens nécessaires.

Au C.N.O., un bilan de personnalité est dressé de manière à compléter et plutôt à mettre à jour les données des examens de personnalité et médico-psychologique qui ont permis le prononcé de la tutelle pénale (article 58-1 alinéa 5 du Code Pénal). Les différents examens étant fait, le directeur du C.N.O. procède, enfin, à la clôture du dossier en y insérant son avis.

Au vu de ces examens et du dossier qui a été constitué, une commission de l'application des peines, présidée par

un magistrat de l'administration centrale que désigne le ministre de la justice, détermine l'établissement qui paraît le mieux approprié au traitement de l'intéressé. (article D.82 alinéa 2 du C.P.P.). L'affectation ordonnée ne peut être modifiée que s'il survient un fait ou un élément d'appréciation nouveau et éventuellement après une seconde observation du C.N.O. (Article D.82, alinéa 4 du C.P.P.) Cette dernière solution est raisonnable, car on ne peut pas classer une fois pour toute un condamné, car il peut évoluer. Le principe de l'affectation basé à l'origine sur le système de l'étiquette est donc susceptible d'être modifié .

Enfin, l'affectation peut avoir lieu à l'expiration de la peine principale ou le cas échéant au cours de l'exécution de celle-ci (article 72 alinéa 1er du C.P.P.). L'article D.498 alinéa 1 du Code de Procédure Pénale dispose que : " Pour l'affectation des condamnés à la tutelle pénale, il est tenu compte des différents aspects de la personnalité de chacun d'entre eux quant à son âge, à la durée de la peine principale, à ses antécédents, à son état de santé physique et mental, à ses aptitudes professionnelles."

Plusieurs orientations sont possibles :

A) Dans le cas où la durée de la peine principale restant à subir est relativement courte, le condamné est directement affecté à un établissement spécialisé pour l'exé-

cution de la tutelle pénale. Cet établissement peut être une prison fermée comme la prison de Lure, ou si l'observation du délinquant au C.N.O. le recommande un centre de semi-liberté. Le rapport général de l'Administration Pénitentiaire de 1.971 (Page 107) démontre que 10 condamnés ont été envoyés directement dans un des deux centres de semi-liberté, réservés aux condamnés à la tutelle pénale, (Clermont-Ferrand et Saint-Sulpice-La-Pointe).

B) Lorsque la peine principale est une peine de longue durée, le condamné est dirigé sur une maison centrale au régime approprié aux récidivistes. Ensuite, à l'expiration de la peine principale si le condamné est encore incarcéré, il sera alors affecté dans un établissement spécialisé pour l'exécution de la tutelle pénale.

C) Compte tenu des nécessités de traitement, ces condamnés peuvent être affectés dans un établissement sanitaire, soit dans un centre hospitalier pénitentiaire, soit, mais exceptionnellement, sur un quartier spécial de maison d'arrêt le cas échéant au cours de l'exécution de la peine principale ou à l'expiration de celle-ci.

Le choix de l'établissement est effectué en fonction de la personnalité de chaque condamné. Il vise à lui appliquer un traitement adapté aux nécessités de son reclassement

comme celle de la protection sociale (article D.72 du CPP)

Sous-section 1 : L'affectation des condamnés à la tutelle pénale par le C.N.O.

L'activité du C.N.O. à l'égard des multirécidivistes depuis le 17 juillet 1970 est la suivante : (1)

- Du 17 juillet au 31 décembre 1970 le nombre des condamnés à la tutelle pénale signalé était de 5, donc très faible. Alors que le nombre total des condamnés qui ont été reçus et répartis par le C.N.O. était de 470 au lieu de 378 en 1969.

- Du 31 décembre 1970 au 31 décembre 1971, au total 583 condamnés ont été affectés par le CNO. Parmi 79 nouveaux condamnés à la tutelle pénale au cours de l'année 1971, 52 de ces condamnés (soit 8,91%) examinés par le C.N.O. avaient été répartis par ce centre. Il y a lieu de noter qu'à la suite de cet examen 10 condamnés ont été envoyés directement dans un des deux centres de semi-liberté réservés aux condamnés à la tutelle pénale.

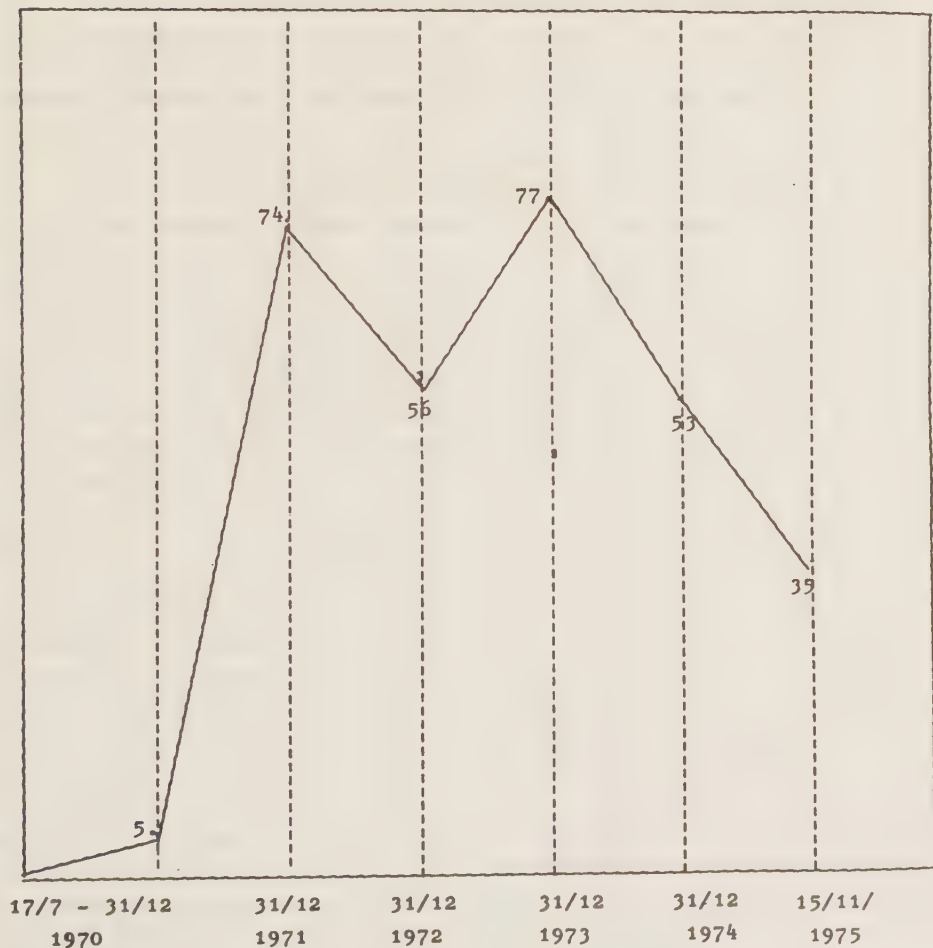
- Du 31 décembre 1971 au 31 décembre 1972, 768 décisions d'affectations ont été prises par le C.N.O., parmi lesquelles les 88 condamnés soumis à la tutelle pénale examinés par

(1) Rapport Général de l'Administration Pénitentiaire de :
1970 (page 88), 1971 (Pages 95 & 96), 1972 (pages 120 & 121), 1973, document ronéotypé (page 25).

le C.N.O., 54 de ces condamnés (ou 7,03%) ont été affectés dans des établissements réservés à leur catégorie. Du 31 décembre 1972 au 31 décembre 1973, le C.N.O a permis l'examen de 774 cas de condamnés à une longue peine. Ce nombre recouvre la totalité des condamnés à la tutelle pénale et ceux à de longues peines. Du 31.12.1973 au 31.12.1974, le C.N.O a permis l'examen de 698 cas de condamnés à une longue peine. Ce nombre recouvre 53 condamnés à la tutelle pénale. Du 31.12.1974 au 15.11.1975, le C.N.O a procédé à l'examen de 656 cas de condamnés à une longue peine. Ce nombre recouvre 35 condamnés à la tutelle pénale. Les condamnés sont admis au C.N.O pour une observation d'une durée variant de 2 à 4 semaines. Le régime est celui de l'emprisonnement cellulaire. Les buts de l'observation des condamnés à la tutelle pénale ne sont pas les mêmes que pour les délinquants primaires. Pour les multirécidivistes, le but de l'examen du C.N.O, c'est de faire le choix entre l'affectation du délinquant dans les centres spécialisés en milieu fermé; en semi-liberté ou la proposition en vue de la libération conditionnelle.

Les décisions d'affectation sont prises au sein de la Commission de l'application des peines, présidée par un magistrat de l'Administration centrale, ainsi qu'il est prévu à l'article D.82, C.P.P.

Sous-section 2 : La répartition des condamnés à la tutelle pénale et leurs caractéristiques : De puis la mise en application de la tutelle pénale, le 17.7.1970, le nombre des condamnations prononcées est le suivant : -5 (dont 2 à l'égard d'anciens relégués) du 17.7.1970 au 31.12.1970, 74 en 1971, 56 en 1972, 77 en 1973, 53 en 1974, 35 du 31.12.1974 jusqu'au 1.11.1975. Le total des condamnations prononcées (à la tutelle pénale) jusqu'au 1er Novembre 1975 était donc de 300.

GRAPHIQUE DU NOMBRE DES NOUVEAUX CONDAMNES A LA TUTELLE PENALEDEPUIS LE 17 JUILLET 1970

REPARTITION DES CONDAMNES A LA TUTELLE PENALE JUSQU'AU

17 JUILLET 1973, AU 20 AOUT 1974, AU 15 NOVEMBRE 1975.

au 17/7/73	au 20/8/74	au 15/11/75	
38	24	25	Centre National d'Orientation de Fresnes
36	62	81	Maisons d'Arrêt
66	82	57	Maisons centrales
36	40	44	Prison de Lure
40	-	-	Centre Pénitentiaire de Bédenac- Bussac (1)
-	1	35	Quartier spécial de Maison d'Arrêt de Besançon (2)
11	26	46	Clermont Ferrand (en Total des T.P. 10)
6	18		Saint-Sulpice-la (Centre de Semi- Pointe 22) liberté : 46
12	21	23	Etablissements sanitaires
245	274	311	Total des condamnés en milieu fermé (3)
104	124	125	Libération conditionnelle (4)
11	19	38	Fugitifs
360	417	474	Total (milieu fermé et milieu ouvert)

- Remarques :
- 1) Depuis la fin d'avril 1974, le centre ne reçoit plus des condamnés à la tutelle pénale.
 - 2) Le quartier commence à être consacré de plus en plus aux condamnés à la tutelle pénale.
 - 3) Le chiffre total contient 99 anciens relégués ayant commis de nouvelles infractions
 - 4) On constate que 311 condamnés sont détenus en milieu fermé, alors que le nombre des libérés conditionnels est de 125.

La pratique ne répond pas au vœu du législateur de faire en sorte que le régime de la détention soit exceptionnel et la liberté conditionnelle, le mode normal d'exécution de la tutelle pénale.

Les caractéristiques de ces condamnés sont présentées d'après la nature des infractions, le nombre des condamnations subies, la durée de l'emprisonnement en enfin l'âge dans les tableaux suivants :

A- Répartition selon la nature des infractions

On relève ci-dessous quatre cas de condamnation à la tutelle pénale pour violence, alors que ce genre d'infraction n'entraînait pas l'application de la relégation.

Répartition des condamnés à la tutelle pénale selon la nature des infractions

les infractions	du 17/7/1970 au 31/12/1971	du 17/7/1970 au 31/12/1972	Observations
Vols (simples et qualifiés) et recels	63	111	
Escroquerie & abus de confiance	8	12	
Attentats aux mœurs	4	7	
Incendies volontaires	0	1	
Violence (avec ou sans armes) et homicides	4	4	
<u>Total</u>	79	135	

Les renseignements figurant sur ce tableau et les suivants ne

peuvent être fournis pour les années 1973 & 1974; l'exploitation de ces données a été en effet interrompue au 31.12.1972.

LES FAITS (CRIMES OU DELITS) COMMIS PAR

LES CONDAMNES A LA TUTELLE PENALE.

Les faits qualifiés	du 17/07/70 au 31/12/71	du 17/07/70 au 31/12/72	Observations	
Crimes	3	7		
Délits	76	128		
<u>Total</u>	79	135		

B - Répartition selon le nombre des condamnations antérieurement subies.

Il résulte du tableau ci-dessous que la plupart des condamnés à la tutelle pénale ont subies antérieurement entre 5 et 10 condamnations :

REPARTITION SELON LE NOMBRE DES CONdamnA-TIONS ANTERIEUREMENT SUBIES.

Nbre de condamnations antérieures	du 17/07/70 au 31/12/71	du 17/07/70 au 31/12/72	Observations	
- de 5 condamnations d'emprisonnement.	Pour 5 condamnés	Pour 8 condamnés		
entre 5 & 10 condamnations d'emprisonnement	Pour 41 condamnés	Pour 75 condamnés		
+ de 10 condamnations d'emprisonnement.	Pour 33 condamnés	Pour 52 condamnés		
<u>TOTAL</u>	79	135		

C - Répartition selon la durée de la détention

Le tableau ci-dessous démontre la durée de la peine principale prononcée par la décision ordonnant la tutelle pénale. Il en résulte que plus la durée de l'emprisonnement est courte, plus le nombre des condamnés augmente :

REPARTITION SELON LA DUREE DE LA DETENTION

Durée de la peine principale	du 17/07/70 au 31/12/71	du 17/07/70 au 31/12/72	Observations	
moins d'1an	à l'égard de 20 condamnés	à l'égard de 32 condamnés		
entre 1 et 2 ans	à l'égard de 30 condamnés	à l'égard de 53 condamnés		
entre 2 et 5 ans	à l'égard de 25 condamnés	à l'égard de 43 condamnés		
+ de 5 ans	à l'égard de 4 condamnés	à l'égard de 7 condamnés		
<u>TOTAL</u>	79	135		

D - Répartition selon l'âge

Il résulte du tableau ci-dessous que la plupart des condamnés à la tutelle pénale ont entre 30 et 50 ans. (1)

REPARTITION DES CONDMANES A LA TUTELLE PENALE

SELON L'AGE

Ages	du 17/07/70 au 31/12/71	du 17/07/70 au 31/12/72	Observations	
- de 30 ans	6	12		
30 à 40 ans	37	60		
40 à 50 ans	27	51		
+ de 50 ans	9	12		
<u>Total</u>	79	135		

- (1) Les jeunes entre 21 et 30 ans ne sont pas nombreux, car la Commission des infractions exigées pour le prononcé de la tutelle pénale nécessite un temps considérable de vie en société.

Enfin 4% des condamnés à la tutelle pénale sont examinés par le C.N.O. tandis que, l'ensemble de la population pénale examinée au C.N.O. s'élève à 11 %. Il résulte de l'étude des décisions d'affectation prises par la commission de classement depuis la mise en application de la loi du 17 Juillet 1970, que 15 % seulement de cette catégorie de condamnés sont jugés aptes à bénéficier d'un régime de semi-liberté : (Clermont-Ferrand, Saint-Sulpice-la-Pointe). A cet égard, 58 incidents de la semi-liberté ont été enregistrés pendant l'année 1974, au lieu de 27 en 1973.

34 % sont affectés, en raison de la nature juridique ou de la durée de leur peine, en maisons centrales. La plupart sont dirigés vers des établissements ou des quartiers spécialisés fermés : Lure, Besançon.

Pour l'année 1974, 127 condamnés à la tutelle pénale ont été admis au bénéfice de la libération conditionnelle.

A Partir des observations pratiquées au C.N.O. plusieurs constatations de portée générale peuvent être dégagées :

1°) quant à l'âge : l'âge moyen au moment du prononcé de la tutelle pénale accuse un rajeunissement sensible : 31 ans au lieu de 38 ans en 1971. Cependant 42 % se sont intégrés très jeunes et très rapidement au monde de la délinquance. 25 % ont séjourné dès l'adolescence et parfois même dès l'enfance dans des centres réservés " aux inadaptés sociaux " voire en hospital psychiatrique.

2°) Quant au milieu familial : 90 % des ascendants présentent des anomalies graves. Du comportement; 75 % d'entre eux sont alcooliques. Les condamnés à la tutelle pénale appartiennent, dans une proportion de 61 %, à des familles marginales, déjà parfaitement marquées par la délinquance et, dans une proportion de 21 % à des familles dissociées par le divorce. 32,2 % sont originaires du nord de la France ou de la Normandie, 20 % de la région parisienne, ils sévissent plus particulièrement au sein des fortes concentrations urbaines (70 %).

3°) Quant à l'état de santé physique et mental : la forme de toxicomanie dominante demeure l'alcoolisme. 90 % environ sont atteints de troubles psychiques plus ou moins graves mais ne relevant pas de la pathologie. Ce type de délinquant se " spécialise " dans une forme de comportement délictueux qui, par la suite va en se dégradant.

4°) Quant aux aptitudes : 30 % ont un niveau scolaire élémentaire, 48 % sont titulaires du C.E.P. Aucun n'a un niveau secondaire ou supérieur. Cependant 2% seulement demeurent illettrés; ils appartiennent surtout à des groupes ethniques spécifiques. 39 % ont travaillé épisodiquement à des emplois divers sans qualification professionnelle. 29 % n'ont jamais travaillé et n'ont reçu aucune formation. 12 % sont de véritables professionnels, parfois titulaire d'un C.A.P.

5°) Quant aux possibilités de réinsertion sociale : Le condamné à la tutelle pénale apparaît isolé effectivement (52% sont célibataires) et profondément désocialisé (46% sont

des délinquants peu dangereux mais avant, entre deux incarcérations, du produit de leurs délit, 25% sont des marginaux, 22 % sont des oisifs). Caractériellement faible, incapable d'assumer son retour à la vie libre; velléitaire, il s'adapte parfaitement au milieu carcéral qui pallie son inaptitude à acquérir une autonomie sociale suffisante. (1)

(1) Ces statistiques nous ont été fournies grâce à Mr. SEBIRE, Sous-Directeur à l'Administration Pénitentiaire, que nous remercions.

Sous-section 3 - La répartition des anciens relégués soumis à la tutelle pénale.

En substituant la tutelle pénale à la relégation, le législateur a réglé également la situation des relégués en cours de peine. Ainsi, conformément aux principes généraux, les dispositions transitoires insérées aux articles 46 et suivants de la loi du 17 juillet 1970 ont fait bénéficier les relégués des règles plus douces de la loi nouvelle. Dans l'intérêt de l'ordre public, comme dans celui des relégués, eux-mêmes, on voulait éviter les inconvénients résultant d'une libération immédiate, sans avoir proposé des lieux d'accueil et des emplois. C'est pourquoi leur mise en liberté était échelonnée sur une période de 8 jours à une année depuis la mise en vigueur du texte de la loi.

Ainsi, lors de la promulgation de la loi du 17 juillet 1970, 648 relégués étaient incarcérés. Sur ce chiffre 470 ont été libérés dans le délai maximum d'un an, dont 436 avant le 31 décembre 1970, et 34 avant le 17 juillet 1971. Ces relégués libérés étaient :

- Les condamnés âgés de plus de 65 ans qui ont été considérés comme ayant définitivement exécuté la relégation.
- Les relégués soumis depuis plus de 10 ans au régime de la relégation.

- Les relégués dont les condamnations à la relégation ne correspondaient pas aux nouvelles conditions exigées pour le prononcé de la tutelle pénale (article 58, alinéas 2 & 4 du Code Pénal).

Les 178 autres relégués sont soumis de plein droit au régime de la tutelle pénale. Parmi lesquels au 31 décembre 1970 :

- 81 avaient bénéficié de la libération conditionnelle ou libérés définitivement comme ayant achevé de subir la tutelle pénale.

- 97 demeuraient détenus.

Il convient de noter que le ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale a facilité le placement des relégués libérés âgés de plus de 65 ans ou dont l'état de santé justifiait un placement en hospice. Ainsi 33 relégués ont été rapidement pris en charge grâce à cette aide reçue.(1)

Enfin, l'effectif total des condamnés soumis à la tutelle pénale était :

- Au 31 décembre 1970, 102, dont 97 anciens relégués soumis à la tutelle pénale plus 5 condamnés à la tutelle pénale.

- Au 31 décembre 1971, 164, dont 85 anciens relégués plus 79 condamnés à la tutelle pénale (parmi ces derniers 19 sont d'anciens relégués, dont 14 avaient été condamnés une seule fois à la relégation, 2, deux fois, et 3 trois fois.

(1) Rapport général sur l'exercice de l'administration pénitentiaire 1970, p. 106

- Au 31 décembre 1972, 212 dont 96 anciens relégués soumis à la tutelle pénale, plus de 116 condamnés à la tutelle pénale.
- Au 31 décembre 1973, 219 dont 97 anciens relégués soumis à la tutelle pénale, plus de 122 condamnés à la tutelle pénale.
- Au 31 décembre 1974, 291 dont 95 anciens relégués soumis à la tutelle pénale, plus de 196 condamnés à la tutelle pénale.
- Au 1er novembre 1975, 255 dont 61 en cours d'exécution d'une autre peine; 113 condamnés détenus au seul titre de la tutelle pénale et 81 anciens relégués soumis à la tutelle pénale.

SECTION 2 - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans la prison de Lure

Dès l'établissement du régime de la tutelle pénale, le 17 juillet 1970, certains condamnés à la tutelle pénale, notamment les plus dangereux sont affectés à la prison de Lure en Haute-Saône. Entre le 15 mai 1971 et la fin du mois d'Avril 1974, date de la mise en service du centre pénitentiaire de Bédénac-Bussac en Charente Maritime, les condamnés à la tutelle pénale étaient affectés à l'expiration de leur peine principale ou le cas échéant au cours de l'exécution de celle-ci, soit dans la prison de Lure, soit dans le centre pénitentiaire de Bédénac-Bussac. Le régime pénitentiaire de la prison de Lure était plus dur que celui de Bédénac-Bussac. Ce dernier ne recevant plus les multirécidivistes, occupe néanmoins à titre expérimental une place considérable. C'est pourquoi il nous a paru utile d'en parler brièvement :

Entre le 15 mai 1971, la fin du mois d'avril 1974, le Centre Pénitentiaire de Bédénac-Bussac avait été mis en service pour traiter les condamnés soumis à la tutelle pénale. Ce vaste établissement, aménagé sur une ancienne base américaine, offrait une capacité de 152 places. Les condamnés à la tutelle pénale qui y étaient transférés, étaient retenus au seul titre de cette peine complémentaire ou subissaient encore leur peine principale. Les affectations destinées à Bussac étaient prononcées le plus souvent après l'examen au centre national d'orientation des prisons de Fresnes. La commission locale de l'application des peines pouvait proposer les détenus soit au bénéfice de la libération conditionnelle, soit demander leur envoi sur un centre de semi-liberté spécialisé. Par la suite on constate que le centre de Bédénac-Bussac n'était pas adapté au traitement des multirécidivistes. Géographiquement mal placé, ce centre rendait difficile la visite du personnel médico-social et des familles. Les locaux conçus pour les besoins d'une base militaire, étaient mal adaptés à la préparation du reclassement social du condamné. C'est la raison pour laquelle depuis la fin d'avril 1974, le Centre n'accepte plus de nouveaux condamnés à la tutelle pénale en milieu fermé. (1) Ceux-ci sont répartis dans diffé-

(1) KAID ASAD, Mohamed, Le traitement des condamnés à la tutelle pénale en milieu fermé, en semi-liberté et en libération conditionnelle. Mémoire pour le doctorat de spécialité en Science Pénitentiaire. Université Paris II - 1974, p. 51

rentes maisons d'arrêts en attendant d'être transférés au quartier spécial de la maison d'arrêt de Besançon dans un proche avenir.

Actuellement pour l'exécution de la tutelle pénale en milieu fermé, l'administration pénitentiaire ne dispose que de la prison de Lure, en Haute-Saône, à 50 kilomètres des frontières de la Suisse et de l'Allemagne. Cette prison est située dans le centre de la ville, au quartier de la Font. La ville de Lure ayant une population de 10.412 habitants, au recensement de 1974, est le siège d'une sous-préfecture de la Haute-Saône. La prison de Lure est entourée par la Gendarmerie, la Sous-Préfecture et de la Mairie.

Les rapports entre le personnel surveillant et les détenus sont bons. C'est pourquoi chaque fois qu'une crise grave secoue l'appareil pénitentiaire français, comme l'a constaté G.-L.M. " La tornade épargne la prison de Lure. On le doit peut-être aux dimensions "humaines" de cette maison de détention réputée pour être l'une des plus favorables de France." (1) La prison de Lure dispose d'une capacité de 50 places. Le 24 avril 1975 (lors de notre visite), l'effectif présent était de 40. Les locaux sont installés sur une superficie totale de 1 800 mètres carrés entre les murs d'enceinte. Ils contiennent :

(1) G.-L.M. "Le charme discret d'une maison bourgeoise" article publié à l'Echo Républicain, 22.8.1974, p. 4

- au rez-de-chaussée, les bureaux, les ateliers, la cuisine, lingerie, 8 cellules individuelles, douches, buanderie, les réserves alimentaires et la chaufferie (le chauffage central est moderne et bien équipé). Ainsi qu'une salle de visite médicale et un cabinet dentaire pour les soins et prothèses effectués sur place.
- au premier étage : 6 dortoirs de 4 à 5 places; 3 réfectoires, 2 salles de loisirs équipées de 2 télévisions dont une réglée sur la première et l'autre réglée sur la seconde chaîne, (la radio transistor personnelle est autorisée) et d'un électrophone; une bibliothèque et une chapelle.

Le chef de cette prison est logé à l'intérieur de l'établissement. Le personnel habite dans les environs de la ville de Lure. Le centre est clos d'un mur haut de 6 mètres. Dans l'ensemble, les locaux sont parfaitement chauffés. Les pièces sont pour la plupart éclairées par des fenêtres ordinaires.

Pour exposer l'activité de la prison de Lure, nous étudions maintenant la situation de la population pénale.

Sous-Section 1 - La population pénitentiaire de la prison de Lure.

Les condamnés de la prison de Lure sont 40 dont 39

français et 1 hongrois. Parmi ces délinquants, 34 sont des nouveaux condamnés à la tutelle pénale et 6 d'anciens relégués. Ils sont âgés de 27 à 52 ans. Les détenus sont envoyés à Lure par l'Administration Centrale, ou directement par le C.N.O. Ces détenus ont purgé en principe leur peine principale dans d'autres établissements. Ils n'y sont que pour l'exécution de la peine complémentaire de la tutelle pénale, souvent pour une durée de 1 à 2 ans. L'espoir d'une libération conditionnelle ou le bénéfice de la semi-liberté les incite à une conduite satisfaisante.

Sous-Section 2 - Le Personnel

Parmi le personnel, il faut distinguer :

A - Le personnel de direction

La direction comporte le chef d'établissement, un premier surveillant et douze agents de surveillance.

B - Le personnel socio-éducatif

La rééducation et la préparation active de la future intégration sociale des condamnés à la tutelle pénale doivent être mise en oeuvre par l'équipe socio-éducative de l'établissement. En fait, il n'existe pas un tel personnel à la prison de Lure.

Le chef de l'établissement expérimenté en ce qui concerne le contact direct avec les relégués depuis 1950, en assume les fonctions. C'est lui-même qui assure toutes les démarches

nécessaires pour obtenir la prise en charge des futurs libérés conditionnels. Il reste en contact avec la famille des détenus.

C - Personnel médical

Le médecin généraliste et le psychiatre ne sont pas encore affectés à la prison de Lure. Mais on peut faire appel aux spécialistes de la région si c'est nécessaire. L'ophtalmologie et la radiologie se passent au dispensaire ou à l'hôpital de Lure.

Une infirmière de la croix-rouge vient tous les jours pour les piqûres et les autres soins. En plus, la moitié du personnel de l'établissement est titulaire du brevet de secouriste pour la réanimation, le pansement et les premiers soins.

En ce qui concerne l'hospitalisation dans les cas d'urgence (les opérations chirurgicales) on envoie le condamné à l'hôpital (de 200 lits) de Lure. Dans ce cas là; la surveillance à l'hôpital est assurée par la police de la ville; En cas de maladie non urgente, le condamné malade est transféré à l'hôpital de Fresnes. L'état de santé des détenus lors de notre visite était normal, aucun cas de tuberculose, ni de suicide n'était à signaler. Néanmoins il faut noter que pendant les mois de juin, juillet et août; ces détenus étant presque tous des semi-débiles deviennent plus nerveux et le contrôle médical prend son ampleur. Ainsi le temps orageux et la chaleur d'été influent sur

leur comportement.

En ce qui concerne la consommation de boissons alcoolisées, les détenus n'ont droit qu'à une bière de 33 centilitres par jour. Pour empêcher le stock de bière chez les détenus, tous les soirs, les bières non consommées sont recueillies.

Sous-Section 3 - Mode de traitement

Il s'agit de la mise en oeuvre des moyens à utiliser en vue du relèvement et le reclassement social de ces multirécidivistes. La meilleure protection de la société, la plus efficace et en même temps la plus humaine consiste dans cette réadaptation par tous les moyens susceptibles d'influencer sur leur personnalité. Ce traitement qui a pour but la protection sociale constitue un véritable droit et même un devoir de la société.

Le traitement des condamnés à la tutelle pénale est individualisé selon les résultats de l'observation pratiquée notamment à la section instituée à cet effet au centre national d'orientation de Fresnes. Cette individualisation est effectuée en fonction, à la fois de la nécessité de protéger la société et de favoriser l'amendement des condamnés en préparant leur retour à la vie libre, dans les conditions et au moment les plus favorables. (Article D.497 du C.P.P.). Dès l'arrivée du condamné, le chef de la prison de Lure étudie les renseignements déjà recueillis

sur ses antécédents personnels, familiaux et sociaux, à partir du dossier de personnalité établi avant le jugement et au C.N.O. Le chef reçoit deux ou trois fois, puis il le classe selon ses capacités manuelles et selon le travail qui se fait dans tel ou tel atelier.

Les détenus de Lure sont soumis au régime des condamnés, ils portent le costume pénal pendant leur séjour dans cet établissement.

Le régime progressif appliqué n'est pas un régime classique pratiqué dans une maison centrale. Il est presque monotone. Le détenu bénéficie quand même de certaines faveurs selon sa conduite. On peut distinguer :

1) Une phase d'observation pendant laquelle, le détenu est soumis pendant le jour au travail en commun. Il regagne la nuit un dortoir occupé par d'autres détenus. Les détenus à Lure supportent mal le régime communautaire, et préfèrent avoir des cellules individuelles. C'est pourquoi, lorsqu'ils sont fatigués moralement on les met pour un mois en cellule. Ce qui leur convient beaucoup mieux. Il est donc souhaitable qu'on généralise l'usage de ces cellules individuelles.

2) La phase d'amélioration se situe après 5 ou 6 mois de séjour à la prison de Lure. On essaye de fournir la prise en charge en vue d'une proposition de la libération conditionnelle, sinon au moins la mise en semi-liberté des détenus, lorsqu'ils méritent de telles faveurs. Nor-

malement le temps nécessaire pour l'étude du dossier par la commission de l'application des peines en vue de l'accession du condamné en semi-liberté est de 6 semaines et à la libération conditionnelle est de 4 mois.

La semi-liberté accordée, le détenu est envoyé à l'un des deux centres de semi-liberté dans un délai relativement court, la procédure de la libération conditionnelle est plus longue et dure plusieurs mois. C'est pourquoi le détenu préfère demander la semi-liberté plutôt que la libération conditionnelle qui exige des conditions difficiles à réunir. Ainsi le détenu qui envisage une évasion, insiste pour être soumis à la semi-liberté. En fait, le taux d'évasion assez élevé des détenus en semi-liberté a amené la commission de l'application des peines de Lure à ne pas accorder la semi-liberté à un détenu qui insiste d'être soumis à cette phase.

L'effectif peu nombreux permet les contacts individuels tendant à améliorer le comportement du détenu en l'aidant à modifier progressivement ses attitudes et à se préparer pour la vie en société. Mais il manque à la prison de Lure la formation scolaire des détenus. En général, cependant, les détenus eux-mêmes ne sont pas intéressés par des disciplines intellectuelles. Parmi ces 40 détenus, 2 sont analphabètes (dont un nord-africain de nationalité française et un hongrois). 17 ont le certificat d'études primaires dont un l'a obtenu en 1975. 20 détenus sachant

lire et écrire sont d'un niveau médiocre. Un détenu a obtenu l'an dernier le B.E.P.C. (Brevet élémentaire...)

La seule rééducation à Lure reste le travail manuel. Les détenus attachés essentiellement aux valeurs matérielles, ont une formation technique pour travailler et gagner de l'argent lors de leur séjour en prison.

A) Le Travail à la prison de Lure

Le seul mode de traitement effectué à Lure est la réhabilitation du détenu par le travail. Le but de ce travail est d'aider le sujet à se réintégrer à la vie, de lui enseigner un métier qui lui permette de retrouver sa place dans la société. Par le travail, le détenu peut être déchargé de son agressivité et en même temps, cela lui permet d'établir de nouveaux rapports avec la société.

Les condamnés à la tutelle pénale ne sont dispensés du travail qu'en raison de leur âge, de leur infirmité, ou sur prescription médicale. (article D.98, alinéa 1er, C.P.P.) A la prison de Lure, tous les détenus travaillent soit dans les ateliers, soit au service général. Le travail s'effectue sous le système de la "concession". La main-d'oeuvre pénale est concédée à des particuliers qui font travailler ces détenus pour leur compte; moyennant une redevance. Ils fournissent les matières premières, le matériel, la direction technique et ils prennent livraison des produits fa-

briqués et les vendent à leur profit. Ainsi l'Administration conserve la gestion économique de la prison et la charge d'entretien des détenus et c'est elle qui détermine par contrat, la nature et les conditions du travail.

Les 34 détenus soumis au régime de la concession gagnent suivant leur habileté entre 500 à 1 700 francs par mois. Dans les ateliers, on fabrique soit de la broserie industrielle soit des chaînes pour les animaux. Les prisonniers travaillent 35 heures par semaine. C'est-à-dire tous les jours sauf les samedi et dimanche et les jours fériés. Il n'y a pas eu d'accident de travail grave entraînant l'intervention chirurgicale. Les machines sont contrôlées par l'inspection du travail quatre fois par an.

Les 6 détenus sont affectés au service général de la prison de Lure. Ils maintiennent en état de propreté les locaux de la détention, les bureaux et les cours. Ils assurent les différents travaux ou corvées nécessaires au fonctionnement des services (sauf aux écritures de la comptabilité générale, au greffe judiciaire ou dans les services médico-sociaux. Article D.105, alinéa 4, C.P.P.). Ces détenus gagnent de 6 à 7 francs par jour plus une bière pour chaque repas. Ils ont un régime alimentaire amélioré, et également la possibilité de travailler pour les particuliers pour bénéficier d'une petite rémunération.

En ce qui concerne la répartition du produit du travail, le chef de la prison de Lure assume lui-même cette

fonction. Les détenus participent à leur frais d'entretien sur le produit de leur travail. Le montant de cette répartition est fixé chaque année par arrêté du ministre de la Justice. Il ne saurait en toute hypothèse dépasser 30 % de la rémunération après déduction des cotisations à caractère social mise à la charge du détenu (articles D.111 & 112 du C.P.P. modifiés par le décret n° 75-128 du 7.3.1975). Le reste se répartit comme suit :

1°) Une part disponible au moins 50 % du produit du travail est versée au compte nominatif du détenu. Cette somme peut être utilisée par celui-ci conformément aux règlements, soit pour effectuer des achats à l'intérieur de l'établissement, soit sur autorisation spéciale pour procéder à des versements au-dehors (article D.323, C.P.P. modifié par le décret du 7.3.1975).

2°) Une part égale à 20 % de la rémunération telle qu'elle résulte de l'article D. 111 est affectée à la constitution du pécule de sortie ainsi qu'à l'indemnisation des victimes et au règlement des sommes dues au titre des condamnations pécuniaires (Article D.113, nouveau, C.P.P.).

Le pécule de sortie qui est constitué par les 10 % du produit du travail est inscrit à un compte spécial. Lorsque les sommes versées dépassent une somme fixée par arrêté du ministre de la Justice, elles sont versées à un livret de caisse d'épargne. (article D.324 du C.P.P.). Le Chef du centre de Lure s'efforce d'adapter les nouvelles mesures au cas particulier de chaque détenu. C'est pourquoi on n'a pas encore les chiffres du pécule de sortie.

Le 10 % dernier est réservé à l'indemnisation des parties civiles et le paiement des condamnations pécuniaires dès que les intéressés ont fait connaître au ministère public si la juridiction ayant prononcé la condamnation, leur intention de poursuivre le recouvrement de leurs créances. Cette part ne saurait faire l'objet d'aucun acte de disposition émanant du détenu. (Article D. 325 nouveau du C.P.P.). Faute de demande, cette disposition n'a pas encore été appliquée à la prison de Lure.

B - Emploi du temps

1) Tous les jours, sauf les samedi et dimanche et jours fériés, les condamnés de Lure passent leur temps comme suit :

- A 7 heures du matin les détenus se réveillent. Ils font leur lit en pliant les couvertures convenablement au pied du lit pour laisser les dortoirs en ordre et ils veillent à garder ces derniers en parfait état de propreté. Puis ils font leur toilette et prennent le petit déjeuner ayant la possibilité d'écouter la radio.

- A 7 heures 55, ils descendent aux ateliers en portant la veste bleue obligatoire pendant le travail (pulls civils étant interdits).

- A 11 heures 45, ils vont aux réfectoires; on distribue de cantine puis on distribue les médicaments prescrits (tous les comprimés sont écrasés et dilués dans un peu d'eau avant d'être remis aux intéressés). Les médica-

ments en gouttes sont également remis dilués dans un peu d'eau.

- A 12 heure, ils déjeunent;

- A 12 heure 50, promenade sauf en cas de mauvais temps. Dans ce cas seulement, les détenus peuvent entendre les disques (locaux tenus fermés) et la radio.

A 13 heure 55, reprise du travail jusqu'à 17 heure 50.

A 17 heure 50, montée aux réfectoires et cellules, puis la distribution des médicaments prescrits.

A 18 heure, repas;

A 18 heure 40 remise des bouteilles thermos au surveillant pour contrôle.

A 18 heure 50, télévision;

A 22 heure, extinction des lumières, mais une veilleuse (ampoule à 25 watts) est allumée.

Pendant la période de l'hiver, une chemise polo ou le pull administratif sont autorisés au dortoir. En outre, afin d'économiser le fuel, on veille à ce que les fenêtres soient fermées.

2) Le samedi matin, les ateliers étant fermés, les détenus procèdent aux toilettes douche et nettoyage complet des dortoirs et réfectoires. Pendant le levage de ces derniers, les détenus inoccupés sont mis dans la salle de télévision.

L'après-midi, en dehors des horaires habituels des repas, de 13 à 14 heure, promenade obligatoire et ensuite les détenus sont libres de regarder la télévision ou écouter la radio ou des disques. Une libre circulation entre les réfectoires est permise.

3) Dimanche, en dehors des heures habituelles des repas, les détenus se promènent de 9 à 10 heure.

- Puis de 10 à 12 heure, libre circulation entre les réfectoires, les salles de loisirs où se trouvent la radio, les disques, ils ont en outre la possibilité d'écouter la messe télévisée.

- Dès 13 heure 30, télévision. Les deux postes de télévision sont mis en marche et réglés par le surveillant. Il est interdit aux détenus de les manipuler.

Il est à noter que les détenus effectuant des travaux sales peuvent prendre des douches en semaine. Ceux qui en prennent le vendredi soir peuvent changer de linge, mais ils n'ont pas le droit à la douche le samedi.

La visite des familles des condamnés peut avoir lieu le dimanche à 2 heure, mais ces multirécidivistes, fréquemment abandonnés après la récidive, n'ont pas souvent des visites. Cependant, certains condamnés ont envoyé à plusieurs reprises, des mandats à leur mère.

Enfin, la permission de sortir n'a jamais été accordée par le juge de l'application des peines de Lure. Il consi-

dérail que les motifs n'étaient pas valables.

C - La fin du traitement

Le condamné reste à la prison de Lure au moins un an et au maximum deux ans. Dans cet intervalle, il présente une demande d'admission soit à la libération conditionnelle, soit à la semi-liberté, à la commission de l'application des peines qui siège dans cet établissement au moins un fois par mois, quelquefois deux fois.

Ces condamnés préfèrent demander la semi-liberté plutôt que la libération conditionnelle, puisque cette dernière exige une procédure très longue et des conditions difficiles à réunir.

La libération conditionnelle demande la présentation des gages sérieux de réadaptation sociale, un temps d'épreuve fixé aux trois quart de la peine, qui peut être inférieur à neuf mois (article 729 alinéas 1 & 4, C.P.P.). En outre, l'avis du Préfet du département où le libéré devra exécuter sa libération doit être recueilli. Les certificats de prochain travail, d'hébergement et l'accord du Juge de l'application des peines de l'endroit où le libéré accomplit sa libération conditionnelle sont également nécessaires.

Avec la semi-liberté, c'est tout à fait différent, la procédure est moins longue. Son régime permet au détenu de quitter la prison toute la journée. Il n'a pas à chercher un

logement car le soir, il regagne la prison; de plus, il n'est pas surveillé en dehors du centre de semi-liberté.

. Evidemment, pour ceux qui désirent s'évader, leur projet est plus rapidement réalisable.

Pour ces raisons, la plupart des détenus de Lure, ont envie d'être soumis à la semi-liberté. La constitution de la commission de l'application des peines, diffère selon qu'il s'agit d'une demande de semi-liberté ou de la libération conditionnelle.

En cas de proposition à la semi-liberté, la commission de l'application des peines est composée par :

- Le Juge de l'application des peines de Lure, président de la Commission,
- Le chef de la prison de Lure,
- Le premier surveillant,
- Le psychiatre (ce médecin, habitant à 50 kilomètres de Lure, établit parfois un rapport et donne son avis avant la constitution de la commission). (1)

Si la commission accorde la semi-liberté, un ordre de transfert est ordonné. Une fiche de proposition à la semi-liberté est remplie par le juge de l'application des peines et le chef de l'établissement. Ce dernier transmet cette fiche au bureau G.1 (le bureau de détention) de l'adminis-

(1) L'assistante sociale ne résidant pas à Lure n'assiste pas effectivement à la Commission de l'Application des peines.

tration pénitentiaire, au Ministère de la Justice, on oriente alors le détenu dans un des deux centres de semi-liberté, celui de Clermont-Ferrand ou celui de la Saint-Sulpice-la-Pointe.

(Voir la photocopie du modèle de la fiche de proposition à la semi-liberté dans la page suivante.)

NOM : Prénoms :
Né le : à :
Qualification professionnelle :

Condamné le :

par :

pour :

ॐ :

Peine subie du : . au :

Fin de la Tutelle Pénale :

Séjours antérieurs en Centre de Semi-liberté :

Mesures antérieures de Libération Conditionnelle accordées :

Comportement en détention :

Emploi exercé en détention et application au travail :

Etat physique :

Etat mental :

Avis motivé de la Commission de l'Application des Peines :

Le Magistrat, Juge de l'Application des Peines,

En cas de proposition à la libération conditionnelle, la commission de l'application des peines est constituée par :

- Le juge de l'application des peines de Lure, président de la commission.
- Le représentant du Ministère Public près le tribunal de Grande Instance de Lure.
- Le premier surveillant,
- Le psychiatre.

La proposition de libération conditionnelle est établie par le juge de l'application des peines, après avis de la commission de l'application des peines. Le chef de l'établissement transmet ces propositions pour avis au Préfet du département où le condamné doit résider et dans certains cas au Préfet du lieu de détention (article 528 alinéa 2 C.P.P.) Cet avis obtenu, le chef de l'établissement transmet les propositions à la Direction régionale de Dijon, qui elle-même les transmet au Bureau G.2. (service de libération conditionnel) de l'administration pénitentiaire, au Ministère de la Justice.

La décision d'accorder la libération conditionnelle aux condamnés à la tutelle pénale appartient au Ministre de la Justice, même si la peine principale est inférieure à trois ans. La peine principale suivie de la tutelle pénale est considérée comme une longue peine privative de liberté

supérieure à 3 ans. La décision est sous forme d'un arrêté ministériel. Cette décision fixe les modalités d'exécution et les conditions auxquelles l'octroi ou le maintien de la liberté est subordonné, ainsi que la nature et la durée des mesures d'assistance et de contrôle. (Article 732, du Code de Procédure Civile).

CHAPITRE II – L'EXÉCUTION DE LA TUTELLE PÉNALE EN MILIEU OUVERT (SEMI-LIBERTÉ)

L'article 728-1 du Code de Procédure Pénale, n'a pas visé expressément la semi-liberté des condamnés à la tutelle pénale. Il indique en effet que le régime des établissements réservés à ces multirécidivistes doit favoriser l'amendement du délinquant et préparer son accession à la liberté conditionnelle. Or, la semi-liberté se situe bien évidemment dans ce cadre.

Le régime de semi liberté permet au condamné, soit d'exercer une activité professionnelle dans les mêmes conditions que les travailleurs libres, soit de suivre un enseignement ou de recevoir une formation professionnelle, soit de subir un traitement médical.

La semi-liberté permet la sortie du condamné pendant la journée, sans qu'il soit constamment surveillé. Le condamné peut prendre le repas du midi près du lieu où il est

employé, mais il doit rejoindre chaque soir le centre, à l'expiration du temps nécessaire à l'activité professionnelle, à l'enseignement ou au traitement médical. Il demeure dans le centre la nuit et chaque fois où se trouvent interrompus cette activité, cet enseignement ou ce traitement médical pour quelque cause que ce soit.

En ce qui concerne les condamnés à la tutelle pénale, l'article D. 137 du Code de Procédure Pénale précise que : " indépendamment du cas où le tribunal prononce la semi-liberté en application des dispositions de l'article 723-1, les condamnés à titre définitif qui peuvent être admis au régime de semi-liberté sont les suivants : (...) 3°- les condamnés à la tutelle pénale en cours d'exécution de cette peine ou qui se trouvent à moins d'un an de la date à laquelle la tutelle pénale commencera d'être subie; ".

L'ordre de transfert au régime de semi-liberté accordé par le juge de l'application des peines, après avis de la commission de l'application des peines de la prison de Lure, le détenu est emmené, selon l'orientation de l'administration centrale des services pénitentiaires dans un des deux centres de semi-liberté, de Clermont-Ferrand dans le Puy-de-Dôme (milieu urbain) ou de Saint-Sulpice-La-Pointe dans le Tarn (milieu rural). Le transfert est organisé par train, et le détenu est accompagné par un gardien. Il est conduit d'abord à Paris (Fresnes) et ensuite vers le centre intéressé. Durant le trajet, le détenu est en tenue pénale

et enchaîné. Il est arrivé qu'un seul détenu ait été envoyé de la prison de Lure à Clermont-Ferrand tout seul. Il s'est présenté à ce centre sans aucun retard.

Parmi les moyens de traitement, comme l'éducation, l'activité culturelle, religieuse et morale qui manquent dans les centres réservés aux condamnés à la tutelle pénale, le travail constitue un des moyens les plus efficaces du traitement pénitentiaire des semi-libres.

SECTION I - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans le centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand.

Ce centre urbain appelé centre de semi-liberté "Giscard" est placé sous l'autorité d'un surveillant chef.

Le centre contient 60 places dans un bâtiment de deux étages qui est divisé en deux sections. L'une a 40 cellules pour les condamnés à la tutelle pénale soumis au régime de semi-liberté, l'autre appelé "section correctionnelle", a 20 cellules pour les condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté ayant à subir une détention de moins d'un an. Le centre est équipé de deux cours pour la promenade des détenus.

Au 8 septembre 1975, l'effectif total des condamnés à la tutelle pénale était de 21 dont 5 en phase d'observation, 4 en semi-liberté et 12 évadés poursuivis. Dans la section

correctionnelle parmi les douze condamnés 6 étaient en semi-liberté et 6 autres au service général du centre.

Les condamnés sont affectés au centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand en vue d'un stage de semi-liberté à effectuer selon les dispositions des articles 723, D.119 et 136 et D.137 du Code de Procédure Pénale. Ces détenus sont :

1^{er} Notamment des condamnés à la tutelle pénale qui y ont été affectés par l'Administration Centrale.

2^{er} Des condamnés à une ou plusieurs peines privatives de liberté et auxquelles il reste à subir un temps de détention n'excédant pas un an et provenant des maisons d'arrêt de Clermont-Ferrand et de Riom ou de la Maison Centrale de Riom. Dans ces deux derniers cas, l'admission au centre Pierre Giscard a lieu sur la proposition du juge de l'application des peines de Riom et après accord du juge de l'application des peines de Clermont-Ferrand compétent pour prononcer l'admission à la semi-liberté.

3^{er} Des condamnés répondant aux mêmes conditions de situation pénale en provenance d'une maison d'arrêt de la région pénitentiaire de Lyon. Dans ce cas, l'admission au centre a lieu sur la proposition du juge de l'application des peines de Clermont-Ferrand compétent pour prononcer l'admission à la semi-liberté.

4^{er} Les condamnés répondant aux mêmes conditions de situation pénale en provenance d'une maison centrale ou

d'un autre établissement pour peines; dans ce cas, l'envoi de l'intéressé au centre est décidé par l'Administration centrale qui prévoit son transfert après avoir recueilli l'avis du juge de l'application des peines de Clermont-Ferrand, qui formule cet avis, compte tenu des renseignements qui lui sont fournis quant à la personnalité et aux aptitudes professionnelles du condamné, et des possibilités matérielles d'admission à l'établissement en consultant le cas échéant le Directeur Régional. Le juge de l'application des peines prononce ensuite l'admission à la semi-liberté.

5^e Des condamnés affectés par l'Administration Centrale au centre Pierre Giscard, et qui à leur arrivée au centre, sont déjà bénéficiaires d'un arrêté ministériel leur accordant la libération conditionnelle sous réserve d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de la semi-liberté d'une durée fixée par cet arrêté.

6^e Le centre Giscard reçoit également des condamnés qui y sont affectés pour travailler en détention au service général, et non en vue de la semi-liberté.

Les condamnés sont admis dans le centre soit pour :

- travailler pour le compte d'un employeur, c'est le cas le plus fréquent,
- travailler pour leur propre compte, ce qui est plus rare,
- à titre exceptionnel, suivre un enseignement, ce qui auprès des condamnés à la tutelle pénale n'a pas eu de succès

pas plus d'ailleurs que de recevoir une formation professionnelle (déjà suivis par deux de ces condamnés, soumis ensuite en libération conditionnelle, ce procédé malgré tout nécessite de faire passer tous ceux qui n'ont pas une formation professionnelle), ou subir un traitement.

Les conditions requises pour les condamnés à la tutelle pénale sont :

1² Une phase d'observation : dès son arrivée, dans le centre, le détenu est soumis à une phase d'observation pour faciliter la tâche de la commission de l'application des peines du centre. Cette observation peut durer pendant trois à quatre semaines selon sa personnalité, mais sans pouvoir dépasser trois mois. Le détenu mis en phase d'observation ne sort pas du centre. Il est astreint aux corvées du service général, néanmoins, il ne porte pas le costume pénal.

2² Phase de semi-liberté de durée moyenne de six mois.

3² Proposition à la libération conditionnelle établie dès le troisième mois de semi-liberté pour permettre au service de libération conditionnelle de prendre une décision dans les délais jugés convenables, mais en fait toujours longs.

Sous-section I : Emploi du temps

Le condamné est soumis à un programme déterminé pendant son séjour dans le centre.

1^{re} En phase d'observation

Tous les jours sauf les dimanche et jour fériés les détenus se réveillent à 7 heure du matin et prennent le petit déjeuner à 7 heure 15.

- De 7h.30 à 12h. ils s'occupent au service général du centre. Ils nettoient les bureaux, les cours et les locaux de détention.

- De 12h. à 13h.30, ils déjeunent.

- De 13h.30 à 14h.30, la promenade dans la cour.

- De 14h.30 à 18h.30, le détenu est employé aux diverses corvées d'entretien.

- De 18h.30 à 20h. Le repas du soir est servi, suivant les rentrées des semi-libres dans le centre.

- A 20h. retour dans les chambres (sauf le dimanche où ils ont la possibilité de regarder la télévision jusqu'à 22h30).

2^{de} En phase de l'exécution de la semi-liberté

Tous les jours sauf les dimanche et jours fériés, le semi-libre se réveille plus ou moins tôt selon les horaires de leur travail dans les entreprises à l'extérieur. A midi, il

peut prendre le déjeuner soit au lieu du travail ou près de celui-ci, soit à titre exceptionnel dans sa famille (article 9 du Règlement intérieur du centre). Si le lieu du travail du semi-libre n'est pas éloigné, il peut prendre le repas du midi au centre. Chaque jour, à la fin de son temps de travail, il doit réintégrer le centre.

Le semi-libre demeure au centre pendant la nuit et y prend le dîner suivant les rentrées de 18h.30 à 20h., sauf dans les cas où il en est dispensé exceptionnellement, soit en raison des horaires de son travail, soit pour un motif particulier apprécié par le juge de l'application des peines, soit à la suite d'une demande expresse de l'employeur, accordée par ce même juge. Pratiquement, les semi-libres rentrent au centre à l'heure du repas du soir. Ils dorment chaque soir à 20h. sauf les dimanches et jours fériés où ils se couchent à 22h. 30.

3^e Dimanche et jours fériés

L'emploi du temps des dimanche et jours fériés pour les détenus mis en phase d'observation est semblable à celui des détenus en phase de semi-liberté.

- A 7h. le réveil,

- A 7h.30 le petit déjeuner,

- De 7h.30 à 10h., les détenus procèdent aux toilettes, douche et nettoyage complet des cellules.

- De 10h. à 12h., la possibilité de suivre le culte catholique ou se divertir dans la cour, ou la salle de

jeux de ping-pong, de boules et divers jeux de société, cartes, dames, etc.

- De 12h. à 13h.30, le repas dans le réfectoire,

- De 13h.30 à 15h., la possibilité de lire ou de faire leur correspondance. Les détenus peuvent emprunter les ouvrages de la bibliothèque lorsqu'ils le désirent. Ils en font alors la demande, mais depuis 1970, aucun des détenu n'a usé de cette possibilité. Le règlement intérieur de l'établissement prévoit que certains détenus auront la permission de sortir du centre de 14h. à 18h. Mais, en fait cette sortie promenade en ville n'est autorisée qu'un dimanche sur deux.

- De 15h. à 18h.30, télévision et récréation,

- De 18h.30 à 19h. repas du soir,

- De 19h. à 22h.30, la télévision,

- A 22h.30, le coucher (les dimanches et jours fériés seulement). Les boissons alcoolisées, sauf la bière sont interdites dans le centre. Le détenu en phase d'observation qui travaille, au service général du centre, reçoit un demi-litre de bière à chaque repas. Le semi-libre qui travaille à l'extérieur est tenu d'acheter le demi-litre de bière autorisé à chaque repas pris dans le centre.

Il est à signaler que, sur l'autorisation du chef du centre, le semi-libre, lors de ses sorties peut procéder à des achats. Le détenu en phase d'observation également peut faire procéder à ces achats (article D.498,alinéa 2,

du Code de Procédure Pénale). Dans le centre de Clermont-Ferrand, il existe une cantine mise à la disposition des détenus. On trouve trois sortes de cantine :

- La cantine alimentaire qui fonctionne chaque jour, même les dimanches et jours fériés.
- La cantine de tabac qui ne fonctionne que le Lundi, elle offre tous les produits de ce genre en vente dans le commerce.
- La cantine accidentelle qui fonctionne deux fois par semaine, le lundi et le jeudi.

La photocopie de la liste des denrées vendues à la cantine est présentée dans la page suivante.

Enfin, pour les détenus qui ne sortent pas le dimanche, les visites de leur famille ont lieu suivant les jours et horaires ci-dessous :

- Pour les détenus du service général (en phase d'observation) : samedi et dimanche de 14h. à 17h.
- Pour les semi-libres : le dimanche de 14 h. à 17h.

La durée de parloir est d'une heure. Il est à noter qu'aucune visite d'avocat chargé de la défense du détenu n'a eu lieu au centre, pas plus d'ailleurs que de faire la correspondance.

Designation des produits

Drix

Observations

SURVE EN COURS

Sicere

Figure

Jay Welles

Crème : rasée

25¢ 1/2 Price

-117-

February 1940

Let $\mathcal{L}_1, \mathcal{L}_2, \dots, \mathcal{L}_n$ be

1951

219

2100
2101

ive

Flora, 1919, p. 100.

Partners d'opere des

Travels "sic"

Papiers à coudre

Tous les produits en vente dans le magasin
sont offerts en option. :

Clément-Barrand, 10 rue de la République 75.

U.S. 11-8-57

Sous-Section 2 - Modes du traitement

A la fin de la phase d'observation qui dure trois à quatre semaines, le détenu est soumis à la phase de semi-liberté pour une durée moyenne de six mois. Il sort pendant la journée et regagne le centre le soir. Au jour de notre visite, il y avait 21 condamnés dont 5 en phase d'observation et 4 en phase de semi-liberté et 12 en évasion.

L'admission du détenu à la phase de semi-liberté est subordonnée à l'examen de la situation du condamné par la commission de l'application des peines du centre. Elle est soumise à la décision du juge de l'application des peines qui recueille à cet effet les avis motivés des membres de cette commission. En fait, il n'existe pas de critères légaux pour apprécier le degré d'amendement du détenu. Le juge de l'application des peines, avant de prendre sa décision, procède à un entretien avec le détenu et examine le dossier pénal, ainsi que le résultat de l'enquête sociale. Les avis des membres de la commission de l'application des peines constituent le facteur d'appréciation le plus important pour le magistrat. Ces avis portent sur le comportement général du détenu, son assiduité et l'application de son travail et la manifestation du sens de responsabilité, en respectant les règles organisant la vie collective dans le centre.

La commission de l'application des peines, du centre Giscard est composée :

- du chef du centre;
- de l'assistante sociale;
- du médecin généraliste,
- du psychiatre.

Dans le cas de proposition à la libération conditionnelle, un représentant du ministère public y est présent. La commission siège une fois par mois au centre où un procès-verbal est établi à chaque réunion.

La décision établie sous forme d'une ordonnance du juge de l'application des peines, en cas d'admission à la phase de semi-liberté est notifiée par écrit au condamné. Cette notification donne lieu à émargement du condamné et vaut engagement du condamné à respecter les règles qui lui sont imposées. (Article 6 du règlement intérieur du centre).

Ainsi, le semi-libre s'engage à respecter les règles générales déterminées par le ministre de la Justice et les règles spéciales arrêtées par le juge de l'application des peines, dont il reçoit la communication. Les règles générales concernent les conditions de bonne tenue, de régularité, et d'application au travail, de présence effective au lieu de l'emploi, de l'enseignement ou du traitement médical. Les règles spéciales ont trait aux heures de sortie et de retour, aux conditions particulières propres à la nature de l'activité ou du traitement et à la personnalité du condamné. (article D.139 du C.P.P.).

Les règles générales dans leur détail sont les suivantes :

1^{re} Le semi-libre doit observer une bonne tenue aussi bien à l'intérieur du centre, que pendant le temps passé librement au-dehors.

2^{re} Il doit rendre compte sans délai au chef du centre, de tout changement survenu dans les conditions de travail ou ses horaires qui modifieraient les dispositions contenues dans la décision du juge de l'application des peines.

3^{re} Il ne peut s'abstenir du lieu de travail qu'avec l'autorisation de son employeur.

4^{re} Il ne peut changer d'employeur sans y avoir été préalablement autorisé par le juge de l'application des peines.

Les règles spéciales arrêtées par le juge de l'application des peines figurent d'une manière détaillée dans la décision d'admission à la phase de semi-liberté. Elles peuvent notamment concerner les heures de sorties et de rentrées ou les moyens de locomotion.

Parmi les différents moyens de traitement, le travail constitue pratiquement le moyen unique du traitement des semi-libres dans le centre Giscard.

1^{re} Le travail du semi-libre

Le but principal de ce travail est la réadaptation sociale du semi-libre. C'est pourquoi, l'organisation et les méthodes du travail sont analogues à celles qui régissent le travail libre. Le régime de la semi-liberté permet au semi-libre soit de recevoir une formation professionnelle, soit d'exercer une activité professionnelle pour le compte d'un employeur ou pour son propre compte, dans les mêmes conditions que les travailleurs libres. Dans le centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand, 2 détenus sont intéressés par la formation professionnelle. Ils ont opté pour l'apprentissage du métier de soudeur. Ensuite, ils sont soumis au régime de la libération conditionnelle. Les semi-libres de ce centre exercent leur profession hors du centre, dans les limites de la ville de Clermont-Ferrand. La commission de l'application des peines, par l'intermédiaire de l'assistante sociale, se charge de fournir le travail. A cet effet, dès la phase d'observation, elle contacte soit l'agence nationale pour l'emploi, soit directement l'employeur.

Si ces recherches sont infructueuses, c'est le détenu qui devra rechercher un emploi après son admission en phase de semi-liberté, avec l'accord du juge de l'application des peines. Malgré tout, comme le plupart des employeurs demandent un casier judiciaire, les détenus préfèrent ne pas prendre cette initiative et insistent pour que le centre se charge de leur trouver un emploi. Enfin un accord est intervenu entre l'Administration Pénitentiaire et l'Agence nationale pour l'Em-

ploi, pour qu'un membre de cette agence (agent placier) s'occupe spécialement et en liaison avec le service social du centre, de trouver un emploi au détenu, à la fin de sa peine. Mais il serait souhaitable que lors de sa semi-liberté, le détenu puisse s'adresser déjà à cet agent pour trouver du travail ou être présenté vers une formation complémentaire. Le semi-libre reçoit une rémunération du travail équivalente à celle qu'il aurait reçue s'il était en liberté. Elle n'est pas inférieure au S.M.I.C. (Salaire minimum interprofessionnel de croissance).

Le semi-libre est lié à son employeur par un contrat de travail et dans des conditions presque semblables à celles d'un salarié libre. Ainsi l'employeur de chaque semi-libre contracte un contrat appelé "convention de placement en semi-liberté", avec le chef d'établissement représentant l'Administration Pénitentiaire. Le modèle de cette convention est à la page suivante.

Dans ce cas là, le semi-libre, bien qu'il ne soit pas directement partie au contrat, donne son accord exprès. (La note au service du 18 juillet 1968 autorise la convention verbale).

Le chef du centre arrête avec l'employeur les modalités de versement du salaire qui doit être accompagné de l'envoi du bulletin de paie. Néanmoins quelques condamnés peuvent être autorisés à percevoir eux-même leur salaire et à le remettre au chef du centre. Lorsque le semi-libre est

CONVENTION DE PLACEMENT EN SEMI-LIBERTE

=====

I - L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE, représentée par M.

Directeur des Prisons de , place chez

à Mr.

né le à

admis au régime de la semi-liberté per le Juge de l'Application des Peines de .

II - M. ou la Société

embauche à l'essai à compter du et pour une période indéterminée, M. dans les

conditions de travail des salariés libres, notamment quant aux horaires, aux salaires et autres avantages pécuniaires, ainsi qu'au régime de la Sécurité Sociale. Il s'engage à communiquer ses horaires de travail à l'Administration Pénitentiaire et à prévenir celle-ci immédiatement en cas d'accident, maladie ou absence imprévue de l'intéressé.

Il reconnaît être informé de ce que toutes les sommes qui seront versées par lui au bénéficiaire de la présente convention à l'occasion de son travail sont destinées à l'Administration Pénitentiaire et il s'engage à verser à celle-ci, en cas de dissolution du contrat, la rémunération restant due.

Il reconnaît ne pouvoir exiger aucun préavis ou indemnité dans le cas où le travail de l'intéressé serait interrompu par l'Autorité Judiciaire.

III- M. accepte son placement au service

de

Il s'engage à fournir un travail normal et à se conformer aux directives de son employeur relatives au travail et à la discipline dans l'entreprise.

Il donne en tant que de besoin procuration générale à l'Administration Pénitentiaire pour le recouvrement et l'acquit en son nom de toutes les sommes gagnées au service de l'employeur pendant la semi-liberté.

Fait en Quatre originaux à le

LE DIRECTEUR DES PRISONS,

l'EMPLOYEUR

LU & APPROUVE

Le Juge de l'Application des Peines,

Bon pour acceptation
et pour pouvoir
Le Bénéficiaire,

son propre employeur, c'est-à-dire qu'il travaille pour son propre compte, il lui appartient de verser mensuellement lui-même au chef du centre, une somme représentant le produit du travail fixé par le Juge de l'Application des Peines dans la décision d'admission à la phase de semi-liberté. Le chef du centre calcule la part du semi-libre et crédite ses valeurs pécuniaires selon les règles de répartition du produit du travail pénal. Ces règles sont semblables à celles auxquelles sont soumises les détenus en milieu fermé (Article D.140. du C.P.P.).

Les règles de la répartition ^{du produit} du travail ont pour objet essentiel de placer le détenu qui travaille dans la situation la plus proche possible du travailleur libre qui pourvoit à son entretien, dispose de son argent et épargne selon ses moyens.

La participation du semi-libre à son entretien est de 7 francs par jour, soit 210 francs par mois. Elle correspond à peu près aux frais de nourriture et d'habillement (toutefois, ce prélèvement ne pourra dépasser 30 % de la rémunération, ce qui a pour effet de diminuer la participation effective des détenus aux frais de leur entretien pour ceux dont le salaire est faible, (Note aux détenus sur les réformes apportées aux régimes de détention par le ministère de la Justice, Direction de l'Administration Pénitentiaire 1975, page 11). Certes les détenus du service général et des chantiers de bâtiments, au profit desquels

avait été instituée la franchise de 4 francs, ainsi que les détenus stagiaires de la formation professionnelle sont exonérés du prélèvement pour frais d'entretien. 10% de la rémunération totale sont affectés à la constitution d'un pécule dont le détenu disposera à sa sortie, (le pécule de sortie). La part disponible après déduction des sommes concernant l'indemnisation des victimes et le règlement des condamnations pécuniaires constitue donc au moins 50 % de la rémunération totale. Elle est supérieure à 50 % pour toute les rémunérations supérieures à 700 francs.

Ainsi l'un des semi-libre du centre de Clermont-Ferrand qui gagne 1 200 francs par mois, consacre 210 francs pour les frais d'entretien et 198 francs pour le pécule de sortie (ex-pécule de réserve) et enfin 790 Frs la part disponible pour le mois. Il préfère rester ainsi en semi-liberté. Néanmoins, les multirécidivistes sont souvent des instables et s'évadent dès que possible, sans réfléchir, d'où l'utilité d'un traitement psychothérapique.

Les emplois dans lesquels sont utilisés les semi-libres du centre Giscard sont les emplois de soudeur, de maçon, de cuisinier ou tout autre emploi de main-d'oeuvre. Aucun d'entre-eux n'exerce un travail intellectuel, car il est très difficile pour le centre de trouver une place de cadre à l'un de ces semi-libres aussi valable soit-il.

Différemment du détenu en milieu fermé, le semi-li-

bres du milieu ouvert relève du régime général de la sécurité sociale ou, le cas échéant, du régime applicable aux professions agricoles. Dans les deux cas, la déclaration d'emploi est souscrite à la diligence et sous la responsabilité de l'employeur, conformément aux obligations qui lui incombent selon la nature de son entreprise (article D. 141, du C.P.P.).

Le régime de la sécurité sociale du semi-libre est quand même différent de celui du travailleur libre. Pour ce dernier, c'est l'employeur qui prend en charge les soins du malade ou de l'accidenté du travail. Tandis que pour le semi-libre, en cas de maladie soit au centre de semi-liberté pendant la nuit, soit sur son lieu de travail pendant la journée, c'est l'Administration Pénitentiaire qui le soigne avec l'aide de l'employeur sous forme de congé maladie. En cas d'accident du travail, si le traitement médical exige une période supérieure à 21 jours, c'est la sécurité sociale qui paye les frais du traitement jusqu'à ce que le semi-libre soit rétabli.

Le régime de la sécurité sociale du semi-libre est tout-à-fait différent également de celui du détenu en milieu fermé. Pour ce dernier, en cas de maladie ou d'accident du travail, c'est l'Administration Pénitentiaire qui prend en charge les soins du détenu selon les modalités du régime spécial établi par le Décret n° 49.1585 du 10 décembre 1949, pris pour l'application aux détenus de la loi n° 46.2426 du

30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles. (Article D.110 du C.P.P.).

2^e Contrôle des semi-libres

Ce contrôle oblige le semi-libre d'observer une bonne conduite. Il s'effectue aussi bien sur le lieu du travail que dans le centre.

A - Contrôle sur le lieu du travail

Selon l'article D.136, C.P.P., les condamnés admis au régime de semi-liberté peuvent exercer une activité professionnelle, hors de l'établissement pénitentiaire, sans surveillance continue pendant la journée. Mais ils subissent néanmoins un contrôle effectué soit par l'assistante sociale, soit par le chef du centre selon l'article 13 du Règlement intérieur du centre. Ce contrôle consiste à vérifier la présence de l'intéressé aux lieu et temps voulus ainsi que de l'observation des interdictions prescrites. Les modalités de ce contrôle sont fixés par le juge de l'application des peines et le chef de centre. Sur ce point, nous sommes d'accord avec Monsieur ASAD qui dit: " Quelles que soient les modalités de ce contrôle sur le lieu de travail, à notre avis celui-ci n'est pas nécessaire tant que l'employeur n'a pas informé le centre soit du retard, soit de l'absence du semi-libre. Ce contrôle ne

peut que contrarier non seulement le semi-libre, mais surtout l'employeur. " (1)

Le semi-libre doit être porteur d'un document permettant de justifier la régularité de sa sortie en dehors du centre. Ce document contient des renseignements d'état civil et d'anthropométrie et des indications sur les lieux où il se rend ainsi que la date et l'heure auxquelles, il doit regagner le centre. (Article D.123 du C.P.P.)

A la différence du détenu en milieu fermé laissé sans argent, ni valeurs, ni bijoux autre que son alliance, (Art.D.318, C.P.P.) le semi-libre est autorisé à détenir une somme d'argent lui permettant d'effectuer en dehors de l'établissement les dépenses nécessaires, et notamment, de payer les repas pris à l'extérieur et d'utiliser des moyens de transports. (Art.D.122, alinéa 1, C.P.P.). Le chef du centre évalue, au moment de la sortie de l'intéressé, le montant de la somme qui doit lui être remise par prélèvement sur la part disponible du compte nominatif. Lorsqu'il réintègre le centre, le soir, le semi-libre doit justifier des dépenses effectuées et le reliquat de la somme qui avait été mise à sa disposition est déposé au greffe (art.D.122 al.2, C.P.P.).

(1) Mohamed KAID ASAD " Le traitement des condamnés à la tutelle pénale en milieu fermé, en semi-liberté, en libération conditionnelle. Mémoire. PARIS II.1974.p. 61

Lors des premières sorties du semi-libre, celui-ci peut recevoir du chef du centre une avance qu'il doit rembourser dès réception de son premier salaire. En fait, certains détenus sont envoyés au centre Giscard avec 0 Frs ou 7,67, ou 9,80 Frs de pécule disponible qui posent des problèmes pour le centre. La possibilité de leur donner des avances étant limitée, il faut les obliger avant la mise en semi-liberté d'avoir le pécule suffisant. Il arrive que le semi-libre, auparavant alcoolique, dépense la partie des sommes d'argent destinées au repas et au transport pour s'enivrer. Son état d'ivresse peut provoquer alors des disputes avec les gardiens et du tapage nocturne. Le juge de l'application des peines averti par le chef du centre, peut suspendre la sortie d'un tel semi-libre, pour une période ne dépassant pas dix jours, d'où l'arrêt provisoire du travail.

En tout cas, cette raison n'a pas amené le Juge de l'application des Peines du centre de Clermont-Ferrand à supprimer le régime de la semi-liberté des intéressés.

En l'absence d'un moyen de transport en commun, l'usage d'un cyclomoteur, d'une bicyclette ou d'un vélomoteur par le semi-libre peut être autorisé, pour que le semi-libre puisse se rendre au lieu de travail. Exceptionnellement, le semi libre peut être autorisé par le Juge de l'application des Peines à conduire une voiture en cas de nécessité et lorsque l'employeur met à la disposition du semi-li-

bre un véhicule pour se rendre sur les lieux du travail ou pour l'exercice de sa profession. Dans cette hypothèse, la convention de placement en semi-liberté doit prévoir l'obligation pour l'employeur d'assurer le semi-libre contre les risques de tous les dommages causés aux tiers par l'utilisation du véhicule, même dans le cas où l'accident ne pourrait être qualifié (accident de trajet) au sens de la législation sur les accidents du travail (articles 19 & 20 du Règlement intérieur du centre).

L'usage d'un véhicule à moteur ne saurait être, en aucun cas, autorisé au cours des sorties des dimanches et jours fériés (article 21 du Règlement intérieur du Centre).

B - Contrôle dans le centre (présence,santé)

Il s'agit de la présence du semi-libre dans le Centre. Un registre des mesures visées à l'article 723, C.P.P. (le placement à l'extérieur, la semi-liberté, les permissions de sortir) est ouvert au centre. Chaque détenu y est inscrit dès son arrivée au centre. Ce registre est un moyen pour suivre plus facilement l'évolution de la situation de chaque détenu.

Les heures de sorties et des rentrées des semi-libres sont inscrites sur le registre journalier. La fouille a lieu lors de la sortie et de la rentrée au centre.

Le personnel médico-social du centre, est composé d'un médecin généraliste, d'un psychiatre et d'une assis-

tante sociale. Il n'y a pas d'éducateur dans le centre. En cas de maladie, le semi-libre a la possibilité de choix du praticien en le remboursant des prestations par la sécurité sociale, compte tenu des dispositions de l'article D. 141 du Code de Procédure Pénale. Le médecin du centre n'intervient que lorsque le semi-libre est alité au centre, et ne peut se déplacer pour consulter le médecin de son choix. La plupart des détenus sont alcooliques. Aucun cas de suicide, ni de tuberculose n'est à signaler.

L'assistance sociale a une permanence le mardi et le vendredi de 17h. à 19h., et les détenus peuvent la consulter.

3² Les permissions de sortir

Cette mesure autorise un condamné à s'absenter de l'établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution (article 723, al. 3 et D.142, C.P.P.)

Les circonstances qui justifient une permission de sortie peuvent être d'ordre humain (les raisons familiales graves, comme maladie ou le décès d'un membre de la proche famille : article D.425, C.P.P.); ou pour faciliter le reclassement (la prise de contact avec un employeur éventuel soit en vue d'un placement en semi-liberté, soit en vue de l'application de la liberté conditionnelle; convocation dans un centre d'examen médical ou psychotechnique.)

Les permissions de sortir s'intègrent aussi dans le cadre d'un traitement, car elles empêchent que le condamné ne soit totalement coupé du monde extérieur et de sa famille.

Le Juge de l'application des Peines, sauf urgence, après avis de la commission de l'application des peines, a le droit d'accorder la permission de sortie (article 722 C.P.P.).

Selon l'article 143, C.P.P., peuvent bénéficier de la permission de sortir :

1) Les condamnés à une peine d'emprisonnement (dès la condamnation définitive).

2) Les condamnés à une peine criminelle lorsqu'ils se trouvent dans le délai requis pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle (dès l'expiration du temps d'épreuve pour la libération conditionnelle).

Seuls peuvent bénéficier de la permission de sortir prévue au 9^e de l'article D.144, les condamnés qui ont exécuté la moitié de leur peine et qui n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur à trois ans. Peuvent bénéficier de permission de sortir dans le cas visés à l'article D. 144 (1° à 8°) les condamnés à la tutelle pénale :

1) en cours d'exécution d'une peine d'emprisonnement;

2) en cours d'exécution d'une peine criminelle, lorsqu'ils se trouvent dans les délais requis pour

être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle;

3) en cours d'exécution de la tutelle pénale, c'est-à-dire pour ceux qui demeurent détenus après l'expiration de la peine principale.

Seuls peuvent bénéficier de la permission de la permission de sortir prévue au 9° de l'article D.144, les condamnés qui se trouvent dans le délai requis pour être proposés au bénéfice de la libération conditionnelle et à moins de trois ans de la date de mise en exécution de la tutelle pénale. (article D.498-2).

En dehors des cas visés à l'article D.144, les condamnés en cours d'exécution de la tutelle pénale peuvent bénéficier d'une permission de sortir soit à titre d'épreuve préalable à leur retour à la vie libre, soit dans le cadre d'un régime de confiance comme celui de semi-liberté. Par exception aux dispositions des articles D.145 & D.146, cette permission peut être délivrée pour une durée de dix jours au plus et pour un lieu situé sur le territoire national. (article D.498-3).

Cette permission de sortie pourrait convenir aux multirécidivistes associatifs, qui ne sont pas dangereux et dont la réadaptation doit être particulièrement progressive.

Selon l'article 28 du Règlement intérieur du Centre de Clermont-Ferrand, les dimanche et jours fériés, les per-

missions de sorties ne sont accordées qu'en vue de récompenser la bonne conduite des semi-libres. Cet octroi à titre de récompense permet d'introduire une certaine forme de progressivité dans la situation assez pénible du semi-libre, surtout quand la durée du placement en semi-liberté excède quelques semaines. Au contraire, le refus d'une permission de sortie à un semi-libre peut constituer la sanction des infractions mineures aux obligations du semi-libre, (retard isolé par exemple).

La réglementation des sorties promenades du centre Giscard est la suivante :

A) Samedi après-midi : les détenus semi-libres qui ne travaillent pas cet après-midi là peuvent sortir de 14h à 18h.

B) Dimanche et jours fériés les sorties promenades pourraient être accordées de 14h. à 18h., dans les conditions ci-après :

a) condamnés à la tutelle pénale, admis en semi liberté un dimanche sur deux de précis,

b) condamnés ayant obtenu un arrêté de libération conditionnelle et qui effectuent le stage de semi-liberté probatoire chaque dimanche et jours fériés.

c) les condamnés à la tutelle pénale ayant effectué plus de trois mois de semi-liberté, chaque diman-

che et jours de fêtes.

d) les condamnés à la tutelle pénale qui souhaitent une permission de sortie de promenade de plus de quatre heures pour raisons familiales, demanderont cette permission au Juge de l'application des Peines. (1)

e) Les condamnés réclusionnaires bénéficieront des mêmes régimes de sorties promenades que les condamnés à la tutelle pénale.

f) Les condamnés correctionnels ayant plus de deux mois de semi-liberté, un dimanche sur deux.

g) Les condamnés correctionnels qui souhaitent une permission de sortie promenade de plus de quatre heures pour des raisons familiales, demanderont cette permission au Juge de l'application des Peines.

L'article 29 du Règlement intérieur du centre dispose que tout retard dans ces horaires sera sanctionné, et que tout incident survenu au cours de ces sorties sera porté à la connaissance du Juge de l'application des Peines. Sauf le cas de la permission de sortir de trois jours accordé pour le mariage de la soeur d'un semi-libre, le Juge de l'application des Peines de clermont-Ferrand n'a pas accordé d'autres permission de sortie.

Cette attitude peut avoir sa raison d'être dans le nombre important d'évasions du centre ou du lieu de travail parmi les semi-libres. Par ailleurs, la plupart de ces détenus étant alcooliques, certains profiteraient de ces per-

(1) Les paragraphes e, f, g concernent les semi-libres non multirécidivistes du centre qui bénéficient de la permission de sortie de promenade.

missions pour s'enivrer. Le taux d'incident en cause de permission de sortie se situe au 1er novembre 1975 pour cette catégorie particulière de condamnés à 25 %. (1)

Sous-section 3 - La fin de la semi-liberté

L'application de la semi-liberté peut aboutir au passage à la phase de la libération conditionnelle et en cas d'échec à sa révocation. Mais, il arrive souvent que les détenus s'évadent.

Il est évident que le temps écoulé durant leur évasion ne vient pas en déduction de la durée de la tutelle pénale.

1^{re} L'évasion et ses conséquences

Les semi-libres qui n'ont pas regagné le centre dans les délais fixés, sont considérés comme se trouvant en état d'évasion (article D.125, C.P.P.). Toute évasion ou toute tentative d'évasion doit être signalée immédiatement au chef de l'établissement ou à son représentant le plus proche. Le chef du centre avise aussitôt les services de police ou de gendarmerie et rend compte de l'évasion au Préfet et au Procureur de la République, en même temps qu'au Directeur régional des services pénitentiaires et du Ministère de la Justice, ainsi qu'au Juge de l'application des Peines du centre (articles D.280 & D.283, C.P.P.).

Ces évadés de même que ceux qui auraient tenté de se soustraire à l'obligation de réintégrer le centre encourrent des sanctions disciplinaires sans préjudice des pour-

(1) L'Administration pénitentiaire, statistiques non encore publiées.

suites pénales qui pourraient être exercées en application de l'article 245 du Code Pénal. D'après cet article, tout condamné qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader alors qu'il était employé à l'extérieur d'un établissement, ou qu'il était soumis au régime de la semi-liberté, ou qu'il bénéficiait soit d'une permission de sortir d'un établissement pénitentiaire, soit d'après l'article 66 de la loi du 11 juillet 1975, d'une mesure de suspension ou de fractionnement de l'emprisonnement prononcé en application de l'article 720,-1, du Code de Procédure Pénale, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins, lequel pourra être élevé jusqu'à une peine égale à celle en raison de laquelle il était détenu.

La situation des condamnés à la tutelle pénale reçus dans le centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand et leur évasion depuis le 1er juillet 1970 jusqu'à la fin du mois d'Août 1975, est présentée dans le tableau à la page suivante :

LES CONDAMNÉS A LA TUTELLE PÉNALE AFFECTÉS ET
EVADES DU CENTRE DE SEMI-LIBERTÉ DE CLERMONT-
FERRAND.

Année	Reçus	Evadés	Observations
1970	5	0	
1971	10	6	
1972	29	16	
1973	31	25	
1974	44	39	
1975	30	21	
<u>Total</u>	149	107	Pourcentage d'éva- dé : 71/81

On peut remarquer que, pendant cinq ans, le pourcentage d'évadé est de 71/81. Sauf neuf condamnés sur place, Malgré tout trente trois ont pu passer en phase de libération conditionnelle. Cet échec du traitement tiré de l'évasion résulte des conditions suivantes :

1) Les détenus qui arrivent au centre sans argent et sans travail au départ, s'évadent souvent. Le chef du centre n'a pas la possibilité de leur prêter longtemps de l'argent.

2) Les détenus en arrivant en centre ne sont pas sûrs d'être soumis rapidement à la libération conditionnelle : procédure assez longue.

3) Les multirécidivistes sont souvent instables et les jeunes surtout s'évadent fréquemment. Par contre ceux qui sont âgés de 40 ans réfléchissent davantage, ils sont plus raisonnables et plus calme, et parmi-eux l'évasion est plus rare.

C'est pourquoi nous estimons que les détenus avant d'être affectés à un centre de semi-liberté; doivent être soumis à un contrôle efficace pendant une période suffisante. Ce séjour doit leur permettre d'avoir un travail rentable et des relations valables (familiales, parentales, tutelles). En plus de leur accorder la libération conditionnelle, sous la condition d'avoir été soumis au régime de semi-liberté pour une période déterminée préalablement, tant qu'ils sont

en milieu fermé.

Enfin la plupart de ces détenus évadés ont été arrêtés et condamnés par les tribunaux pour évasion.

A l'expiration de la peine de l'évasion, le condamné demeure sous l'effet de la tutelle pénale (article 728-3 C.P.P.). Mais le régime de semi-liberté étant révoqué dès l'évasion par la commission de l'application des peines, le détenu ne peut plus être affecté au centre d'où il s'est évadé. Ainsi lorsque le détenu s'évade du centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand, il sera transféré soit au centre de semi-liberté de Saint-Sulpice-la-Pointe, soit dans un quartier de semi-liberté de Besançon dès l'expiration de sa peine d'évasion et après un traitement en milieu fermé à condition que le Juge de l'application des Peines lui accorde le régime de la semi-liberté.

2^e La révocation

La semi-liberté peut prendre fin par la révocation. Le semi-libre demeure soumis à l'ensemble des règles disciplinaires relatives au régime des détenus (article D.124, C.P.P.) et aux prescriptions du Règlement intérieur de l'établissement. Toute inobservation de ces règles, tout manquement à l'obligation de bonne conduite, ainsi que tout incident doit être signalé au Juge de l'application des Peines qui prononce, le cas échéant, le retrait ou la sus-

pension de la semi-liberté. En cas d'urgence, le chef de l'établissement peut faire procéder à la réintégration immédiate du détenu, sauf à en rendre compte sans délai au Juge de l'application des Peines (article D.124, alinéa 2, C.P.P.).

Selon l'article 32 du Règlement intérieur du centre, la punition de cellule sanctionne un acte d'indiscipline commis à l'intérieur du centre. Aucune punition de ce genre ne peut être infligée sans l'accord du Juge de l'application des Peines pour une infraction commise en dehors du centre.

En cas de retrait définitif de la semi-liberté, le détenu de ce centre est transféré à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand ou de Riom.

3^a La proposition à la libération conditionnelle

Dès le troisième mois de l'application de la semi-liberté, si le semi-libre se comporte bien, la commission de l'application des peines établit une proposition à la libération conditionnelle. Dans cette circonstance, cette commission se compose des membres suivants :

- Le Président : Le Juge de l'application des Peines,
- Le secrétaire : le surveillant chef du centre,

- Le représentant du Ministère Public

(article D.528, alinéa 1, C.P.P.)

- l'assistance sociale,

- le médecin généraliste,

- le psychiatre.

Pour que la commission de l'application des peines propose la libération conditionnelle, il faut que soient réunies les conditions suivantes :

- la présentation des gages sérieux de réadaptation sociale,

- un temps d'épreuve qui pour le condamné à la tutelle pénale est fixé aux trois quart de la peine, même pour ceux qui auraient des peines très courtes. (article 729, alinéa 4, C.P.P., modifié par la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975).

- Obtention d'un certificat de travail et d'un certificat d'hébergement.

- L'attestation de prise en charge délivrée par le Juge de l'application des Peines, de l'endroit où le condamné accomplira sa libération conditionnelle ou les oeuvres habilitées à recevoir des libérés (article D.526, C.P.P.).

Après l'avis favorable de cette commission, le Juge de l'application des Peines peut décider de la proposition en vue de la libération conditionnelle. Le chef du Centre

doit transmettre cette proposition pour avis au préfet du département où le condamné va résider (article D.528 alinéa 2, C.P.P.).

La proposition figurant sur un dossier, est transmise au comité consultatif de la libération conditionnelle, au ministère de la Justice. Le droit d'accorder la libération conditionnelle à un condamné à la tutelle ^{de} pénale est la seule compétence du ministre de la Justice même si la peine principale est inférieure à trois ans. (article 730, alinéa 3, C.P.P.). Le ministre de la Justice décide par un arrêté ministériel, de l'admission du semi-libre au régime de la libération conditionnelle.

Cette décision peut être assortie de conditions particulières ainsi que de mesures d'assistance et de contrôle destinés à faciliter et à vérifier le reclassement du libéré (article 731, C.P.P.). Le ministre de la Justice fixe dans sa décision, les modalités d'exécution et les conditions auxquelles l'octroi ou le maintien de la liberté est subordonné, ainsi que la nature et la durée des mesures d'assistance et de contrôle. Il peut, entre deux dates déterminées, prévoir également que l'élargissement s'effectuera au jour fixé par le Juge de l'application des Peines, (article 732, alinéa 1, C.P.P.).

La durée des mesures d'assistance et de contrôle ne peut être inférieure à la durée de la partie de la peine

non subie au moment de la libération, et elle peut la dépasser pour une période maximum d'un an (article 732, alinéa 2, C.P.P.). Pendant toute la durée de liberté conditionnelle, les dispositions de la décision peuvent être modifiées (article 732 alinéa 4, C.P.P.). La procédure depuis la proposition du Juge de l'application des Peines jusqu'à la décision du ministre de la Justice et la mise en exécution de l'arrêté ministériel de la libération conditionnelle dure environ entre trois à quatre mois.

En fait, dans le centre de Clermont-Ferrand, tous les semi-libres qu'ont pu suivre le régime de la semi-liberté sans incident sont soumis au régime de la libération conditionnelle à peu près dans quatre mois, dès la proposition en vue de la libération conditionnelle.

SECTION 2 - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans le centre de semi-liberté de Saint-Sulpice-la-Pointe.

Ce centre de semi-liberté considéré rural, participe également aux activités urbaines. Il est situé dans le village de Saint-Sulpice-la-pointe, dans le Tarn, entre les villes d'Albi et de Toulouse.

Le centre peut recevoir 50 semi-libres. Il est réservé uniquement aux condamnés à la tutelle pénale. L'effectif total au début de Septembre était de 15. Les 50 places

sont réparties en 8 dortoirs de 4 à 5 places et 6 cellules individuelles dans un bâtiment d'un étage. Les habitants du village le connaissent sous le nom du camp pénitentiaire du centre psychothérapique. Il n'y a pas de barreaux et les fenêtres sont normales. Le bâtiment est séparé de l'extérieur par un filet. La porte est ouverte de 6h. à 21 h. 30. Les semi-libres bien que leur soit très facile, ne doivent pas sortir la nuit. Le personnel du centre est composé d'un surveillant-chef, de sept gardiens et d'une assistante sociale.

Sous-Section 1 - Emploi du temps

Il n'y a pas de distinction entre la phase de l'observation et la phase de semi-liberté. Dès son arrivée, le condamné à la tutelle pénale est soumis au régime de la semi liberté. Néanmoins, au départ certains commencent par les petits travaux d'entretien pour s'habituer. Les semi-libres du centre de Saint-Sulpice-la-Pointe, subissent un régime beaucoup plus libéral que ceux du centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand. De 6h. à 21h. du soir, selon les horaires du travail, ils sont dehors. Mais le travail effectif sur le chantier est de 8 heures. Les samedis, le travail est assuré souvent. Les dimanches, les semi-libres ne travaillent pas et ils profitent de quelques heures de sorties promenades accordées par le chef du centre. Les permissions de sortie accordées par le Juge de l'application des Peines du

centre sont rares . Toutefois, les bénéficiaires en 1975 étaient plus nombreux que les années passées.

Les semi-libres du centre ont à leur disposition une bibliothèque relativement importante, mais il semble qu'ils en usent peu. Ainsi le contenu de l'emploi du temps qui doit tendre à permettre aux semi-libres de conserver ou de développer leurs aptitudes intellectuelles, psychologiques et physiques pour préparer leur réadaptation ultérieure n'est basé que sur un travail sérieux mais bien rémunéré et quelques heures de sortie pour se promener.

Sous-section 2 - Modes du traitement

Les règles générales concernant le traitement des semi-libres du Centre de Saint-Sulpice-La-Pointe sont semblables à celle du centre de Clermont-Ferrand, mais avec plus de souplesse et de liberté. Parmi les moyens de traitement, le travail manuel y est assuré. Aucun enseignement n'est prévu. Néanmoins, les études peuvent être réalisées par correspondance. En fait, ces semi-libres sont fatigués physiquement, lorsqu'ils rentrent au centre après une journée de travail, et de plus, intellectuellement ils sont souvent des débilés légers, ils ne s'intéressent donc pas aux études.

Le régime du centre étant libéral, le contrôle du semi-libre chez l'employeur n'a lieu que par ce dernier; le travail est cherché par le chef de l'établissement et l'as-

sistante sociale. Le travail est assuré normalement sans difficulté et on trouve très rapidement. La rémunération est égale au S.M.I.C. Les activités professionnelles sont de moins en moins celle d'agriculture. Actuellement les semi-libres, s'occupent plutôt des travaux du bâtiment (maçonnerie, peinture), des travaux publics, rénovation et construction des routes avec les ponts et chaussées, et divers autres ouvrages (service de nettoyage des villes). Ils préfèrent travailler seuls plutôt qu'en groupe avec d'autres condamnés.

En ce qui concerne la santé, la plupart sont des alcooliques. Il n'y a pas eu de véritable suicide, mais simplement en 1972, une tentative par un malade mental. Un médecin généraliste passe rapidement dans le centre deux fois par semaine et chaque fois qu'on le lui demande. Un psychiatre visite le centre deux fois par mois. En outre, on peut faire appel à lui chaque fois que cela est nécessaire. Ces deux médecins sont payés par l'Administration Pénitentiaire. Une infirmière soigne les semi-libres tous les jours.

Sous-Section 3 - La fin de la semi-liberté

Le comportement du semi-libre est examiné par la commission de l'application des peines du centre qui siège une fois par mois au centre. Le nombre des révocations à l'égard des indisciplinés pour autres causes que l'évasion varie entre 4 à 5 par an. La situation des condamnés à la

a la tutelle pénale reçus et évadés du centre depuis le 17 juillet 1970 jusqu'à la fin du mois d'août 1975 est la suivante :

LES CONDAMNES A LA TUTELLE PENALE AFFECTES ET
EVADES DU CENTRE DE SEMI-LIBERTE DE SAINT SUL-
PICE-LA-POINTE

Année	Reçus	Evadés	Observations
1970	40	24	
1971	24	7	
1972	20	8	
1973	15	9	
1974	43	20	
1975	28	16	
<u>Total</u>	170	84	Pourcentage d'é- vadé : 49/41

Il est à remarquer que le pourcentage de 49/41 cas d'évasions dans le centre de Saint-Sulpice-la-Pointe avec

un régime très libéral est nettement moins que le pourcentage de 71/81 cas d'évasion du centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand.

Ainsi pendant cinq ans, sauf les quinze condamnés sur place, 71 semi-libres sont arrivés à passer à la phase de libération conditionnelle. Un succès donc, avec un régime plus libéral pour les multirécidivistes associatifs. Ceux qui se sont évadés du centre de Saint-Sulpice-la-Pointe, sont pour la plupart des débilés légers, qui se sont enfuis en état d'ivresse. Ils rentrent au centre d'eux-mêmes lorsqu'ils sont sortis de cet état.

Selon le chef de cet établissement, le centre ressemble à une annexe psychiatrique pour les malades légers. Ils ne sont pas dangereux mais il leur faut un encadrement et une véritable tutelle.

Enfin, le semi-libre qui n'a pas commis d'actes d'indiscipline et ne se sera pas évadé, sera proposé automatiquement à la libération conditionnelle. La situation est examinée par la commission de l'application des peines du centre, sous la présidence du Juge de l'application des peines de l'établissement. Les règles à suivre sont celles déjà étudiées à propos du centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand.

Il arrive que certains condamnés refusent de bénéficier de la libération conditionnelle. Ils veulent finir la condamnation en semi-liberté, nourri, logé et relativement

libre. C'est surtout le cas d'un handicapé physique du centre qui travaille et possède une chambre agréable, et dotée d'un poste de télévision individuel.

CHAPITRE III — LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE, LE MODE NORMAL D'EXÉCUTION DE LA TUTELLE PÉNALE EN MILIEU LIBRE

La tutelle pénale est subie soit dans un établissement pénitentiaire, soit sous le régime de la liberté conditionnelle (article 58-3, C.P.P.). Les règles d'admission à ce régime sont fixées par les articles 728-2 et 729 du Code de Procédure Pénale. Le législateur a considéré que la libération conditionnelle destinée à favoriser la réinsertion sociale du condamné et à prévenir la récidive est la forme normale de l'exécution de la tutelle pénale. C'est seulement de façon exceptionnelle que cette peine doit être subie en milieu fermé. Pour démontrer l'efficacité de la libération conditionnelle, il est intéressant d'indiquer le résultat de l'enquête menée par le centre national d'études et de recherches pénitentiaires, au courant de l'année 1970 : sur 1.500 anciens détenus libérés depuis 10 ans, 27% des détenus admis au bénéfice de la libération conditionnelle récidivent contre 56 % pour les condamnés libérés en fin de peine. Monsieur Henri LE CORNO, dit qu' " il est

permis de penser que si ce pourcentage favorable s'explique par le choix des détenus qui en font l'objet. Il est dû aussi, pour une large part, aux mesures d'assistance et de contrôle dont elle est assortie et qui favorisent le reclassement social et professionnel de l'intéressé."

(1)

Le condamné à la tutelle pénale peut être admis à la libération conditionnelle, alors même que la peine principale est encore en cours. Cette éventualité se produira sans doute assez rarement. Elle constitue cependant un nouveau témoignage de la répugnance du législateur envers l'emprisonnement. A cet égard, Monsieur Fransès-Magré constate que " le législateur préoccupé, lui aussi, " de provoquer la sortie des condamnés à la tutelle pénale dans les délais les plus rapides, si les conditions de réinsertion sociale paraissent assurées", a :

- Elargi, en droit, les conditions d'admission à la libération conditionnelle en abrégant le temps d'épreuve, article 729 alinéa 4;

- Assoupli, en fait, les conditions de fréquence d'examen de la situation des intéressés. " (2)

(1)M. LECORNO Henri " L'activité des services pénitentiaires en 1969" Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé, 1970, p. 895 (p.898).

(2)M.FRANSES-MAGRE, J.J. "Commentaire de la loi du 17.7.70 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens : dispositions relatives à l'application des peines et au sursis avec mise à l'épreuve ". Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1971, pp.323 à 336, (p.328).

Si la libération n'a pas pu intervenir pendant l'exécution de la peine principale, elle doit être envisagée, en principe, à l'expiration de celle-ci. Mais il arrive cependant qu'en raison des circonstances les autorités chargées de l'exécution de la peine ne croient pas devoir remettre en liberté le condamné. C'est pourquoi, on lui applique la peine complémentaire en milieu fermé. Mais sa situation fait l'objet au moins chaque année, de l'examen en vue de proposition à la libération conditionnelle sans qu'un délai d'épreuve ait été fixé dans la loi (article 728 alinéa 2 & 3, C.P.P.).

La libération conditionnelle n'est pas accordée automatiquement, elle ne constitue jamais un droit, ni une faveur, mais une mesure de traitement. Pour que le condamné à la tutelle pénale puisse en bénéficier, certaines conditions doivent être remplies. Les preuves suffisantes de bonne conduite du condamné ne sont plus exigées, il est nécessaire que le détenu présente des ~~g~~ag es sérieux de réadaptation sociale pour l'avenir (art. 728-2, alinéa 1, et 729 al. 1, C.P.P.). Alors que dans le cadre de la relégation, le temps d'épreuve en matière criminelle était de six ans et en matière correctionnelle de quatre, après l'expiration de la peine principale; le temps d'épreuve dans le cadre de la tutelle pénale est fixé aux trois quarts de la peine dans tous les cas. Il peut être même inférieur à neuf mois (article 39 de la loi du 11 juillet 1975). En plus, comme nous

l'avons déjà signalé, l'avis du Préfet du département où le futur libéré conditionnel doit résider est recueilli. En plus, un certificat de travail et d'hébergement est nécessaire ainsi que l'accord du Juge de l'application des Peines sur l'endroit où il accomplira sa libération conditionnelle.

SECTION I - L'octroi de la libération conditionnelle et son application.

L'initiative de la proposition à la libération conditionnelle appartient à la commission de l'application des peines de Lure et des centres de semi-liberté de Clermont-Ferrand et Saint-Sulpice-la-Pointe.

Le dossier de proposition à la libération conditionnelle est transmis au service de la libération conditionnelle au Ministère de la Justice qui le remet au ministre. Ce dernier peut à son tour soumettre l'examen du dossier au comité consultatif de la libération conditionnelle. Ce comité est composé de :

- Un conseiller ou conseiller honoraire à la Cour de Cassation, Président;

- Un conseiller honoraire à ladite Cour; Vice-Président;

- Un inspecteur général de l'administration au Ministère de l'Intérieur, membre suppléant;

- Le sous-directeur de la justice criminelle, membre titulaire et son suppléant, un magistrat de cette direction.

- Le chef du bureau des grâces et de la libération conditionnelle, membre titulaire, avec comme membre suppléant, un magistrat de ce bureau.

- Le chef du bureau de la détention, membre titulaire et son suppléant, un magistrat de ce service.

- Le chef du bureau de la probation et de l'assistance aux libérés, membre titulaire, et son suppléant, un magistrat de ce service.

- Un représentant du ministre de l'Intérieur, membre titulaire.

- Un Juge de l'application des peines, membre titulaire.

- Un Juge de l'application des Peines, membre suppléant.

- Un représentant du Ministre d'Etat chargé de la défense nationale, membre titulaire ayant voix délibérative seulement pour les affaires concernant les individus condamnés par les juridictions des forces armées.

- Une personne appartenant à une oeuvre d'assistance aux détenus ou aux libérés, membre titulaire.

- Un délégué bénévole de comité de probation et d'assistance aux libérés, membre suppléant.

(article D.520, du Code de Procédure Pénale).

Le comité consultatif peut proposer :

- Soit la libération conditionnelle immédiate assortie des mesures d'assistance et de contrôle à imposer aux libérés;
- soit la libération conditionnelle à une date ultérieure;
- soit l'ajournement de la demande en attendant la réalisation d'une condition;
- soit le rejet de la demande.

La décision finale est de la seule compétence du Ministre de la Justice. Dans le cas où la libération conditionnelle est accordée, le ministre de la Justice prend un arrêté ministériel en ce sens. Cet arrêté suspend les effets de la peine de manière conditionnelle; la décision du ministre fixe les modalités d'exécution et les conditions auxquelles l'octroi ou le maintien de la liberté est subordonné, ainsi que la nature et la durée des mesures d'assistance et de contrôle (article 732, alinéa 1er, du Code de Procédure Pénale).

Le ministre de la Justice peut prévoir que l'élargissement s'effectuera au jour fixé par le Juge de l'application des Peines, entre deux dates déterminées.

LES LIBERATIONS CONDITIONNELLES ACCORDEES A DES CONDAMNES
A UNE PEINE ASSORTIE DE LA TUTELLE PENALE PAR LE MINISTRE
DE LA JUSTICE.

Année	Observations	Total
1971		62
1972		56
1973	Admis au cours de la peine principale 4 Admis pour la 1ère fois .. 39 Ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle. 20	63
1974	Admis en cours de peine... principale 1 Admis pour la 1ère fois... 34 Ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle. 19	54
du 1er Janv 1975 au 1er Oct. 1975	Admis au cours de la peine principale 2 Admis pour la 1ère fois .. 21 Ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle. 19	52
Total		287

Le nombre des élargissements intervenus en 1973 est de :

- 2 admis au cours de la peine principale,
- 31 admis pour la première fois,
- 21 ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle, donc au total 54.

Les modèles de l'arrêté ministériel et sa mise en exécution sont présentés dans les pages suivantes :

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

327

DIRECTION
DES AFFAIRES CRIMINELLES
ET DES GRÂCES

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE,

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Vu les articles 728-2, 730, 731 et 732 du Code de procédure pénale :
Sur la proposition du directeur des Affaires criminelles et des Grâces,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER

M.

né le

1929

à

condamné le 12 Avril 1973 par la Cour d'appel de MONTPELLIER
à 6 mois d'emprisonnement et à la peine pécuniaire pour vols

est admis au bénéfice de la libération conditionnelle.

Il sera soumis aux mesures de contrôle et d'assistance prévues à l'article 731 du Code de procédure pénale sous l'autorité du juge de l'application des peines et du comité de probation et d'assistance aux libérés du lieu de sa résidence.

Il sera en outre soumis aux obligations particulières ci-dessous mentionnées :

LIEU DE DÉTENTION	INTERDICTION DE SÉJOUR	DATE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE et obligations particulières	DATE DE LA FIN DE LA TUTELLE PÉNALE et des mesures d'assistance et de contrôle
Prison de	-	23/4/1973	25/4/1973

ARTICLE 2

Le directeur des Affaires criminelles et des Grâces et le directeur de l'Administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

pour copie conforme
Le Ministre de la Justice
et la probabilité de l'acte étant
aux libérés



Fait à Paris, le 18 MARS 1973

Pour le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Directeur des Affaires Criminelles
et des Grâces

CHARLES GUTEREC

76 02 16

MINISTÈRE de la JUSTICE

Direction de l'Administration Pénitentiaire
Sous-Direction de l'Exécution des Peines
4, place Vendôme - PARIS (1er)

PARIS, le 18 MARS 1975

Le GARDE des SCEAUX, MINISTRE de la JUSTICE,

à

Probation
et Assistance aux Libérés

Monsieur le Juge
de l'Application des Peines
Tribunal de Grande Instance

L.C. 27

G2 n°

19 MARS 1975

J'ai l'honneur de vous informer que, par arrêté en date du 18 MARS 1975, le nommé [nom] a été admis à compter du 28 avril 1975 à bénéficier des dispositions des articles 729 et suivants du Code de procédure pénale relatives à la libération conditionnelle.

Les conditions auxquelles sont subordonnés l'octroi et le maintien de cette mesure sont précisées par cet arrêté dont ampliation ci-jointe.

Je vous prie de bien vouloir, conformément aux dispositions des articles D. 538, D. 539, D. 557 du Code de procédure pénale, désigner pour l'assister un délégué à la probation. Vous voudrez bien me faire retour de ce dossier quand l'assistance aura cessé.

A partir du 26 avril 1975, l'assistance dont il s'agit ne pourra plus être imposée au libéré.

Le GARDE des SCEAUX, MINISTRE de la JUSTICE,
Par déléguation,
Le Directeur de l'Administration Pénitentiaire :

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

329

Application du titre III du
Code de procédure pénale
sur la libération conditionnelle

DIRECTION

de

l'Administration pénitentiaire

PROCES-VERBAL
DE LIBERATION CONDITIONNELLE
(Exécution de l'article 833-324 de l'instruction de service)

SITUATION PENALE

Cour Appel de : 1e
12.4.73. vols.
8 mois + tutelle pénale.
Réduction peine = 5 jours.
Peine principale subie du :
1.9.72 au 26.4.73.
Fin tutelle pénale = 28.4.75.

Le 28 Avril

19 75

Nous, soussigné Chef de Service - Greffe Judiciaire
Des Prisons de
avons fait comparaître au greffe dudit établissement le nommé
Né le 9.7.1929. - b. Cls mort (90).
dont la peine devait prendre fin le 26.4.73. (Fin de tutelle pénale.)

Après constatation de son identité, lecture a été faite à l'intéressé des principales clauses de l'arrêté ministériel en date du 13 Mars 1975.
et son attention a été appelée sur les réserves et conditions formulées dans cet arrêté, notamment la durée des mesures d'assistance et de contrôle, prévues jusqu'à la date du 26.4.73.

Invité par nous à faire connaître s'il entendait bien bénéficier des avantages et se soumettre aux obligations résultant de la libération conditionnelle à lui accordée, le condamné a répondu affirmativement.

Les formalités prévues à l'article 7 de l'arrêté ayant été dûment remplies, nous avons complété les mentions à inscrire au permis de libération conditionnelle.

La mention de l'arrêté ministériel ayant été inscrite au registre réglementaire et l'écrou ayant été levé, ledit permis a été définitivement remis au nommé

qui a été déclaré mis en liberté ce même jour, à _____ heures.
et invité à se rendre au centre d'accueil de la maison de
surveillance à _____ jours.

Le nommé _____
a été invité
à signer ci-après.

Fait au greffe de s. PRISONS _____
le 28 Avril 19 75

Signature de l'intéressé
ou de deux personnes présentes :

Roussel

Signature du fonctionnaire
ayant procédé à la levée d'écrou :



Le libéré est-il titulaire d'une pension ? Oui Non (Saisir)

(1) Rayer la mention inutile.

Imp. adm. Melun - C. 0003 - 1970

Stock Établ. pénit. n° 285 - 224

Soumis aux effets habituels de la libération conditionnelle, le condamné, peut évidemment voir révoquer la mesure, en cas de nouvelle condamnation, d'inconduite notoire ou d'inobservation des mesures prescrites (article 733, C.P.P.). Tout condamné a la faculté de refuser son admission à la libération conditionnelle (article D.531 C.P.P.), mais s'il l'accepte, il doit se soumettre à des mesures d'assistance et de contrôle ainsi qu'aux conditions particulières.

Sous-Section I - Les mesures d'assistance et de contrôle.

Les mesures d'assistance ne sont pas énumérées par les textes, mais elles ont pour objet aux termes de l'article D.532, C.P.P. de susciter et de seconder les efforts du condamné, en vue de son reclassement social et notamment de sa réadaptation familiale et professionnelle. Les mesures d'assistance s'exercent sous la forme d'aide psychologique, et s'il y a lieu d'aide matérielle aux libérés présidé par le Juge de l'application des Peines, ou sur intervention de ce comité, par tout organisme d'assistance ou d'aide sociale ou notamment par les oeuvres privées habilitées à cet effet.

Les mesures de contrôles qui peuvent être imposées au condamné à la tutelle pénale soumis au régime de la libération conditionnelle consistent dans les obligations sui-

vantes, (articles D.533 & D.534, C.P.P.) :

1) Résider obligatoirement au lieu fixé par l'arrêté de la libération; cette obligation peut être allégée pour tout déplacement dont la durée excède huit jours ainsi que tout déplacement à l'étranger avec l'autorisation du Juge de l'application des Peines. En outre, l'autorisation de ce dernier, un changement de résidence peut être admis après consultation du Juge de l'Application des Peines de la nouvelle résidence et le Préfet dont elle dépend.

De l'alinéa 3 de l'article D.534 du Code de Procédure Pénale, résulte que l'arrêté de libération conditionnelle pourra permettre l'établissement de l'intéressé à l'étranger. La circulaire du 21 décembre 1972, explique le motif de cette possibilité dans le souci accru du reclassement en faveur de ceux qui veulent exercer une activité professionnelle à l'étranger ou y rejoindre leur famille. Dans ce cas on risque de se heurter à deux difficultés : obtenir l'accord du pays concerné et en cas de révocation pouvoir procéder à la réincarcération du détenu. (1).

2) Répondre aux convocations du Juge de l'application des Peines ou de l'agent compétent du comité de probation et d'assistance aux libérés.

3) Recevoir les visites de cet agent et lui communiquer les renseignements ou documents de nature à per-

(1) La loi n° 68-452 du 21 mai 1968 (J.O. 22 mai) autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition permet d'accorder aux libérés conditionnels l'autorisation d'effectuer un séjour prolongé à l'étranger en-dehors

mettre le contrôle de ses moyens d'existence.

Enfin, il ne s'agit pas d'une surveillance policière qui pourrait compromettre le processus de réintégration sociale du condamné à la tutelle pénale en milieu libre, mais plutôt d'un contrôle effectif par des personnes ou organismes dont la mission consiste à l'assister, à l'aider pour franchir les obstacles qui empêchent le reclassement social de l'intéressé.

Sous-Section 2 : Les conditions particulières.

Le condamné à la tutelle pénale soumis au régime de la libération conditionnelle peut se voir imposer au surplus, des conditions particulières dont dépendent l'octroi ou le maintien de la liberté. Ces conditions sont prévues aux articles D.535, D.536 & D. 537 grâce auxquels il est possible d'individualiser la mesure de reclassement, en fonction de la personnalité du futur libéré, de leurs vices ou maladies et de leurs difficultés.

1) L'article D.535 énumère les conditions dont dépend l'octroi de la liberté. Parmi ces conditions, les plus importantes sont :

- La satisfaction à une épreuve de semi-liberté.

En pratique pour les condamnés à la tutelle pénale, la phase de semi-liberté précède presque toujours la libération conditionnelle.

(1) Suite

des cas prévus par l'article C.934 de l'instruction générale. Chaque Etat contractant assurera sur son territoire le reclassement social des ressortissants des autres pays et la mise à exécution de la sanction dans l'hypothèse où les obligations prescrites ne seraient pas remplies.

- La remise de tout ou partie du pécule au comité de probation et d'assistance aux libérés.

- L'expulsion hors du territoire français, l'extradition pour les étrangers, ainsi que la situation propre des militaires.

2) L'article D.536 du Code de Procédure Pénale énumère les conditions dont dépendent à la fois l'octroi et le maintien de la libération, c'est-à-dire :

- La prise en charge par un comité de probation et d'assistance aux libérés.

- Le placement dans un centre d'hébergement un foyer d'accueil ou une oeuvre habilitée à recevoir les libérés. Cette condition assure la stabilité du séjour pour les condamnés à la tutelle pénale qui sont instables et souvent sans résidence.

- La soumission à des mesures de contrôle de traitement ou de soins même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication. Cette disposition pose des problèmes, car en cas de la soustraction du libéré aux soins que nécessite son état de santé, il peut être porté atteinte à l'intégrité physique de l'intéressé au risque d'être réincarcéré.

- Le paiement des sommes dues au trésor public à la suite de la condamnation.

- L'acquittement des sommes dues à la victime de l'infraction ou à ses représentants légaux.

- L'abstention de paraître en tout lieu désigné par l'arrêté. Cette condition est assez générale.

- Suivre en enseignement ou une formation professionnelle. Cette disposition a pour objet de fournir au libéré un support du reclassement social.

3) La décision peut enfin subordonner le maintien de la liberté conditionnelle à l'observation par le condamné de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes :

- La prohibition de conduire certains véhicules déterminés par les catégories de permis mentionnés à l'article R.124 du Code de la route. C'est une disposition qui tend à éliminer le facteur de criminalité que peut constituer l'automobile, au-delà du cas de suspension ou de suppression du permis de conduire.

- Ne pas fréquenter certains lieux tels que débits de boissons, champs de courses, casinos, maisons de jeux, établissements de danse, etc.

L'imprécision de ce texte est voulue et les lieux ne sont indiqués qu'à titre indicatif.

- Ne pas engager de paris, notamment dans les organismes de paris mutuel. C'est en fait le prolongement de l'interdiction précédente de fréquenter les maisons de jeux.

- L'abstention de tout excès de boissons alcoolisées, que ce soit à son propre domicile ou tout autre lieu. Le Juge de l'application des Peines contrôle le com-

portement du libéré chez lui comme à l'extérieur.

- La prohibition de fréquenter certains condamnés, notamment les co-auteurs ou complices de l'infraction. Cette disposition, permet au condamné une sélection dans ses fréquentations.

- Ne pas recevoir ou héberger à son domicile certaines personnes, notamment la victime de l'infraction. Cette disposition qui complète la condition précédente a une portée générale. Mais aucune obligation, ne peut être ajoutée à la liste réglementaire, ainsi qu'en a décidée la Cour de Cassation à propos de probationnaire (cass.crim. 21 février 1963 : D.1963,506 note Shewin) selon Monsieur Jean Michaud, " il ne peut être imposé au condamné de ne pas rencontrer en dehors de son domicile, toutes personnes à la condition qu'elles ne soient pas elles-mêmes condamnées et en particulier la victime d'un attentat aux mœurs. N'est-ce pas là une insuffisance ? " (1) Pour nous le domaine du texte, dans l'interdiction de recevoir et de l'hébergement au domicile est logique tel qu'il est, car, en fait un libéré ne peut connaître le casier judiciaire de chaque personne qu'il rencontre dans la rue.

- Ne pas se livrer à certaines activités professionnelles lorsque l'infraction a été commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ces activités.

(1)M. JEAN MICHAUD " Libération conditionnelle" Jurisclasseur de procédure pénale, art.729 à 733. Pages 7 & 8.

Sous-Section 3 - Les autorités chargées de
l'exécution de la libération conditionnelle.

Sous l'autorité du Juge de l'application des Peines, c'est le comité de probation et d'assistance aux libérés qui est chargé de la mise en oeuvre des mesures d'assistance et de contrôle ainsi que de l'application des mesures particulières destinées à faciliter et à vérifier le reclassement des libérés. L'importance du traitement appliqué par ces autorités, nous amène à étudier le rôle du juge de l'application des Peines, et du comité d'assistance aux libérés.

A - Le juge de l'application des peines

Ce magistrat apparaît comme un juge social et humanitaire. Monsieur le Professeur Georges LEVASSEUR dit : " Pilote, le Juge de l'Application des Peines l'est bien puisqu'il doit prendre en mains, avec l'aide de ses collaborateurs du comité de probation et d'assistance aux libérés ainsi qu'avec celle de la commission de l'application des peines, l'orientation du condamné vers une réinsertion sociale. " (1)

La compétence du Juge de l'application des Peines dans la phase de l'exécution des peines se rapporte;

- d'une part à l'égard des condamnés détenus par la

(1) M. GEORGES LEVASSEUR " Un pilote nécessaire " Revue Pénitentiaire et de droit pénal, Oct.-Déc. 1972, p. 743.

désignation et la modification du régime pénitentiaire et progressivement la substitution du traitement en milieu libre au traitement institutionnel;

- d'autre part, à l'égard des condamnés purgeant en liberté, une peine ou une mesure de sûreté dès leur prononcé. " Le traitement pénal " est fondé sur la vertu curative prêtée à la peine, entamée et poursuivie pendant le cours de celle-ci. Le juge de l'application des Peines, dit Monsieur J.J. FRANCES-MAGRE " peut exercer ce rôle nouveau pour un magistrat de "thérapeute" car il a la possibilité concrète de dialoguer avec le condamné, il en a même l'obligation : les rapports entre la justice et le délinquant continuent désormais, après la lecture de la sentence, il est doté de moyens d'action, matériels et juridiques." (1)

Le rôle du Juge de l'application des Peines dans la technique de ce traitement varie selon que le traitement est pratiqué en milieu fermé, milieu ouvert ou en milieu libre.

12 Les attributions du J.A.P. en milieu fermé et milieu ouvert.

Comme le dit Monsieur Georges P. LEROY elles "sont multiples et complexes. (2)

-
- (1) M.FRANCES-MAGRE J.J. " Le traitement pénal du condamné majeur". La vie Judiciaire n° 1.342, du 27/12/1971 au 2/OI/1972, page 1.
 (2) GEORGES P. LEROY " Le juge de l'application des peines" Note de service du Comité de probation et d'assistance aux libérés de Créteil", 1974, p. 2

Les plus importantes sont :

- La détermination des principales modalités du traitement pénitentiaire, en accordant notamment les placements à l'extérieur, la semi-liberté et les permissions de sortir, sauf urgence après avis de la commission de l'application des peines (article 722 du Code de Procédure Pénale).

- Dans les établissements à régime progressif, l'admission aux différentes phases de ce régime (Art. 722, C.P.P.)

- L'octroi de la libération conditionnelle lorsque le condamné doit subir une ou plusieurs peines privatives de liberté entraînant une détention dont la durée totale n'excède pas trois ans , (sauf les condamnés à la tutelle pénale (article 730, al.2, C.P.P.).

- La proposition de la libération conditionnelle lorsque le condamné doit subir une ou plusieurs peines privatives de liberté entraînant une détention dont la durée totale excède trois ans; voire les condamnés à la tutelle pénale même si la peine principale est inférieure à trois ans. (Art. 730, Al.3, C.P.P.)

- L'octroi de la réduction des peines au maximum trois mois par an aux condamnés subissant une incarcération d'une durée égale ou supérieure à trois mois, en cas de bonne conduite (art. 721, C.P.P.)

- L'octroi d'une réduction de peine exceptionnelle aux condamnés détenus ayant passé avec succès les épreuves d'un examens scolaire, universitaire ou professionnel. (Art.

721-1, CP.P. et article 38 de la loi du 11 juillet 1975).

- L'octroi d'une réduction de peine supplémentaire aux condamnés présentant des gages exceptionnels de réadaptation sociale (art. 729-1 du C.P.P. et article 40 de la loi du 11 juillet 1975).

- Parmi les "mesures en faveur du reclassement" prévues par la loi du 11 juillet 1975, l'article 37 de cette loi en insérant dans le code de procédure pénale, l'article 720-1 prévoit la suspension et le fractionnement d'une peine privative de liberté pour motif grave d'ordre médical, familial, professionnel ou social. La décision est prise après avis de l'avocat de l'inculpé et du ministère public par le Juge de l'application des Peines dans le ressort duquel il est détenu. Toutefois, la décision est prise sur la proposition du Juge de l'application des Peines par le tribunal correctionnel ou de police statuant en chambre du conseil lorsque l'exécution de la peine doit être interrompue pendant plus de trois mois."

- Le Juge de l'application des Peines est membre de droit de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire présidée par le Préfet (art. 727 et D.180 à D.185 du C.P.P.).

- Avis présenté pour l'élaboration (ou modification) du Règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire.

- Son avis sur la nature et l'étendue des mesures à prendre à l'égard des interdits de séjour.

- L'avis sur toute requête par laquelle un condamné sollicite son admission à un régime spécial (art.D.492 CPP)

2^e Les attributions du J.A.P. en milieu libre

Ces attributions sont :

- Le plus important, le rôle du président du comité de probation et d'assistance aux libérés qui l'amène à s'occuper des probationnaires. Comme le dit Monsieur le Professeur JAMBU-MERLIN, " le Juge de l'application des Peines, est essentiellement mais non pas uniquement, le juge du sur-
sis avec mise à l'épreuve." (1)

- Des libérés parmi lesquels il faut comprendre :

- Les libérés définitifs, sollicitant une mesure d'assistance (l'hébergement, recherche d'un emploi, d'un logement, remise de titres de transport).

- Les interdits de séjour,

- Les libérés conditionnels

- Les condamnés à la tutelle pénale soumis au régime de la libération conditionnelle.

- grâcié conditionnel (soumis aux mesures d'assistance et de contrôle).

Les pouvoirs conférés au Juge de l'application des peines, comme le dit M. Georges P.LEROY "sont des pouvoirs "régaliens" qui font désormais de lui le pivot d'une poli-

(1) JAMBU-MERLIN " Rapport au Congrès de 1969 de l'Association internationale de droit pénal sur le rôle du Tribunal dans la détermination et l'application des peines " Revue internationale de droit pénal 1970, p. 485 (p.500)

tique pénale nouvelle." (1)

Enfin, confiés au Juge de l'application des Peines, les condamnés à la tutelle pénale libérés conditionnels sont soumis à une surveillance et assistance qui peut se prolonger pendant plusieurs années. Les problèmes matériels essentiels tels que le travail, logement, ressources immédiates sont déjà réglés avant leur sortie de l'établissement pénitentiaire. Mais estime Monsieur BERNARD DUTHEILLET-LAMONTHEZIE " les difficultés n'en sont pas moins sérieuses. En effet la réadaptation sociale d'un libéré conditionnel est délicate, surtout lorsqu'il a accompli de longues années d'incarcération : habitué à une vie passive, il doit se réaccoutumer au rythme de la vie moderne, se familiariser avec l'évolution des techniques, le changement des structures et des réactions sociales. Bien souvent, après une longue peine, le milieu familial antérieur s'est dissocié, et le condamné reste seul dans la vie : il peut-être facilement en proie au découragement, à l'alcoolisme, à la débauche, aux fréquentations douteuses. " (2)

Enfin outre de tâches juridictionnelles, le Juge de l'Application des Peines joue le rôle d'un agent social

(1) LEROY " Conférence de presse du 2/4/1973 " Revue pénitentiaire et de droit Pénal, 1973 n° 2 p. 194.

(2) DUTHEILLET-LAMONTHEZIE B. " Technique de l'individualisation du traitement pendant l'exécution de la peine." Les techniques de l'individualisation judiciaire. Ed. CUJAS 1971, p. 81 (p.83)

qui le conduit à avoir des contacts directs avec le délinquant.

Le Juge de l'application des Peines, compétent, c'est à dire celui dans le ressort duquel le condamné aura sa résidence est avisé de l'arrêté de libération conditionnelle par le service des libérés conditionnels à la chancellerie. On lui adresse les principaux documents du dossier de proposition notamment le questionnaire, les certificats produits, l'extrait de la décision de condamnation, etc...) Le libéré conditionnel doit prévenir le Juge de l'application des Peines dans les quarante huit heures de son arrivée à sa résidence, sinon le juge prend l'initiative de le convoquer.

Le juge de l'application des peines veille à l'application des obligations imposées aux libérés conditionnels. Mais on ne le conçoit pas sans une équipe de collaborateurs, sans liaisons effectives avec de nombreux services sociaux, médicaux, agences de l'emploi, entreprises, etc... L'action de ce magistrat, ses échecs et ses réussites ne lui sont pas propres. Ils sont également ceux de son service tout entier.

B - Le comité de probation et d'assistance aux libérés

Ce comité est chargé, sous l'autorité du Juge de l'application des peines de la mise en oeuvre des mesures d'assistance et de contrôle destinées à faciliter et à contrôler le reclassement des libérés. Il est également chargé de

veiller à l'application des conditions particulières auxquelles est subordonné le maintien de la liberté conditionnelle. (art. D.538, C.P.P.). Le comité assure les diligences propres à fournir au condamné et à sa famille l'aide matérielle ou morale que requiert sa situation. (art. D.559 al.1, C.P.P.). Il est délégué auprès de chaque Tribunal de Grande Instance, et son siège est au palais de Justice (art. D.564, C.P.P.).

Les dépenses de matériel, d'entretien et de documentation font partie des dépenses du tribunal de Grande Instance auprès duquel siège le Comité. Mais les dépenses entraînées par les missions, tournées et transports des délégués, agents de probation et assistantes ou assistants sociaux, pour les besoins de leur service, sont prises en charge par l'Administration Pénitentiaire (Article D.565, C.P.P.).

Le comité de probation et d'assistance aux libérés , présidé par le Juge d'application des Peines, comprend les membres suivants, (articles D.549 à D.553 du Code de Procédure Pénale) :

- 1^{er} Des éducateurs délégués à la probation,
- 2^{es} Des assistants sociaux;
- 3^{es} Des délégués vacataires;
- 4^{es} Des adjoints de probation;
- 5^{es} Des délégués bénévoles;
- 6^{es} Des membres actifs;
- 7^{es} Des membres d'honneur ou bienfaiteurs.

Lorsque l'importance du Comité le justifie, un membre du personnel de direction est affecté au comité pour exercer les fonctions prévues à l'article D.560 (art; D. 547, C.P.P.). Le comité siège en séance plénière une fois par an. Son président présente le bilan d'activité de l'année écoulée et formule des objectifs pour l'année à venir. Le comité est réuni également au moins une fois par trimestre, en séance restreinte. Les agents et adjoints de probation et les délégués bénévoles assistent à cette réunion. Les autres membres du comité peuvent y assister lorsque leur présence est jugée nécessaire par le président (art. D.554, C.P.P.). Le Juge de l'application des Peines adresse tous les ans au Ministre de la Justice, un rapport sur l'activité de son comité (Art. D.556, al.2, C.P.P.).

Les libérés conditionnels présentent 12 à 15 % en moyenne des effectifs de condamnés pris en charge par chaque comité. Parmi ces libérés, le nombre des condamnés à la tutelle pénale varie entre 2 à 3. Par exemple, pour le Comité de probation et d'assistance post-pénal de Nanterre, il n'a qu'un seul condamné au premier janvier 1975, et 2 au 15 juillet de la même année.

On peut étudier à titre d'exemple l'intervention du Comité de probation et d'assistance aux libérés de Nanterre à l'égard d'un condamné à la tutelle pénale. L'action du comité se situe en deux phases :

1² M.X, le multirécidiviste, condamné pour vol à 8 mois d'emprisonnement et à la tutelle pénale, purge

sa peine complémentaire en semi-liberté au centre Giscard à Clermont-Ferrand, d'où il s'évada le 25 juin 1974.

2^e Après réincarcération, M.X obtient la liberté conditionnelle par arrêté du 18 mars 1975, à compter du début de la tutelle pénale avec 10 ans de mesure d'assistance et de contrôle par le comité de probation de Nanterre.

1) L'examen de l'action entreprise par ce comité, nous permet de constater l'efficacité et le succès des mesures prises à l'égard d'un condamné à la tutelle pénale. Le 1er juillet 1974, le Juge de l'application des peines (Monsieur Aquenin) reçoit un avis par téléphone, du Parquet de Clermont-Ferrand, de l'évasion de M. X, du centre Giscard. Celui-ci étant retrouvé à Sèvres (92), le Parquet de Clermont-Ferrand demande à Monsieur le Juge de l'application des Peines de Nanterre d'entendre X et de l'aider financièrement à revenir au centre Giscard. Monsieur le Juge de l'application des peines de Nanterre, délègue l'assistance sociale (Melle B. Bied-Charreton) pour faire le nécessaire et après avoir interrogé ce condamné, l'assistante sociale se rend compte qu'il est dans un état semi-comateux. Elle arrive cependant à le faire parler et il lui raconte alors ce qui suit :

" Je me suis évadé du centre Giscard parce que le Garde des Sceaux m'a refusé la liberté conditionnelle. Désespéré, je suis parti. Comme je suivais un traitement mé-

dical, j'avais avec moi des barbituriques et des tranquillisants que j'ai pris en masse pour mettre fin à mes jours. J'ai fait du "stop". Arrivé à Sèvres, épuisé de fatigue, je me suis de moi-même rendu au commissariat de police. Je suis un grand malade cardiaque. Je devrais subir une opération à coeur ouvert. Le travail de peintre que je faisais à Clermont-Ferrand est trop dur pour moi. " (1)

Les inspecteurs de police qui l'accompagnent confirment que X a dormi à peu près constamment pendant les 48h. de garde à vue. Une communication téléphonique de l'assistante sociale du chef d'établissement du centre Giscard confirme qu'il est bien exact que Monsieur X est un malade cardiaque.

X se sent en confiance, semble-t-il avec l'assistante sociale et il lui donne quelques détails supplémentaires d'ordre psychologique . L'assistante sociale se voit devant un problème de vie ou de mort; elle estime qu'aucune autorité ne lui reprochera de faire hospitaliser immédiatement le condamné à l'hôpital de Nanterre. A l'hôpital, l'interne de service, au premier examen confirme que le coeur est très malade et l'hospitalise au service de cardiologie. Néanmoins, l'assistante sociale demande que toutes les précautions soient prises pour que X ne puisse quitter

(1) Melle B.BIED-CHARRETON, note sur son action à l'égard d'un condamné à la tutelle pénale, non publié. p. 1

l'hôpital et donne les "coordonnés" nécessaires du J.A.P., en cas d'incident ou de difficulté quelconque. On avertit le chef du centre et le magistrat du Parquet de Clermont-Ferrand.

L'assistante sociale demande au médecin-chef du service qu'un bilan médical approfondi soit fait. Car, d'après elle, la transmission de cet avis aux autorités judiciaires qui auront à décider du sort de ce condamné est indispensable. Chaque jour, l'assistante sociale lui rend visite et rencontre l'interne qui confirme la gravité de l'état (hypertension ventriculaire gauche, rétrécissement aortique). Le comportement du malade à l'hôpital est excellent. De plus, si l'on tient compte de l'avis du spécialiste de Nanterre, X doit subir une opération "à coeur ouvert". En outre, il aurait tendance à la dépression ce qui l'amènerait alors à l'alcoolisme et à la toxicomanie. Sa place disent les médecins n'est pas dans un centre de semi-liberté. A la suite de la communication téléphonique avec le chef du bureau de la détention (M. Laplace à l'époque) on envisage deux solutions suivant l'état de X : le centre pénitentiaire de Liancourt où se trouvent entre autres catégories pénales, les malades chroniques ou bien l'hôpital de Fresnes.

Enfin, X est transféré à Fresnes, en attendant ... une prochaine proposition à la libération conditionnelle. L'assistance sociale accompagne X en ambulance, emportant

sur elle l'ordre d'arrestation qu'elle remet au greffier judiciaire de Fresnes. Ainsi une relation de confiance s'est établie entre le comité de probation et d'assistance aux libérés de Nanterre et ce multirécidiviste. L'échange de correspondance en est la preuve. Il écrit : " alors que je pensais être reçu de manière répressive au comité de Nanterre, j'ai trouvé des personnes, qui, enfin, voulaient bien m'écouter, me faire soigner et m'assister."

Un des délégués bénévoles de Nanterre, également visiteur de prisons à Fresnes (M. Bruneton) est prié de visiter ce condamné, de le soutenir moralement.

Ensuite, le Juge de l'application des Peines de Nanterre, accepte sans aucune difficulté de signer un certificat de prise en charge à l'hôpital - ou le centre d'accueil de Nanterre - en vue de la libération conditionnelle sous tutelle pénale. Certes, ce n'est pas un petit engagement. Il s'agit de dix ans d'assistance et de contrôle à l'égard d'un multirécidiviste plus de vingt fois condamné, diminué physique, sans aucune ressource.

Ce condamné est heureux du lien établi avec le Comité de Nanterre. Les extraits de la correspondance échangée avec l'assistante sociale précitée, pendant neuf mois d'incarcération à Fresnes, en font foi :

... " Je vous remercie pour la prise en charge de votre comité post-pénal qui correspond exactement à ce qu'il faut pour ma situation." ...

... " Je sais pour ma tranquillité morale qu'avec vous pour me doubler, toutes mes difficultés s'aplaniront." ...

... " Je vois régulièrement Monsieur Bruneton (délégué-visiteur de prisons). Merci de me l'avoir fait connaître. Avec lui, j'ai de longues conversations. C'est un homme très bien et cela fait plaisir d'avoir un contact intelligent dans ce milieu carcéral si lourd à supporter"...

... " J'ai été avisé que je serai libéré le 28.4. 1975, et que pour cette liberté conditionnelle, j'étais pris en charge par votre service. Je suis très heureux de cette conclusion sachant que vous aurez à coeur de m'aider à résoudre mes problèmes et du fait de ma totale confiance en vous." ...

On peut constater que le comité de Nanterre en redonnant un peu d'espérance à un homme qui voulait mettre fin à ses jours, persuadé qu'il était de ne trouver partout que rejet et mépris, a pu faire dans la première phase de son action une démarche favorable et humaine.

2) Le 28 avril 1975, l'assistance sociale reçoit un coup de téléphone de X qui lui fait connaître son élargissement de Fresnes. Il a obtenu la libération conditionnelle. Le médecin ordonne son hospitalisation immédiate à l'hôpital Cochin, au service de cardiologie. Ce

libéré conditionnel attend la visite de l'assistante sociale avec impatience. A la suite de ce séjour à Cochin, le libéré est ramené à Nanterre puis de nouveau à Cochin pour être ensuite opéré à la Pitié. Le moral du libéré n'est pas toujours bon. Il est très démuné matériellement. Le comité de Nanterre l'assiste, mais c'est peu. Le délégué assure l'aide morale indispensable.

Le libéré a été placé par le service social de la pitié au centre de convalescence d'Anet, (Eure-et-Loire). Là en bon état de santé, il est sorti... un peu trop ... du centre où il s'ennuyait. Il a fréquenté un café où il dit avoir été très bien accueilli, mais naturellement, il a bu "un peu"... rentrant au centre dernièrement il a été provoqué par son compagnon de chambre qui lui a donné des coups... qui si l'on en croit l'éducateur auraient pu entraîner la mort "... une plainte aurait été déposée... Le libéré a été hospitalisé à l'hôpital psychiatrie de Bon-neval (E.&L.)

Le psychiatre refuse d'interner cet homme qu'il ne considère autrement comme un malade mental. Effectivement X est un homme intelligent, au comportement normal. Ce genre d'agissement peut survenir chez lui, à la suite d'une consommation même légère d'alcool, car à la suite de ses incarcérations successives il a perdu l'habitude de "boire".

Que faire de cet homme, celui-ci n'a pas envie de

retrouver l'hôpital et le centre d'accueil de Nanterre est fréquenté par des clochards, vagabonds etc... on téléphone de Chartres, au sujet de la plainte, le Parquet de Chartres rassure le Comité. Les faits sont beaucoup moins graves que ne le craignait l'éducateur. Des coups sans atteinte physique, ne nécessitant pas de soins médicaux. Aucune trace, donc un soulagement.

Enfin on fait conduire Monsieur X à l'hôpital de Nanterre. L'opération chirurgicale à remarquablement réussi. Une valve en plastique permet à l'intéressé une circulation sanguine presque normale. Le libéré peut envisager un emploi, mais, dit le médecin, pas un travail manuel. On envisage de le faire examiner par le service de l'Agence Nationale pour l'Emploi, service de reclassement des handicapés.

Où l'héberger ? La section locale du mouvement pour la Réinsertion Sociale a bien une chambre à mettre à sa disposition, mais qui la paiera ? 350 francs par mois, c'est trop lourd pour le Comité.

Au centre d'accueil de la Maison de Nanterre, il semblera à M.X qu'il est revenu en prison ...
Un foyer à Paris ? non, le libéré veut trouver un emploi et un hébergement dans le 92... Son âge, son état de santé, sa situation personnelle... que d'obstacles restent à franchir... en attendant, un poste de gardiennage logé pourrait convenir... on emploiera tous les moyens pour le reclassement de ce libéré. Oui, tout sera mis en branle.

Le comité souhaite arriver à une solution qui concilie tous les impératifs :

- obligations judiciaires,
- obligations médicales,
- capacités professionnelles,
- hébergement,
- difficultés financières

Enfin, recouvrant tout " l'ensemble humain" difficultés psychologiques.

Ainsi qu'on peut le constater, l'action du comité de probation et d'assistance aux libérés n'est pas une action solitaire. L'assistance sociale, déléguée à l'assistance de ce condamné à la tutelle pénale se trouve devant un problème à facettes multiples qu'elle va résoudre sous l'autorité du Juge de l'application des Peines du comité. Elle va entreprendre un dialogue avec des services extérieurs :

- médecins,
- services sociaux divers,
- service de l'emploi,
- Association de soutien du C.P.A.L (M.R.S.92)
- délégué bénévole,
- psychiatre et psychologue du comité de probation, et la liste n'est pas limitative.

Enfin, l'exemple du comité de Nanterre vient d'être examiné, sur le plan général on peut dire que l'agent

de probation conserve un contact suivi avec le condamné. A cet effet, il le convoque au siège du comité et lui rend visite à sa résidence ou au lieu de son travail. Il effectue dans le ressort du comité toutes les démarches et enquêtes utiles à l'accomplissement de son service avec l'autorisation du Juge de l'application des Peines, pour ses déplacements, tournées ou missions. Il s'assure que le libéré se soumet aux mesures de contrôle et de surveillance et aux obligations qui lui sont imposées. Si le condamné s'y soustrait, l'agent de probation doit immédiatement en rendre compte au Président du comité.

L'agent de probation peut également proposer au Juge de l'application des Peines tous aménagements ou modifications de ces mesures, ainsi que les actes d'assistance qui lui semblent utiles à l'égard du condamné dont il a la charge. Chaque trimestre, il doit remettre au Juge de l'Application des Peines un rapport sur le comportement du condamné. (article D.558, C.P.P.)

Section 2 - Les incidents éventuels et la fin de la tutelle pénale

Certains incidents peuvent survenir au cours de l'exécution d'une condamnation assortie de la tutelle pénale et aggraver le sort du multirécidiviste qui sont :

- soit commettre de nouvelles infractions;
- soit de ne pas observer les conditions et me-

sures dont la semi-liberté et la libération conditionnelle sont assorties.

Par contre, lorsque le condamné s'est bien conduit, la tutelle pénale peut prendre fin avant la durée de 10 ans.

Sous-Section I - Les évènements survenus

Au cours de l'exécution de la peine principale, si une nouvelle peine privative de liberté est prononcée pour une infraction commise alors que le condamné est encore sous écrou, la nouvelle peine prononcée s'ajoute, sans confusion possible à la peine assortie de la tutelle pénale. Dans ce cas, le temps d'épreuve de trois quarts de la peine pour la libération conditionnelle est allongé. Selon l'article C.841 du Code de Procédure Pénale, il doit être calculé sur la durée totale de la peine.

A - La nouvelle tutelle pénale

En cas d'échec de la tutelle pénale, c'est-à-dire lorsque le multirécidiviste a commis un crime ou un délit, la juridiction compétente pour en connaître peut, si elle prononce une peine privative de liberté et si les conditions de l'article 58-1 du Code Pénal sont réunies, ordonner une nouvelle tutelle pénale. Cette dernière seule est subie à l'expiration de la nouvelle peine principale pendant une durée de dix ans et se substitue donc à la précédente tutelle pénale (article 728-3, al. 1, C.P.P.).

La juridiction de jugement apprécie librement l'opportunité de prononcer une nouvelle tutelle pénale après s'être référé aux résultats d'un nouveau dossier de personnalité. Elle peut donc s'abstenir de prononcer la tutelle pénale si les conditions pour l'obtenir ne sont pas réunies. Dans ce cas, le condamné demeure à l'expiration de la nouvelle peine principale, sous l'effet de la précédente tutelle pénale pour la durée qui restait à subir avant l'exécution de ladite peine (art. 728-3 al.2, C.P.P.). Si elle est assortie d'une nouvelle tutelle pénale, le temps d'épreuve est porté aux trois quart de la peine; dans le cas contraire, (en l'absence de la nouvelle tutelle pénale) aux deux tiers, (le délai général fixé pour les récidivistes).

B - Mauvaise conduite

Le mauvais comportement du condamné à la tutelle pénale lorsqu'il est sous écrou est de nature à retarder son admission au régime de semi-liberté ou de la libération conditionnelle. Lorsque l'intéressé est en liberté conditionnelle, en plus de la nouvelle condamnation, l'inconduite notoire, l'infraction aux conditions ou l'inobservation des mesures énoncées dans la décision de mise en liberté conditionnelle peuvent entraîner la révocation de la décision sur proposition du Juge de l'Application des peines et le cas échéant après avis du comité consultatif de la libération conditionnelle par le Ministre de la Justice. La

condamné sera de nouveau placé en détention, sous le régime de la tutelle pénale en milieu fermé. En cas d'urgence, le Juge de l'Application des peines peut ordonner l'arrestation provisoire du libéré conditionnel, le ministère public entendu. Il en avise immédiatement le Garde des Sceaux (circulaire n° 6 du 30 décembre 1972, du Ministre de la Justice, destinée à la mise en application de la loi du 29 décembre 1972. p. 3).

En fait, la révocation est suivie de l'incarcération du condamné à la tutelle pénale dans un établissement fermé spécialisé, soit dans la prison de Lure, soit dans le quartier spécial de la Maison d'Arrêt de Besançon. Le condamné y subit le reste de ses dix années de tutelle pénale, déduction faite du temps passé en libération conditionnelle. Sa situation sera de nouveau examinée au moins tous les ans en vue d'une nouvelle admission éventuelle dans le milieu libre (article 733 et 728-2, C.P.P.).

L'examen des statistiques, permet de se rendre compte :

- En 1970, 208 décisions de libération conditionnelle sont intervenues à l'égard des relégués (107 admis pour la première fois et 101 en faveur des relégués ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle). Pour la même année les révocations intervenues sont de 111 (dont 94 à l'encontre des relégués pour nouveau délit et 17 pour mauvaise conduite.)

- En 1971, les libérations conditionnelles accordées à des condamnés à une peine assortie de la tutelle péna-

le sont au total 62 (dont 4 admis en cours de peine principale et 58 admis pour la première fois). Au courant de la même année, 20 décisions de révocation sont prononcées (dont 18 pour le nouveau délit et 2 pour mauvaise conduite). La libération conditionnelle a été donc révoquée pour environ un tiers des condamnés à la tutelle pénale.

- En 1972, 56 libérations conditionnelles sont accordées à des condamnés à une peine assortie de la tutelle pénale. Dans la même année, 32 révocations de la mesure sont intervenues (dont 22 pour nouveau délit et 10 pour mauvaise conduite). La libération conditionnelle a donc été révoquée pour plus de la moitié des condamnés à la tutelle pénale.

- En 1973, 63 libérations conditionnelles sont accordées à des condamnés à une peine assortie de la tutelle pénale (dont 4 admis en cours de peine principale, 39 admis pour la première fois et 20 ayant déjà bénéficié de libération conditionnelle). Dans la même année, les révocations prononcées par le ministre de la Justice à l'égard des condamnés dont certains condamnés à la tutelle pénale sont de 162 (dont 79 après nouvelle condamnation et 83 sans nouvelle condamnations.)

(1) Plus précisément, en 1973, les décisions de révocations de la libération conditionnelle prises par le ministre de la Justice à l'égard des condamnés à la tutelle pénale sont de 41

(1) Le rapport général sur les aspects de l'application des peines en 1973 (P.C-2) ronéotypé, n'a pas précisé le nombre des révocations prononcées à l'égard des condamnés à la tutelle pénale.

(dont 24 pour le nouveau délit et 17 pour mauvaise conduite. (1)

- En 1974, 54 libérations conditionnelles sont accordées à des condamnés à une peine assortie de la tutelle pénale (dont 1 admis au cours de la peine principale, 34 admis pour la première fois et 19 ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle. Dans la même année, 34 révocations de la mesure sont intervenues, (dont 14 pour nouveau délit et 20 pour mauvaise conduite). La libération conditionnelle a donc été révoqué pour plus de moitié des condamnés à la tutelle pénale. (1)

- Du 1er janvier 1975 au 1er octobre 1975, 52 libérations conditionnelles sont accordées à des condamnés à une peine assortie de la tutelle pénale (dont 2 admis en cours de la peine principale, 31 admis pour la première fois et 19 ayant déjà bénéficié de la libération conditionnelle.) Dans la même période, 29 révocations de la mesure sont intervenues (dont 14 pour nouveau délit et 15 pour mauvaise conduite).

Le nombre des révocations varie entre un tiers et la moitié de libérations conditionnelles accordées.

(1) L'Administration Pénitentiaire, statistiques non encore publiées.

LES DECISIONS DE REVOCATIONS DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE
PRISES PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE A L'EGARD DES CONDAMNES
A LA TUTELLE PENALE.

Année	Observations	Total
1970	_____ (1)	-
1971	pour nouveau délit 18 pour mauvaise conduite 2	20
1972	pour nouveau délit 22 pour mauvaise conduite 10	32
1973	pour nouveau délit 24 pour mauvaise conduite 17	41
1974	pour nouveau délit 14 pour mauvaise conduite 20	34
du 1.1.75 au 1.10.75	pour nouveau délit 14 pour mauvaise conduite 15	29
TOTAL		156

(1) En 1970, les décisions de révocations intervenues sont de 111, dont 94 à l'encontre des relégués pour nouveau délit et 17 pour mauvaise conduite.

Sous-Section 2 - Cessation de la tutelle pénale

La tutelle pénale a un caractère temporaire, car son terme ne peut excéder dix ans (art; 58-2, alinéa 1, C.P.P.)
Sa durée normale peut être abrégée par certains événements :

A - Par des règles propres à la tutelle pénale

1°) L'expiration normale

Pour le condamné à la tutelle pénale, qu'il soit sous écrou ou en liberté conditionnelle, sa peine complémentaire prend fin à l'expiration de la durée de dix ans calculée à compter de la fin de la peine principale. Le terme de cette période normale peut être reculé par l'exécution d'une nouvelle peine privative de liberté sanctionnant une nouvelle infraction non assortie d'une nouvelle tutelle pénale. Le délai ne comprend ni le temps passé en détention pour l'exécution des peines privatives de liberté, ni le temps qui s'est écoulé entre le moment où le condamné s'est évadé et a été repris.

2°) La limite d'âge de 65 ans

La tutelle pénale prend fin de plein droit dès que le condamné atteint l'âge de soixante-cinq ans (art.58-2 al.2, C.P.). Ainsi le législateur tient compte de la neutralisation des risques de récidive en fonction de l'âge. Les plus âgés, anciens délinquants ont besoin plutôt d'une assistance, dans

le cadre de l'aide sociale.

3°) La fin anticipée

La libération conditionnelle dont peut bénéficier le multirécidiviste constitue comme on l'a vu, l'une des modalités les plus souhaitables d'exécution de la tutelle pénale. L'objet de l'article 728-4 du Code de Procédure Pénale est de raccourcir la durée de la tutelle pénale en cas de succès. Cet article dispose que si à l'expiration d'un délai de cinq ans après son admission au régime de liberté conditionnelle, le condamné a satisfait " aux conditions particulières ainsi qu'aux mesures d'assistance et de contrôle qui lui sont imposées et si son reclassement paraît acquis, le J.A.P. peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la requête du condamné, saisir la juridiction qui a prononcé la tutelle pénale pour qu'il soit mis fin à celle-ci." Pour cet abrègement judiciaire de la durée de la tutelle pénale la loi exige la réalisation de trois conditions :

- 1 - Le délai de cinq ans,
- 2 - Le respect des obligations et des contrôles,
- 3 - Le reclassement apparemment acquis.

Les deux premières conditions sont objectives. Il suffit donc de constater leur existence. En revanche, pour la troisième, une plus large appréciation du juge est nécessaire et relève de l'une des orientations de la tutelle pénale qui consiste précisément à donner le maximum de souplesse à l'application de cette peine en accroissant le pouvoir d'ap-

préciation de l'autorité judiciaire. Si le déclenchement de la procédure est laissé à la libre initiative du juge de l'application des peines, qui est seul à pourvoir saisir la juridiction, la décision de mettre fin à la tutelle pénale revient à la juridiction qui l'a initialement prononcée.

Qui sera donc le juge compétent ?

Cette fin anticipée de la tutelle pénale pour M. J. ROBERT " sera d'une application difficile, en effet, le condamné soumis à la tutelle pénale exécutera cette mesure dans un établissement pénitentiaire qui sera normalement hors du ressort du tribunal qui l'a condamné, et il ne sera pas toujours mis en libération conditionnelle dans le ressort de ce même tribunal; il dépendra donc d'un juge de l'application des peines, étranger à ce ressort; or, c'est la juridiction qui a prononcé la tutelle pénale qui peut, seule, y mettre fin et il semble anormal; dans le silence du texte, qu'elle puisse être saisie par un juge de l'application des peines étranger au ressort." (1)

Pour Monsieur J.J. FRANCES-NAGRE " la juridiction qui a prononcé la tutelle pénale est saisie par le juge de l'application des peines du lieu de résidence du libéré condi-

(1) J. ROBERT : " Tutelle pénale des multirécidivistes "

Juris-classeur pénal Article 58-1 à 58-3, numéro 130

tionnel " (1) . Cette opinion nous paraît plus proche de la réalité, parce que celui-ci et le comité qu'il préside peuvent mieux se rendre compte de l'attitude et du comportement du libéré conditionnel pris en charge. Pour respecter les règles de la procédure traditionnelle concernant la compétence, il suffit que le Juge de l'Application des peines du lieu de résidence du libéré prenne la décision de saisir la juridiction. Si cette dernière n'est pas dans son ressort il demandera à son collègue compétent de saisir la juridiction compétente. Il est utile enfin aux magistrats chargés de prononcer la tutelle pénale de savoir comment elle est appliquée et s'assurer que leur pronostic était favorable. Le point de départ du délai de cinq ans est fixé à la mise en liberté conditionnelle et non à celui de la tutelle pénale. Ainsi par exemple, si un condamné à vingt ans de réclusion criminelle assortie de la tutelle pénale est mis en libération conditionnelle après l'expiration des trois quarts de la peine principale (15 ans), il pourra éventuellement bénéficier de cet abrègement judiciaire et ne pas subir du tout sa tutelle pénale en prison.

(1) FRANCES-MAGRE J.J. " Commentaire de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens " Revue pénitentiaire et de droit pénal 1971, p. 323 à 336 (P. 330)

B - En vertu des règles générales

Il s'agit ici de la grâce, de l'amnistie et de la prescription.

1°) La grâce

La tutelle pénale par sa fonction est considérée plutôt comme une mesure de sûreté. Elle aurait donc du survivre malgré une décision de grâce accordée par le Chef de l'Etat au condamné multirécidiviste. En fait, la tutelle pénale, juridiquement est une peine complémentaire qui est prononcée et qui reçoit l'application (bien que plus modérée), dans presque les mêmes conditions que tout autre peine privative de liberté. En l'absence d'un texte précis; il y a lieu donc de considérer que la grâce est applicable à la tutelle pénale sauf dispense par une disposition spéciale des lettres de grâce comme ce fut d'ailleurs pour la relégation (article 15 de la loi du 27 mai 1885).

2°) L'amnistie

L'amnistie mesure générale et impersonnelle en principe, ne peut être accordée que par une loi (Constitution du 4 octobre 1958, article 34). Elle efface rétroactivement le caractère délictueux des faits auxquels les s'applique. Si pour l'application de la grâce à la tutelle pénale, les avis sont partagés, en matière d'amnistie, le texte est formel. L'article 4 de la loi n° 74-643 du 16 juillet 1974 en précisant les effets de l'amnistie dispose : " L'amnistie entraîne, sans qu'elle puisse jamais donner lieu à restitu-

tion, la remise de toutes les peines principales, accessoires et complémentaires, notamment de la tutelle pénale, ainsi que de toutes incapacités ou déchéances subséquentes. Elle rétablit l'auteur de l'infraction dans le bénéfice du sursis qui a pu lui être accordé lors d'une condamnation antérieure. " Enfin, si une ou plusieurs des condamnations antérieures qui ont rendu possible le prononcé de la tutelle pénale s'effacent par l'effet de l'amnistie, il paraît qu'une telle amnistie ne permet pas de relever le condamné de la tutelle pénale et la jurisprudence en matière de relégation doit conserver sa valeur. (1)

3°) La prescription

La prescription de la peine est un mode d'extinction de la peine sans effacement de la condamnation. Pour la tutelle pénale, le texte est silencieux, mais s'agissant d'une mesure qui présente encore certains caractères de la peine, elle est susceptible de prescription comme toute peine impliquant des actes d'exécution sur la personne du condamné. Elle se présente ainsi, comme le contraire d'une individualisation. La durée de la prescription est de vingt ans ou de cinq ans, selon que la condamnation est intervenue en matière criminelle ou délictuelle. (Art. 763 & 764, C.P.P.). La tutelle pénale emprunte le caractère de la peine principale dont elle constitue le complément et se prescrit donc par le

(1) cass.ch.réunies, 8 avril 1921 : Bull. crim. n° 153.

même délai. Son point de départ est le jour où la décision devient définitive.

Sous-Section 3 - La réhabilitation

La réhabilitation consiste comme le dit très justement Monsieur Marcel SACOTTE " en une restitution de ses droits de citoyen au condamné qui a su se réintégrer dans la société dont il s'était exclu, et elle est une constatation pure et simple de cette restitution " (1). Elle doit être conçue comme la reconnaissance définitive de ce reclassement et non comme un moyen destiné à faciliter la réadaptation sociale de l'intéressé.

Le condamné à la tutelle pénale donc, comme tout autre condamné peut être réhabilité. Il faut distinguer deux formes différentes de la réhabilitation :

A - La réhabilitation légale.

Cette réhabilitation s'opère sans intervention du juge. Elle résulte de l'écoulement des délais légaux différents selon l'importance des condamnations à effacer.

L'article 784 alinéa 1 du C.P.P. modifié par l'article 54 de la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 dispose que la réhabilitation " est acquise de plein droit au condamné qui

(1) M. MARCEL SACOTTE, La réhabilitation judiciaire, les techniques de l'individualisation judiciaire, Edition Cujas 1971. p. 267 (p.273).

n'a, dans les délais ci-après déterminés, subi aucune condamnation nouvelle à une peine criminelle ou correctionnelle :

1° - Pour la condamnation à l'amende après un délai de trois ans, à compter du jour du paiement de l'amende, de l'expiration de la contrainte par corps ou de la prescription accomplie;

2° - pour la condamnation unique, soit à une peine d'emprisonnement n'excédant pas six mois, soit à une sanction pénale autre que l'emprisonnement ou l'amende prononcée à titre principal, après un délai de cinq ans à compter, soit de l'expiration de la peine ou de la sanction subie, soit de la prescription accomplie;

3° - pour la condamnation unique à une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq ans, ou pour les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas deux ans, après un délai de dix ans à compter, soit de l'expiration de la peine subie, soit de la prescription accomplie. "

Les délais actuels exigés pour la réhabilitation légale sont moins longs que ceux antérieurs à la loi du 11 juillet 1975. Le principe de la réhabilitation de plein droit qui est fondé sur l'absence de nouvelles condamnations pour crimes ou délits au cours des périodes déterminées a conduit le législateur à prévoir que les délais de réhabilitation légale (de plein droit) fixés à l'alinéa 1 de l'article 784, C.P.P. " sont suspendus pendant la durée de l'exécution de la tutelle pénale." (Art. 784, dernier alinéa, C.P.P.).

B - La réhabilitation judiciaire.

Les condamnés peuvent solliciter dans certaines conditions leur réhabilitation par voie judiciaire. Le condamné adresse sa demande au procureur de la République de sa résidence actuelle ou, s'il demeure à l'étranger, au procureur de la République de sa dernière résidence en France ou, à défaut à celui du lieu de condamnation (article 790 nouveau du C.P.P.). La chambre d'accusation a compétence pour prendre une décision individualisée après examen de chaque cas particulier. La demande en réhabilitation ne peut être formée qu'après un délai d'épreuve de cinq ans pour les condamnés à une peine criminelle et de trois ans pour les condamnés à une peine correctionnelle et d'un an pour les condamnés à une peine contraventionnelle. (Art. 786, C.P.P.). Le point de départ du délai de réhabilitation judiciaire pour le condamné à la tutelle pénale est fixé au jour où, la tutelle pénale prend fin. Alors que pour le condamné à une peine privative de liberté, sans tutelle pénale, ce point de départ commence du jour de libération définitive ou, du jour de sa libération conditionnelle lorsque celle-ci n'a pas été suivie de révocation. Une durée plus longue pour la réhabilitation judiciaire des multirécidivistes permet d'apprécier réellement leur reclassement social . Cependant, dans le cas où une décision de la fin anticipée de la tutelle pénale (art.728-4,C.P.P.) est prononcée, le délai requis pour la réhabilitation commence à la date de cette décision.

CONCLUSION

Nous venons d'étudier l'innovation de la loi du 17 Juillet 1970 qui supprime la relégation et la remplace par la tutelle pénale. En fait, il existe un décalage entre les buts visés et la réalité de la mise en application de la nouvelle institution. Il faut essayer de concilier deux ordres impératifs qui paraissent contradictoires :

- d'une part, la protection de la société contre les agissements des mutirécidivistes (portant atteinte à l'ordre public) en les neutralisant pour une durée de 10 ans en plus de la peine principale.

- d'autre part, le traitement individualisé des multirécidivistes en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité.

Sur le plan de la politique criminelle, la tutelle pénale est inspirée des tendances modernes représentées en particulier par l'école de la défense sociale nouvelle. Elle est conçue dans ses principes et dans ses modalités d'exécution, comme un moyen de récupération sociale. Elle est adaptée au cas particulier de chaque multirécidiviste. La peine est individualisée aussi bien pendant la phase judiciaire que pendant la phase pénitentiaire. La tutelle pénale, mesure fa-

cultative, peut être librement prononcée par la juridiction de jugement, qui en apprécie l'opportunité dans chaque cas particulier. Néanmoins, la tutelle pénale ne peut être ordonnée que s'il a été préalablement procédé à une enquête de personnalité et à un examen médico-psychologique. La Cour de Cassation veille à ce que la constitution du dossier de personnalité et aussi la présence d'un défenseur à l'égard de tout prévenu qui encourt cette peine soient assurées.

Lors de son exécution, la tutelle pénale permet la recherche de la rédemption du multirécidiviste, une recherche à la fois réformatrice et formatrice. Elle n'a pas un caractère général et obligatoire mais, est au contraire une mesure facultative adaptée à chaque cas et qui facilite le traitement individuel dans le cadre de la doctrine de la défense sociale nouvelle.

Quoi qu'il en soit, sur le plan législatif, la tutelle pénale est riche d'innovations, mais, en pratique les juridictions ont de moins en moins recours à cette nouvelle institution. Elles considèrent que le prononcé de la tutelle pénale, aboutit à condamner à une peine privative de liberté de 10 ans en plus de la peine principale. Mais le régime de la tutelle pénale peut être assoupli au cours de son exécution. Son prononcé ressemble plutôt à une sentence indéterminée. Si le multirécidiviste se trouve réformé et s'améliore

au cours de l'exécution de la peine principale, il peut bénéficier de la libération conditionnelle après avoir subi trois quarts de cette peine. Ensuite, après cinq ans de bonne conduite en libération conditionnelle le délinquant peut bénéficier de la fin anticipée de la tutelle pénale. Le condamné à la tutelle pénale est affecté, compte tenu de sa personnalité, dans des établissements spécialisés tel que la prison de Lure (milieu fermé) ou des centres de semi-liberté de Clermont-Ferrand ou de Saint-Sulpice-la-Pointe. Le régime de ces centres tend à favoriser l'amendement du condamné et à préparer son accession à la liberté conditionnelle. Cette dernière doit prendre la première place dans l'exécution de la tutelle pénale. Monsieur Roger VIENNE, qui souhaite que soient prévues des sanctions très spécialisées destinées, par exemple, aux mineurs, aux jeunes adultes, aux alcooliques, aux toxicomanes, aux multirécidivistes estime que la tutelle pénale est une institution "où très heureusement joue la combinaison du traitement en institution et du traitement libre. " (1)

Malgré tout, la réadaptation des multirécidivistes ne s' imagine pas sans une application attentive de la mesure

(1) M. ROGER VIENNE : " De l'individualisation de la peine à la personnalisation de la mesure " Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage Marc Ancel, Tome II, études de science pénale et de politique criminelle. Editions PEDONE Paris 1975, p. 187

aussi bien avant qu'après le jugement. Certains auteurs ont critiqué la tutelle pénale des multirécidivistes. Pour M.M. BOUZAT et PINATEL " l'Abrogation totale de la loi de 1885 qui réglait minutieusement le régime de la relégation d'une part, et le fait que la loi du 17 juillet 1970 n'est ni aussi détaillée, ni aussi explicite qu'on pourrait le désirer, d'autre part, laissent incertain le point de savoir ce qui pourra subsister de très importantes et minutieuses constructions que la jurisprudence avait édifiées sous le régime de la loi de 1885 " (1)

On peut dire que la tutelle pénale est presque à l'inverse de la relégation. La multirécidive signifie que les mesures pénales déjà prononcées et appliquées n'ont pas réussi à la réadaptation sociale du délinquant. Il faut donc procéder à une individualisation judiciaire de la peine et à un traitement individualisé du multirécidiviste dans les établissements spécialisés permettant un traitement médical s'il s'avère nécessaire et une éducation sociale. Or, le succès de la tutelle pénale dépend de la situation de chaque cas particulier pendant l'exécution de la peine. Alors que, par la relégation une fois décidée, la société se débarrassait des multirécidivistes, l'individualisation judiciaire et pénitentiaire par la tutelle pénale laisse toute initiative aux autorités judiciaires et

~~préventives. C'est pourquoi les conditions de relégation~~
 (1) MM. P. BOUZAT, J. PINATEL "Traité de droit pénal et de criminologie, Tomes I & II, par m. P. BOUZAT (mise à jour au 1er septembre 1971, p. 48).

pénitentiaires. C'est pourquoi les conditions d'exécution de la tutelle pénale sont définies de manière à permettre une individualisation très poussée lors de son application à chaque cas particulier.

Néanmoins, la tutelle pénale et la relégation ont certains points communs qui permettent à la jurisprudence en matière de relégation de garder encore sa valeur tant qu'elle n'est pas en contradiction avec les vœux du législateur de 1970. MM. Roger MERLE et André VITU considèrent que la tutelle pénale " sous une application différente, et avec de notables perfectionnements c'est tout de même l'institution antérieure qui subsiste. Il eût été d'ailleurs difficile de procéder autrement. " (1) Pour nous, tout dépend de son mode d'exécution. Si on développe son régime d'application, l'espoir de ramener dans la société les délinquants perdus paraît mieux assuré . On n'est donc pas attaché à la dénomination, l'essentiel, c'est d'assurer une surveillance et assistance aussi continues que possible à l'égard des multirécidivistes jusqu'à ce qu'ils puissent être réinsérés dans la société.

Discutant l'institution d'un autre point de vue, un psychologue a écrit :

"A priori, cette mesure ne semble pas très au point non plus.

On constate que les magistrats répugnent non seulement à la

(1) MM.R. MERLE & A. VITU " Traité de Droit criminel. Problèmes généraux de la science criminelle. Droit pénal général. Edition CUJAS, IIème édition 1973, p. 792.

prononcer, mais même à demander les expertises pour les individus qui en seraient théoriquement passibles. De plus, ils semblent suivre avec empressement les avis des experts quand ceux-ci la déconseillent plus ou moins explicitement." Il ajoute encore qu' " il est important aussi de noter comment apparaît la tutelle pénale dans le vécu des délinquants. Les cliniciens de la prison se sont aperçus que ceux-ci, loin d'avoir retenu les aspects théoriques de la loi (protection de la société et reclassement) n'en ont retenu que l'aspect punitif. Pour eux, un prononcé de tutelle pénale signifie simplement "dix ans de plus à tirer". Comment s'étonner lorsqu'on connaît l'éternel décalage entre la générosité et le libéralisme des textes légaux et la sordide réalité pénitentiaire ? " (1)

On souligne cependant que le nombre de 300 condamnations prononcées à la tutelle pénale n'est pas négligeable (5 dès 1970, 74 en 1971, 56 en 1972, 77 en 1973, 53 en 1974, 35 jusqu'au 1er Novembre 1975), on notera aussi que la Cour de Cassation veille très fermement à la constitution du dossier de personnalité, qui permet seul à la juridiction de jugement d'adapter très exactement la peine au cas particulier du condamné. On soulignera enfin que, la réinsertion sociale étant le but ultime de la peine infligée, il convient de commencer

(1) M.F. DUCCOTET, "Reflexions sur quelques éléments de la personnalité des sujets passibles de la tutelle pénale." *Instantanés criminologiques* (journal du centre français de criminologie) n° 18-1972 pp. 15 & 17.

au plus tôt la préparation à la libération conditionnelle, pour éviter les inconvénients du milieu fermé. Or cette libération peut selon les progrès de l'amendement du condamné intervenir durant l'exécution de la peine principale, ou bien pendant la durée de la tutelle pénale. On dispose ainsi des moyens de conduire le traitement en l'adaptant au cas de chaque détenu.

Cependant les obstacles au reclassement comme le dit Monsieur le professeur Georges LEVASSEUR," sont multiples, ils dépendent de l'individu lui-même, de sa personnalité, de la durée de la peine exécutée, des effets de cette durée sur l'entourage familial du condamné, etc. Ils dépendent aussi de l'assistance dont il aura pu bénéficier au cours de son incarcération et après sa libération, de l'accueil que le milieu du travail et le milieu de vie réservent à celui que la justice pénale a stigmatisé ". (1) On a consacré le centre de Lure à l'heure actuelle (et dans un avenir très proche un quartier spécial dans le centre de Besançon) aux condamnés à la tutelle pénale en milieu fermé. Le centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand peut recevoir beaucoup plus de multirécidivistes; mais il faut d'abord préparer ces délinquants au bénéfice de ce mode de traite-

(1) M. GEORGES LEVASSEUR : "Réformes récentes en matières pénales dans l'école de la défense sociale nouvelle". Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc Ancel Tome II, Etudes de science pénale et de politique criminelle. Editions PEDONE, Paris 1975, p. 40

ment. Le centre de semi-liberté de Saint-Sulpice-la-Pointe qui peut assurer un travail suffisant aux semi-libres, s'attend à recevoir un nombre considérable de condamnés. Ce centre, avec son régime très libéral a eu moins d'échecs en ce qui concerne l'évasion par rapport à d'autre centre de semi-liberté. Il faut donc développer ce genre d'établissement qui est devenu comme un foyer, où surtout le délinquant asocial, ayant besoin d'être assisté et contrôlé se considère comme chez lui.

Le travail, moyen de reclassement le plus efficace est assuré dans les centres que nous venons de mentionner. Mais sur le plan socio-éducatif, il faut beaucoup d'efforts.

Malgré tout, les multirécidivistes sont pour la plupart des inadaptés à la vie sociale. Pour éviter la récurrence, il faut remédier aux causes de cette inadaptation. Ces causes, sont très diverses, mais . sont souvent l'absence d'appui moral ou de chaleur humaine dont les délinquants ont souffert dans les milieux où ils ont vécu. Il faut donc assurer une véritable relation entre le condamné et les membre de l'équipe pénitentiaire dans les centres; puis entre le libéré et les agents du comité de probation et d'assistance aux libérés en milieu libre pour parvenir à une personnalisation effective dans le traitement.

Pour parvenir à ces résultats, il faut des moyens en personnel et en matériel. Une équipe pénitentiaire com-

posée de médecins, psychiatres, éducateurs et assistants sociaux peut offrir au délinquant, l'aide morale qu'il réclame. Or, aucun des centres consacrés à la tutelle pénale n'est doté d'éducateur. Il n'y a ni médecin ni psychiatre pour la visite régulière de ces délinquants souvent alcooliques. Une seule assistante sociale assiste chaque mois à la réunion de la commission de l'application des peines; mais elle ne visite que parfois le centre dans l'intervalle de ces réunions.

Le nombre insuffisant des agents de probation ne permet pas de suivre les délinquants placés sous le régime de la libération conditionnelle pendant leur tutelle pénale, bien qu'il s'agisse d'un facteur important pour leur réadaptation. Pré-

sentement, le nombre de ces agents exerçant leurs fonctions à plein temps comme le dit très justement Monsieur Jean-Claude SOYER " avoisine deux cents, tandis que les condamnés subissant leur peine en milieu ouvert (dont les condamnés à la tutelle pénale) sont plus de trente deux mille".

(1) Ainsi un accroissement massif des moyens en personnel qualifié et en matériel est devenu indispensable en milieu fermé et surtout en milieu libre pour que la pratique puisse suivre la réforme mise en cause.

Les enquêtes opérées sur place permettent de douter que, pour l'instant tout au moins, le régime de traitement des multirécidivistes, tel qu'il est appliqué par l'administration pénitentiaire en fonction des moyens réduits dont elle dispose,

(1) M. JEAN-CLAUDE SOYER : " Prisons ouvertes ou prisons fermées ? " "Le Figaro" du 12 Août 1974, p. 1 & 5.

réponde parfaitement aux buts visés par le législateur. Enfin nous distinguons les trois catégories des multirécidivistes déjà connus et préconisons les suggestions suivantes :

1 - Pour les récupérables, à personnalité déviante, mais assez forte qui parviennent à se reclasser le plus facilement, il faut un passage très rapide en milieu fermé pour les mettre ensuite sous le régime de la semi-liberté. Pour empêcher leur évasion dans cette phase (il y en a environ 50 %) il faudrait leur accorder la libération conditionnelle à une date fixée à l'avance, mais sous condition d'avoir été soumis à titre probatoire au régime de semi-liberté. Ces délinquants une fois décidés, ne récidivent plus et on peut donc favoriser leur accès à la libération conditionnelle.

2 - Les antisociaux fermement opposés à l'organisation sociale qui sont peu nombreux doivent rester plus longtemps en milieu fermé. Avec l'âge, leur tendance agressive diminue. La neutralisation et la réadaptation de ces délinquants nécessitent donc d'équiper suffisamment les établissements en milieu fermé tel que le centre de Lure et le centre de Besançon.

3 - Les asociaux, sans volonté, facilement entraînés sont incapables d'imaginer les conséquences de leurs actes. Ils sont les plus embarrassants. Il leur faut une assis-

tance continue. Il faut les garder longtemps dans un centre libéral comme le centre de semi-liberté de Saint-Sulpice-la-Pointe. Ils ne souhaitent pas leur libération conditionnelle. Ils préfèrent rester en semi-liberté pour être logés et nourris convenablement. Quoi qu'il en soit, on ne peut les garder toujours en semi-liberté. La libération conditionnelle doit leur être accordée mais avec une prise en charge très effective.

ANNEXE I

L'exemple d'un dossier de flagrant délit envisageant un supplément d'information à l'égard d'un condamné passible de la tutelle pénale.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE

CHAMBRE CORRECTIONNELLE

NOTES D'AUDIENCE DU 31 JANV. 1975

- né le août 1928 à (50) - Avocat : Me

PREVENU DE : VCL - (M.D. du 31/1/1975)
INFRACTION A INTERDICTION DE SEJOUR -

VICTIME : 55,

PROCEDURE DE FLAGRANT DELIT -

Interrogatoire

en présence

Citibataire -
le dit défendeur condamné à - 1 an + 18 mois
d'emprisonnement pour vol -
demande un avocat d'office -
manque le 31.

PRÉSENTS

MM
Président
Assesseur
Assesseur
Substitut
Secrétaire Greffier

M.P. - ne réquisitionne -

C. C. H.

DÉTAIL DES FRAIS

Frais liquidés par J. I. ou préc. jugt.....	
Coût citation à prévenu....	
Taxe de témoins.....	
Honoraires d'experts.....	
Bulletin n° 1.....	
Fiche casier contrav.....	
Grosse et signification.....	
Copie dossier.....	
Timbre minute.....	
Enregistrement.....	
TOTAL.....	
Droit de poste.....	
Droit de greffe.....	
TOTAL GÉNÉRAL.....	
Droit de plaidoirie.....	

renu au 7-2. 1975 -
mandat de dépôt tenant -

le Président :

le Greffier :

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE

— 22 —

CHAMBRE CORRECTIONNELLE

NOTES D'AUDIENCE DU 7 FEV. 1975

- né le août 1928 à (50) - Avocat :

PREVENU DE : VOL -

(M.D. du 31/1/1975)

Commis

INFRACTION A INTERDICTION DE SEJOUR -

VICTIME ::

PROCEDURE DE FLAGRANT DELIT - (après renvoi)

Interrogatoire

en présence et h. gaudet.
je l'ai condamné -
je l'ai fait qui me ont refais -
j'ai subi la peine à la. (du 16-8-64)
le 16-9-63, j'ai eu 3 ans - je l'ai subi
le 12-7-65, j'ai eu 40 mois - je l'ai subi
+ interdiction de séjour
12-12-65 30 mois - je l'ai subi -

PRÉSENTS

MM

___ Président

___ Assesseur

___ Assesseur

___ Substitut

___ Sec^{re} Greffier

DÉTAIL DES FRAIS

Frais liquidés par J. I. ou
préc. jug^{ement}.....

Coût citation à prévenu....

Taxe de témoins.....

Honoraires d'experts.....

Bulletin n° 1.....

Fiche casier contrav.....

Grosse et signification.....

Exp^{édition} greffier.....

Timbre minute.....

Enregistrement.....

TOTAL.....

Droit de poste.....

Droit de greffe.....

TOTAL GÉNÉRAL.....

Droit de plaidoirie.....

PCH.

Supplément d'informations (163 c.P.P.)
Commis h. Francis - Mager -

renvoi l'affaire à une prochaine audience
mandat dépôt tenant.

le Président :

le Greffier : /

223

TRIBUNAL
CORRECTIONNEL
de

11^e chambre

J U G E M E N T

N° de l'affaire : N75 031 3007 5 N° du Jugement :

NATURE DES INFRACTIONS : VOL -
INFRACTION A INTERDICTION DE SEJOUR -
PARTIES CIVILES :

TRIBUNAL SAISI PAR : Procédure de flagrant délit.

Sur la requête de Monsieur
le Procureur de la République près le Tribunal de Grande
Instance de MONTREUIL.

DATE D'AUDIENCE : 7 Février 1975. DATE JUGEMENT : 7/2/1975

PERSONNE POURSUIVIE

NOM	:	
PRENOM	:	
AUTRES PRENOMS	:	
Age	:	46 ans
Date et lieu de naissance	:	18 août 1928 à DEUILLEUL (50)
Filiation paternelle	:	Fils de
Filiation maternelle	:	
Profession	:	Ouvrier d'entretien
Domicile	:	Hôtel du Berry, Rue de l'Echiquier à PARIS (10 ^e me)
Nationalité	:	Française
Situation familiale	:	Célibataire
Situation militaire	:	indéterminée
DETENTION	:	DETENU (M.D. du 31/1/1975)
Antécédents judiciaires	:	Déjà condamné
COMPARUTION	:	COMPARANT, assisté de ... Avocat
CIVILEMENT RESPONSABLES	:	à la Cour, commis d'office.
Comparution	:	
PARTIES INTERVENANTES	:	

MOTIFS DU JUGEMENT

Le 31 janvier 1975, a été, en vertu d'une procédure de flagrant délit, déféré devant Monsieur le Procureur de la République près ce Tribunal et placé sous mandat de dépôt pour avoir, à NEUILLY S/SEINE (Hauts de Seine), le 23 janvier 1975, frauduleusement soustrait onze mille francs environ, au préjudice de la Grande Loge Nationale de France;

et, en outre, dans les mêmes circonstances de lieu et de temps, étant interdit de séjour, paru dans un lieu qui lui était interdit par arrêté du Ministre de l'Intérieur en date du 19 mars 1969, notifié le 30 avril 1969 à MURET, pour une durée de treize ans et, encore, n'avoir pas fait viser son carnet depuis l'année 1972;

Faits prévus et punis par les articles 379, 401 et 49 du Code Pénal et l'Arrêté Municipal du 19 mars 1969.

A l'appel de la cause, Monsieur le Président a constaté l'identité du prévenu et donné connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal. Monsieur le Président a averti le prévenu de son droit de solliciter un délai pour préparer sa défense, conformément aux dispositions de l'article 396 du Code de Procédure pénale et celui de demander la désignation d'un avocat d'office, par application de l'article 417-2 dudit Code.

Le prévenu a déclaré demander la désignation d'un avocat d'office.

Le Greffier a tenu note des réponses du prévenu.

Puis, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

L'affaire n'étant pas en état de recevoir jugement, la renvoie à l'audience du 7 février 1975, à seize heures.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, en matière correctionnelle et en 1er ressort :

Dit que l'affaire n'étant pas en état d'être jugée au fond, la renvoie à l'audience du 7 février 1975 à seize heures, mandat de dépôt tenant.

Réserve les dépens.

Le Tribunal était composé comme suit :

Mr	Président
Monsieur	1er Juge
Monsieur	Juge
Monsieur	1er Substitut
Madame	Secrétaire-Greffier

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE-GREFFIER

Décision dispensée de la formalité de l'enregistrement.
(Décret n° 70.550 du 25 Juin 1970)

Droits en débet :

- Droit de timbre	10,00
- Droit d'enregistrement	80,00

TOTAL	90,00
	=====

Quatre vingt dix francs.

TRIBUNAL
de GRANDE INSTANCE
DE ..

Nanterre, le

7 Avril

1975

Cabinet 142

- ORDONNANCE -

Nous, M., Juge au Tribunal de Grande Instance de Nanterre, commis par jugement de la 11ème Chambre de ce Tribunal en date du 7 février 1975, procéder à un supplément d'information

Attendu que né à le 5.08.28 et ayant demeuré à Paris poursuivi pour vol et infraction à interdiction de séjour est susceptible de voir prononcer à son égard la tutelle pénale.

Vu les articles 58 du Code Pénal, 81 alinéa 6 et 463 du Code de Procédure Pénale.

Commettons M. à l'effet de procéder à une enquête sur la personnalité et la situation familiale et sociale de et fournir tous éléments sur le comportement de l'intéressé et sur les mesures susceptibles d'être envisagées à son égard.

Lui Impartiisons un délai de trois semaines pour procéder à sa mission.



DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
de

ORDONNANCE AUX FINS D'EXAMEN
MÉDICO-PSYCHOLOGIQUE

387

CABINET de N° de L'INSTRUCTION N° PARQUET

M^r ~~FRANSES MAGRE~~ (Bureau 122)

/ sec.

19 Greffe de la 11^{ème} CHAMBRE

INCUPLATION

Local 145

PREVENU ~~XXXXXXXX~~ (nom, prénoms, domicile)

Date et Lieu de Naissance :

5 août 1928
à (50)

Nous, Juge ~~au~~ Tribunal de Grande Instance de ~~Paris~~, commis par jugement du 7/2/1975
Vu la procédure susvisée : pour procéder à un supplément d'information,

Commettons M. le Dr ~~Expert (1)~~

et M. le Dr ~~Expert (1)~~

(1) dispensé du serment en raison de leur inscription sur la liste dressée en application de l'article 157 du Code de procédure pénale pour l'année judiciaire en cours.

(2) désigné vu l'urgence et l'indisponibilité des experts figurant sur la liste dressée en application de l'article 157 du Code de procédure pénale et qui prêteront préalablement serment.

qui procéderont aux opérations ci-dessous spécifiées et nous remettre ont dans le délai de UN MOIS rapport détaillé concernant

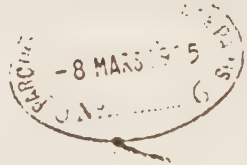
~~leur~~ avis motivé et l'attestation qu'ils ont personnellement accompli la mission qui leur a été confiée.

Fait en notre Cabinet, le 5 mars 1975

Le Juge ~~d'instruction~~

N° 122

Monsieur le Procureur Général
de la Cour d'Appel
de PARIS



5861/70
w'ch-

Le nommé _____ est passible de la tutelle pénale pour avoir été condamné, notamment, par arrêt de la Cour d'Appel de Paris 10ème Chambre du 12 décembre 1970, à trente mois d'emprisonnement, pour VOLS et INFRACTION à ARRETE D'INTERDICTION DE SEJOUR.

La peine est expirée le 8 mars 1972.

Commissaire pour procéder à un supplément d'information par jugement du Tribunal Correctionnel de Nanterre, (11ème Chambre) du 7 février 1975, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir :

- X - l'expédition de cet arrêt,
- X - l'extrait du Registre d'Ecrou y afférent.

Jan 8-9-69
MD x

10 D'ARRET

[18 septembre 1924]

EXTRAIT DE REGISTRE D'ECROU

3929
 du 16-1-24
 provenance de
 La Santé

Le nommé prénoms
 né le à [département]
 fil de Louis et de [ou pays]
 demeurant à

A été écroué le en vertu d
 en date du de M
 sous l'inculpation d

A été condamné par [jugement] rendu [contradictoirement] à la date du 12-12-70
 par C. Appel Paris 10'
 pour vol - infraction 1-3-
 en vertu des articles 379, 401, 409 C.P.
 à la peine de 30 mois d'empr.

Interdiction de séjour

Dossier transmis

le

Arrêté du

notifié le

(Voie de recours exercée):

A commencé à subir sa peine le 8-9-1929, jour 27
 laquelle peine [expirera éventuellement] le 8-3-32, compte tenu
 est expirée

— d'une détention préventive subie du au , soit
 — de la réduction pour emprisonnement cellulaire subi du au
 soit un bénéfice de (application de l'art. 4 de la loi du 5 juin 1875);
 — des mesures gracieuses (ou des circonstances) ci-après :

Cependant détenu pour autre cause, en raison de autres affaires (voir au verso
 et libérable finalement le

A été transféré le sur
 A été libéré le 8-3-32
 en vertu de l'expiration de sa peine

Et a déclaré se retirer à

Certifié conforme par le soussigné — Directeur — Greffier-Comptable
 l'établissement précité, le 13 Mars 1935



COUR D'APPEL

D. PARIS

Procès-verbal d'interrogatoire

TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE

De _____

CABINET

de M. _____

JUGE _____

N° _____

● ●

Le 23 Mai 1975 à seize heures

Devant nous _____

Juge Tribunal de grande instance d' _____
chargé d'un supplément d'information
assisté de Madame _____, greffier,

étant en notre cabinet au palais de Justice,

A comparu _____
né le _____prévenu de : VOL - INTERACTION A
INTERDICTION DE SEJOUR -
N° _____conseil de l'inculpé, régulièrement convoqué par lettre recommandée adressée
le 14 mai 1975, _____ et à la disposition de qui
la procédure a été mise vingt-quatre heures au plus tard avant le présent inter-
rogatoire, est présentNous donnons au prévenu connaissance du rapport des Experts
les Docteurs _____ et _____ et un délai de cinq jours pendant
lequel il aura la faculté de présenter des observations ou de
formuler une demande, notamment aux fins de complément d'exper-
tise ou de contre-expertise.Il répond : "Je vous donne acte de cette notifi-
cation".Je conteste les conclusions du rapport et demande
une contre-expertise.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE

391

TÉL. 769-25-80

N° Bo	1er Secteur	N° Cabinet du Juge
Nature des faits	VOL, INFRACTION INTERDICTION	Date des faits 23 janvier 1975
Date du réquisitoire	Nom du juge	
Nom Prénoms	Nom de femme mariée	
Date, lieu de naissance	le août 1928 à	
Filiation	Fils de et de	
Profession, nationalité	ouvrier d'entretien - Nationalité française	
Domicile		

INCUPLÉ

Copie

ORDONNANCE DE COMMISSION D'EXPERT

EXAMEN MÉDICO-PSYCHOLOGIQUE
(Expert unique ou dualité d'experts)

Nous, Juge d'Instruction,
commis par jugement du 7/2/1975 pour procéder à un supplément d'information
au Tribunal de grande instance de Nanterre,

Vu la procédure sus-visée,

Vu l'article 81 du Code de Procédure pénale,

Vu les articles 156 et suivants du Code de Procédure pénale,

Commettons M. le Docteur

inscrit sur la liste nationale (1)

inscrit sur la liste dressée par la Cour d'Appel de Paris (1)

et M. le Docteur

inscrit sur la liste nationale (1)

inscrit sur la liste dressée par la Cour d'Appel de Paris (1)

Experts auxquels nous avons fait prêter serment (1)

qui, après avoir pris connaissance du dossier et s'être entouré de tous renseignements

utiles, ~~aura~~ (1) pour mission :

- d'analyser l'état actuel de la personnalité de l'inculpé ;
- de dire quels sont, au point de vue psychologique, les éléments individuels, héréditaires ou acquis, de tempérament, de caractère, d'humeur, et les facteurs ambiants familiaux et sociaux dont l'action peut être décelée dans la structure mentale, le degré d'évolution et les formes de réactivité de l'intéressé ;
- de procéder à toutes investigations médico-biologiques qui paraîtront utiles.

(1) Rayer la mention inutile.

T.S.V.P.

Monsieur

392

Juge d'Instruction

(Bureau)

EXAMEN MEDICO - PSYCHOLOGIQUE

de

Nous soussignés :

- Dr : demeurant rue de à Paris
- Dr demeurant rue de à Paris
- commis par Jugement du 7 - 1975 pour procéder à un supplément d'information
- avec mission de:
 - 1- procéder à l'examen médico-psychologique de l'inculpé
 - 2- Dire si ce sujet présente des troubles ou déficiences physiques ou psychiques susceptibles d'influer sur son comportement.
 - 3- Dire si les troubles ou déficiences constatés rendent nécessaire une mesure de protection de sauvegarde ou de rééducation particulière, un traitement, des soins spéciaux ou s'ils comportent des contre-indications professionnelles ou autres.

Certifions avoir rempli personnellement notre mission et en présentons les résultats dans ce rapport certifié sincère et véritable.

LE RAPPEL DES FAITS

est le suivant : il a été jugé par le Tribunal des Flagrants Délits de , pour avoir volé une somme importante à la Maçonnerie de , où il était employé aux travaux de nettoyage. Il a été arrêté à son domicile 6 jours plus tard.

X est un multi-récidiviste susceptible de la Tutelle Pénale ce qu'il redoute fort.

Il ne sait plus la date de sa première condamnation - non plus que le nombre de celles-ci. " 10 - 18 - 30 - 40 ? ".

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

X est âgé de 47 ans , il est né le . 1928 dans , à , près de .

Son père est décédé - il était cheminot .

Sa mère ne travaille pas.

Il a un frère âgé de 42 ans - moquettiste - qui n'a jamais été condamné et une demi-soeur âgée de 30 ans.

Après des études primaires et le CEP, a travaillé pendant 3 ans à la campagne.

A 17 ans en 1945 il s'est engagé par devancement de l'Appel, dans l'Infanterie Coloniale .

Il a été d'abord en Afrique, puis a terminé sa carrière militaire au Tonkin en 1954, avec le grade de Sergent.

A 26 ans il s'est trouvé sans formation professionnelle .

Il a d'abord été déménageur - travail instable - pour lequel il a été employé dans plusieurs maisons.

Il a ensuite travaillé dans la Maçonnerie, et s'est enfin trouvé un emploi plus stable dans une entreprise de nettoyage.

X est resté célibataire , il a vécu en concubinage pendant 4 ans et depuis longtemps il vit seul - seul à l'hôtel , seul avec sa mère.

ETUDE DE LA PERSONNALITE

X est un homme de taille moyenne , sec et bien proportionné. Il mesure 1 m 69 et pèse 53 kgs.

Il est en bonne santé apparente et ne reconnaît aucun antécédent nosologique.

Il aurait été blessé à Paris en 1944 et aurait reçu en Indochine des blessures légères.

Il a été élevé dans une famille modeste jusqu'à l'âge de 14 ans dans des conditions que l'on peut considérer comme normales.

Puis il a travaillé à la campagne jusqu'à l'âge de 17 ans.

Il s'est alors engagé et a mené pendant 10 ans une vie facile, sinon dangereuse, qui malgré des conditions d'encadrement rigoureuses ne contribuent à favoriser des sentiments d'éthique.

Cette vie lui convenait parfaitement, il s'y est très bien adapté et a obtenu le grade de Sergent.

Mais la vie dans un Régiment d'Infanterie Coloniale - en guerre - ne lui a permis aucune formation professionnelle.

Il a eu le tort à 26 ans de ne pas continuer une carrière militaire Déménageur, maçon, puis employé dans une entreprise de nettoyage, il gagnait - proportionnellement - beaucoup moins que dans l'Armée. C'est là un de ses griefs et un de ses mauvais arguments pour expliquer ses vols.

X n'est pas inintelligent bien que profondément inculte. Les efforts qu'il a fournis facilement lorsqu'il était militaire dans des conditions - danger mis à part - sécurisantes. lui ont été impossibles dans la vie civile.

X considère - à juste titre - que ses vols ont été " idiots " Il prétend avoir toujours agi sur des coups de tête et ne peut les expliquer.

Il prétend également - ce qui peut étonner - que dans bien des endroits où il était employé au nettoyage, il aurait pu s'emparer de sommes beaucoup plus importantes que celle de son dernier délit car les " coffres étaient souvent ouverts " (?)

X est un solitaire, il n'a pas de femme, aucune attache sentimentale et ne s'en préoccupe guère.

Il n'a pas d'amis et ses distractions sont - elles aussi - solitaires, il va au cinéma et fréquente les champs de courses. Par contre il fréquente les cafés et reconnaît " qu'il boit un peu " par fois jusqu'à l'ivresse.

> a - somme toute - été perverti par 10 années de vie facile et sans souci et - lorsqu'à 26 ans - il s'est retrouvé en face de la réalité, il n'a pas eu le courage de s'adapter.

lorsqu'il orne ses vols du qualificatif " idiot " il n'a pas tout à fait tort, et il faut une grande absence de jugement pour dérober une forte somme et rentrer ensuite à son domicile sans imaginer qu'on viendrait l'y chercher.

Il faut également un grand manque de discernement pour devenir multi-récidiviste et supporter - sans vouloir s'amender - un grand nombre de condamnations.

X est le type même du " vieux cheval de retour " qui supporte avec indifférence son incarcération, sans aucune culpabilité, avec le seul pauvre argument " qu'il ne gagnait pas assez ". C'est le triste petit voleur sans envergure dont la légion coûte plus cher à la société que les grands ténors.

CONCLUSIONS

1/ L'examen médical de X ne met en évidence aucune anomalie.

Son examen mental ne montre pas non plus de troubles atteignant la dimension psychiatrique .

L'examen de sa personnalité montre qu'il est faible, veule, peu intelligent et incapable de résister à la tentation du vol. Il prétend qu'il ne sait pas pourquoi il vole sans pouvoir s'empêcher de récidiver.

C'est à notre avis parcequ'il n'a jamais voulu réaliser une adaptation sociale et qu'il se comporte vingt ans plus tard comme un soldat en maraude, dans un désir de facilité non contrôlé.

2/ X ne présente donc aucun trouble ou déficiences psychique ou psychique susceptible d'influencer son comportement. La faiblesse de la volonté et la négation de l'éthique ne peuvent être considérés comme une diminution de sa responsabilité.

Cet état ne semble comporter aucune mesure de rééducation particulière ni de protection ou de sauvegarde (sinon à l'égard de la société) ni aucun soin médical spécial.

Le 2 mai 1975

La présente enquête de personnalité est motivée par le fait que l'inculpé encourt la tutelle pénale en vertu de l'article 58-1 du Code pénal: quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement au cours des dix dernières années.

Les renseignements qui suivent ont été recueillis auprès de l'intéressé et n'ont pu être vérifiés en raison de la brièveté du délai qui nous est imparti. Ils sont donc connus avec les réserves qui s'imposent en l'occurrence.

Le père , était agent à la S.A.C.F. - Il serait mort en 1939. L'inculpé l'a peu connu, puisqu'il n'avait que 11 ans lorsqu'il est décédé.

La mère, née , est âgée de 72 ans et est domiciliée . ELLE perçoit la retraite des vieux travailleurs et est aidée par ses enfants dans la mesure de leurs moyens. Quand elle était en activité, elle exerçait comme femme de ménage et comme concierge. Avant son incarcération, son fils vivait avec elle. Il semble qu'ils s'entendent bien.

Le frère - L'inculpé a un frère et une demi-soeur. Le frère a 44 ans, est marié et a six enfants. Il est poseur de moquettes et de tentures murales et habite . Après son veuvage, mère a eu une fille, qui est donc la demi-soeur de l'inculpé. Celle-ci âgée de 30 ans, célibataire, est dessinatrice et est domiciliée à .

L'inculpé qui est le seul de la famille à avoir eu affaire à la justice, a avec ses frère et soeur des rapports qui sont épisodiques.

Le titre de . Il est né le 10 août 1928 à . Il est célibataire. Il a quitté son pays d'origine à 2 ou 3 ans pour suivre ses parents à PARIS. Il a effectué une scolarité normale jusqu'à 14 ans, à l'issue de laquelle il a obtenu le certificat d'études. C'était en 1942. Le ravitaillement à PARIS pendant la période d'occupation étant difficile, il part travailler en 1943 dans des fermes. A l'époque, il aurait été blessé ; la jambe droite par une piqûre d'éléphant, la bête dont il souffre périodiquement. En 1945, à la fin des hostilités, il s'engage à 17 ans pour 5 ans. Il est incorporé au Régiment d'infanterie coloniale à PARIS (old Bruno) et est dirigé sur le Maroc où il reste un an. Puis il est envoyé avec son unité en Indochine, au Tonkin plus exactement, où il reste 4 ans. Il

quitte l'armée à l'issue de son engagement, avec le grade de sergent. Il serait titulaire de la Croix de guerre des F.O.F. déclare que ses papiers lui ont été volés, y compris son livret militaire. Il ne possède donc aucune pièce pour justifier de sa carrière militaire.

De retour à la vie civile en 1950, il exerce plusieurs métiers: déménageur, aide-coiffeur dans la maçonnerie; passe un CAP de coiffeur, mais devant les difficultés de trouver du travail dans cette branche, il semble particulièrement attiré par le travail dans les entreprises de nettoyage. Sa vie professionnelle est interrompue par diverses incarcérations dont l'intéressé ne peut préciser ni les dates ni la durée. D'après ce qu'il nous dit, tous les délits pour lesquels il a été poursuivi sont des vols qu'il commettait seul; mais nous n'avons pu obtenir aucun détail sur ces vols ni sur les condamnations prononcées ni sur leur date. Sa première condamnation a été une peine de prison ferme et il semble qu'elle a été le point de départ d'une série d'autres méfaits. Après sa première peine avec sursis pour le premier délit aurait été plus salu-
taire pour lui qu'une peine de prison ferme. La dernière affaire pour laquelle il est poursuivi est un vol de numéraire (environ 11.000 F) et une infraction à une interdiction de séjour qui expire le 10 avril 1984. Il est actuellement incarcéré au Centre pénitentiaire de depuis le 31 janvier 1975.

Comportement -

Il a une présentation soignée. Il a 40 ans, mais il paraît plus vieux que son âge, du fait sans doute que ses traits sont tirés, qu'il est voûté et qu'il est chauve.

Une fois connu le but de notre visite, il ne fait pas de difficulté pour répondre à nos questions.

a) Au point de vue intellectuel - Il est très loquace. C'est un trait dominant chez lui. Est-ce le besoin de se déboulonner, ou encore celui de dire des choses qu'il n'ose pas dire devant les magistrats, car il reconnaît que ceux-ci le paralysent. Dans la conversation, nous le suivons difficilement; à son élocution rapide s'ajoutent de fréquents changements de sujet. Il saute "du coq à l'âne" et n'arrive pas à fixer sa pensée sur une question déterminée. Il est rare que nous obtenions une réponse à une question précise, même en la posant plusieurs fois. Il se lance dans des divagations et on est en droit de se demander s'il s'agit d'une tactique pour éviter de répondre ou si souffre d'un déséquilibre mental. Par ailleurs, sa mémoire est souvent défaillante, et les affaires dans lesquelles il a été impliqué restent inexplicables pour lui. Cependant il avoue qu'il a un penchant pour la boisson et en particulier pour le whisky. Il reconnaît qu'il a contracté ces habitudes lorsqu'il était militaire dans les territoires d'outre-mer. Selon lui, après avoir bu, sa tête tourne et il ne se contrôle plus.

Au point de vue professionnel, ses services militaires

.../...

auraient pu être validés s'il était entré dans l'Administration. Mais n'ayant aucun goût pour ce genre d'activité, il préfère un métier manuel qui lui convient certainement mieux. Après en avoir exercé plusieurs, c'est celui de coiffeur qu'il aurait aimé pratiquer, d'autant plus qu'il aurait obtenu un CAP dans cette branche. Mais lorsqu'il a eu sa qualification de coiffeur, son casier judiciaire n'était plus vierge et aucun patron n'a voulu l'embaucher dans ces conditions. D'autres emplois en province (dans une maison d'engrais à ... notamment) lui ont été refusés pour les mêmes raisons. C'est ce qui l'a incité à venir dans la région parisienne où la variété des professions, le très vaste marché du travail et l'esprit libéral de certains employeurs lui ont permis de travailler, avec une modeste rémunération il est vrai. Il a choisi de travailler dans une entreprise d'entretien parce qu'il aime le nettoyage et la propreté. En outre ce métier n'exige pas de qualification particulière.

b) Au point de vue affectif - ... Il paraît avoir une affection particulière pour sa mère. Lorsqu'il commet un vol, il agit seul et évite de la compromettre pour qu'elle n'ait pas d'ennuis. Son amour filial devrait pourtant le porter à s'abstenir de commettre des délits entraînant condamnations sur condamnations, et des angoisses répétées pour sa mère. L'essentiel est donc de savoir si, dans ces occasions-là, ... ne peut réellement pas se contrôler.

Avec ses frères et sœur, il ne semble pas y avoir de problème particulier. Par ailleurs il déclare n'avoir aucune liaison féminine. Au cours de sa vie aventureuse il ne s'est pas marié, mais il pense que s'il avait fondé un foyer, il ne serait pas devenu un repris de justice.

c) Caractère - ... Il donne l'impression d'un homme actif, travailleur. D'après ce qu'il dit, il est minutieux dans les tâches qui lui sont confiées. Il a été rarement inscrit au chômage. D'autre part, nous pensons qu'il est intéressé par l'argent, non pour en faire un usage réfléchi et échelonné sur une période assez longue, mais pour assouvir une envie passagère de luxe. C'est aussi dans ce but qu'il joue aux courses.

Par ailleurs, ses ambitions sont freinées par son casier judiciaire, car si on l'en croit, il est très apprécié par ses employeurs, ce qui devrait lui valoir des promotions. Mais il a un fond d'instabilité, et il change encore assez souvent d'employeur sans que nous ayons pu en connaître les raisons exactes, mise à part la production de l'extrait de son casier judiciaire.

Il aime faire état de ses relations avec de hauts fonctionnaires qui lui accordaient sa confiance, notamment lorsqu'il était affecté à l'entretien des bureaux de la Direction générale des Contributions directes, ceci pour prouver son honnêteté,

malheureusement démentie par ses condamnations pour vol. Dans toutes les affaires où il a été poursuivi, il estime avoir joué de malchance, car d'après lui il a toujours été jugé par des tribunaux particulièrement sévères. Et même, il n'aurait jamais bénéficié de grâce ou de remise de peine, alors que d'autres détenus en avaient. Toutefois il n'est pas amer pour autant.

Conclusions -

Au terme de notre entretien avec, .., il est difficile de donner une opinion définitive sur sa personnalité. Nous relevons cependant un élément positif: c'est un travailleur, et il aime son métier, même s'il n'est pas très attrayant. Dans ce sens on peut penser qu'il est récupérable. D'autre part sa conversation difficile à suivre laisse supposer que son équilibre mental n'est pas satisfaisant, cet état résultant sans doute de son éthylisme déjà ancien. L'avis d'un médecin psychiatre nous paraît donc essentiel pour déterminer notamment si a ou non l'entière responsabilité de ses actes et si un traitement doit être prescrit.

ORDONNANCE du 7 Février 1975

400

binet de Monsieur

uge d'Instruction

Cabinet n°

EXAMEN MEDICO-PSYCHOLOGIQUE

[illegible]

inculpé

le vol, infraction, interdiction de séjour/

Nous soussignés, Docteurs en médecine, anciens Chefs de Clinique à la Faculté de médecine de Paris, Neuro-Psychiatres, Médecins-Chefs des Hôpitaux psychiatriques de , Experts assermentés près la Cour d'Appel de

- Docteur demeurant à Paris

- Docteur Paris

requis par Monsieur [redacted], Juge d'Instruction
 commis par jugement du 7 Février 1975 pour procéder à un supplément
d'information, à l'effet de procéder à l'examen médico-psychologi-
 que de

- d'analyser l'état actuel de la personnalité de l'inculpé ;

- de dire quels sont, au point de vue psychologique, les éléments individuels, héréditaires ou acquis, de tempérament, de caractère d'humeur, et les facteurs ambiants familiaux et sociaux dont l'action peut être décelée dans la structure mentale, le degré d'évolution et les formes de réactivité de l'intéressé ;

- de procéder à toutes investigations médico-biologiques qui paraîtraient utiles.

Certifions nous être personnellement acquittés de notre mission et avoir constaté ce qui suit consigné dans le présent rapport dont nous affirmons le contenu sincère et véritable.

RENSEIGNEMENTS

employé au nettoyage dans cet établissement, s'emparait d'une somme de 11 000 AF dans le tiroir de la de . Il était arrêté quelques jours plus tard chez lui.

qui est né en 1928 à dans la
est déjà titulaire d'un important casier judiciaire compor-
tant plusieurs condamnations notamment à 18 mois, 30 mois, 40 mois

de prisons générales pour vols et quelques autres pour infraction à interdiction de séjour; il est donc susceptible de tutelle pénale.

EXAMEN

que nous avons examiné à _____ est un sujet d'une taille moyenne, de présentation calme, assez correcte mais un peu simple. Il s'exprime dans un vocabulaire convenable, normalement adapté et d'une voix rauque. Il est présent et attentif.

Sa biographie est assez bien connue. Rappelons que son père, ouvrier cheminot est décédé en 1940. Sa mère est âgée de 72 ans, ancienne femme de ménage. en bonne santé relative.

Il a un frère un peu plus jeune que lui et sa mère a eu une fille d'une liaison antérieure. Il ne connaît pas d'antécédents vénaux ou héréditaires. Ses antécédents personnels sont banaux, il n'a jamais été traité pour une affection neuro-psychiatrique.

Il a été élevé en famille, à _____ dans sa jeune enfance, a fait une scolarité primaire satisfaisante. Il est parti ensuite travailler dans une ferme de _____ à l'âge de 17 ans.

Il s'engage dans l'infanterie coloniale et quittera l'armée 5 ans après avec le grade de sergent, ayant effectué son service en Afrique du Nord et en Indochine.

Son existence devient alors un peu moins régulière, il est un démenageur, maçon, jusqu'au moment où il devient homme de ménage dans diverses entreprises de nettoyage de bureaux. Il nous prétend n'avoir travaillé que pour 6 maisons différentes, étant employé depuis 6 mois dans la dernière lorsqu'il a été arrêté.

Son existence est émaillée par un certain nombre de séjours en prison qu'il ne peut exactement énumérer. La première condamnation daterait d'une dizaine d'années. Toutes ces affaires sont motivées par des vols, commis seul, vols de vêtements, vols d'argent, les trois plus importantes lui ont valu respectivement 18 mois, 30 mois et 40 mois de prison.

Il est sorti pour la dernière fois de prison, il y a 4 ans nous dit-il, après une condamnation à 7 mois de prison pour infraction à arrêté d'interdiction de séjour. Il avait repris dit-il sa vie normale, vivant dans le _____ arrt avec sa mère.

En ce qui concerne les faits, il nous déclare avoir été arrêté le 29 Janvier. Il était employé dans une maison de nettoyage et chargé de la _____ Ce jour-là.

malheureusement, il avait beaucoup plus que d'habitude, notamment du whisky, alors, ajoute-t-il, je ne sais plus ce que je fais. C'est ainsi qu'il a volé plus d'un million dans un tiroir, il a joué une partie de cet argent aux courses et l'a perdu, il en a dépensé d'autre avec des filles.

Les explications sont très laconiques, il ne sait pas pourquoi il a fait cela, c'est parce qu'il était ivre, on avait néanmoins confiance en lui, car dans une entreprise de nettoyage pour laquelle il travaillait, il disposait des ^{clés}.

o

o o

Du point de vue psychologique, apparaît comme un sujet chez lequel les principales fonctions intellectuelles s'exercent à peu près convenablement mais à un niveau modeste. La pensée est normalement ordonnée, il n'y a pas de déficit majeur du jugement qui est de type concret mais l'idéation est très pauvre, limitée à ses intérêts immédiats avec de très faibles capacités de conceptualisation abstraite.

A l'entendre, il n'a jamais eu de difficultés majeures dans son existence en dehors de ses arrestations.

Il aurait été un enfant sage, récompensé souvent ^{en} classe par le tableau d'honneur.

On ne note pas de mouvements d'humeur particuliers de l'enfance il était sans doute assez sensible, avait parfois quelques cauchemars nocturnes, mais tout ceci ne l'a jamais gêné.

Il garde un certain souvenir de son père, il le décrit comme un homme très gentil, il ~~est~~ disparu pendant la guerre de 40 mais il ne sait pas pourquoi il n'est pas pupille de la nation.

Il entretient semble-t-il des relations très privilégiées avec sa mère, il l'adore, elle est gentille, elle le reste toujours malgré ses incartades puisqu'elle le voyait toujours et qu'elle le visite depuis qu'il est incarcéré de nouveau.

Ses relations avec son frère et sa demi-soeur sont plus espacées mais est en bons termes avec eux.

A l'entendre, est un sujet qui n'a jamais eu de difficultés majeures de contact avec autrui, dans l'enfance il avait des camarades, il en a conservés comme jeune homme. C'était un jeune dit-il, calme, il ne s'est jamais battu, peut-être un peu nerveux mais sans particularités.

Son développement psycho-sexuel aurait été banal, il a eu ses premières relations précocément à l'âge de 13 ans à la campagne, il a eu beaucoup de petites amies, n'était pas timide dans ses relations féminines, mais ne s'est jamais attaché profondément à aucune d'entre elles. On note cependant qu'il a vécu 4 ans en ménage à son retour d'Extrême-Orient avec une femme qui avait 25 ans à l'époque et décédée précocément d'un cancer.

L'humeur est stable, il n'a jamais été vraiment excité ni déprimé. On note tout au plus une période dans laquelle il a présenté des cauchemars de bagarres lors de son retour d'Extrême-Orient.

Autre problème : il a contracté des habitudes de boissons qu'il semble déjà avoir contracté à l'armée mais qui se sont accentuées par la suite. Il reconnaît boire 2 litres de vin par jour, parfois apéritif ou digestif, un pernod tous les jours, il n'a jamais suivi de cure de désintoxication, il lui arrive parfois de s'arrêter de boire spontanément pendant 3 jours, lorsqu'il est ivre il pense à faire des bêtises ou bien va se coucher, il n'aurait jamais été violent.

Notons que ^{au} avait un beau-père pendant quelque temps qui était lui-même buveur mais ce dernier ne s'est jamais occupé de lui.

pense maintenant beaucoup à son avenir, il sait qu'il est menacé de tutelle pénale. Il est sûr néanmoins qu'il retrouvera du travail et espère bien ne plus recommencer, il sait bien que pour cela il faut qu'il cesse de boire mais il n'a pas beaucoup de volonté. Il espère néanmoins se stabiliser car il a une amie de 42 ans qui accepterait peut-être de vivre avec lui et il conclut l'entretien en nous disant "Il faut que je me case, j'ai 47..5"

La détention est assez bien supportée, il travaille comme coiffeur.

ne se plaint d'aucun trouble fonctionnel, le sommeil est régulier, sans cauchemars. Il semble avoir présenté quelques crampes musculaires avant son incarcération mais on ne note pas de tremblement significatif, ce qui est sans grande signification, étant sevré depuis le mois de Janvier où il a été arrêté.

C'est un sujet moyennement robuste, assez maigre, pesant 57 Ks pour 1m,69. Le pouls est régulier et les réflexes sont normaux.

RESUME ET CONCLUSION

est un homme de 47 ans dont l'enfance est surtout marquée par la carence d'autorité paternelle, alors qu'il semble avoir été élevé par une mère sans doute très affectueuse mais sans grande autorité.

C'est un sujet d'intelligence modeste mais satisfaisante qui aurait pu, s'il en avait fait l'effort, acquérir une relative qualification professionnelle dans un métier manuel.

Cet ancien militaire sans doute trop tôt démobilisé a mené une existence relativement passive au jour le jour.

Tempérament moyennement actif, sans réactivité excessive, il apparaît surtout comme un caractère faible de volonté, velléitaire non dénué de qualités affectives mais instable dans ses sentiments essentiellement comme une personnalité immature, relativement dépendante de sa mère et qui ne trouve malheureusement, qu'un peu d'autonomie dans les abus de boissons.

L'avenir de est assez sérieusement compromis mais non définitivement. La renonciation définitive et absolue de toutes boissons alcoolisées est la condition première de toute possibilité pour lui de réadaptation. manifeste actuellement de bonnes intentions mais un certain contrôle paraît nécessaire pour qu'il puisse les réaliser.

Paris, le 17 juillet 1975

Docteur

Docteur

ANNEXE II

L'exemple des différents examens effectués sur un
délinquant au C.N.O.

C.N.O.

de
FRESNES

406

NOM et
PRENOM

DOSSIER

PRIMAIRE RECTIFICATIVE ?

N°

Né le

.1940

27 ans

Profession : Boucher

Ecroué au C.N.O. de FRESNES le : 11. .1967

Venant de : FRESNES

Docteur :

Incarcéré depuis le :		Proposable Chant. Ext		Proposable L.C. le :		Libérable le :	
64	23 a	?		2. 74	33 a	2. .84	43 a
3 ans 3 m.				6 ans 9 m.		16 ans 9 m. + L.P.L.	

Condamné le : 967
à : 20 ans de Réclusion Criminelle

Par : la C.A.S de
Pour : Homicide volontaire.

RÉSUMÉ DES FAITS :

- Non parvenu -

(Est encore en cassation).

A tué son épouse qui refusait de reprendre la vie commune, alors qu'elle était partie depuis trois jours du domicile conjugal. Il l'aurait tuée à coups de couteau à l'hôpital , où elle travaillait comme fille de salle.

CONCLUSIONS DE L'EXPERTISE PSYCHIATRIQUE OU DE L'EXAMEN MEDICO PSYCHOLOGIQUE :

- Non parvenu -

COPLICES :

- n é a n t -

SITUATION de FAMILLE : Veuf - 1 enfant.

II - CONCLUSIONS DE L'ANALYSE SOCIALE (une de)

Né à :

Fils de ' et
boucher.

III - VIE PENITENTIALE :

Prisons de FRESNES : Comportement médiocre en détention. Individu vif, vindicatif (coups à co-détenus), récriminateur.

A fait plusieurs fois la grève de la faim en protestation contre une punition.

Par contre excellente qualification profes-
sionnelle.

18 - 11 - 53 24 - 11

V - DONNEES BIOLOGIQUES, BIOCHIMIQUES :A - ANTECEDENTS (Héréditaires, personnels, descendance) :

- Héréditaires : Père, 60 ans, bien portant.
Mère, 60 ans, goitre.
1 soeur : goitre - 1 frère décédé (cancer des voies nasales).
- Personnels : Retard pubertaire - obésité - sinusites - bronchites - ictère
Hyperémotif - tachycardie paroxystique.
Service Militaire : ajourné pour obésité.

B - ETAT de SANTE ACTUEL :

Poids : 115 kgs ; Taille : 1m 76 m ; P.T. : ; Indice de Pignet :
 Acuité visuelle : Normale ; Acuité auditive : Normale
 Etat Général : Obèse ; CONCLUSIONS : Apte à tout travail.
OBSERVATIONS : Vergétures au ventre.
 Sinusite.
 Tendance à diarrhée
 Microgénitosimie.

C - MILIEU NATUREL, VIE, GENÈSE de la PERSONNALITÉ :

Originale de
 Milieu artisan - père forgeron.
 Benjamin de trois enfants - 1 frère décédé.
 Elevé par ses parents jusqu'à 14 ans - famille très unie.
 Scolarité jusqu'à 14 ans - C.E.P.
 Apprenti boucher chez un artisan.
 Service Militaire : ajourné pour obésité.
 Marié en 1963 avec une épouse de 19 ans (issue d'un milieu assez bas - confiée pendant un certain temps au Centre de
 1 fille née le 1963, confiée aux Grands-Parents paternels.
 La femme n'aurait pensé qu'à s'amuser. Ménage désuni.

VI - SITUATIONS AFFECTIVE ET SOCIALE :

Est en relation avec ses parents.
 Reçoit la visite de sa soeur toutes les semaines.

C.E.P. - résultats au peu au-dessous de la moyenne en dynamisme mental - possibilités normales de compréhension, raisonnement et assimilation.

VIII - BILAN PROFESSIONNEL :

Apprenti-boucher, puis boucher chez plusieurs employeurs et finalement à son compte.

Nombreux projets de perfectionnement alimentaires.

Reprendra à la sortie son métier ou un élevage bovin.

IX - AVIS MEDICO PSYCHOLOGIQUE :

Fond d'instabilité.

Hyperémotivité. Labilité émotivo-affective.

Impulsivité sous-tendue par son affectivité.

Difficultés caractérielles mineures.

Conclusions : . Compte-tenu de ce que l'on sait, apte à un Régime Progressif.

X - PROGNOSTIC MEDICAL :

Bon élément. Délit accidentel dont il réalise la portée familiale et morale. Coopérant et bien intentionné. Ne doit pas poser de problème en détention. Pourrait occuper un poste de confiance (boucher ou cuisinier).

XI - PROGNOSTIC SOCIAL :

Serait désireux de se réinstaller à la campagne. Il serait souhaitable, vers la fin de la peine, de favoriser cette perspective par un séjour à

XII - PROPOSITION D'AFFECTATION : Maison Centrale de

XIII - L'AVISION : Affectation

AL Muret

CLASSEMENT
CLASSEMENT

88

Le Décembre 1967.

- n° -

EXAMEN MEDICO-PSYCHOLOGIQUE

- 26 ans -

SITUATION PENALE

Homicide volontaire.

20 ans de Réclusion Criminelle.

Incarcéré le 1964 - Libérable le 1984 + C.P.C.

Peine restant à subir : 16 ans 9 mois + C.P.C.

ANTECEDENTS PATHOLOGIQUES

(Aucun renseignement au dossier).

Familial - Père, 60 ans, bien portant.

Mère, 60 ans, goitre.

Fratrie : 1 soeur - goitre.

1 frère décédé : cancer des voies nasales.

Personnel - Retard pubertaire - Obésité.

Sinusites - bronchites.

Ictère.

Hyperémotif - tachycardie paroxystique.

Ajourné du Service Militaire pour obésité.

ETUDE de la BIOGRAPHIE

(Aucun renseignement au dossier).

Elevé par ses parents jusqu'à 14 ans. Père forgeron.

Scolarité jusqu'à 14 ans, C.E.P.

Formation professionnelle chez un boucher.

Boucher - assez stable - était à son compte.

Exempté définitif du S.M. : obésité.

Marié en 1963. Epouse la victime.

1 fille de 4 ans - chez ses parents.

AVIS MEDICO-PSYCHOLOGIQUE

(Aucun renseignement au dossier).

Fond d'instabilité.

Hyperémotivité : labilité émotive-affective.

Impulsivité sous-tendue par son affectivité.

Difficultés caractérielles mineures.

CONCLUSIONS

Compte tenu de ce que l'on sait, apte à un régime progressif.

Inventaire de _____ :

(Tempérament)

Petite instabilité effective.

Attitude assez spontanément bienveillante, coopérante.

Ne réfléchit pas suffisamment avant d'agir.

Dans l'ensemble personnalité un peu refoulée, mais assez équilibrée et socialement adaptée.

Tendrait actuellement à refouler et son goût de l'activité et son affectivité.

/

Test Z - (3 taches d'encre, type Rorschach)

Une part d'affectivité labile, inadaptée.

Emotivité, capacité d'enthousiasme.

Entêtement possible, de la ténacité.

Capable de productivité, d'activité.

Légère stéréotypie de la pensée.

Une certaine euphorie, bonne vitalité.

Pensée concrète, pratique.

CENTRE NATIONAL D'ORIENTATION

PRISONS DE FRESNES

SERVICE PSYCHOTECHNIQUE

Dossier N° 13.102

NOM

Prénom :

Condamné à 20 ans de R.C.
 Libérable le
 Antécédents ?

Age : 26 ans

Reste à subir : 16 ans 9 mois

PASSÉ PROFESSIONNEL

Caractéristique dominante : Bons débuts dans une profession où il est qualifié.

Acquisitions : Apprenti-boucher.

Emplois : Boucher-charcutier dans la Région Parisienne et saisons touristiques.
 Plusieurs employeurs. Etait à son compte lors de l'arrestation (marchés ...).

Observations : Reprendra la boucherie, ou l'élevage bovin.
 Pas de gros problèmes pour son avenir s'il obtient une libération conditionnelle.

Mais s'il sortait dans 17 ans, il aurait 43 ans, et donc beaucoup moins de chances de se reclasser dans sa branche professionnelle.

RESULTATS D'EXAMEN :
 Equipement intellectuel : C.E.P. - Un peu lent et ému à l'examen, ce qui a donné des résultats un peu au-dessous de la moyenne en dynamisme mental. Les possibilités de compréhension, de raisonnement et d'assimilation semblent normales.

Connaissances techniques :
 Suit des cours d'une école agricole et d'industrie alimentaire. De nombreux projets de perfectionnement alimentaire.

Approche psycho-sociale : Est surtout axé sur son avenir professionnel.
 Accommodant, gentil, souple de caractère, probablement bon commerçant car actif, sens du service.
 Une certaine ambition intellectuelle. (cf. détails des

Comportement : Bonne coopération à l'examen collectif et individuel. : résultats aux tests)

CONSEIL D'ORIENTATION

Formation : } Ne devrait pas poser de problèmes sérieux pendant sa détention, surtout s'il peut s'occuper, soit dans son métier, soit dans une activité voisine (cuisine, élevage).
 Qualification : }
 Orientation préférentielle : } Pose probablement un problème médical (obésité).

413
- INVENTAIRE SOCIAL -

IDENTITE

Nom :
Prénom :
Nationalité : Française
Date de naissance : .1941
Lieu :

: Primaire - Récidiviste :
:

- Département n°
Pays

FAMILLE ACTUELLE

Etes-vous marié :
Séparé :
Divorcé :
Célibataire :
Veuf : Oui
En ménage : /
Relations avec la famille : Parents.
Visite de sa soeur toutes les semaines.

Etes-vous déjà venu au C.N.O. : - Non.

Etes-vous en observation ou en traitement médical ?
- Non

L'avez-vous été depuis votre incarcération ?
- extrait thyroïdien,
- quelques calmants.

FAMILLE D'ORIGINE

Lors de votre naissance aviez-vous vos deux parents ? Oui

Aviez-vous été confié à l'Assistance Publique ? /

Etes-vous enfant naturel ? /

Vos parents étaient-ils mariés ? Oui

" " " " séparés ? /

Père (remarques) : /

Mère (remarques) : /

Frères et sœurs - nombre : 1 frère décédé il y a trois ans d'un cancer
Rang dans la famille ? 1 sœur bien portante.
Benjamin.

Avant l'âge scolaire qui s'occupait de vous ?
parents

Événements marquants (décès, remariage des parents ...) :
famille très unie.

Pendant l'âge de la scolarité obligatoire (6 à 14 ans),
qui s'occupait de vous ?

parents

Faits marquants :

bombardements.

Composition de la famille d'origine pendant cette période ?

- 3 -

Jusqu'à quel âge êtes-vous allé en classe ?

- 14 ans -

Avec quelle régularité ?

régulièrement.

DE 14 ANS AU SERVICE MILITAIRE

Quelle a été votre occupation principale ?

- Etudes et) Primaires : - C.E.P. -
diplômes) secondaires :
) techniques :
) supérieures :

- Apprentissage) sur le tas :
) chez un artisan : boucher
) dans un centre C.A.P. :
) " " centre F.P.A. :
) diplômes obtenus :

- Travail) agriculture :
) usine :
) manoeuvre :

- Assiduité) aux études :
) au travail :

Loisirs préférés :

- . promenade
- . chasse
- . courses de chevaux.

Faits marquants :

SERVICE MILITAIRE

S'il n'a pas eu lieu pourquoi ?

réformé (obésité)

Combien a-t-il duré ?

Dans quelle arme ?

Faits marquants :

AGE ADULTE

Date du mariage ? ...1963

Eventuellement du divorce ?

du remariage ?

Remarques sur l'épouse :

Épouse 19 ans - Issue d'une famille de 11 enfants. Milieu lamentable, parents déchus de leurs droits. Épouse avait été confiée un certain temps à un centre de rééducation de . S'était mariée pour être plus indépendante.

Remarques sur les enfants :

1 fille née le .1963 - confiée aux grands-parents paternels.

BIBLIOGRAPHIE

* AMOR (Paul)

Revue pénitentiaire et de droit pénal
1969, p. 24.

* ANCEL (Marc)

La Défense Sociale Nouvelle, IIème Edition,
1971, Edition Cujas, p. 39.

* ANCEL (Marc)

Une définition de la défense sociale. Revue
de Science criminelle, 1956, p. 447.

* ANCEL (Marc)

" La fin de la relégation " Melanges, en Hom-
mage à Jean Constant, 1971, Liège, p. 9.

* ANCEL (Marc)

" Le juriste devant le criminologue " Annales
internationales de criminologie (1973,V.12, n°
1 et 2) N° spécial, criminologie et politique
criminelle, p. 7.

* ARPAILLANGE

" Revue Pénitentiaire et de droit pénal ", 1969
p. 25.

* AUGER (Mme)

" Sur l'application de la relégation aux femmes "
Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1969, p.36.

* BIED-CHARRETON (B.)

" Note " sur une action à l'égard d'un condamné à la tutelle pénale, non publié, p. 1.

* BOUZAT (Pierre) et PINATEL (Jean)

" Traité de Droit Pénal et de Criminologie ".
Tome I, Droit pénal général par Pierre Bouzat,
IIème édition. Dalloz, 1970, p. 540. Supplément
mise à jour n° 714.

* CANNAT (Pierre)

" Introduction aux débats sur l'application de
la relégation " Rapport à la Société Générale des
Prisons. Séances de section du 11 mai 1968. Revue
Pénitentiaire et de droit Pénal, 1968, p.609, (p.632).

* CHAMBON (Pierre)

" Note " sous Crim. 9 mai 1972, J.C.P. 1973 n°
17444.

* CHAMBON (Pierre)

" Note " sous Crim. 29 Décembre 1971, J.C.P. 1972,
II, 17139.

* CHASTAGNIER (E.)

" En marge de la suppression de la relégation ".
Revue Pénitentiaire et de Droit pénal, 1969, p.769.

* CHAVANNE (Albert)

" Chronique législative, IV, l'exécution des peines"
Revue de Science criminelle et de droit Pénal compa-
ré, 1971, p. 145 (p.152).

* COPPARD BRITON (Yvette)

" L'examen de personnalité " (Etude théorique et
pratique), thèse, droit, Rennes 1969, p. 41 & 120.

* DEJEAN De la BATIE

" Gazette du Palais ", 1949.2, Doctrine, p. 51.

* DE GRAILLY (Michel)

Rapport n° 1147 fait au nom de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, impression, IIème session ordinaire, 1969-1970, p. 25 & 27.

* DE GRAILLY (Michel)

" Débats parlementaires ". Assemblée Nationale. Journal Officiel du jeudi 28 mai 1970, p. 1984.

* DIDI (Franklin)

" Télé 7 Jours vous en dit plus, du 10 août, n° 476, 10 Août 1974, p. 81

* DUCOTTET (F.)

" Réflexions sur quelques éléments de la personnalité de sujets passibles de la tutelle pénale " Instantanés criminologiques. Journal du Centre Français de Criminologie, n° 18-1972, p. 12,15 & 17.

* DUTHEILLET-LAMONTHEZIE (Bernard)

" Technique de l'individualisation du traitement pendant l'exécution de la peine." Les techniques de l'individualisation judiciaire. Edition Cujas. 1971, p. 81 (p.83).

* ESSAID (M.J.)

" La présomption d'innocence ", thèse, droit, Paris. 1969.p. 271 n° 455 (imprimé à Rabat,1971).

* FRANSES-MAGRE (Jean-Jacques)

" Commentaire de la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des

citoyens : dispositions relatives à l'application des peines et au sursis avec mise à l'épreuve ". Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1971, p. 323 à 336, (p. 328 et 330).

* FRANSES-MAGRE (Jean-Jacques).

" Le traitement pénal du condamné majeur ". La vie judiciaire n° 1342 du 27 décembre 1971 au 2 janvier 1972, p. 1.

* GUADAGNO (Gennaro)

"Rapport présenté au Congrès de Rome (l'Italie), Revue internationale de droit pénal, 1970, P. 98".

* GOLDOUZIAN (Iradj).

" La libération conditionnelle, son octroi et le déroulement de son exécution en droit français " Thèse pour le Doctorat de Spécialité (IIIème cycle) en science pénitentiaire. 1973-1974 (PARIS II), p. 26.

* HELIE (Faustin)

Traité d'instruction criminelle; VI, n° 2907. Pratique criminelle. I, n° 494.

* HERZOG

Revue de Science Criminelle 1954, p. 597.

* HIVERT (Dr. Paul), JACQUETTE (J.) et GRECO (O.)

" Les relégués et la relégation, perspectives psychologique ". Revue Pénitentiaire et de Droit pénal, 1969, p. 319 et S.

* JAMBU-MERLIN (Roger)

" Rapport au Congrès de 1969 de l'Association internationale de droit pénal sur le rôle du Tribunal dans la détermination et l'application des peines. " Revue international de droit pénal, 1970, p. 485 (p.490 & 500).

* KAID (Asad, Mohamed)

Le traitement des condamnés à la tutelle pénale en milieu ferme, en semi-liberté et en libération conditionnelle. Mémoire, Université PARIS II, 1974, p. 51 et 61.

* LAFARGE (Philippe)

L'individualisation au stade de l'audience, "Les techniques de l'individualisation judiciaire ", Edition Cujas, 1971, p. 176.

* LARGUIER (Jean)

" Chronique de jurisprudence, droit pénal général ". Revue de Science Criminelle et de droit pénal comparé, 1973, (Juil-déc.) p. 670 (p.682).

* LARGUIER (Jean)

Droit pénal général et procédure pénale, mémentos Dalloz. 1970, p. 120.

* LEAUTE (Jacques)

" Criminologie et science pénitentiaire ", Thémis, P.U.F., 1972, p. 805 et S.

* LECOMPTE (J.C.)

" L'examen de personnalité " article publié dans " l'individualisation judiciaire et politique criminelle, de la répression à la réadaptation ", travail de synthèse de l'Ecole Nationale de la Magistrature (non numéroté).

* LE CORNO (Henri)

Extrait du Rapport Général pour 1970.p. 794.

* LE CORNO (Henri)

L'activité des services pénitentiaires en 1969,
" Revue de Science criminelle et de droit pénal
comparé, 1970, p. 895 (p. 898).

* LEGAL (Alfred)

" Chronique de jurisprudence, droit pénal général "
" Revue de Science criminelle ", 1971, p. 404 (p.410).

* LEROY (Georges, Paul)

" Le Juge de l'application des peines " Note de
service du Comité de Probation et d'assistance aux
libérés de Créteil. 1974, p. 2.

* LEROY (Georges, Paul)

" Conférence de presse du 2 Avril 1973 " Revue
pénitentiaire et de droit pénal, 1973, n° 2, p. 194.

* LEVASSEUR (Georges)

" La politique criminelle " Archives de philosophie
du droit, 1971, p. 133, 149.

* LEVASSEUR (Georges)

Note sous le jugement du Tribunal correctionnel de
la seine, du 6 mars 1956, J.C.P. 1956.II.9338.

* LEVASSEUR (Georges)

Extrait du rapport sur l'avant-projet de loi ins-
tituant un internement correctif et un internement
de sûreté. (Centre français d'Etudes de Défense
Sociale).

* LEVASSEUR (Georges)

" De la minimisation du dossier de personnalité
à la généralisation du pouvoir discrétionnaire ".
Revue de Science Criminelle. 1961, p. 83 (p.86 & 82).

* LEVASSEUR (Georges)

" Un pilote nécessaire " Revue Pénitentiaire et
de droit pénal, 1972, p. 743.

* LEVASSEUR (Georges)

" Réformes récentes en matière pénale dans l'Ecole
de la Défense Sociale Nouvelle ". Aspects nouveaux
de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage
à Marc ANCEL, Tome II, études de science pénale et
de politique criminelle. Editions PEDONE, Paris,
1975, p. 40.

* MARX (Yvonne)

Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1969, p. 23.

* MERLE (Roger) et VITU (André)

" Traité de droit criminel " Edition Cujas. 1967
n° 912, p. 870, IIème édition 1973 p. 792.

* MICHAUD (Jean)

" Libération conditionnelle " jurisclasseur de
procédure pénale, art. 729 à 733, p. 7 & 8.

* NICOT (Xavier)

" Les dispositions de la loi du 17 juillet 1970
relative au régime des peines. " Revue de Science
Criminelle et de droit pénal comparé, 1971, p. 621,
p. 639.

* NICOT (Xavier)

" Tutelle pénale " Encyclopédie, Dalloz. N°s 44, 73,
99, 169, 182.

* PATIN (Maurice)

La place des mesures de sûreté dans le droit positif moderne, Revue de Science Criminelle, 1948, p. 415

* PETIT (Albert)

" Une expérience faite avec des multirécidivistes " Revue pénitentiaire et de droit pénal, 1969, p. 531 (p. 534).

* PICCA (Georges)

" Pour une politique du crime " Edition du Seuil, 1966, p. 65.

* PINATEL (Jean)

" La réforme législative de la relégation, séance de section du 12 octobre 12 octobre 1968 " Revue Pénitentiaire et de Droit pénal, 1969, p. 10 & 13.

* PINATEL (Jean)

" Essai de synthèse des aspects criminologiques et juridiques du récidivisme " : Rapport, Revue Pénitentiaire et de Droit pénal, 1969 p. 249 & 251.

* PLAWSKI (Stanislaw)

" Les techniques de l'individualisation judiciaire " Rapport, Paris, 1971, VIIIème Congrès pages 220 et S.

* PLAWSKI (Stanislaw)

" Le traitement pénitentiaire " cours de science pénitentiaire pour le D.E.S. Paris, 1972, p. 115.

* PLEVEN (René)

" Journal Officiel, débats parlementaires. Assemblée Nationale " Jeudi 28 mai 1970, p. 1986

* PRADEL (Jean)

" Note " Cassation, Crim. 9 mai 1972, D.1972, p. 621 & S.

* PRADEL (Jean)

" Les dispositions de la loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 sur l'exécution des peines ". Dalloz 1971, p. 183 (p. 186 & 187).

* ROBERT (J.)

Tutelle pénale des multirécidivistes. Articles 58-1 à 58-3. Juris-classeur pénal 1971, n° 61 & 130.

* SACOTTE (Marcel)

" Le choix de la peine " . Les techniques de l'individualisation judiciaire. Edition Cujas 1971, p. 193.

* SACOTTE (Marcel)

" La réhabilitation judiciaire, les techniques de l'individualisation judiciaire, Edition Cujas, 1971, p. 267 (p. 273).

* SALEILLES (R.)

" L'individualisation de la peine ", 1ère édition, Félix Alcan, 1898, p. 129.

* SCHMELK (Robert)

" Un exemple de traitement individualisé du délinquant : " La tutelle pénale " des multirécidivistes en France. " Les techniques de l'individualisation judiciaire. Paris 1971, VIIIème Congrès, p. 17, 18 & 23.

* SOYER (Jean-Claude)

" Prisons ouvertes ou prisons fermées ? " Le Figaro du 12 Août 1974, p. 1 & 5.

* STANCIU

" Débats " Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1969, p. 262.

* STEFANI (G.) et LEVASSEUR (G.)

Précis Dalloz, Droit Pénal Général, VIIème Edition (1973) p. 335, n° 349.

* STEFANI (G.) , LEVASSEUR (G.) et JAMBU-MERLIN (R.)

" Criminologie et Science pénitentiaire ". Précis Dalloz, IIIème édition 1972, p. 551, 561. (IIème édition, addendum p. 3, n° 286).

* STEFANI (G.) et LEVASSEUR (G.)

Procédure Pénale. Précis Dalloz 1973, VIIème édition, n° 432, p. 380.

* TRUCHE

" La tutelle pénale, éléments juridiques et psychologique. II. Le régime de la tutelle pénale (loi du 17 juillet 1970). Instantanés criminologiques. Journal du Centre Français de Criminologie, n° 18, 1972, p. 7.

* VIENNE (Roger)

" Le traitement des multirécidivistes en France, législation et régime pénitentiaire ". Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé 1968 p. 138.

* VIENNE (Roger)

" Le choix de la sanction pénale par la juridiction de jugement ". Revue Pénitentiaire et de droit pénal, 1966, p. 595 (p. 603).

* VIENNE (Roger)

" De l'individualisation de la peine à la person-

nalisation de la mesure." Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc ANCEL. Tome II, études de science pénale et de politique criminelle. Edition PEDONE, Paris 1975 p. 177 (p. 187).

* VOUIN (Robert)

" Observations sur l'unité de la justice pénale." Aspects nouveaux de la pensée juridique. Recueil d'études en hommage à Marc ANCEL, tome II, études de science pénale et de politique criminelle. Edition PEDONE, Paris, 1975, p. 241, (p.251).

* VOUIN (Robert)

B.chronique législative, 1. récidive, relégation.
" Revue de Science criminelle " 1954, p. 779.

* VOUIN (Robert) et LEAUTE (Jacques)

Droit pénal et procédure pénale. Thémis, P.U.F.
IIIème édition 1969, p. 109.

* VOUIN (Robert)

" Lois nouvelles et vieille justice en matière pénale ". Revue de droit pénal Suisse, 1963, p.353 (p. 359 & 363).

* VOUIN (Robert)

" Note du cours de droit pénal général et procédure pénale " pour le D.E.S. de droit privé et de sciences criminelles, Paris, 1961-1962, p. 13 & 19.

* VOUIN (Robert)

Note, sous l'arrêt du 7 mai 1968, D.1969, p. 293.

* VOUIN (Robert)

L'enquête de personnalité, l'instruction préparatoire et les droits de la défense ". J.C.P. 1961.I. 1633 Bis.

* VOUIN (Robert)

" Droit pénal spécial ", Précis Dalloz, Tome I,
IIIème édition 1971, n° 88, p. 99.

oo°

INDEX DES NOMS

- AMOR; 200.
 ANCEL; 9, 21, 103.
 ARPAILLANGE; 199.
 AUGER; 200.
 BIED-CHARRETON; 346.
 BOUZAT; 30, 221, 372.
 CANNAT; 46.
 CHAMBON; 127, 153, 205,
 225, 226.
 CHASTAGNIER; 36.
 CHAVANNE; 59.
 COPPAR BRITON; 137, 215.
 DE JEAN DE LA BATIE; 27.
 DE GRAILLY; 17, 63, 119.
 DIDI; 234.
 DUCOTTET; 67, 374.
 DUTHEILLET-LAMONTHEZIE;
 341.
 ESSAID; 143.
 FRANCES-MAGRE; 321, 337, 363.
 GOLDOUZIAN; 80.
 GRECO; 92.
 HELIE; 139.
 HERZOG; 84.
 HIVERT; 92.
 JAMBU-MERLIN; 60, 70, 83, 101,
 340.
 JACQUETTE; 92.
 KAID; 258, 298.
 LAFARGE; 76.
 LARGUIER; 123, 216.
 LEAUTE; 20, 26, 33.
 LECOMPTE; 136, 150.
 LE CORNO; 38, 321.
 LEGAL; 96.
 LEROY; 337, 341.
 LEVASSEUR; 7, 17, 27, 50, 60,
 65, 70, 83, 89, 149, 155, 209,
 336, 375.
 MARX; 199.
 MERLE; 210, 373.
 MICHAUD; 335.
 NICOT; 46, 112, 162, 168, 191,
 222.

PATIN; 82.

PETIT; 111.

PICCA; 45.

PINATEL; 30, 32, 93, 107, .

109, 157, 372.

PLAWSKI; 47, 166.

PLEVEN; 37.

PRADEL; 65, 93, 120, 121,

129, 151.

ROBERT; 90, 96, 169, 362.

SACOTTE; 78, 366.

SALEILLES; 22.

SCHMELK; 10, 24, 41.

SEBIRE; 254.

SOYER; 377.

STANCIU; 107.

STEFANI; 7, 60, 70, 83,

209.

TRUCHE; 198.

VIENNE; 25, 100, 371.

VITU; 210, 373.

VOUIN; 27, 35, 88, 113,

130, 137, 150, 155, 192,

215.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>INTRODUCTION</u>	6
 <u>PARTIE PRELIMINAIRE</u> 	
ORIGINE DE LA TUTELLE PENALE	16
 <u>CHAPITRE I</u> - L'échec de la relégation, peine inadaptée, désuète et inefficace ..	 18
<u>Section 1</u> - La relégation avant sa suppression	19
Sous-section 1 - La conception de la relégation sous le régime de la loi du 27 mai 1885	22
Sous-section 2 - La relégation au cours de son existence	23
<u>Section 2</u> - Appréciation critique de la relégation	29
Sous-section 1 - Critique de la relégation	31
Sous-section 2 - Fin de la relégation..	37
 <u>CHAPITRE II</u> - L'apparition de la tutelle pénale	 40
<u>Section 1</u> - La genèse de la tutelle pénale.	
Sous-section 1 - Les multirécidivistes en droit comparé	44
Sous section 2 - Les projets de réforme avortés et retenus	49
<u>Section 2</u> - Définition, le domaine de l'application de la tutelle pénale.	58

Sous-section 1 - L'orientation de la tutelle pénale	61
Sous-section 2 - Les sujets passibles de la tutelle pénale	67

PREMIERE PARTIE

LE REGIME JURIDIQUE DE LA TUTELLE PENALE ..	73
---	----

<u>CHAPITRE I</u> - La possibilité d'individualisation judiciaire	75
---	----

<u>Section 1</u> - Les caractères juridiques de la tutelle pénale	79
---	----

Sous-section 1 - La tutelle pénale, peine ou mesure de sûreté ?	80
---	----

Sous-section 2 - La tutelle pénale, mesure facultative	84
--	----

Sous-section 3 - La tutelle pénale, mesure temporaire	91
---	----

<u>Section 2</u> - La tutelle pénale et le choix de la sanction	97
---	----

Sous-section 1 - Les éléments conditionnant de la décision	103
--	-----

A) Les éléments objectifs se rapportant au danger social	105
--	-----

B) Les éléments subjectifs se rapportant aux perspectives de traitement	108
---	-----

Sous-section 2 - Le dossier de personnalité, l'élément légal du prononcé de la tutelle pénale	113
---	-----

A) Nécessité de l'existence préalable du dossier de personnalité et sa recommandation	115
---	-----

B) Les conséquences de l'absence du dossier de personnalité	123
---	-----

- a) La jurisprudence, en cas d'absence du dossier de personnalité proprement dit 125
- b) La cassation pour la confusion de l'examen mental avec l'examen médico-psychologique 134
- c) Le silence du prévenu empêchant la constitution du dossier de personnalité 141

Sous-section 3 - L'incidence de la jurisprudence de l'article 58-1, alinéa 5 du Code Pénal sur celle du dossier de personnalité de l'article 81 alinéa 6 & 7 du Code de Procédure Pénale 147

- A) La jurisprudence relative à l'enquête de personnalité..... 147
- B) La jurisprudence relative à l'examen médico-psychologique 153

CHAPITRE II - Conditions de fond du prononcé de la tutelle pénale 156

Section 1 - Les conditions générales relatives aux condamnations 157

Sous-section 1 - Les infractions de droit commun, au cours d'une période de dix ans 158

Sous-section 2 - Commission des infractions en multirécidive 163

- A) Conditions relatives aux condamnations antérieures..... 167
- B) Conditions relatives aux condamnations susceptibles d'être assorties de la tutelle pénale 171

Section 2 - Les conditions spéciales relatives aux condamnations : les cas de tutelle pénale 175

Sous-section 1 - Premier cas : condamnation à deux peines pour faits qualifiés crimes 178

Sous-section 2 - Deuxième cas : condamnation à quatre peines de plus de six mois d'emprisonnement pour les infractions spécifiées 180

A) Les délits contre les personnes..	186
B) Les délits contre les moeurs	187
C) Les délits contre les biens	190
<u>Section 3</u> - Les conditions relatives à la per- sonne du condamné	195
Sous-section 1 - L'âge du délinquant	195
Sous-section 2 - Tutelle pénale applica- ble aux femmes	199
<u>CHAPITRE III</u> - Règles de procédure	201
<u>Section 1</u> - La saisine des juridictions	203
Sous-section 1 - La procédure en matière de crimes	204
A) Les juridictions d'instruction ..	204
B) Les juridictions de jugement : Cour d'Assises	206
Sous-section 2 - La procédure en matière correctionnelle	208
A) Citation directe	209
B) Cas de flagrant délit	210
<u>Section 2</u> - L'assistance obligatoire d'un dé- fenseur	212
Sous-section 1 - Le rôle du défenseur ...	214
Sous-section 2 - La nullité résultant de l'absence du défenseur	216
A) La question et ses précédents ju- risprudentiels	218
B) La solution sous le régime de la tutelle pénale	219
<u>Section 3</u> - Le visa de l'observation de cer- taines règles de procédures	223
Sous-section 1 - Enonciation obligatoire des condamnations antérieures	223
Sous-section 2 - Le visa de l'existence du dossier de personnalité	229

DEUXIEME PARTIE

LE REGIME PENITENTIAIRE DE LA TUTELLE PENALE	232
<u>CHAPITRE I</u> - Modalités d'application de la tutelle pénale en milieu fermé	236
<u>Section 1</u> - L'observation des condamnés à la tutelle pénale par le C.N.O.	238
Sous-section 1 - L'affectation des condamnés à la tutelle pénale par le C.N.O..	245
Sous-section 2 - La répartition des condamnés à la tutelle pénale et leurs caractéristiques	246
A) Répartition selon la nature des infractions	249
B) Répartition selon le nombre des condamnations antérieurement subies	250
C) Répartition selon la durée de la détention	251
D) Répartition selon l'âge	
Sous-section 3 - La répartition des anciens relégués soumis à la tutelle pénale	255
<u>Section 2</u> - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans la prison de Lure	257
Sous-section 1 - La population pénitentiaire de la prison de Lure	260
Sous-section 2 - Personnels	261
A) Personnel de direction	261
B) Personnel socio-éducatif	261
C) Personnel médical	262
Sous-section 3 - Mode de traitement	263
A) Le travail à la prison de Lure..	266
B) Emploi du temps	269
C) La fin du traitement	272

CHAPITRE II - L'exécution de la tutelle pénale en milieu ouvert (semi-liberté) 277

Section 1 - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans le centre de semi-liberté de Clermont-Ferrand.. 279

Sous-section 1 - Emploi du temps 283

1°) - En phase d'observation 283

2°) - En phase d'exécution de la semi-liberté 283

3°) - Dimanche et jours fériés 284

Sous-section 2 - Modes du traitement 288

1°) - Le travail du semi-libre 290

2°) - Contrôle des semi-libres 297

A) Contrôle sur le lieu de travail 297

B) Contrôle dans le centre (présence, santé) 300

3°) - Les permissions de sortir 301

Sous-section 3 - La fin de la semi-liberté 306

1°) - L'évasion et ses conséquences . 306

2°) - La révocation 310

3°) - La proposition à la libération conditionnelle 311

Section 2 - Le traitement des condamnés à la tutelle pénale dans le centre de semi-liberté de Saint-Sulpice-la-pointe 314

Sous-section 1 - Emploi du temps 315

Sous-section 2 - Modes du traitement 316

Sous-section 3 - La fin de la semi-liberté 317

CHAPITRE III- La Libération conditionnelle, le mode normal d'exécution de la tutelle pénale en milieu libre..... 320

Section 1 - L'octroi de la libération conditionnelle et son application 323

Sous-section 1 - Les mesures d'assistance et de contrôle	330
Sous-section 2 - Les conditions particulières	332
Sous-section 3 - Les autorités chargées de l'exécution de la libération conditionnelle	336
A) Le Juge de l'Application des peines	336
1°) - Les attributions du J.A.P. en milieu fermé et en milieu ouvert	337
2°) - Les attributions du J.A.P. en milieu libre	340
B) Le comité de probation et d'assistance aux libérés	342
<u>Section 2</u> - Les incidents éventuels et la fin de la tutelle pénale	353
Sous-section 1 - Les événements survenus	354
A) Nouvelle tutelle pénale	354
B) Mauvaise conduite	355
Sous-section 2 - Cessation de la tutelle pénale.....	360
A) Par des règles propres à la tutelle pénale	360
1°) - L'expiration normale	360
2°) - La limite d'âge de 65 ans.	360
3°) - La fin anticipée	361
B) En vertu des règles générales ...	364
1°) - La grâce	364
2°) - L'amnistie	364
3°) - La prescription	365
Sous-section 3 - La réhabilitation	366
A) La réhabilitation légale	366
B) La réhabilitation judiciaire	368
<u>CONCLUSION</u>	369
<u>ANNEXE</u> 1 & 2	380, 405
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	417
<u>INDEX DES NOMS</u>	429
<u>TABLE DES MATIERES</u>	431

Vu : Le Président du jury de la thèse

M.

Vu : Les suffrag ants

MM.

.....

.....

.....

.....

Vu et permis d'imprimer : Le Président de L'Université
de Droit, d'Economie et de
Sciences Sociales de Paris.

~~7777535~~

